

7 **L'Amérique latine rebelle. Contre l'ordre impériale**
Janette Habel Le volcan latino-américain

CONTRETEMPS

CONTRETEMPS

11 I. DANS LES GRIFFES DE L'EMPIRE

- 12 **Chico de Oliveira** L'Amérique latine dans la tourmente libérale
25 **Claudio Katz** Au-delà du néolibéralisme
37 **Pierre Salama** La tendance à la stagnation revisitée
58 **Ernesto Herrera et Charles-André Udry** Crise continentale et alternative radicale
75 **Braulio Moro** Les intérêts européens en Amérique latine

87 II. MUTATIONS ET TUMULTES

- 88 **Joao Machado** Brésil, un an et demi de gouvernement Lula
103 **Aldolfo Gilly** Bolivie une révolution du XXI^e siècle?
112 **Haroldo Dilla Alfonso** Où va la société cubaine? Acteurs larvés, théâtres incertains et scénarios cryptiques
127 **Janette Habel** Sur les procès à La Havane
130 **Raul Zibechi** Résistances populaires aux privatisations
139 **Nalu Farias** La longue marche des femmes latino-américaines

143 RÉPLIQUES ET CONTRAVERSES

- 144 **Sergio Rodriguez Lezcano** « Personne » et le Cyclope
158 **Pablo Gonzalez Casanova** Les « Escargots » zapatistes
166 **Frank Gaudichaud** Retour sur les leçons chiliennes
179 **Eustache Kouvélakis** Critique de la citoyenneté (2), Marx et La Question juive



9 782845 971141

ISBN : 2-84597-114-1
ISSN : 1633-597X
Numéro dix
mai 2004
18,30 €

L'Amérique latine rebelle

Contre l'ordre impérial

Chico de Oliveira
Haroldo Dilla Alfonso
Nalu Farias
Frank Gaudichaud
Pablo Gonzales Casanova
Aldolfo Gilly
Janette Habel
Ernesto Herrera
Claudio Katz
Eustache Kouvélakis
Joao Machado
Braulio Moro
Sergio Rodriguez Lezcano
Pierre Salama
Charles-André Udry
Raul Zibechi

textuel

textuel

CONTRE^TEMPS

numéro dix, mai 2004

L'Amérique latine rebelle
Contre l'ordre impérial



CONTRTEMPS

numéro un, mai 2001

Le retour de la critique sociale Marx et les nouvelles sociologies

numéro deux, septembre 2001

Seattle, Porto Alegre, Gênes Mondialisation capitaliste et dominations impériales

numéro trois, février 2002

Logiques de guerre Dossier: Émancipation sociale et démocratie

numéro quatre, mai 2002

Critique de l'écologie politique Dossier: Pierre Bourdieu, le sociologue et l'engagement

numéro cinq, septembre 2002

Propriétés et pouvoirs Dossier: Le 11 septembre, un an après

numéro six, février 2003

Changer le monde sans prendre le pouvoir? Nouveaux libertaires, nouveaux communistes

numéro sept, mai 2003

Genre, classes, ethnies: identités, différences, égalités

numéro huit, septembre 2003

Nouveaux monstres et vieux démons: Déconstruire l'extrême droite

numéro neuf, février 2004

L'autre Europe: pour une refondation sociale et démocratique

numéro dix, mai 2004

L'Amérique latine rebelle. Contre l'ordre impérial

CONTR^TEMPS

numéro dix, mai 2004

L'Amérique latine rebelle Contre l'ordre impérial

© Les éditions Textuel, 2004

48, rue Vivienne

75002 Paris

ISBN: 2-84597-114-1

ISSN: 1633-597X

Dépôt légal: mai 2004

Ouvrage publié avec le concours

du Centre national du livre.

textuel

Directeur de publication:

Daniel Bensaïd

Comité de rédaction:

Gilbert Achcar; Christophe Aguiton; Antoine Artous; Daniel Bensaïd; Sophie Bérout;
Sébastien Budgen; Sébastien Chauvin; Karine Clément; Philippe Corcuff; Léon Crémieux;
Jacques Fortin; Janette Habel; Michel Husson; Bruno Jetin; Samuel Johsua; Razmig Keucheyan;
Thierry Labica; Ivan Lemaître; Claire Le Strat; Michaël Löwy; Lilian Mathieu; Braulio Moro;
Sylvain Pattieu; Willy Pelletier; Philippe Pignarre; Isabelle Richet; Michel Rovère;
Catherine Samary; Patrick Simon; Francis Sittel; Josette Trat; Enzo Traverso; Emmanuel Valat.

7 **L'Amérique latine rebelle. Contre l'ordre impériale**
Janette Habel Le volcan latino-américain

- 11 I. DANS LES GRIFFES DE L'EMPIRE
- 12 **Chico de Oliveira** L'Amérique latine dans la tourmente libérale
- 25 **Claudio Katz** Au-delà du néolibéralisme
- 37 **Pierre Salama** La tendance à la stagnation revisitée
- 58 **Ernesto Herrera et Charles-André Udry** Crise continentale et alternative radicale
- 75 **Braulio Moro** Les intérêts européens en Amérique latine
- 87 II. MUTATIONS ET TUMULTES
- 88 **Joao Machado** Brésil, un an et demi de gouvernement Lula
- 103 **Aldolfo Gilly** Bolivie une révolution du XXI^e siècle?
- 112 **Haroldo Dilla Alfonso** Où va la société cubaine? Acteurs larvés, théâtres incertains et scénarios cryptiques
- 127 **Janette Habel** Sur les procès à La Havane
- 130 **Raul Zibechi** Résistances populaires aux privatisations
- 139 **Nalu Farias** La longue marche des femmes latino-américaines

- 143 RÉPLIQUES ET CONTRAVERSES
- 144 **Sergio Rodriguez Lezcano** « Personne » et le Cyclope
- 158 **Pablo Gonzalez Casanova** Les « Escargots » zapatistes
- 166 **Frank Gaudichaud** Retour sur les leçons chiliennes
- 179 **Eustache Kouvélakis** Critique de la citoyenneté (2), Marx et La Question juive

Janette Habel

Sociologue à l'université de Paris XIII.

Le volcan latino-américain

La situation du continent latino-américain est marquée par l'ampleur des mobilisations sociales, par la crise de la « démocratie représentative », par l'impasse stratégique (le manque d'alternative et de perspective crédible de transformation socio-politique), par l'offensive économique politique et militaire de Washington. L'année 2004 constitue un tournant important pour les négociations commerciales et l'intégration régionale sur le continent. L'ALCA (la Zone de Libre Échange des Amériques) fait l'objet de négociations difficiles, notamment avec le Brésil. Même si l'échéance (prévue pour 2005) de la signature du Traité n'est pas respectée, le projet impulsé par Washington progresse et plusieurs accords commerciaux bilatéraux (avec le Chili et le Mexique) ou régionaux (le CAFTA¹ en Amérique centrale) ont été signés. D'autres gouvernements – la Colombie, la République dominicaine, l'Équateur – ont pris langue avec le gouvernement nord-américain pour négocier des traités bilatéraux de libre-échange.

Le climat social est cependant de plus en plus tendu. Certains États (qualifiés de « faillis ») connaissent aujourd'hui une véritable implosion, comme en témoigne l'effondrement d'Haïti. Des forces sociales nouvelles émergent : les pauvres, les « nouveaux pauvres », et ceux menacés de le devenir (l'Argentine compte 50 % de pauvres). La migration massive vers les villes déchire définitivement les solidarités villageoises et de proximité. Mais les sociétés latino-américaines, marquées par des profondes disparités sociales sont aussi le lieu d'émergence de nouveaux mouvements contestataires.

Les révoltes populaires et les mouvements insurrectionnels des dernières années sont la conséquence des transformations imposées par la restructuration/déstructuration néolibérale des années 1980-1990. Les recettes « orthodoxes » imposées par le FMI – privatisation des entreprises publiques, dérégulation du travail, remise en cause des droits sociaux, paiement des intérêts de la dette – suscitent une résistance de plus en plus massive. Partout, des manifestants s'opposent au pillage des ressources naturelles, à leur privatisation, à la baisse drastique du niveau de vie. C'est le cas notamment en Bolivie où la population s'est engagée à deux reprises dans la lutte pour la défense des biens publics et en l'an 2000 contre la privatisation de l'eau dans la région de Cochabamba, entraînant une augmentation des tarifs de 400 % ! En septembre-octobre 2003, un mouvement insurrectionnel est parvenu à chasser le président Sanchez de Losada².

Les changements introduits dans les campagnes par le modèle agraire néolibéral expliquent l'essor des mouvements indigènes et paysans. Au Mexique, les Zapatistes continuent à revendiquer l'autonomie et la dignité pour les communautés indiennes. En Équateur, le mouvement indien Pachacutik et la CONAIE, qui furent à l'avant-garde des manifestations populaires, ont quitté le gouvernement du Président Lucio Gutierrez en raison de son orientation néolibérale. Parallèlement les convergences entre les luttes de travailleurs salariés du secteur public, du secteur privé et des chômeurs se sont approfondies. En Argentine, les luttes des sans emploi se poursuivent malgré les tentatives de récupération des *Piqueteros* par le gouvernement Kirchner. La République dominicaine a connu en janvier 2004 deux jours de grève générale massivement suivie. Depuis la privatisation du patrimoine public, l'État a doublé en deux ans la dette externe du pays. Au Salvador, neuf mois de mobilisations contre la privatisation de la santé ont rassemblé dans un même combat les médecins, les personnels hospitaliers et la population.

Les formes de lutte se sont radicalisées (affrontements avec la police, occupations d'usines ou d'édifices publics, blocage de routes) ; la mise en place de coordinations plus larges que les mouvements sectoriels s'inscrit dans une perspective nettement anti-gouvernementale. Le retour de la démocratie, tant vantée après la chute des dictatures, a déçu. En Haïti, dix ans après avoir « restauré la démocratie », les Marines sont de retour à Port-au-Prince avec l'accord de l'ONU et l'appui de 800 soldats français. En effet, « des forces de la gendarmerie nationale française sont particulièrement préparées à faire face aux désordres et aux émeutes que connaît Haïti »³.

Le mépris envers des classes dirigeantes corrompues, incapables de mettre en œuvre des politiques publiques de développement et de répartition exigées par des populations en voie de paupérisation accélérée, est croissant. Les élites formées à Harvard, qui célébraient hier les bienfaits du Consensus de Washington et du libre-échange, sont discréditées. En quelques années, 5 présidents ont été renversés par des mobilisations populaires : de la Rúa en Argentine, Sanchez de Lozada en Bolivie, Abdulah Bucaram et Djamil Mahuad en Équateur, sans oublier le péruvien Fujimori en fuite au Japon. D'autres ex-présidents, tels Menem en Argentine, Salinas De Gortari au Mexique, ou Mateo Aleman au Nicaragua sont poursuivis pour de graves délits de corruption liés au narco-trafic.

Au Venezuela en revanche, c'est un Président démocratiquement élu, soutenu par les classes populaires, qui est menacé au nom de la défense de la démocratie. « Certains réclamaient l'organisation d'un référendum. Et bien, ils l'ont eu. Et ils l'ont perdu » déclarait Hugo Chávez lors de la conférence de presse qui suivit son retour à Miraflores – le palais présidentiel – après l'échec du coup d'État du 11 avril 2002. Alors que les États-Unis avaient reconnu *de facto*

le « président » fantoche Pedro Carmona, Chavez fut ramené au pouvoir par une formidable mobilisation populaire⁴. L'opposition n'a pas renoncé pour autant à resserrer le « nœud coulant démocratique » autour d'un Président démocratiquement élu et à fomenter le chaos pour justifier un coup de force⁵. Au Salvador (dont des troupes participent à l'occupation de l'Irak), des responsables étatsuniens n'ont pas hésité à intervenir dans la campagne présidentielle. Otto Reich, représentant de la Maison Blanche pour l'Amérique latine et Roger Noriega sous-secrétaire d'État, ont mis en garde les Salvadoriens contre une éventuelle victoire du FMLN et soutenu de fait le candidat de l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA), un parti dont le fondateur Roberto d'Aubuisson, instigateur de l'assassinat de l'archevêque de San Salvador Mgr Romero, fût qualifié « d'assassin psychopathe » par l'ambassadeur américain de l'époque.

Une impasse politique et stratégique

Plus le mouvement social prend conscience des relations entre le pouvoir de la finance, le chômage, le démantèlement des protections sociales et des services publics, la prise du continent dans les griffes des multinationales, la privatisation et le pillage des ressources naturelles, et plus le débat devient stratégique et touche au fond des problèmes. En dépit de la perte de légitimité des gouvernements, la capacité à donner des solutions politiques à la crise est entravée par l'hétérogénéité de la conscience et la diversité des expériences sociales et politiques. L'élaboration d'une perspective stratégique est également rendue plus difficile par la complexité de la conjoncture internationale et régionale, d'autant que les traditions « caudillistes » latino-américaines et la personnalisation du pouvoir ne favorisent pas les rapprochements nécessaires. De surcroît, les espoirs nés de certaines expériences ont vite été déçus. Le Brésil pouvait représenter une alternative grâce à sa taille et la présence de forces politiques et syndicales organisées tels que le PT, la CUT, le MST sans oublier l'appui d'un secteur progressiste de l'Église. Un an et demi après, le bilan ne répond pas aux attentes⁶. Pour le juriste Fabio Konder, « entre les banquiers et le peuple, le gouvernement Lula a choisi les banquiers ». L'expérience Zapatiste est à l'opposé. Après un silence prolongé, le mouvement Zapatiste a annoncé la formation de « Juntas de Bon Gouvernement », la construction de réseaux de municipalités autonomes rebelles pour les peuples indigènes, une nouvelle expérience du pouvoir (du contre-pouvoir) afin d'organiser « la résistance de ceux qui luttent pour la démocratie, la liberté, et la justice pour tous »⁷.

Auteur du livre *Changer le monde sans prendre le pouvoir*, l'économiste John Holloway a traduit à sa manière l'impasse dans laquelle sont plongés les mou-

vements et les associations populaires. La bureaucratisation et la corruption des partis et des syndicats, l'échec des révolutions, les défaites et les déceptions du xx^e siècle nourrissent en effet des théorisations abstraites qui rencontrent un écho certain sur le continent. C'est en Argentine que la défiance envers les forces politiques organisées a sans doute pris la forme la plus aiguë. Le soulèvement populaire a crié : « Que se vayan todos! » (Qu'ils s'en aillent tous !). Mais ce rejet sans alternative des politiciens et de la politique institutionnelle a aussi permis qu'ils reviennent tous par les urnes.

Enfin Cuba est encore un symbole de résistance à l'impérialisme sur le continent. Mais le castrisme n'est plus un projet politique alternatif crédible.

Dans ce contexte d'instabilité sociale et politique, la stratégie américaine poursuit plusieurs objectifs : l'avancée des négociations de l'ALCA, sa priorité économique et commerciale, et la consolidation de son hégémonie politique et militaire. Divisant pour mieux régner, Washington cherche dans les négociations commerciales en cours à isoler et à affaiblir tous ceux qui résistent peu ou prou à ses prétentions impériales, notamment le Venezuela et le Mercosur. L'ALCA est en effet bien plus qu'un simple traité de libre-échange. La problématique de l'intégration continentale est envisagée non seulement sous l'angle économique, mais aussi juridique, institutionnel et politique. On assiste ainsi à un remodelage institutionnel autour de l'Organisation des États Américains (OEA), avec la Charte Démocratique légitimant un « droit d'ingérence » dont les prémisses sont déjà à l'œuvre à Caracas ou à Port-au-Prince. Enfin la redéfinition de la sécurité hémisphérique prend prétexte de la croisade contre le terrorisme pour justifier la criminalisation des dirigeants sociaux et politiques, le recours croissant à l'état d'exception, le harcèlement policier des travailleurs en grève, les perquisitions domiciliaires. L'influence militaire étatsunienne se renforce, avec la réalisation d'exercices militaires conjoints entre armées latino-américaines et nord-américaines, en Argentine d'abord, puis au Paraguay en juin 2003, sans oublier la présence de conseillers militaires en Colombie. C'est ce qui explique les pressions exercées par Washington pour garantir l'immunité juridique à ses soldats. Entre la doctrine de la souveraineté limitée et la guerre préventive, les risques encourus par le continent rendent plus nécessaire que jamais la globalisation des résistances.

- 1 Central America Free Trade Area.
- 2 Voir dans ce numéro de *ContreTemps* l'article d'Adolfo Gilly.
- 3 IHT 27 et 27 mars 2004 Kimberly Zisk Marten « Getting it right in Haiti this time around ».
- 4 Lire « Chavez sauvé par le peuple », *Le Monde diplomatique*, mai 2002.

- 5 *Le Monde diplomatique*, avril 2004.
- 6 Voir dans ce numéro de *ContreTemps* l'article de Joao Machado.
- 7 Voir dans ce numéro de *ContreTemps* les articles de Pablo Gonzalès Casanova et de Sergio Rodriguez Lazcano.

Dans les griffes de l'empire

Dossier coordonné
par Daniel Bensaïd et Braulio Moro



Chico de Oliveira

Sociologue brésilien.

L'Amérique latine dans la tourmente libérale

Ce texte de Francisco Oliveira est issu d'une conférence récente du prestigieux sociologue brésilien. Il tente de saisir les nouvelles configurations sociales en Amérique latine, suite à l'accélération de la paupérisation et des déstructurations sociales provoquées par « l'externalisation » des économies sous les contraintes de la mondialisation du capital.

Ma source d'inspiration est évidente : il s'agit du livre classique d'Eduardo Galeano *Les Veines ouvertes de l'Amérique latine* (1). Ces veines ouvertes peuvent-elles être transformées en voies ouvertes pour se libérer, pour réduire les inégalités internes à l'Amérique latine, pour renouer avec le développement économique, pour occuper une nouvelle place dans le monde contemporain. Va-t-il se produire une transformation dialectique des « veines ouvertes » en « voies ouvertes » ou continuerons-nous à lire Borges comme le maître de nos mirages, et le titre de Galeano continuera-t-il à avoir toute sa vigueur ?

Il est inutile de répéter de manière inconsistante ce que l'on peut trouver, sous une forme originale et suffisante, dans les rapports de la Cepal (Commission économique pour l'Amérique latine) : les deux dernières décennies furent marquées par la stagnation, la régression ou, au mieux, dans quelques cas, une croissance médiocre. L'Amérique latine fut « asservie par le néolibéralisme », quand bien même cet énoncé est quelque peu mystificateur pour ce qui a trait à la dernière période du siècle passé et à celle qui continue aujourd'hui. L'Amérique latine est la région où règne la plus grande inégalité, encore plus grande qu'en Afrique. L'inégalité a augmenté dans nos sociétés entre le début des années 1990 et les premières années du XXI^e siècle. Le Mexique et le Brésil, sur ce terrain, n'ont pas connu de changements. En ce qui concerne des sociétés qui, par le passé, étaient plus égalitaires, comme l'Argentine ou l'Uruguay, ces dernières furent projetées vers une « inégalitarisation » radicale.

L'exception à cette réalité est Cuba, dont le progrès mutilé sans cesse par l'impérialisme nord-américain n'a pas pu être mené à bien dans l'ensemble du continent latino-américain dévasté par la stagnation. Cuba doit faire face au risque « du socialisme dans un seul pays », qui serait un anachronisme s'il n'y

avait pas l'épopée de sa dignité et les immenses sacrifices de son peuple. Oui, Galeano, nos veines resteront ouvertes, peut-être beaucoup plus que par le passé dans lequel s'enracine cette métaphore. La mondialisation se transforme en une puissante succion, au travers de laquelle le travail des habitants de l'Amérique latine s'écoule vers l'extérieur.

Derrière le diagnostic général se cachent des spécificités. On peut mentionner la transformation très rapide du Mexique comme principal exportateur, isolé, vers les États-Unis – cela dans le cadre du Traité de libre commerce de l'Amérique du Nord, ALENA, signé en janvier 1994 entre le Canada, les États-Unis et le Mexique ; ce qui n'a pas libéré ce pays du poids de sa dette extérieure et de sa déclaration de défaut au début des années 1990. De cette exportation, n'a nullement résulté la résolution de l'inégalité sociale au sein du pays. On peut faire référence à l'échec fracassant et à l'incroyable involution de l'Argentine, autrefois, dans les débuts du XX^e siècle, la cinquième économie la plus importante du monde. Le Chili a connu un développement moins instable à partir de la dictature de Pinochet. Mais, à l'heure de solder les comptes, ses travailleurs doivent avaler la potion amère de la sécurité sociale privatisée.

De toute façon, l'isolement chilien par rapport à l'Amérique latine fait dépendre ce pays presque exclusivement du marché nord-américain. Et, de fait, le Chili a reculé en termes de division sociale du travail. Il est retourné à la condition d'une économie de production de biens primaires, exportatrice, s'appuyant, de plus, sur le bon et vieux cuivre toujours étatisé...

Les économies uruguayenne et paraguayenne souffrent directement de la régression de l'économie argentine et de la politique néolibérale en cours au Brésil ; le Mercosur (marché commun réunissant le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay, le Paraguay ; le Chili s'y est associé depuis 1996 et la Bolivie depuis 1997), dans cette situation, n'a pas pu insuffler à ces deux pays un dynamisme. La Colombie s'est transformée en une tragédie. Elle est en train de devenir un non-État et une non-nation. L'Équateur, le Pérou et la Bolivie ont souffert de spasmes si violents que même la science sociale la plus précautionneuse ne se risquerait pas à faire un pronostic : on peut passer, quasi sans médiation, de Sendero Luminoso à Fujimori, et de ce dernier à Toledo ; d'expérimentations à la Thatcher en Bolivie, entre autres avec Gonzalo Sanchez de Lozada (élu en 1993, puis à nouveau en août 2002, avant d'être contraint à la démission le 17 octobre 2003) à Evo Morales (dirigeant du Mouvement pour le socialisme – MAS – qui a réuni 30 % des voix aux dernières élections) ; de la dollarisation imposée au forceps, au récent soulèvement indigène anticapitaliste.

Le Venezuela a connu la corruption la plus diffuse sous la direction du parti le plus social-démocrate qu'ait connu le continent (l'Action démocratique de Carlos Andres Perez, élu à la présidence en 1989 et suspendu en 1993 pour

malversations, emprisonné quelques mois). Il fait face, aujourd'hui, de manière quasi quotidienne, aux tentatives de déstabiliser la révolution bolivarienne dont le leader est Hugo Chavez, déstabilisation qui a été jusqu'à une tentative de coup d'État contre la présidence de la République, menée directement par le président de l'association du patronat. Cette situation exprime le fait que, de manière fréquente, la bourgeoisie se passe des institutions politiques et de ses ex-représentants intermédiaires.

Le « miracle de la démocratisation »

Depuis la crise des dictatures, fin des années 1980, un souffle de liberté a parcouru l'Amérique latine. Dans toutes les parties du continent, on a assisté à une relance de la politique sous l'impulsion d'une union des mouvements sociaux, en ascension ; d'un syndicalisme rénové (ce fut le cas au Brésil) ; du maintien de la crise de la dette extérieure ; de la création de nouveaux partis de masse ayant une composante de travailleurs, comme l'illustre l'exemple du PT (Parti des travailleurs) au Brésil ou du MAS en Bolivie ; de la réconciliation entre des forces démocrates-chrétiennes et social-démocrates au Chili ; du rejet populaire de la corruption d'un Carlos Andres Perez au Venezuela et d'une identification massive avec l'idéologie bolivarienne (d'indépendance et de justice sociale) ; de la fin du bain de sang au Guatemala. Tout cela a abouti au « miracle » de la démocratisation de l'Amérique latine. Et, avec lui, s'est affirmé l'espoir de faire disparaître les expériences néolibérales socialement quasi génocidaires. Pour la première fois dans l'histoire latino-américaine, dans aucun de ses trente-cinq pays n'était en place un régime dictatorial. Il semblait que le mélange grotesque de dictature, de chefs, de tyrans – la plupart du temps brutalement sanguinaires – et de quelques régimes démocratiques avait laissé la place à l'affirmation de la démocratie.

Quelque chose de complètement imprévu s'est produit. Peut-être avions-nous sous-estimé le « sale travail » des dictatures et les destructions ayant miné la structure sociale, ayant stimulé les inégalités, ayant atteint la capacité des États de réguler les conflits et ayant frappé l'identité entre projet national pour les classes dominantes et projet national pour les classes dominées, ayant abouti à une déterritorialisation de la politique qui transforme nos États nationaux en un anachronisme. Une sorte de situation schizophrénique s'était produite. Les bourgeoisies avaient renoncé à un projet national (projet de relative « indépendance » politique proclamée face à l'impérialisme) et, de cette manière, l'espace politique se transformait en passant d'une apparente libération à un confinement pour les classes dominées. En effet, la mondialisation du capital a absorbé la vague de démocratisation de la fin des années 1980 et 1990 avec toute une série de conséquences. Les dictatures avaient réussi à

insérer définitivement les économies de l'Amérique latine dans la financiarisation du capital, lequel diminuait de façon extrême le pouvoir de l'État national dans la nouvelle vague de démocratisation.

La réponse des forces politiques qui ont assumé le pouvoir étatique dans la période post-dictature consista à accélérer le rythme pour mener à bien le travail de financiarisation, essayant d'insérer les différents pays, au travers de diverses formules, dans la trappe d'une mondialisation supposée à caractéristique homogénéisante (qui rapprocherait à long terme la situation des sociétés à l'échelle mondiale). Ainsi, ont disparu les barrières protectionnistes douanières au nom du libre commerce ; ainsi, ont été privatisées des entreprises étatiques qui furent les piliers de l'industrialisation (dans des pays comme l'Argentine, le Mexique, le Brésil, l'Uruguay) depuis les années 1940 ; ainsi furent déréglementés, sous diverses formes, les marchés du travail qui structuraient un « état de bien-être » très précaire. Quelques pays ont été très loin. Le Mexique, par le biais de son intégration à l'Alca, a perdu sa capacité de pratiquer une quelconque politique économique propre ; l'Argentine a tout privatisé et mis en place une dollarisation qui aboutit à éliminer toutes les protections non douanières – annulant la fonction d'un fragile Mercosur – et est arrivée au point d'inscrire dans sa Constitution la parité entre le peso et le dollar, enlevant par conséquent aux électeurs la capacité de gouverner. De la Rua, après Menem, poussa au paroxysme cette désétatisation de la monnaie.

Le Brésil, au cours des deux mandats de quatre ans de Fernando Henrique Cardoso (de 1995 à 2002), a privatisé tout le puissant complexe industriel étatique, à l'exception de Petrobras, au moyen d'une cession de la propriété qui a bouleversé les structures de pouvoir et les relations entre les classes, ainsi que celles qu'elles entretenaient avec la politique. Restait dès lors un important parc industriel privé, miné par l'ouverture commerciale indiscriminée et par une ouverture identique aux investissements. Il serait trop long, fastidieux et superflu, face au formidable ensemble de données, d'analyses et d'interprétations de la Cepal, de reconstruire les principaux désastres qui s'expriment au travers des indicateurs économiques les plus courants.

Cette implosion des relations de classes a des conséquences au plan politique. Les tensions sociales se sont radicalisées à un niveau imprévu. Cette implosion exigeait une avancée politique d'une telle ampleur qu'il n'était pas recommandé d'attendre. Les hauts niveaux de chômage et de travail informel rampant déplacèrent du centre de gravité politique auquel elles étaient parvenues les catégories sociales organisées dans le travail formel. L'élection de Luiz Inacio Lula da Silva (en octobre 2002) à la présidence de la République brésilienne n'a pas abouti à une montée du pouvoir syndical comme assise du pouvoir politique du PT. Sa signification est différente. Le chômage et le travail

informel dans un pays comme le Brésil concernent environ 60 % de la population active – en Argentine, ce pourcentage est encore plus haut – et ont créé une nouvelle classe que le lexique politique de la gauche et de la science sociale est incapable de qualifier : ce ne sont pas des « travailleurs informels », ce sont des chômeurs, mais pas des chômeurs sans emploi ; ce ne sont pas des « masses marginales », c'est un *lumpensinat* (par analogie à prolétariat ou à paupériorat), sans reprendre la connotation si dépréciative qu'avait ce terme lorsqu'il était utilisé par Adolphe Thiers.

Pourquoi donc cette dénomination, même si elle est provisoire, est-elle importante ? Parce que c'est dans la politique que cette couche peut devenir *lumpen* ou, plus exactement, c'est dans l'antipolitique que cela peut se produire. Autrement dit, virtuellement, sont créées les conditions d'un populisme de caractère néofasciste, pour la première fois dans l'histoire de l'Amérique latine ; puisque l'interprétation du populisme au début de l'industrialisation (en Amérique latine) fut souvent une erreur sociologique et politique.

Cette puissante déstructuration sociale a suscité une implosion dans les rapports de représentation politique. Qui représentent donc aujourd'hui les partis politiques issus des anciennes structures sociales ?

Le justicialisme argentin (le péronisme) est divisé entre de puissantes fractions bureaucratiques et, y compris, de type maffieux. Qui représente-t-il ? Les *piqueteros* (les chômeurs organisés) ? Demandez-leur ! Le Parti des travailleurs au Brésil représente-t-il les 60 % du total des « informels », au Brésil ? Les partis politiques traditionnels de Colombie représentent-ils les forces en conflit depuis plus de trente ans (allusion à l'affrontement militaire continu qui marque la vie colombienne depuis la fin des années 1940), une situation qui s'est aggravée avec l'entrée en scène des paramilitaires ? Evo Morales du MAS, le nouvel homme des *cocaleros* (paysans pauvres cultivant la coca), représente une nouveauté effective, parce que les partis boliviens, depuis longtemps, ont perdu leur insertion populaire. Le MNR (Mouvement nationaliste révolutionnaire – parti qui s'est trouvé à la tête de la révolution de 1952, qui aboutit à la nationalisation des mines et à diverses réformes d'envergure) s'est converti en une oligarchie depuis fort longtemps. Le président renversé Sanchez de Lozada était membre du MNR, comme l'est le nouveau, Carlos Mesa Gisbert. Le mouvement indigène d'Équateur (très actif depuis 1994 et représenté entre autres par la Confédération de nationalités indigènes d'Équateur – Conaie –) est aussi une nouveauté et s'inscrit dans le même filon que le processus en cours en Bolivie. Au Pérou, Fujimori représenta une réaction libérale à une situation d'anarchie ; mais les fortes structures oligarchiques du pays, qui disposent d'un immense appareil de cooptation, l'ont rapidement intégré et transformé en principal symbole de l'impunité corrom-

pue des vieilles classes dominantes péruviennes. Le président Toledo est arrivé avec dans ses bagages ses études à Harvard et il connaît déjà un processus de perte de crédibilité qui rend son doctorat sans efficacité.

États nationaux et « état d'exception »

La politique institutionnelle tourne en rond dans la mesure où les contraintes et les limites imposées par la mondialisation du capital rendent inutiles et superflues les institutions démocratiques et républicaines. Les banques centrales sont la véritable autorité nationale et ce ne sont pas des institutions démocratiques. Selon la théorie de Carl Schmitt, est souverain celui qui décide de « l'état d'exception ». Et qui en décide entre nous ? Les États nationaux se transforment, effectivement, en « état d'exception » : toutes les politiques publiques sont des politiques d'exception. On a presque dollarisé en Argentine pour ceux qui possédaient des dollars et des titres libellés en dollars ; on a dollarisé en Équateur avec le même objectif. Au Brésil, on a maintenu une monnaie surévaluée pour attirer des capitaux spéculatifs. De nouveau, le rosario serait interminable à égrener ; toutefois, il est important de signaler que, grâce à ce rosario, les États nationaux et leur politique se sont transformés en États d'exception et cela dans un double sens. Tout d'abord, ils existent pour protéger les intérêts de la finance de marché. Ensuite, ils maintiennent le gros des populations dans un état d'indigence, d'exceptionnalité, en rendant fonctionnelle la pauvreté, qui est la pire des exceptions.

La politique institutionnelle a attiré les forces populaires les plus transformatrices vers ce qui se structure comme un piège. En effet, ce sont ces nouvelles forces populaires qui sont arrivées finalement au seuil du pouvoir et sont devenues les exécutrices de l'exception : des excédents budgétaires décidés conjointement avec le FMI (allusion à l'accord du gouvernement Lula qui a défini un excédent primaire, donc avant paiement des intérêts de la dette, de 4,25 % du PIB) ; une accélération de l'intégration à l'ALCA (Zone de libre-échange des Amériques, pilotée par les États-Unis) ; une soumission à l'OMC ; une conversion à un non-contrôle des changes et aux libres échanges commerciaux.

L'Amérique latine a oublié la leçon de l'asymétrie du rapport de force entre le centre et la périphérie. Les bourgeoisies nationales, dans cette configuration de forces, se sont complètement subordonnées aux impératifs de la mondialisation, renonçant à la politique. Elles préfèrent mettre leur confiance dans les dispositifs évoqués par Michel Foucault : dans les procédures limitées au sein des institutions, dans ces automatismes qui annulent la politique.

Le cas brésilien l'illustre à satiété. Comme le gouvernement Lula, qui promettait d'être un gouvernement de transformation, a passé tous les compromis, il n'y a pas d'opposition politique, même pas d'opposition d'un quelconque sec-

teur économique. On est donc face au paradoxe suivant: les forces qui gagnent les élections luttent entre elles, alors que les classes dominantes continuent à mettre en œuvre des conflits. La réforme agraire au Brésil en est un exemple. Le MST (Mouvement des paysans sans-terre) cherche à ce que le gouvernement réponde aux nécessaires installations de paysans (mise à disposition de terres et appuis techniques). Le gouvernement s'y refuse, peut-être pas par manque de volonté politique, mais à cause du cadre budgétaire déterminé par l'excédent primaire imposé par le FMI. Et les médias provoquent en exacerbant les éléments du conflit entre le MST et le gouvernement Lula. Il en découle un affaiblissement des deux et les positions contre la réforme agraire commencent à se renforcer.

Peut-on être arrivé au bout de l'agenda néolibéral? Y compris cela doit être mis en question, d'autant plus si l'on prend l'exemple du gouvernement Lula qui approfondit les « réformes » néolibérales. Mais si l'on considérait même que l'agenda néolibéral avait été mené à bon port, la question qui se pose est plus compliquée: que faire pour soigner l'usure organisationnelle profonde des classes laborieuses, pour restaurer le minimum de capacités régulatrices d'un État totalement dévasté? Comment relancer la croissance économique si l'investissement étatique, qui fut décisif pour l'industrialisation de l'Amérique latine, est étranglé par le service pesant des dettes interne et externe? Et encore plus si cet État se trouve sans moyens d'agir à cause des privatisations? La confiance dans le marché comme mécanisme efficace d'allocation des ressources doit être mise en question, avec plus de force encore que durant les années dorées de la Cepal (les années 1950 et 1960). Car la distribution des richesses s'est dégradée et, dès lors, les investissements se dirigent seulement vers les secteurs qui répondent aux demandes des classes disposant de hauts revenus, redoublant la concentration perverse qui fut constatée et dénoncée par Celso Furtado.

La croissance économique, avec une redistribution de la richesse chaque fois plus inégalement concentrée et sans État comme instrument de régulation d'un projet de transformation, prend les traits d'un bourreau exécutant ses propres promesses.

Ne pouvant agir sur le terrain des politiques de développement, les États nationaux en Amérique latine ne peuvent plus qu'administrer des politiques de mise en action fonctionnelle de la pauvreté pour le système. Il s'agit de politiques d'exception, qui transforment l'État en un État d'exception. Les professionnels du marketing politique ont inventé des termes comme la « bourse scolaire », la « bourse alimentaire », le « premier emploi ». « Faim zéro » est l'expression la plus prétentieuse de toutes. Elle met de plus en lumière le caractère antiuniversel de ces politiques (le projet « Faim zéro » se concentre

sur une fraction de la population, selon les préceptes développés par la Banque mondiale et des agences de l'Onu), alors que les politiques qui stimulaient une redistribution plus grande de la richesse au cours de l'histoire du capitalisme des pays du centre, c'est-à-dire les politiques dites de sécurité sociale, sont annihilées dans les pays de la périphérie par les privatisations et les réformes, véritable escroquerie sémantique.

Comme les forces organisées des travailleurs ont été fortement érodées et ont perdu leur capacité de proposer des politiques alternatives et de les mettre en œuvre ou d'empêcher les contre-réformes, les États nationaux en Amérique latine frisent ce que la littérature politique caractérisait, dans le passé, comme du populisme. Mais cette caractérisation est erronée. Cela dans la mesure où, dans le passé, le populisme signifiait l'inclusion par « la voie passive » de manière autoritaire des classes laborieuses dans la politique. Alors que le néopopulisme (acceptons la formule) recouvre une exclusion des travailleurs de la politique et leur transformation en objets de mesures compensatoires (aides contre la pauvreté). La « masse marginale » s'est transformée, par le biais des politiques qui rendent la pauvreté fonctionnelle, en armée de réserve maintenue (masse de chômeurs, chômeuses et hyper-précaires faisant pression sur les conditions de travail et de reproduction de la force de travail), nécessaire à la gestion des processus les plus primitifs de mise au travail, pour ceux qui obtiennent une place fonctionnelle dans l'accumulation du capital. Évidemment, ce n'est pas la pauvreté qui est à l'origine de cette accumulation. C'est la révolution « moléculaire-digitale » (la révolution des biotechnologies et de l'informatique) dans les pays du centre qui fait de la pauvreté un facteur fonctionnel de l'accumulation du capital. Les économies de l'Amérique latine appartiennent, aujourd'hui, à la famille des « ornithorynques » (Francisco de Oliveira vient de publier sous ce titre un livre analysant la situation au Brésil ainsi que la transformation sociologique du PT), une combinaison arrogante de hauts revenus, de consommation ostentatoire, d'accumulation du capital placée sous le commandement de la révolution « moléculaire-digitale », de pauvreté extrême, de *lumpesinat* moderne asservi par le capital financier et d'incapacité scientifico-technique à trouver une concrétisation socio-économique. L'Argentine nous a donné l'unique Prix Nobel dans une branche de la science, celle de la physiologie-biologie-médecine. Ce potentiel dort aujourd'hui dans la Recoleta (quartier très riche de Buenos Aires); c'est là que gît ce qui pouvait être une promesse de futur pour la nation.

Pourquoi le défi est-il plus grand aujourd'hui que celui de la période du développementisme qui trouvait dans la brave Cepal son principal porte-parole. Tout d'abord pour une raison stratégique fondamentale. Alors que la situation passée se caractérisait par un « échange inégal » (Samir Amin) entre produc-

teurs de matières premières (Amérique latine) et producteurs de biens manufacturiers (le centre dynamique) – situation qui pouvait être contrecarrée par l’industrialisation, option par excellence de la Cepal –, la mondialisation actuelle est, avant tout, celle du système financier. La plus importante contradiction ne réside pas dans le fait que ce sont les transnationales elles-mêmes qui sont présentes dans le processus d’industrialisation de substitution d’importations – ce qui aggrave la dépendance financière et constitue l’un de ses éléments structurants. Elle réside dans la monnaie mondialisée, dans le dollar et l’euro (dans une moindre mesure pour ce dernier) qui sont les éléments qui constituent les deux bouts de la boucle du fonctionnement des économies latino-américaines de la périphérie. En d’autres termes, ce qui finance l’activité productive latino-américaine, c’est la monnaie internationale et il n’y a pas « d’industrialisation substitutive » de la monnaie internationale. Dans ce cas, le remède tue (allusion à la volonté d’assurer le flux de devises en accrochant une monnaie au dollar, en élevant les taux d’intérêt, en libéralisant, ect.). L’équation de la dépendance est plus complexe et sa solution aussi.

Sortir de la contrainte impérialiste

Étant donné les conditions rapidement énoncées, les nouvelles revendications sont plus radicales. Le renversement de Sanchez de Lozada par une puissante union du mouvement des *cocaleros* avec le mouvement indigéniste et la centrale ouvrière bolivienne (COB) – c’est-à-dire presque une répétition de la révolution de juin 1951 qui avait porté au pouvoir Víctor Paz Estenssoro du MNR, avec l’appui des mineurs et des paysans –, indique que la Bolivie traverse une situation révolutionnaire. Les forces et les mouvements qui ont renversé Sanchez de Lozada ont été contraints de se positionner hors des frontières du système : Felipe Quispe (dirigeant Aymara, très actif dans la ville d’El Alto et secrétaire de la centrale syndicale des travailleurs paysans de Bolivie) l’a compris de façon lucide. Ce mouvement sera-t-il à la hauteur ? La stagnation générale et un certain recul en Amérique latine créeront-ils les conditions pour circonvier l’audace des classes laborieuses en Bolivie ? L’isolement de Cuba nous oblige à réfléchir à deux fois avant de célébrer une victoire ; il faut tirer une conclusion : la victoire n’est qu’un commencement.

La victoire du gouvernement de Lula constitue un autre cas qui doit servir d’avertissement. Elle peut susciter l’illusion de l’hégémonie des forces laborieuses. Néanmoins, si l’on analyse l’action présidentielle, la vérité pourrait se trouver dans le camp opposé. Toute la longue accumulation des mouvements sociaux brésiliens, y compris le propre mouvement syndical duquel Lula a émergé, a produit une quasi-hégémonie, selon les termes mêmes de Gramsci : une direction légitime des mouvements de la société, accompagnée d’un rejet

de la mondialisation qui soumet le pays, de la dénonciation de la dégradation de l’environnement, du manque d’éthique en politique, de la forte dérégulation des structures du marché du travail ; et cela s’appuyant sur une volonté déclarée de sécurité sociale qui balaie l’incapacité chronique de l’économie à produire les emplois nécessaires, sur un combat contre le clientélisme et le népotisme des élites politiques traditionnelles, pour une distribution de la richesse qui permet de sortir le Brésil de cette position obscène faisant de lui la quatrième des sociétés parmi les plus inégalitaires de la planète capitaliste. Le gouvernement de Lula contredit, en pratique, cette quasi-hégémonie. Au contraire, il accepte de refaire tout ce qu’il a combattu. Afin que nous ne tombions pas dans le registre d’une simple dénonciation morale, qui certes continue d’être nécessaire et continuera à être un élément de la politique, il est urgent d’approfondir les causes structurelles de telles déviations.

Au-delà des particularités de nos pays, qui indiquent diverses voies possibles pour l’Amérique latine, il y a un trait structurel qui, une fois de plus, met en relief une possible communauté de nations, de peuples, d’ethnies, de cultures dans ce continent. Dans le passé, notre colonisation ibérique (organisée par l’Espagne et le Portugal) a abouti à la destruction de nos cultures autochtones ; puis il y a eu l’impérialisme anglais et, par la suite, nord-américain. Actuellement, la mondialisation du capital est un phénomène nouveau qui conduit à annihiler les classes sociales historiques qui ont construit notre propre et précaire histoire. Y compris cette histoire qui fit de nos classes dominantes, de façon volontaire ou involontaire, les agents de la domination, une domination implacable dans la majeure partie des cas et brutale dans d’autres. La mondialisation liquide tout cela. Cette mondialisation, dont le nom le plus approprié est la virtualité impériale des États-Unis s’exprime au travers de deux puissantes tendances.

La première réside dans la dénationalisation de la politique et la seconde dans la dépolitisation de l’économie ; ce qui en termes juridiques est nommé : déterritorialisation de la politique et judiciarisation de la marchandise. Par le premier terme, il faut entendre la supra-territorialité des politiques financières, monétaires, budgétaires, de commerce extérieur, de droit de patentes et de propriété intellectuelle. En d’autres mots, il s’agit du FMI, de la Banque mondiale, de la Banque interaméricaine de développement et de l’Organisation mondiale du commerce. Cela signifie que les politiques nationales sont soumises, réglementées, dirigées, surveillées par les macropolitiques de la mondialisation.

C’est la perte de l’autonomie des États nationaux. Les monnaies nationales sont une fiction. Les politiques budgétaires sont fixées de l’extérieur et le non-respect des normes implique des pénalités. On établit les dépenses, leur

ampleur comme leurs allocations particulières. Il est déconseillé de faire des dépenses « libérales » pour ce qui a trait au personnel des services publics. Les « marchés » réagissent, disqualifiant l'action des gouvernements (sortie de capitaux, exigence de taux d'intérêt plus élevés pour opérer des prêts, etc.). Les agences de notations, qui mesurent les risques encourus par les entreprises privées, font monter ou descendre ledit « risque-pays » (ce qui joue un rôle important pour la fixation des taux d'intérêt). Avec cet instrument, elles détournent les investisseurs, stimulent la fuite ou l'entrée de capitaux, (dé) valorisent les titres de la dette des pays sans que rien ne se soit passé à court terme dans l'évolution des comptes extérieurs : ce sont les prophéties auto-réalisantes des marchés. Des niches spécifiques de commerce, de finance internationale, de droits de patente, de propriété intellectuelle sont établies par l'OMC de manière telle qu'elles ne peuvent pas être appliquées aux pays aujourd'hui émergents ou submergés si cela est l'humeur des marchés.

La judiciarisation des marchandises est un mouvement plus mortel. Puisqu'elles intègrent, en elles, leur propre législation qui fait fi des législations nationales. Le cas le plus trivial est devant nous lorsque l'on rentre à la maison avec une bande vidéo et aujourd'hui un DVD : sur ces produits on peut lire, avant de les voir, les conditions à remplir pour l'usage de telles « propriétés » (droits de propriété intellectuelle). Il y a une supermarchandise : selon Marx, lorsque le consommateur achète une marchandise, il est propriétaire de sa valeur d'usage. Aujourd'hui, la valeur d'usage continue à être la propriété du vendeur : le consommateur ne peut pas donner à ce qu'il a acheté l'usage qu'il lui plaît. De fait, il y a une modification dans la propriété capitaliste. Le plus grave se produit dans le domaine des biens pharmaceutiques. Par exemple, les pays ne peuvent pas tenter d'utiliser des médicaments sans payer les droits de patentes et, y compris, dans ce cas, de respecter les conditions d'usage qui conviennent aux « propriétaires ». Le cas des médicaments antisida est une belle exception dont le développement doit être examiné à la lumière de tous les autres cas.

Les transgéniques portent dans leurs nouveaux codes génétiques le veto suivant : ils ne peuvent être choisis par les citoyens qui les utilisent : ces dernières graines transgéniques ne peuvent devenir semence et la marchandise réduit la diversité à un élément unique, ce qui a été dénoncé par Vandana Shiva, annulant de la sorte le potentiel culturel, technique et scientifique des productions indigènes. L'image constitue un élément final de la judiciarisation de la marchandise. Les droits sur l'image, en dernière instance, font perdre la valeur d'usage d'un simple regard humain : on ne peut regarder que si l'on paie. S'instaure de la sorte, le monde de la cécité virtuelle.

Toutefois, c'est la mise à l'écart scientifico-technique de nos pays qui représente un danger supplémentaire. L'entrée dans le nouveau paradigme moléculaire-digital s'est effectuée avec la mondialisation. Et cette dernière, en finançant nos économies et les États nationaux, a transformé l'épargne interne insuffisante de nos pays pour financer les investissements des pays du centre. Notre dépendance s'est transformée en une insertion dans les circuits de valorisation externes, même si la réalisation de la valeur est interne (vente sur les marchés de la périphérie des biens durables contrôlés par les transnationales du centre). Cela nous oblige à suivre les modes de consommation que Celso Furtado a déjà dénoncés. Et, au-delà, cela nous contraint à des investissements et à une mise à l'écart, bien que nos systèmes de production, liés à la deuxième révolution industrielle, aient déjà été insuffisants. De là découle cette tragi-comédie actuelle qui fait que des indigènes (Amérindiens) et des habitants des bidonvilles sont accrochés à leurs téléphones portables alors qu'ils souffrent de la faim.

Nouvelles « révolutions démocratiques »

Tout ce processus conduit à une certaine obsolescence des classes sociales classiques. Les dominants, qui n'ont jamais fait une véritable révolution bourgeoise, ne peuvent maintenant aspirer à rien. Les dominés ont été écrasés par les révolutions scientifico-techniques, par la mondialisation, par les restructurations productives et par l'absence d'un adversaire national, qui n'utilise déjà plus les médiations des institutions politiques représentatives, puisqu'il n'a plus rien à représenter. Et, s'il n'existe plus de représentation, à quoi peut servir la politique ? Et, s'il n'existe plus d'État national, à quoi peut servir la conquête du pouvoir ?

Les États latino-américains sont contraints à effectuer une révolution démocratique qui se transcende elle-même, qui ne signifie donc pas adopter simplement les règles de la démocratie formelle. Cette dernière s'est transformée en une panacée, en une négation de son historicité. Une révolution démocratique effective commence par redistribuer sérieusement la richesse, frappant un coup fort contre l'obscène inégalité latino-américaine. Devant l'impossibilité de suivre la politique des classes traditionnelles ; il s'agit de dépasser cette révolution pour poser, dans la pratique, une politique de citoyenneté de classe. Tous les processus en cours en Amérique latine indiquent cette radicalité. Prenons le cas argentin. On ne peut avoir confiance dans la restauration de la normalité, même si l'action de Nestor Kirchner (actuel président argentin venant du péronisme – Parti justiciable – et élu par défaut, après le retrait de Menem) a surpris le scepticisme des Argentins et le nôtre. Mais cette restauration de la normalité ne conduira pas très loin ce grand pays austral qu'est l'Argentine.

Dans le cas du Brésil, il faut démythifier le mythe Lula et remettre la politique au niveau des organisations populaires. Il faut s'opposer aux risques d'une « priisation » du PT (référence à l'institutionnalisation du Parti de la Révolution Institutionnelle du Mexique – PRI). Le cas vénézuélien nous indique les limites de la démocratie formelle, au même titre que d'autres cas. Et aujourd'hui, la Bolivie nous interroge à nouveau avec les limites qui s'expriment.

En vérité, il existe plusieurs orientations pour l'Amérique latine. Et les réduire à une forme unique, comme cela fut fait par le passé, serait une faute grave. Mais, toutes ces voies passent par une démocratisation radicale visant à élargir l'influence des masses sur les grands processus, au-delà du rejet de ce que la mondialisation a imposé aux classes traditionnelles. L'activité intellectuelle et académique a pour missions d'interpréter, avec urgence, les situations nouvelles. Et cela non pas pour se substituer aux acteurs réels mais pour les aider dans le processus devant forger une nouvelle identité dépassant les limites des classes et des États nationaux tels qu'on le perçoit dans la conjoncture présente.

18 octobre 2003

1. Voir, pour sa traduction française, Éditions Plon, coll. « Terres humaines », réd., traduction À l'encontre (www.alencontre.org).

Dans les griffes de l'empire

Claudio Katz

Économiste, université de Buenos Aires,
membre du cercle des Économistes de gauche.

Au-delà du néolibéralisme

L'application des politiques néolibérales en Amérique latine aboutit depuis la fin des années 1990 à une explosion de luttes populaires, au renversement de plusieurs gouvernements par la rue, à des victoires électorales de la gauche. Cette explosivité et cette polarisation des rapports sociaux remettent avec force à l'ordre du jour la question des alternatives politiques et des forces capables de les porter. L'économiste argentin Claudio Katz dresse le tableau des tendances à l'œuvre et des contradictions à résoudre.

Quel est le bilan du néolibéralisme en Amérique latine ? A-t-il triomphé en s'imposant à des gouvernements les plus divers ? A-t-il échoué en provoquant le rejet de l'ensemble de la population ? La réponse dépend de l'élément que l'on privilégie dans la définition du néolibéralisme, dans la mesure où ce modèle de domination capitaliste recouvre une pratique économique, un projet d'accumulation et également une offensive sociale visant à faire plier les travailleurs et à mettre en place des régimes politiques autoritaires. Il faut analyser ce qui s'est produit sur ces quatre terrains lors de la dernière décennie pour saisir le tournant antilibéral qui se produit actuellement.

La zone de libre échange des Amériques (Alca) et la dette

Même si l'engouement des classes dominantes pour les privatisations, l'ouverture et la dérégulation a faibli ces dernières années, la doctrine néolibérale continue à inspirer la politique économique de l'establishment sur les deux terrains stratégiques : l'ALCA (Zone de libre échange des Amériques) et la dette extérieure.

Les tractations pour définir une zone de libre commerce visent à accroître les exportations nord-américaines vers la région avec, en contrepartie, une plus grande ouverture du marché des États-Unis aux exportateurs latino-américains. Mais les deux partenaires n'ont pas du tout le même poids. La première puissance fait pression sur les gouvernements de son « arrière-cour » pour qu'ils réduisent les tarifs douaniers sur l'industrie, les services et la propriété intellectuelle. En contrepartie, elle offre des concessions très limitées sur le terrain des subsides à l'agriculture et des barrières douanières.

Le libre échange sans restriction qui inspirait la version initiale de la ZLEA a dû être abandonné face aux réticences du patronat brésilien (et dans une moindre mesure argentin) à lever les mesures de protection de son industrie et des services. C'est donc une variante « light » qui est actuellement en discussion en vue d'un accord qui exempterait les parties d'engagements stricts et de délais préemptoires. Mais cette nouvelle option des firmes nord-américaines et de leurs partenaires régionaux continue à désavantager l'ensemble de l'économie latino-américaine.

La ZLEA n'est qu'une instance de négociation visant à renforcer la domination commerciale des États-Unis et à freiner l'expansion européenne dans la région. Les négociations s'accompagnent d'accords multilatéraux dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de conventions bilatérales qu'impulsent les capitalistes latino-américains le plus directement associés à des compagnies étatsuniennes. Ce qui s'est passé avec l'Alena (Accord de libre échange nord-américain) au Mexique montre que ce secteur du patronat accroît ses profits au détriment du reste du pays qui subit les conséquences des privatisations bancaires, de la destructuration régionale, de la crise agricole et de l'explosion de l'émigration. Cet exemple illustre aussi l'effet probable des accords signés récemment entre le Chili et différents pays d'Amérique centrale.

Sur le plan financier, le modèle néolibéral s'est imposé dans la région par le biais du paiement de la dette extérieure et de la tutelle qu'exerce le FMI sur la politique économique de chaque pays. Cette ingérence est beaucoup plus contraignante que le remboursement des intérêts, parce qu'elle implique la subordination systématique de la croissance, de l'investissement public et des revenus de la population aux priorités du paiement des créanciers. La soumission au FMI a été prédominante dans les années 1990 sous les présidences néolibérales de Salinas au Mexique, de Menem en Argentine ou de Sanguinetti en Uruguay et elle reste la règle pour leurs continuateurs déclarés (Lagos au Chili, Fox au Mexique, Toledo au Pérou). Mais même ceux qui critiquaient auparavant l'orthodoxie monétariste appliquent les ajustements exigés par le FMI quand ils arrivent au pouvoir. Le Brésil de Lula est l'illustration la plus flagrante de cette conversion. Pour « garder la confiance » des banquiers, il maintient des taux d'intérêt élevés, une émission restreinte et des réductions de la dépense publique qui assurent des profits exceptionnels aux financiers. C'est pourquoi la récession persiste, le chômage atteint des records, la pauvreté s'étend et les programmes d'aide sociale sont freinés.

C'est un cours analogue que suit Kirchner en Argentine, après avoir souscrit un accord d'excédent fiscal de 3 % du PIB pour abonder les intérêts d'une dette manifestement frauduleuse. Cet accord oblige à maintenir le blocage

des salaires tout en prévoyant des compensations pour ces mêmes banquiers qui ont exproprié les petits épargnants. Comme il n'y a pas d'argent pour payer l'ensemble des créanciers, le gouvernement donne la priorité au paiement des organismes internationaux (FMI, BM, BID), étroitement liés aux États-Unis et aux grands capitalistes argentins, au détriment des petits porteurs étrangers de titres. Ces épargnants ont été encouragés par les grandes banques à acquérir les bons argentins insolubles. Kirchner dissimule cette politique derrière un discours d'affrontement avec l'establishment financier.

Échecs économiques et infortunes sociales

Le néolibéralisme a échoué en tant que projet des classes dominantes nationales visant à étendre leur marché, à consolider leur base d'accumulation et à augmenter leur présence sur le marché mondial. La perte de positions des capitalistes latino-américains sur la scène internationale s'est confirmée dans la dernière décennie, à quelques exceptions près comme le Chili. Ce recul se vérifie avec la stagnation du PIB *per capita*, la chute des investissements étrangers (en particulier en comparaison avec la Chine et le Sud-Est asiatique), et l'emballage de l'endettement. Dans ces conditions les phases de prospérité cycliques dépendent toujours davantage de la conjoncture financière ou commerciale internationale. Ainsi, la reprise espérée cette année sera la conséquence de la réduction des taux d'intérêts dans les pays dominants (et l'affluence induite de capitaux à court terme dans la région) et de l'augmentation des prix de certaines matières premières, comme le pétrole, le soja ou le cuivre.

Paradoxalement, cet échec économique résulte du succès de la politique réactionnaire du néolibéralisme, avec la régression sociale généralisée imposée par l'offensive du capital sur le travail. Les preuves de cette agression sont innombrables. Entre 1980 et 2003, le chômage officiel est passé de 7,2 % à 11 %, le salaire minimum a chuté en moyenne de 25 % et le travail informel a crû de 36 à 46 %, dans un continent qui connaît les plus fortes inégalités sociales dans le monde (10 % de la population concentre 48 % des ressources et les 10 % les plus pauvres se partagent à peine 1,6 % de ce total).

C'est sur cette terrible escalade d'agressions que reposent les bénéfices que les capitalistes ont obtenus à court terme avec l'augmentation du taux d'exploitation. Mais ces profits ne se sont pas étendus à l'ensemble de la classe dominante parce que le rétrécissement du marché interne et l'appauvrissement collectif ont contracté la base d'accumulation. En outre, les ouvertures et les privatisations ont affaibli la compétitivité locale et accentué la fragilité des entreprises régionales face à leurs concurrentes. Sur le plan financier, l'augmentation incontrôlable de la dette extérieure – qui a favorisé certains

groupes – a également fini par affecter l'ensemble des capitalistes locaux. L'ampleur de ce passif réduit sévèrement l'autonomie de la politique fiscale et monétaire indispensable pour contrer les cycles récessifs.

Soulèvements, sujets et consciences

La tentative néolibérale de faire plier la résistance populaire et de détruire les traditions de lutte des peuples d'Amérique latine a subi une succession de graves revers. Le renversement par la rue de plusieurs présidents réactionnaires est la preuve la plus palpable de ces échecs. Ces soulèvements – qui ont secoué l'Équateur en 1997, le Pérou en 2000, l'Argentine en 2001 et la Bolivie en 2003 – sont des événements beaucoup plus significatifs que les revers électoraux qu'a également subis la droite (Venezuela, Brésil).

Les analystes de l'establishment sont à bon droit terrorisés face à une escalade des « émeutes populaires qui font craquer les institutions » par des « actions collectives qui s'en prennent aux régimes constitutionnels »¹. Ces soulèvements ont pris la forme de révolutions, de révoltes et de mobilisations en fonction de l'intensité de la lutte, des revendications en jeu et de leur impact politique. L'insurrection en Bolivie est l'exemple récent le plus important (*voir l'article d'Adolfo Gilly dans ce même numéro de ContreTemps*). La révolte qui a secoué l'Argentine n'a pas atteint cette dimension insurrectionnelle mais elle s'est traduite par une irruption exceptionnelle qui a unifié les travailleurs, la classe moyenne et les chômeurs dans une dénonciation commune du régime politique (« Qu'ils partent tous! »). Les 17 000 manifestations et les 47 barrages routiers comptabilisés en 2002 illustrent l'ampleur de ce soulèvement.

Les grèves et les occupations de terres au Brésil ont marqué de leur côté un processus de mobilisation qui n'a pas débouché sur une rébellion. Cette différence avec l'Argentine est due à des traditions de lutte différentes et au caractère plus limité de la crise économique (qui ne s'accompagne pas d'appauvrissements dramatiques ni d'expropriations de petits épargnants). Lula a ainsi succédé à F. H. Cardoso dans le respect du calendrier électoral, alors que Kirchner a émergé d'un dramatique processus de recomposition du contrôle politique capitaliste mis à mal par les *piqueteros* et les assemblées populaires.

Dans tous les mouvements de protestation en Amérique latine, les salariés de l'État ont joué un rôle très actif. Ce secteur – agressé par les coupes budgétaires systématiques qu'impose le FMI – a dirigé la résistance au Pérou et en Uruguay et joué un rôle significatif dans la révolte à Saint-Domingue. La grève générale reste la forme d'action classique de la mobilisation populaire et dans certains cas – comme au Chili – le monde ouvrier recommence à jouer un rôle propre. Dans d'autres pays la résistance a pris la forme de soulèvements pay-

sans généralisés (Équateur), localisés (Colombie) ou régionaux avec un fort impact national (Chiapas). La lutte sociale revêt encore des connotations explosives quand elle est imbriquée avec le développement d'un conflit anti-impérialiste (Venezuela).

Cette diversité de mouvements (composante indigène dans les zones andines, appui urbain dans le sud) s'accompagne aussi d'un échange novateur d'expériences de lutte entre différents secteurs opprimés. Les organisations paysannes et les travailleurs du secteur informel des villes ont ainsi assimilé les formes de résistance des mineurs en Bolivie. En Argentine, les *piqueteros* ont constitué un mouvement combatif de sans emploi nourri par l'expérience accumulée d'anciens dirigeants du mouvement syndical.

Le développement de la protestation sociale a balayé les illusions quant à la possibilité d'améliorer le niveau de vie par le recours aux privatisations et à la dérégulation. Cette prise de conscience antilibérale des secteurs populaires distingue l'Amérique latine d'autres régions – comme l'Europe occidentale – où subsistent de larges attentes en matière de retombées de « l'économie de marché ». Plus significative encore est la réapparition de convictions anti-impérialistes qui – contrairement à l'essentiel du monde arabe – ne prennent pas la forme de mouvements fondamentalistes de rejet religieux ou ethnique.

Les limites du tournant antilibéral

La réapparition de gouvernements préconisant la « reconstruction d'un capitalisme régional autonome » traduit ce déclin du credo néolibéral. Ce nouveau projet est revendiqué avec force par les régimes de centre-gauche (Lula au Brésil, Kirchner en Argentine) à l'opposé des gouvernements qui s'inscrivent totalement dans la continuité (Uribe en Colombie, Toledo au Pérou, Lagos au Chili). Mais le même programme est aussi partagé par les présidents issus d'une explosion sociale (Mesa en Bolivie, Gutierrez en Équateur) et par ceux qui font face à un affrontement sévère avec l'impérialisme (Chavez au Venezuela).

Ce tournant est impulsé par les mêmes classes dominantes qui, dans les années 1990 dénonçaient toute « étatisation » et toute « intervention ». Cette orientation formellement antilibérale confirme que « les bourgeoisies nationales n'ont pas disparu » dans la région. Il est vrai que leur association avec le capital étranger et la récession économique a réduit leur poids et modifié radicalement leur stratégie antérieure fondée sur « l'industrialisation substitutive » et « le développement endogène ». Mais les classes capitalistes nationales subsistent et continuent à tenir les commandes du pouvoir. Ceux qui prétendent que ces groupes ont disparu avec la transnationalisation, l'absorption impérialiste ou la carence de projets autonomes oublient les spécificités de la bourgeoisie nationale. Ce groupe dominant dans les pays

périphériques ne réussit pas à assurer la prospérité économique, ni à rivaliser avec les grandes corporations. Mais il ne se dilue pas non plus au sein d'un bloc avec l'impérialisme car la concurrence mondiale bloque cette fusion. C'est pourquoi les capitalistes locaux préservent leurs intérêts propres et se confrontent à leurs compétiteurs étrangers.

Le programme rénové d'un capitalisme autonome régional exprime la persistance de ces tensions, mais ne constitue pas un projet viable. L'échec de l'intégration régionale, et particulièrement du Mercosur, est l'exemple le plus frappant de cette absence d'horizons. En dix ans, les membres du Mercosur n'ont pas réussi à créer une monnaie commune, ni à surmonter leurs divergences en matière de barrières douanières et de subventions. Comme chaque classe dominante locale négocie bilatéralement avec le FMI des calendriers d'ajustements budgétaires très spécifiques, il est toujours plus difficile d'établir des politiques fiscales, douanières ou financières communes. La perspective de la ZLEA exerce, en outre, une pression dissolvante sur un marché exclusivement sud-américain.

À la différence du passé, la relance d'un programme de capitalisme régulé et autochtone ne s'appuie pas actuellement sur des dictatures assurant les conditions de la croissance mais prétend se baser sur des régimes constitutionnels. Elle rencontre également un obstacle nouveau : la perte généralisée de prestige des « démocraties autoritaires ». Au terme de deux décennies de profondes frustrations populaires, l'autorité de ces systèmes est sapée par leur politique antipopulaire. Ils constituent des structures semi-répressives, huilées par le clientélisme et soutenues par des appareils électoraux contrôlés par des groupes dominants. Toutes les décisions d'importance sont prises par l'élite bureaucratique qui administre les États, avec l'aval passif du Parlement et de la Justice.

L'espoir d'obtenir des améliorations sociales par la consolidation de ces régimes a été sérieusement ébranlé quand ils sont apparus comme un cadre politique adéquat pour que la classe capitaliste mette en œuvre une effroyable régression sociale. Il en est résulté une perte de légitimité politique qui se manifeste dans la désintégration de partis traditionnels (AD et Copei au Venezuela), l'érosion des vieilles institutions (le PRI au Mexique, le radicalisme en Argentine) et la faillite d'apprentis *caudillos* (Menem en Argentine, Fujimori au Pérou, Collor au Brésil) ou d'alchimies politiques soutenues par les États-Unis (Toledo au Pérou, Banzer en Bolivie).

« Postlibéralisme antipopulaire »

Les nouveaux gouvernements de centre-gauche qui émergent dans la région sont hostiles aux revendications populaires et au recours à la mobilisation

pour les faire aboutir. Les présidents de ces régimes fustigent le néolibéralisme mais préservent son héritage réactionnaire en impulsant des modèles « postlibéraux » qui avalisent les contre-réformes sociales des années 1990. Son impact continental fait du cas Lula la tentative progressiste la plus importante en Amérique latine. L'ancien ouvrier métallurgiste, depuis son arrivée au pouvoir, a été couvert d'une avalanche d'éloges de la part du monde de la finance et de l'entreprise à l'échelle internationale. Cet enthousiasme tient non seulement à sa politique néolibérale, mais aussi à l'adoption de réformes réactionnaires comme celle des retraites, que le PT avait toujours combattues et que les gouvernements précédents n'avaient pas osé adopter. Lula remplit cette fonction typique de la social-démocratie qui réalise les ajustements que la droite n'arrivait pas à opérer. L'exclusion des parlementaires opposés au projet de loi sur les retraites est à son tour typique de la trajectoire classique des dirigeants réformistes qui excluent leur aile gauche pour offrir des « gages de responsabilité » à leurs mandants capitalistes. Les justifications de cette orientation reposent sur la mise en avant de menaces fantasmagoriques (« le gouvernement résiste à la déstabilisation impérialiste ») et sur la justification des attaques sociales contre les travailleurs comme étant des actes de justice (« l'élimination de privilèges »), en passant à la trappe le programme de réformes fiscales, sociales, écologiques et démocratiques que préconisait le PT.

Si la politique initiale de Lula permettait de s'interroger, sa gestion du pouvoir a levé toute ambiguïté. Il met en œuvre une « troisième voie » dans un pays sous-développé suffoquant de misère, en développant une politique non seulement éloignée de tout projet transformateur (comme celui qu'avait engagé Salvador Allende au Chili) mais, qui plus est, hostile à tout affrontement avec l'impérialisme (à l'opposé de Chavez au Venezuela). Au-delà des attentes que la population nourrit toujours à l'égard de ce gouvernement, il faut questionner sans réserve son évolution tant il est impossible de construire une alternative émancipatrice en cachant la réalité. Lula dirige un gouvernement capitaliste qui connaît les « contradictions » et les « conflits » propres à tout régime aux mêmes caractéristiques sociales. Les vertus que beaucoup lui attribuent (« une politique extérieure indépendante », « la promotion du Mercosur ») ne diffèrent pas des traits propres à divers gouvernements antérieurs.

La politique de Lula a une grande importance pour l'ensemble de l'Amérique latine, parce qu'elle offre une justification au cours antipopulaire d'autres gouvernements de centre-gauche. On dit souvent que « si on ne peut pas changer de cap au Brésil, la marge de manœuvre est bien moindre encore dans des pays plus petits ». C'est un argument qu'affectionne le courant progressiste en Argentine, ou en Équateur pour justifier la résignation face à un président qui a abandonné l'alliance initiale avec le mouvement paysan et indigène pour se

plier à toutes les exigences du FMI. Ce type de renoncements a une longue histoire en Amérique latine et prend une forme effarante dans le cas d'Aristide en Haïti. Le « curé des pauvres », qui promettait d'éradiquer l'héritage de misère et de terreur laissé par la dictature, s'est transformé en un tyran caribéen typique dès qu'il est parvenu au pouvoir avec l'aide des marines.

Analyser le cours actuel des gouvernements de centre-gauche est vital face à la perspective de trois nouvelles victoires électorales de la gauche dans les prochains mois. Au Salvador, le Front Farabundo Martí contrôle déjà la moitié des municipalités et pourrait gagner l'élection présidentielle. Il devra alors arrêter sa position face au traité de libre commerce avec les États-Unis. En Uruguay, le succès récent de la gauche dans le référendum contre la privatisation du pétrole confirme la forte probabilité d'une large victoire aux élections nationales. Mais le pays connaît une crise sociale comparable à celle de l'Argentine. Il ne pourra la résoudre sans remettre en cause les accords avec le FMI avalisés par la direction du Frente Amplio. En Bolivie, la situation explosive peut à tout moment porter au pouvoir le MAS d'Evo Morales. Mais son attitude face au mouvement insurrectionnel de novembre dernier ne laisse pas présager qu'il s'engagerait dans une lutte conséquente pour les revendications sociales.

Scénarios et manœuvres

La capacité actuelle de l'impérialisme nord-américain de faire face au volcan latino-américain s'est notablement réduite en comparaison avec la période d'essor néolibéral. Cela se manifeste en premier lieu sur le plan militaire. Pour contrôler directement les principales ressources naturelles de la région, les États-Unis ont besoin de renforcer leur présence militaire. Mais le bourbier irakien a fixé de sérieuses limites à une telle intervention. L'impérialisme ne peut pas ouvrir de nouveaux fronts tant qu'il est menacé par la perspective d'un nouveau Vietnam au Moyen-Orient. Les faucons du Département d'État mènent bien campagne contre les « menaces terroristes » mais sans préciser la cible spécifique de leurs attaques. L'impasse de la guerre en Colombie contribue probablement à cette indéfinition. Uribe a tenté sans résultat une escalade d'agressions de type dictatorial, avec la légalisation des paramilitaires et la création forcée d'un million d'informateurs. Il a aussi perdu le référendum qui devait légitimer, outre cette action militaire, un ajustement brutal du budget social et l'opposition de centre-gauche a emporté la mairie de Bogota.

L'intervention de troupes impérialistes en Amérique latine est freinée également par la disparition croissante des présidents inconditionnellement alliés aux États-Unis. Seuls quelques gouvernements centre-américains ont accompagné cette fois-ci les troupes yankees en Irak et même les partenaires privilégiés que

sont le Mexique et le Chili se sont abstenus à l'ONU d'avaliser cette invasion. Les États-Unis voient par ailleurs leur domination régionale contrée par trois situations adverses à Cuba, au Venezuela et en Bolivie.

Les tentatives de Bush pour créer une situation explosive à Cuba en patronnant le détournement d'embarcations, en entraînant des provocateurs à Miami, en renforçant l'embargo et en encourageant l'immigration illégale répètent des gaffes commises depuis 40 ans. Il n'y a pas de signe d'une plus forte influence sociale des agents de l'impérialisme dans l'île et les attaques des États-Unis n'ont pas isolé le régime du reste de l'Amérique latine. Au contraire, elles ont renforcé la sympathie pour la révolution. Le contraste entre la fermeté anti-impérialiste de Fidel Castro et le comportement des gouvernements « lâche-bottes » inspire le respect dans la région.

Au Venezuela, l'impérialisme continue à conspirer aux côtés de la droite. Après l'échec des deux tentatives de putsch il cherche maintenant à imposer un référendum pour chasser Chavez du pouvoir. Le courant d'opposition nationaliste à l'impérialisme américain a de nombreux antécédents dans la région (Torrijos au Panama, Velazco Alvarado au Pérou) mais ce qui retient l'attention dans le cas du Venezuela, c'est le niveau croissant d'organisation des quartiers, des syndicats et du milieu universitaire. Si la polarisation politique et sociale du pays rappelle celle qu'a connue l'Argentine dans les années 1950 (hostilité bourgeoise au régime, fracture entre la classe moyenne et les travailleurs), le niveau de radicalisation au sein des forces armées s'apparente bien davantage à la révolution des œillets au Portugal. En multipliant les provocations dans un pays vital pour leur approvisionnement en pétrole, les États-Unis jouent avec le feu.

Enfin, le renversement de Lozada en Bolivie a marqué un nouveau revers sévère pour l'impérialisme, qui traite ce pays comme une simple colonie. Les États-Unis persistent à exiger l'éradication par l'armée de la culture de la coca et l'exploitation des richesses en gaz, sans prendre en compte les risques qu'entraîne cette pression dans la situation convulsive du pays.

Dans ce cadre politique adverse, l'aide que peuvent apporter à Bush ses principaux alliés – en contrepartie de lois sur l'immigration (Mexique), d'accords financiers (Chili) ou de promesses d'investissements (Pérou) – s'avère insuffisante pour désamorcer le chaudron régional. C'est pourquoi le président nord-américain traite cordialement Kirchner et fait l'éloge de Lula, avec l'idée que ces gouvernements pourront agir comme intermédiaires dans les conflits qui échappent à l'influence de la diplomatie nord-américaine. Il s'agit en priorité de « circonscrire Chavez » – pour modérer ses défis et le pousser à calmer les mobilisations populaires – et d'éviter un « vide du pouvoir » qui conduirait à un gouvernement populaire en Bolivie. L'accord pour une trêve obtenu d'Evo

Morales par les émissaires de Kirchner et Lula après la chute de Lozada est un avant-goût de cette fonction « modératrice » que le Département d'État assigne aux « gouvernements progressistes du Cône sud ». La diplomatie latino-américaine avait joué un rôle analogue dans les années 1980 en mettant en difficulté à la table des négociations les sandinistes déjà aux abois face aux agressions de la « contra ».

Les alternatives à gauche

L'échec économique et le déclin politique et idéologique du néolibéralisme, alors que ses modèles s'appliquent toujours en pleine explosion de révoltes populaires, posent de sérieux défis à la gauche. Les dilemmes les plus complexes concernent la position à adopter face aux nouveaux gouvernements de centre-gauche qui vivent à droite tout en suscitant des attentes dans la population. Nombre d'intellectuels sont conscients de cette évolution, mais s'y résignent tristement. En affirmant qu'il « n'existe pas d'alternative », ils reprennent le même argument fataliste que les néolibéraux dans les années 1990. D'autres avancent que la conciliation avec la droite est le prix à payer pour un capitalisme régulé ou latino-américanisé. Mais il n'expliquent pas pourquoi les socialistes devraient opter pour ce système particulier d'exploitation, ni ce qui permettrait de construire au XXI^e siècle ce qui n'a pu l'être pendant quelque 200 ans.

Ceux qui avalisent la politique actuelle de Lula, Kirchner ou Gutierrez ferment les yeux devant la réalité et ne jugent pas ces gouvernements de centre-gauche à l'aune de leurs actes concrets, mais à celle de leurs promesses et de leurs discours. Ils ne veulent pas voir que la voie capitaliste que ces régimes ont choisie n'est pas un simple épisode, ni une option facilement réversible. C'est un choix qui traduit la communauté d'intérêts liant les bureaucraties au pouvoir aux classes dominantes.

D'autres analystes estiment que les réformes sociales viendront quand ces gouvernements se seront stabilisés. Mais l'expérience de ces dernières décennies en Amérique latine démontre tout le contraire. En consolidant leur pouvoir, ces régimes renforcent leurs alliances avec la droite et abandonnent les derniers vestiges de leurs positions contestataires. Les dirigeants du courant progressiste ont perdu depuis longtemps la capacité de s'opposer à la résistance des capitalistes (fuites de capitaux, boycotts et actes de déstabilisation) face à toute réforme sociale significative. La gauche qui avalise ces régimes tend alors à se convertir en une force domestiquée et stérile.

D'importants secteurs de la gauche latino-américaine ignorent cette réalité, parce qu'ils ont opté pour la vieille stratégie social-démocrate visant à conquérir le pouvoir progressivement par une succession de succès électo-

raux et de gestion municipales fructueuses. L'onde de choc produite par les revers consécutifs à la chute du sandinisme a conduit à un regain d'actualité de cette politique dès les années 1980. Cela a empêché ces secteurs de prendre la mesure des limites que rencontrent ces expériences de gouvernement local. Même si elles permettent de s'essayer à de nouvelles formes de démocratie, contribuent à modifier les rapports de forces, et facilitent l'apparition de nouveaux dirigeants populaires, ces initiatives ne résolvent pas le vieux dilemme des socialistes entre la gestion régime capitaliste ou son renversement. La gestion social-démocrate emprunte la première voie et renonce à mettre fin aux souffrances que subissent des millions de latino-américains. Ceux qui se situent dans le camp des gouvernements de centre-gauche tournent le dos à la mobilisation populaire et à une bataille conséquente contre le néolibéralisme qui ouvre une perspective anticapitaliste. Mais la deuxième voie pose également des problèmes aigus. Le défi réside dans la construction politique d'options socialistes et ne peut se réduire à s'enthousiasmer pour de magnifiques projets d'avenir sans mesurer leur crédibilité auprès des travailleurs. Proposer une alternative socialiste oblige aussi à reconnaître qu'aucune transformation sociale n'est viable si on esquivé la question de la conquête du pouvoir. Il est de mode aujourd'hui de rejeter cette évidence en proclamant qu'il faut « changer le monde sans prendre le pouvoir » (*voir les thèses de John Holloway* in *ContreTemps*, n° 6). Mais les promoteurs de cette voie ne proposent pas le moindre exemple pratique de cette politique. Si les capitalistes ne sont pas prêts à renoncer à contrôler l'État, comment les opprimés pourraient-ils résoudre leurs problèmes cruciaux sans s'emparer de ce pouvoir pour le transformer au service de la majorité? Peut-être certains espèrent-ils créer des îlots coopérativistes pour promouvoir des expériences d'égalitarisme sans relations mercantiles. Mais de telles expériences seraient manifestement insuffisantes pour inverser la tragédie de la pauvreté, du chômage et de l'exploitation qui accable la majorité de la population.

Il y a de nombreuses façons de contribuer au développement d'une conscience socialiste, mais s'engager aux côtés des luttes pour les revendications sociales est la condition *sine qua non* de tout projet politique anticapitaliste. Cette action passe par la résistance à la militarisation et à la recolonisation, le refus de la ZLEA, la lutte pour la cessation de paiement de la dette et la rupture avec le FMI. De telles mesures sont indispensables pour reconstituer le pouvoir d'achat du peuple et promouvoir une authentique intégration régionale. L'avenir de l'Amérique latine dépend dans une large mesure de la capacité de la gauche radicale à définir un projet alternatif à l'occasion de certaines échéances décisives. Cette alternative se développera si le socialisme connaît un cours nouveau à Cuba, si la résistance anti-impérialiste vient à bout du

pouvoir économique de la droite au Venezuela, si une alternative s'affirme face à la direction du PT au Brésil, si un pôle politique de gauche s'affirme parmi les *piqueteros* et les travailleurs en Argentine et si la révolution progresse en Bolivie. Le « postlibéralisme » s'apparenterait alors en Amérique latine au renouveau du socialisme.

27-02-04²

Traduit de l'espagnol par Robert March

1 Botana Natalio. « Las impugnaciones a la legitimidad democrática ».

La Nación, 26-10-03.

2 www.netforsys.com/claudiokatzi

Dans les griffes de l'empire

Pierre Salama

Professeur d'économie à l'université de Paris XIII.

La tendance à la stagnation revisitée

Dans cet article, Pierre Salama montre que les régimes de croissance à dominante financière en Amérique latine provoquent une tendance à la stagnation. On l'observe empiriquement, mais elle est peu théorisée. En s'inspirant des travaux de la Cepal des années 1960, et plus particulièrement de Celso Furtado, il montre comment le mode de croissance spécifique de ces économies, depuis le début des années 1990, favorise le comportement rentier des investisseurs et conduit à une croissance par tête faible et volatile, qui mine en retour la croissance.

Dans les années 1980, les principales économies latino-américaines

rompent avec le *trend* de croissance forte des années 1950 à 1970 et connaissent des difficultés de grande ampleur. Le service de la dette externe s'élève à plusieurs points du PIB et se traduit par un transfert net de capitaux de ces pays vers les banques des pays développés. Même non assuré intégralement, ce service de la dette, à partir d'un terreau inflationniste, provoque une accélération de la hausse des prix et, dans plusieurs pays, l'hyperinflation se développe, persiste sans revêtir, à de rares exceptions près, un caractère explosif. La croissance par tête sur la période est soit négative, soit proche de zéro. Le taux d'investissement chute et on assiste à une montée en puissance des activités financières concentrées dans l'achat de bons du trésor. La distribution des revenus, de plus en plus inégale, se traduit par une bipolarisation au détriment des couches les plus modestes et des deux tiers des couches moyennes. La pauvreté et la pauvreté extrême augmentent. L'ensemble de ces caractéristiques s'inscrit dans un contexte de poursuite du protectionnisme, d'inefficacité croissante de l'État, de perte de crédibilité de ses politiques économiques, de paiement d'une part significative du service de la dette externe.

Dans les années 1990, ces économies connaissent un processus soudain et rapide de libéralisation de l'ensemble des marchés : libéralisation brutale du compte marchandises et du compte capital de la balance des paiements ; retrait de l'État de l'économie (réduction substantielle des subventions à l'industrie notamment à l'exportation, puis privatisation massive, lucrative

pour les intérêts privés, nationaux et étrangers, source d'un essor de la corruption) ; réduction massive des prêts bonifiés au profit d'une hausse des taux d'intérêt censés réduire la répression financière supposée. La libéralisation plus tardive, probablement plus prudente, du marché du travail se manifeste à la fois par une précarisation croissante dans l'utilisation de la force de travail et des parcours de vie caractérisés essentiellement par un décrochage des salaires réels de la productivité du travail.

Cette libéralisation des marchés crédibilise la nouvelle politique économique auprès des marchés financiers internationaux et des résidents. L'hyperinflation disparaît avec la stabilisation relative du taux de change nominal. Mieux, ce dernier tend à s'apprécier avec l'afflux de capitaux spéculatifs attirés par la politique des taux d'intérêt élevés, par l'assurance qu'ils pourront rapatrier leurs capitaux avec des coûts de transaction faibles, accélérant l'appréciation du taux de change réel provoqué par la réduction rapide de leur écart d'inflation avec les pays développés. La fin des hyperinflations améliore pour un temps bref le revenu des catégories les plus modestes et les plus pauvres parmi les pauvres connaissent une augmentation sensible de leur pouvoir d'achat. L'ampleur de la pauvreté régresse de plusieurs points. Cette amélioration du pouvoir d'achat, la réduction de l'épargne d'autres couches de la population plus aisées, gonflent la demande finale, diminuent les capacités de production oisives et la croissance repart – lorsqu'elle était absente – sans effort d'investissement dans un premier temps. Les mécanismes, keynésiens, qui ont permis ce renversement de situation ont été maintes fois décrits et nous ne revien-d rons pas dessus.

Les effets de cette libéralisation sont loin de correspondre aux attentes. Certes, l'hyperinflation a disparu et ces économies se trouvent, avec dix ans de retard, en harmonie avec la période non inflationniste que connaissent les principales économies développées et les économies semi industrialisées d'Asie depuis le début des années 1980. Mais, force est de constater plusieurs points négatifs : premièrement, le taux de croissance moyen de la décennie 90 est très en deçà des taux de croissance moyens des années 1950, 1960 et 1970 jusqu'à la crise de la dette de 1982. Pour un ensemble de raisons, ces économies ne parviennent pas à une augmentation sensible et surtout durable du taux de croissance, à l'inverse de ce qu'on observe dans de nombreux pays asiatiques. Deuxièmement, le retour de la croissance lors des années 1990 n'a pas conduit à une amélioration de la situation des plus pauvres, à l'exception des deux premières années de stabilisation relative des prix. Une fois passés les premiers effets positifs produits par la fin de l'hyperinflation, on observe une difficulté certaine à réduire l'ampleur de la pauvreté. À l'exception de l'Argentine dans les années 1990, on peut toutefois noter que le processus de bipolarisation

s'est atténué et que les inégalités de revenus, situées à un niveau extrêmement élevé, ne croissent pas de manière significative, sauf lors des périodes de crise ouverte et des premiers lendemains de reprise économique. Troisièmement, la caractéristique de ce régime de croissance institué dans les années 1990 est une forte volatilité du taux de croissance qui, à la différence de celle observée lors de la décennie perdue des années 1980 est moins élevée et se situe sur un *trend* légèrement croissant sur la période. Cette volatilité ne prend cependant pas les mêmes formes au Brésil et en Argentine ou au Mexique, trois économies dont le poids en Amérique latine est déterminant. Cette volatilité a des effets d'*hystérisis* importants : la hausse de l'ampleur de la pauvreté se poursuit y compris lors des premières années de reprise et il faut attendre quelques années pour que ce processus cesse, voire s'inverse. Quatrièmement, ces régimes de croissance se caractérisent par une internationalisation financière très prononcée : l'ouverture résoudaine et de grande ampleur du compte capital de la balance des paiements insère immédiatement ces économies dans ce qu'il est convenu d'appeler « l'économie monde », alors que la libéralisation brutale du compte marchandises n'aboutit pas, à l'exception du cas mexicain, à la mise en place d'économies ouvertes, les taux d'ouverture, bien que plus élevés, restant relativement modestes. C'est cette dominante financière de leur régime de croissance qui confère à l'évolution du PIB une forte et singulière volatilité, dans la mesure où les deux versants de l'économie, le « financier » et le « réel », ont des sensibilités différentes aux chocs externes. L'obligation d'attirer des capitaux lorsque ceux-ci sont en nombre insuffisant par rapport aux besoins de financement, ou de freiner une fuite de capitaux, incitent en général les gouvernements à hausser considérablement les taux d'intérêt, variable d'ajustement privilégiée, génératrice de récession ou de son aggravation lorsque celle-ci est déjà présente. On peut caractériser ces régimes de croissance par trois traits : une dominante financière forte et singulière, une intervention de l'État réduite dans l'économie, une reproduction des inégalités à un niveau élevé.

I. La tendance à la stagnation :

La thèse de la tendance à la stagnation a été développée par la Cepal et plus particulièrement par Celso Furtado. Cette thèse explique que la tendance à la stagnation a deux origines : la première vient de l'impossibilité de poursuivre le processus de substitution des importations lourdes en raison de la rigidité croissante de la structure des importations. La contrainte externe, hier source de dynamisme (« la croissance tirée par le marché intérieur »), se transforme peu à peu en son contraire. La poursuite du processus suscite en effet des importa-

tions de biens d'équipement et de produits intermédiaires telles qu'à un moment, la valeur des biens importés dépasse celle des biens qu'on cherche à substituer par une production locale. Si le pays ne parvient pas à s'endetter de manière suffisante, le manque relatif de devises rend impossible l'intégralité de la conversion de l'argent en capital dans le secteur industriel du fait de l'impossibilité d'importer des biens d'équipement en nombre suffisant. L'augmentation des prix relatifs des biens de production qui en résulte rend également plus coûteux l'investissement dans l'industrie et l'argent s'oriente alors davantage vers d'autres lieux de valorisation, nécessitant moins d'importations, comme l'immobilier, et vers la consommation de produits dits de luxe (biens durables, immobilier...) et donc moins vers l'investissement dans le secteur industriel. Le taux de croissance de la formation brute de capital fixe fléchit, la consommation improductive croît, les prix relatifs sont affectés et le comportement rentier des entrepreneurs s'accroît. La déformation des prix relatifs favorise l'essor de la spéculation sur les biens immobiliers. La fragilité d'une telle démonstration est qu'elle présuppose qu'il y ait des obstacles dirimants à l'emprunt externe. À l'époque, une telle appréciation était erronée puisque ces pays ont initié dès les années 1970 un fort processus d'endettement externe à la faveur de la surliquidité de l'économie internationale, suite à l'élévation du prix du pétrole et à l'apparition des pétrodollars.

La seconde raison à la tendance à la stagnation, plus originale, explique la faiblesse des taux de croissance essentiellement par des évolutions divergentes de la demande de biens durables, de leurs inputs et de biens d'équipement et de l'offre de ces biens. Du côté de la demande de ces biens, la responsabilité principale était la très forte inégalité des revenus, entretenue par le mode de croissance de substitution d'importations de biens lourds. Du côté de l'offre, l'influence plus forte que par le passé de la contrainte technologique internationale se traduit par une augmentation de la dimension optimale de production, et ce malgré un niveau de protectionnisme relativement élevé, les économies restant peu ouvertes. Les dimensions de la demande et de l'offre de ces produits spécifiques (biens durables mais aussi biens intermédiaires et biens de production nécessaires à leur production) ne subissent pas les mêmes logiques et tendent à de moins en moins correspondre. Or il s'agit de produits les plus dynamiques, caractérisés par une forte élasticité de la demande par rapport au revenu, susceptibles d'avoir des effets d'entraînement considérables – en amont et en aval – sur le reste de l'économie. Voyons plus précisément cette contradiction.

La courbe de la demande n'est pas linéaire, mais brisée. La demande se caractérise en effet par son coude. Selon l'expression de Paul Sweezy, la demande serait « coudée » : les inégalités de revenus étant très prononcées, les couches

basses de revenus (la majeure partie de la population) ne peuvent accéder aux biens durables importants, notamment et surtout ceux produits par l'industrie automobile. C'est pourquoi dans la littérature, on a pu nommer ces biens comme étant « des biens de luxe », reprenant ainsi l'expression de Ricardo, afin de les opposer aux biens ouvriers, ou biens de consommation non durables. L'originalité de l'approche de la Cepal est qu'au-delà des raisons historiques qui sont à l'origine de ces inégalités profondes (modes de colonisation de peuplement de ces pays), la poursuite des déformations de la distribution des revenus s'explique pour l'essentiel par le régime de croissance adopté.

A - Un petit retour en arrière :

L'industrialisation accompagne l'économie exportatrice. Elle est plus ou moins importante selon la nature du produit exporté, « l'intensité » du commerce avec les économies du Centre. Elle vient de la monétarisation (industrie de biens de consommation), de l'entretien des infrastructures (industries mécaniques), des économies d'agglomération liées aux villes portuaires (industrie du bâtiment). Elle est freinée par les *diktats* des économies du centre craignant une concurrence sur leurs produits et la consolidation de ces pays de nature à remettre en cause leur domination. Elle utilise une main d'œuvre immigrée d'origine européenne et relativement peu de paysans. Tel est moins le cas lorsque l'industrialisation, suite à la crise grave des années 1930 que les pays du Centre connaissent, se développe, après une phase de crise également. La main d'œuvre immigrée et celle qui vient des campagnes, peu monétarisées, seront utilisées dans de petites entreprises à faible intensité capitalistique. À la première phase de substitution d'importation légère correspond donc un fort processus de monétarisation : les paysans migrent vers les villes et offrent leur force de travail non qualifiée à une industrie productrice de biens de consommation et de production simple. Le spectre des revenus de ces travailleurs est faible et on a pu caractériser la distribution des revenus (monétarisés) « *d'horizontale* » pour la distinguer de celle qui va suivre avec la mise en place d'une industrie plus sophistiquée, produisant des biens intermédiaires, de production et des biens de consommation durables. Cette nouvelle phase se caractérise par une substitution des importations lourdes. La forte intensité capitalistique s'accompagne d'une différenciation profonde de la main d'œuvre absorbée : le spectre des qualifications s'élargit et avec lui celui des revenus salariaux. Commence à apparaître de manière significative une demande particulière, celle des couches moyennes en expansion (techniciens, ingénieurs) générée par ce type d'industrialisation plus lourd et davantage sophistiqué, demande portant de plus en plus sur des biens de consommation durables. La croissance de la main d'œuvre absorbée fléchit et comme le processus de

monétarisation se poursuit en raison de l'attrait des villes, de l'expulsion économique des campagnes peu monétarisées, la main d'œuvre en excès occupe des emplois informels, peu rémunérés. Dans cette configuration, la distribution des revenus tend à devenir « verticale ». Les inégalités augmentent à partir d'un seuil déjà élevé et les raisons de cette élévation sont endogènes au régime de croissance adopté. Tant que la demande des couches moyennes reste en harmonie avec les dimensions de l'offre des biens durables, le cercle enclenché par ce type d'industrialisation est vertueux. Il arrive un moment où le revenu des 30-40 % de la population la plus aisée n'est pas suffisant face à la montée des dimensions optimales de l'offre de biens durables et ses inputs (produits intermédiaires et biens d'équipement).

Cette évolution divergente des structures d'offre et de demande de ces produits est à l'origine de capacités de production oisives importantes. L'alourdissement des coûts unitaires qui en résulte peut alors être partiellement compensé par une hausse de leurs prix (alimentant ainsi l'inflation structurelle) permise par le degré de protection élevé dont ces économies bénéficient. La hausse du prix relatif des biens d'équipement par rapport aux biens de consommation non durable, rend l'investissement plus coûteux. Nous sommes en présence d'un biais « *capital using* » au sens de Robinson, biais qui affecte négativement la rentabilité du capital et freine les possibilités d'une croissance élevée.

Le protectionnisme, même élevé, n'étant cependant pas de l'autarcie, des limites existent à la hausse des prix relatifs et celle-ci peut être insuffisante pour assurer un taux de valorisation suffisant. On se trouve dès lors devant le paradoxe suivant : les entreprises sont contraintes d'investir dans des technologies qui, si elles ne sont pas de pointe, sont néanmoins sophistiquées tout en étant souvent de seconde main, et dont la mise en œuvre, toutes choses étant égales par ailleurs, réduit leurs marges, ainsi que nous l'avons indiqué précédemment. Cette réduction est cependant moindre que s'ils ne l'avaient pas fait. Il en résulte qu'elles sont davantage fragilisées et constituent des proies plus faciles pour les investisseurs étrangers. Par ailleurs la hausse du prix relatif des biens d'équipement par rapport aux biens de consommation non durables, introduit un biais « *capital using* » de nature à affaiblir la rentabilité du capital investi et, ce faisant, la croissance. Pour ces deux raisons, la tendance à la baisse de la rentabilité alimente une tendance à la stagnation économique.

Ces deux résultats sont importants. Il s'agit de la première démonstration dans la littérature du développement à la fois de l'existence de capacités de production oisives élevées, et du maintien d'une inflation forte, dite structurelle, dans les années 1960 et 1970. L'inflation relativement élevée, l'existence

de fortes capacités de production oisives, ne trouvaient pas en effet d'explications scientifiques satisfaisantes autres que celle des néoclassiques (une demande trop élevée qu'il conviendrait de diminuer et une allocation des ressources non optimale qu'il faudrait corriger par une spécialisation selon les avantages comparatifs). Cette approche de la Cepal permettait de comprendre à la fois pourquoi les industries subissaient une contrainte technologique qui leur imposait de choisir des techniques « *capital using* » sur un spectre réduit de techniques à haute intensité technologique, et pourquoi cependant, ces choix conduisaient à un gaspillage de capital et une rentabilité du capital plombée par ces capacités oisives, rentabilité cependant plus élevée que si ce choix n'avait pas été fait. Enfin, cette interprétation permettait de comprendre que l'inflation résultait de rigidités structurelles et non d'un excès de la demande globale.

B - Les limites et les apports

Il en va de cette « tendance » à la stagnation comme de la tendance à la baisse du taux de profit de Marx. Elle peut être contrecarrée. Mais à la différence de la thèse de Marx, les forces qui pourraient contrecarrer cette tendance ne sont pas produites par les forces à l'origine de ce mouvement. Elles lui sont externes et dépendent, chez les structuralistes, de décisions publiques. Selon la Cepal, cette tendance pouvait être contournée par une redistribution des revenus en faveur des couches modestes, une réforme agraire et une action plus soutenue de l'État, grâce à une politique de change adaptée, enfin une planification indicative.

Nous venons de voir combien cette thèse était originale. Paradoxalement, le « miracle économique » brésilien (fin des années 1960 aux années 1970) ne contredit pas la justesse de cette analyse. L'avènement de la dictature a permis une redistribution des revenus en faveur, dans un premier temps, des couches moyennes et de la valorisation du capital dans les secteurs les plus dynamiques de l'industrie. Quelques mots pour décrire ce processus. La forte chute des revenus des ouvriers (de l'ordre de 50 % au début de la dictature) va réduire fortement les coûts salariaux sans affecter la demande de ces secteurs dynamiques dans la mesure où les ouvriers ne constituent pas une demande de biens durables. Les possibilités retrouvées de croissance de ce secteur élargissent la dimension de la demande de biens de consommation durables, dans la mesure où la structure des emplois favorise l'utilisation d'une main d'œuvre qualifiée à pouvoir d'achat plus élevé. La « verticalisation » de la distribution des revenus analysée auparavant tend à s'accroître et avec elle augmente le poids des couches moyennes et leur demande pour les biens durables. Cette structuration différente du tissu industriel en faveur de ce secteur plus dyna-

mique que celui des biens de consommation non durables et la dynamique retrouvée suscitent une demande forte de biens d'équipement (et de produits intermédiaires davantage gérés par l'État) et freine la hausse de leurs prix relatifs, voire l'inverse selon les cas et la durée du processus. Certes la demande de biens non durables, moins dynamique, subira le contrecoup de cette baisse de pouvoir d'achat pendant de nombreuses années. La léthargie qui caractérise les entreprises de ce secteur les affaiblira et nombre d'entre elles deviendront une proie facile pour les investisseurs étrangers. Mais la valorisation retrouvée, jointe à un développement du secteur des services (marketing, crédit à moyen terme), favorisera l'embauche de cadres dont le niveau de revenu permettra de gonfler la demande pour ces biens. Ainsi tant du côté de la demande que de l'offre, un cercle vertueux se mettra en place. La redistribution des revenus aura ainsi été permise par une hausse du taux d'exploitation des ouvriers, un essor des couches moyennes et la correspondance retrouvée entre dimension de cette offre et dimension de cette demande entretiendra un processus vertueux endogène, à la condition toutefois que l'État continue à intervenir dans les secteurs les plus lourds (produits intermédiaires et énergétiques). L'approche colbertiste de l'intervention publique de la dictature brésilienne, à l'inverse de celle des dictatures argentines caractérisées par une influence forte du monétarisme, permet cette harmonisation.

La thèse de la tendance à la stagnation permet de comprendre l'essentiel du « miracle » économique du Brésil et du ralentissement économique de l'Argentine à la même époque. Cependant, la croissance très forte du Brésil met aussi en relief certaines insuffisances de cette thèse. Nous l'avons indiqué en note : la demande de biens durables est endogène, analysée de manière relative, celle de leur offre est exogène (dépendance technologique), et présentée de manière absolue. Il est exact que l'approche en terme relatif de la demande se traduit en terme absolu, mais il n'en demeure pas moins qu'un glissement dans l'analyse est introduit, glissement qui affaiblit le raisonnement quand bien même ponctuellement on peut observer une harmonie ou une disharmonie entre les évolutions respectives de leur dimension. Il aurait fallu analyser d'abord les dimensions absolues et ensuite leurs évolutions potentielles par la distribution des revenus pour l'une et la contrainte externe pour l'autre. Celles-ci diffèrent selon les pays : le Brésil, le Mexique, voire l'Argentine, malgré des inégalités très importantes pour les deux premiers, ont un marché pour de nombreux biens durables comparable à de nombreux pays européens ; tel n'est pas le cas du Chili ou de la Colombie par exemple. Celles-ci diffèrent également selon les biens durables : la production de certains biens nécessite une dimension telle qu'elle ne peut être entreprise dans la plupart de ces pays. Nous pouvons dès à présent noter qu'une inter-

vention de l'État, directe ou indirecte, peut permettre l'accès à certaines industries à forte dimension, les pertes étant socialisées. C'est d'ailleurs aussi un des facteurs qui explique la forte présence de l'État dans le secteur des biens les plus lourds à cette époque, un autre étant l'incapacité des bourses à centraliser suffisamment de capitaux pour mettre en place les industries de ce secteur. Une seconde faiblesse, liée à la précédente, est de ne pas avoir précisément considéré les biens de consommation durables selon leur accessibilité à la demande de couches modestes et pauvres. On sait aujourd'hui que toute une série de biens, comme les réfrigérateurs par exemple, sont accessibles à une fraction importante de ceux définis comme pauvres. Une troisième faiblesse est de ne pas avoir accordé assez d'importance aux conditions de la production. L'analyse semble rester souvent au niveau de la circulation (l'offre d'une industrie face à la demande d'un segment de la population). Nous l'avons souligné, lorsque mettant en avant l'augmentation soudaine et importante du taux d'exploitation des ouvriers, nous avons indiqué que celle-ci permettait une réduction des coûts, et donc une meilleure valorisation dans les branches dynamiques de l'industrie, mais aussi de manière dérivée, un essor des couches moyennes, porté à la fois par l'essor de ce secteur (la composition des qualifications étant différente dans le secteur de biens légers, et la part des travailleurs qualifiés plus importante) et l'apparition d'un secteur de service (marketing, crédit à moyen terme). C'est ce développement conséquent des couches dites moyennes qui nous avait conduit (Salama, 1976) à qualifier le régime d'accumulation à la fois par sa capacité à exclure une grande partie de la population des bénéficiaires de la croissance, ou tout au moins à les en faire bénéficier à la marge, et par cette « troisième demande » dont l'harmonie avec le secteur des biens de consommation durable, entretenait un cercle vertueux de croissance.

Mais avant d'analyser cet aspect essentiel aujourd'hui, il convient de fermer provisoirement cette parenthèse et de rester sur les aspects « réels ».

La thèse de la tendance à la stagnation reste pertinente par de nombreux aspects : les fortes inégalités rendent difficile une augmentation du taux de formation brute du capital, ce dernier « stagnant » à un niveau faible lorsqu'on le compare à celui atteint dans les économies asiatiques, caractérisées par des inégalités bien plus faibles. Cette inégalité importante permet à 30 % approximativement de la population d'avoir un niveau de revenu plus ou moins équivalent à celui correspondant aux mêmes couches des pays dits développés. Elle alimente un comportement « rentier » alors même que les taux de valorisation du capital peuvent être satisfaisants. Tant que cette inégalité n'est pas contrebalancée par une intervention conséquente de l'État dans la sphère économique (politique industrielle active), on peut considérer que

les facteurs favorisant la tendance à la stagnation continueront à prédominer. En ce sens la thèse de la tendance à la stagnation des années 1960-1970 conserve une grande part de pertinence et peut servir de base à l'élaboration d'une nouvelle théorie de la stagnation.

II. Vers une nouvelle théorie de la tendance à la stagnation :

A - Des inégalités qui confortent un comportement rentier

La position développée dans cette étude est post-keynésienne. L'offre et la demande sont séparées et dépendantes. La demande est première, que ce soit celle provenant du marché intérieur ou bien celle issue des marchés extérieurs. Selon cette démarche, les entrepreneurs évaluent la demande et, si les conditions de valorisation sont jugées satisfaisantes en termes aussi bien absolus que relatifs, si le financement de l'investissement ne rencontre pas d'obstacle (taux d'intérêt trop élevés, charges de leur dette dépassant un seuil jugé dangereux, etc.), ils investissent. L'augmentation de l'investissement produit un accroissement des revenus, générateur d'une épargne supplémentaire. On reconnaît ici le raisonnement keynésien classique. C'est un raisonnement de ce type qui permet de comprendre en partie la forte conjoncture des États-Unis dans les années 1990 : les ménages ont un comportement dépensier (la demande effective est élevée et croissante) alimenté pour une fraction d'entre eux par des anticipations favorables quant à l'évolution de leur patrimoine virtuel, dues à la hausse des cours à la bourse de valeurs, du prix des biens immobiliers, permettant la réalisation de plus value par la vente d'actions destinée à la consommation, et par des possibilités d'emprunt importantes. La demande impulse l'offre, encore une fois si les conditions de valorisation requises sont satisfaites. À l'inverse, on pourrait considérer qu'un comportement favorisant l'épargne aurait freiné la croissance, alors même que le financement de l'investissement aurait été plus aisé. On sait également que la montée en puissance de la croissance en Corée et à Taïwan à la fin des années 1950 n'était pas due à l'ouverture de leurs frontières et à l'essor des exportations (Rodrik, 2001), contrairement à ce que pensent les économistes du *mainstream*. L'investissement a été premier, il s'est matérialisé par des importations de biens d'équipement importantes et ce n'est qu'ensuite que la part des exportations dans le PIB a cru. La croissance a précédé l'augmentation des exportations. L'investissement massif, source de la croissance, a été possible parce que la balance commerciale a pu être déficitaire et que l'aide de l'État a été directement ou indirectement massive. Cette remarque n'a cependant pas pour objet d'exclure le rôle des débouchés externes dans la

croissance. Ceux-ci peuvent alimenter l'investissement dans un second temps et vivifier la croissance.

Nous savons que l'industrialisation en Amérique latine a été possible grâce à la constitution d'un marché intérieur, en réponse à une contrainte externe subie. La migration des campagnes vers les villes fournit la main d'œuvre salariée et dynamise la demande de biens de consommation et de production légers dans une première étape. Ce qui importe dans ce processus est surtout que cette migration et cette salarisation se traduisent par une monétarisation de la force de travail. Celle-ci agit comme une *demande préalable*, un peu comme le déplacement de la frontière de l'Ouest au XIX^e siècle explique l'industrialisation aux États-Unis.

L'industrialisation latino-américaine ne génère plus un tel processus aujourd'hui : les économies sont monétarisées et la reproduction de la force de travail passe par le marché pour l'essentiel. Il n'y a donc plus de « réserve » de ce type possible, la frontière de la monétarisation ayant été atteinte. Reste *a priori* deux possibilités : soit les revenus augmentent, impulsant un renouveau à la dynamique du capital, soit les marchés externes deviennent davantage accessibles. Ces deux possibilités ne sont pas exclusives l'une de l'autre. Mieux, la dynamisation de l'un passe par la dynamisation de l'autre et il serait vain de choisir une option indépendamment de l'autre en raison du contexte de globalisation. En termes plus clairs, cela signifie qu'une redistribution des revenus susceptibles d'augmenter le pouvoir d'achat des catégories modestes et pauvres et de dynamiser les industries correspondantes n'est viable à moyen et long terme que si les contraintes de compétitivité sont prises en considération. L'essor du marché interne passe par celui du marché externe. C'est ce qui rend d'ailleurs difficile le changement de régime de croissance. Cette remarque faite, analysons quelques spécificités produites par les fortes inégalités de revenus.

Ainsi que nous l'avons souligné précédemment, ces économies se caractérisent par une très forte inégalité des revenus. L'industrialisation a provoqué une modification de la structure des inégalités. Bipolarisée avec une distance considérable entre le revenu des 5 % les plus riches et le reste de la population monétarisée, lors de la phase exportatrice, la structure des revenus a évolué avec l'industrialisation : dans un premier temps, la concentration des revenus s'est « horizontalisée », dans un second, « verticalisée ». On est passé d'une bipolarisation à une structure tripolaire : les 5 % les plus aisés, les 30 % qui suivent et enfin de manière très hétérogène, le reste de la population. Cette décomposition de la population semblait s'identifier à celle de la formation sociale : notables, grands propriétaires industriels et terriens d'abord, couches moyennes ensuite, ouvriers et paysans enfin, et a conduit parfois à une approche sociologique de la formation sociale pour le moins primaire et superfi-

cielle. Quoi qu'il en soit, cette approche tripolaire de la demande semblait également correspondre à une approche tri-sectorielle de l'offre : les biens d'équipement sont demandés par les entreprises, les biens de consommation non durables par 35 à 40 % de la population la plus aisée, les biens de consommation non durables par les 65 % restant, légitimant une approche théorique par grandes sections (biens de capital, « de luxe » et « ouvriers »), à partir des équations de reproduction revisitées par Kalecki. Riche, cette approche était cependant quelque peu réductrice : les 5 % à 10 % de la population la plus riche sont loin d'avoir un comportement investisseur agressif ; les biens de consommation durables deviennent pour partie des « biens ouvriers » et cessent d'être exclusivement des « biens de luxe », notamment pour ceux dont le prix n'est pas très élevé. En effet, compte tenu du revenu moyen de la population largement inférieur à celui des pays développés d'un côté, et d'un autre côté du niveau de revenu atteint par 30 à 35 % de la population comparable à celui des pays développés, et bien que leur structure de dépense soit assez différente, la distance de leurs revenus moyens avec celle des 65 % de la population restante est mathématiquement beaucoup plus importante que dans les pays développés. C'est cette distance qui explique la difficulté pour nombre de biens durables, comme les automobiles, à « se prolétarianiser », leur offre ne rencontrant pas de demande solvable de cette fraction de la population, à la différence de ce qu'on a pu observer dans les pays développés. C'est aussi ce qui explique que lorsque le marché est réduit de manière absolue et de manière relative par rapport aux contraintes dimensionnelles de l'offre, les expectatives de croissance pour ce type de biens soient limitées et qu'on puisse assister au paradoxe d'une valorisation du capital satisfaisante et d'un réinvestissement faible, les capitaux préférant sortir du secteur ou du pays car les perspectives d'expansion de ce marché restent peu favorables. L'Argentine des années 1990 illustre ce type de comportement : valorisation du capital élevée dans les grandes entreprises, rapatriement de profits considérables jusqu'à l'abandon du plan de convertibilité.

Nous avons évoqué la structure des dépenses des couches hautes et moyennes. Celle-ci revêt de l'importance sur les modes de consommation et d'épargne de cette couche hétérogène et favorise un comportement rentier. Le régime de croissance à dominante financière tend à produire une nouvelle modification de la structure des revenus. Plus exactement, le niveau des inégalités reste plus ou moins stable à un niveau élevé, mais une nouvelle tendance à la bipolarisation apparaît. Les 5 à 10 % de la population la plus aisée connaissent une augmentation de la part de leurs revenus par rapport au revenu total, les 30 % qui suivent se caractérisent par un écartèlement de leurs revenus : ceux dont le revenu est le plus élevé suivent l'évolution des 10 % supérieurs, mais à une

vitesse moins forte que ces derniers, les autres connaissent un processus d'appauvrissement relatif. Un mécanisme semblable à celui en cours aux États-Unis a donc lieu : les couches moyennes perdent de leur importance et la société se rapproche de celle du début du xx^e siècle. C'est cette société que fréquentait Gatsby, héros du roman de Fitzgerald, rappelle Krugman, société caractérisée par nombre d'emplois de service auprès des 5 à 10 % les plus riches de la population. Ce *come back* manifeste une régression sociale importante. La seule différence toutefois avec les États-Unis est que le processus opère en Amérique latine à partir d'un niveau d'inégalités largement supérieur à celui des États-Unis. Un chiffre permet d'éclairer notre propos : en 1998 selon la BID, le coefficient de Gini des 100 % de la population était de 0,38 et celui des 90 % de la population moins aisée de 0,35 aux États-Unis. Le rapport entre les deux Gini n'est donc pas très élevé. Tel n'est pas le cas du Chili, petit pays et exemple extrême en Amérique latine : les chiffres sont respectivement de 0,58 et de 0,27. Pour mémoire, le Gini du Brésil, grand pays, selon le BID, avoisine 0,6 pour la population totale et pour 90 % d'entre elle : 0,44. L'écart des rapports 90%/100% est donc considérable avec les États-Unis. Il est alors logique que la structure des dépenses soit affectée. Plus précisément, les dépenses ostentatoires des couches hautes et leur « redistribution » des revenus par l'emploi croissant d'employés de maison ne sont pas de nature à dynamiser une offre sectorielle et ce faisant une valorisation du capital, hormis dans le secteur du bâtiment. Il est vrai que ces couches hautes ont tendance à épargner davantage que les couches moyennes appauvries, mais une grande partie de leur épargne se réfugie dans des fonds qui n'alimentent pas l'investissement. En effet, l'épargne sert surtout à acheter des bons du trésor particulièrement lucratifs, émis par l'État pour financer le service de sa dette interne, poste du budget devenu principal. Si cette épargne est déposée dans les banques, elle n'alimente pas non plus, ou peu, le financement des investissements : les taux d'intérêt sont trop élevés pour inciter à l'emprunt les entrepreneurs et les ménages et l'épargne déposée alimente la demande de liquidités de l'État pour financer ses dettes et bien peu pour investir.

Nous venons de souligner le rôle joué par les taux d'intérêt dans ce régime de croissance. Ils sont élevés parce qu'ils constituent la variable principale de bouclage de ce régime de croissance. Ils sont élevés afin d'attirer les capitaux en nombre suffisant et faire en sorte que les besoins de financement grandissants soient couverts par des capacités de financement venant de l'extérieur. Ils sont à l'origine d'arbitrages qui défavorisent l'investissement au profit de la spéculation et de comportement dits rentiers, entraînant un ralentissement de la croissance. Ce régime de croissance produisant toujours plus de besoin de financement induit une volatilité importante de l'activité économique.

Celle-ci en retour agit négativement sur la croissance. Une remarque cependant s'impose qui vise à souligner les spécificités des économies latino-américaines caractérisées par une des inégalités très prononcées. En Asie du Sud-Est, la dominante financière est également présente, mais les régimes de croissance sont différents et les inégalités des revenus sont bien plus faibles qu'en Amérique latine. Cette dominante financière explique pour partie leur vulnérabilité et la forte crise financiero-productive de la fin des années 1990. Cependant ces économies ont connu, connaissent de nouveau une croissance très élevée et des taux de formation brute de leur capital fixe entre 50 et 70 % supérieurs à ceux observés dans les économies latino-américaines. Ce n'est donc pas la dominante financière qui explique à elle seule le ralentissement économique des économies latino-américaines, mais celle-ci jointe aux inégalités considérables et au retrait important de l'État de l'économie, retrait que nous ne pouvons analyser dans le cadre de cet article, si ce n'est pour souligner que son rôle consiste surtout aujourd'hui à alimenter la financiarisation des activités, à consolider les comportements rentiers grâce à l'émission massive de bons du Trésor à taux d'intérêt élevés servant à financer le service de leur dette devenu le poste le plus important de leur budget. Cette remarque faite, nous pouvons à présent analyser le cercle vicieux de la croissance due à cette dominante financière.

B - La consolidation d'une économie casino génératrice de stagnation

La croissance dans les principales économies latino-américaines a été faible en moyenne, si ce n'est médiocre, ces dix dernières années. Elle a été aussi particulièrement volatile : crise en 1995, prononcée au Mexique et en Argentine, crise de nouveau en 1998, cette fois surtout au Brésil et en Argentine où elle prend une dimension dramatique en 2002 (-11 % du PIB, plus de 50 % de la population déclarée comme pauvre), ralentissement sérieux de la croissance au Mexique, au Brésil et dans la plupart des économies latino-américaines en 2002 et en 2003, mais reprise vive en Argentine. La volatilité des années 1990 est cependant moins forte que celle des années 1980, dite de la « décennie perdue ». Son origine et sa spécificité sont également différentes. Dans un premier cas, elle est liée au service de la dette à partir des propres ressources de ces pays ; dans le second cas, elle est générée par la dépendance financière élevée propre aux nouveaux modes de croissance mis en place avec la sortie des crises hyper inflationnistes. Le taux d'intérêt joue alors un rôle central : sa manipulation à la hausse est de nature à permettre le bouclage de la balance des paiements et donc à faire correspondre des besoins de financement de plus en plus importants avec des capacités de financement parfois insuffisantes. Mais

la hausse des taux d'intérêt, ou leur maintien à un niveau élevé, favorise le comportement rentier déjà présent des couches hautes de la population et des institutions financières, tout en rendant plus difficile le financement de l'investissement. Ce régime de croissance a son talon d'Achille : le taux d'intérêt dans un contexte de fortes inégalités. Ce régime de croissance génère en moyenne une faible croissance et une croissance volatile qui, en retour, tend à freiner également cette croissance. Pour comprendre cette spécificité, nous allons analyser rapidement les composantes du besoin de financement et leurs évolutions, positives pour certaines, négatives pour d'autres.

• La balance commerciale tend à devenir excédentaire

Au début des années 1990, les soldes de la balance commerciale étaient profondément déficitaires, suite à la dégradation de l'appareil industriel dans les années 1980, l'élimination des subventions et la réduction drastique de la protection douanière. Cette situation change dans la plupart des pays avec la modernisation d'un appareil de production remodelé. L'ouverture de ces économies a conduit à une restructuration du tissu industriel et à une relativisation de l'industrie par rapport à d'autres sources de richesse comme l'agriculture ou les matières premières. Le tissu industriel s'est restructuré grâce à l'importation de biens d'équipement incorporant des technologies nouvelles, rendus moins chers en raison de la libéralisation des échanges extérieurs et l'appréciation de leur monnaie, il est vrai, interrompue par des dépréciations lors des crises financières. Ces importations, jointes à de nouvelles organisations du travail et à une flexibilité accrue de la main-d'œuvre, permettent, en dehors des périodes de crise économique, une croissance soutenue de la productivité travail, qui elle-même est à l'origine d'un accroissement des exportations. Dans certains pays ce processus va plus loin : des pans entiers de l'appareil industriel disparaissent et la croissance des exportations sera le fruit d'une spécialisation accrue sur les produits primaires agricoles et miniers. Tel est le cas par exemple de l'Argentine et du Chili. Dans d'autres enfin, comme le Mexique et de nombreux pays d'Amérique centrale, les investissements étrangers se multiplieront afin de produire pour le marché intérieur (Mexique), ou bien de destiner la production au marché extérieur avec très peu de valeur ajoutée nationale (Mexique, Amérique centrale). Au total, toutes ont connu une ouverture importante : les exportations ont quintuplé au Mexique, triplé en Argentine, doublé au Brésil de 1985 à 2000, pour autant ces économies restent encore relativement fermées, à l'exception toutefois du Mexique.

Une seconde période s'ouvre aux lendemains de la crise mexicaine et argentine, soit vers le milieu des années 1990. Elle se caractérise par deux traits essentiels : les soldes des balances commerciales deviennent fortement excé-

dentaires dans certains pays et, dans d'autres, le déficit baisse; les investissements étrangers directs connaissent un essor remarquable, au Brésil et au Mexique plus particulièrement et ce jusqu'à la fin des années 1990, pour ensuite fléchir considérablement. La montée en puissance des investissements étrangers directs relègue les investissements en portefeuille (bons, actions) à un rôle secondaire, mais cependant non négligeable, tout au long de la seconde moitié des années 1990.

Les soldes positifs de la balance commerciale dans certains cas, la diminution du déficit commercial dans d'autres, ont pour fondement un essor des exportations dû partiellement à une modernisation des appareils de production, une hausse du prix de certaines matières premières, une progression plus faible des importations, voire leur chute lorsque la récession économique s'impose, enfin une plus grande possibilité de manipuler le taux de change avec l'instauration des changes flottants, dits sales, à la fin des années 1990, suite à des dévaluations massives non maîtrisées. Cependant, bien que la productivité du travail croisse fortement ces dix à quinze dernières années, le niveau moyen de celle-ci reste faible tant le retard était devenu important dans les années 1990. La faiblesse du taux de formation brute de capital fixe, le faible effort en matière de « recherche et développement » expliquent le degré de sophistication encore assez faible des exportations et les limites de leur progression, tout au moins pour les biens industriels.

Reprenons rapidement ces facteurs un à un. Le taux de formation brute de capital fixe, plus élevé de deux à trois points de celui des années 1980, reste modeste et se situe approximativement aux trois cinquièmes de celui des principaux pays d'Asie du Sud-Est. L'investissement étranger a connu un essor très important dans les dix dernières années au point que pour un pays comme le Brésil, la part prise par l'internationalisation du capital dans le secteur productif est à peu près deux fois plus élevée qu'aux États-Unis. Les entreprises étrangères dans le secteur manufacturier sont, à dimensions équivalentes, plus exportatrices que les entreprises nationales. Elles sont également plus importatrices. Mis à part le Mexique où une grande partie des investissements étrangers directs, la moitié approximativement, se dirige vers les industries d'assemblage (« *maquiladoras* »), les investissements directs s'orientent davantage que par le passé vers le secteur des services, secteur qui n'exporte pas mais importe. Le degré de sophistication des biens industriels exportés reste, malgré des progrès certains, assez faible. Si on décompose les biens exportés en quatre catégories selon leur degré de croissance: très dynamiques, dynamiques, peu dynamiques et stationnaires, le commerce mondial a cru, de 1990 à 1998, de 186 % pour la première catégorie, où se concentrent les biens à haute technologie (ordinateurs, télécommunication, médicaments

etc., mais aussi, il est vrai, d'autres biens moins sophistiqués comme les tissus d'intérieur), 96 % pour la seconde, 67 et 49 % pour les deux dernières. Lorsqu'on compare les exportations de ces groupes de biens par rapport à leur croissance mondiale, on observe que le bilan pour l'ensemble de l'Amérique latine est inquiétant: les exportations des Latino-américains vers l'Amérique latine baissent de 8 % par rapport au commerce mondial destiné à la région pour le groupe des biens les plus dynamiques. Les exportations des pays latino-américains à destination des pays industrialisés augmentent de 93 % par rapport à la croissance du commerce mondial sur cette catégorie de biens destinée à cette région, c'est-à-dire très en deçà de leur croissance mondiale (186 %). Et cette dernière hausse s'explique essentiellement par la part très élevée des industries d'assemblage du Salvador, du Honduras, du Guatemala et du Mexique. Au Brésil, où ce genre d'industrie est très peu présent, les chiffres sont éloquentes: -12 % et -79 % pour les biens du premier groupe, cette perte de « parts de marché » se faisant dans le pays le plus industrialisé d'Amérique latine (Benavente, 2002). Ces résultats rejoignent ceux obtenus par l'UNCTAD (2002). Lorsqu'on considère les 20 produits exportés les plus dynamiques de 1980 à 1998, on observe que la part des exportations des pays « en voie de développement » dans le commerce mondial passe de 14,1 % à 28,7 %, ce qui semble donc positif. Cette impression semble confirmée lorsqu'on note que sur les 20 produits les plus exportés par ce groupe de pays, 8 appartiennent aux 20 produits les plus dynamiques au niveau mondial (le rapport est de 15 sur 20 pour les pays industrialisés). Mais lorsqu'on analyse ces chiffres par groupes de pays, les résultats sont différents: les économies d'Amérique du Sud (par définition sans le Mexique et l'Amérique centrale) n'exportent que deux produits sur les 20: boissons non alcoolisées et garniture, les ordinateurs et équipements électroniques étant plutôt exportés par les économies asiatiques. Le constat est encore plus sévère lorsqu'on analyse de près le cas du Mexique. Les produits sont définis à partir d'une classification à 3 « digits », aussi des biens qui sont classés comme à « haute technologie et à forte qualification de la main d'œuvre », comme les ordinateurs, les télécommunications, les produits pharmaceutiques etc. et qui se caractérisent par un essor important des exportations des pays en développement, sont en fait pour la plupart des biens produits dans des usines d'assemblage. Plus exactement il s'agit de segments à forte utilisation de main d'œuvre de lignes de production de produits de haute technicité qu'une décomposition plus fine aurait permis de montrer plus nettement. De nombreux biens de haute technologie ne le sont pas en réalité; l'aspect parfois trompeur vient de la classification insuffisamment précise. Tel est le cas pour le Mexique (à l'exception de l'industrie automobile) et la plupart des pays de l'ASEAN. À la différence de la Corée du

Sud, ces pays se sont orientés vers ce type de spécialisation sans opter pour une politique industrielle visant à intégrer nationalement les segments délocalisés par les entreprises des pays industrialisés, restent avec une valeur ajoutée localement très faible et ont délaissé l'effort pour la recherche développement en ne créant pas ou peu de zones spéciales à haute technologie. Au total, la progression des exportations en Amérique latine est parallèle à un mouvement plus général : le commerce mondial croît plus vite que le PIB en moyenne dans le monde. Elle traduit une modernisation de la plupart des économies latino-américaines, mais elle est révélatrice à la fois du retard accumulé depuis des décennies et, *a contrario*, de la nécessité d'une politique industrielle sélective, seule capable de donner une impulsion conséquente à ce mouvement, impulsion d'autant plus nécessaire que la dépendance financière s'est accrue dans les années 1990. Le dégagement d'un solde positif de la balance commerciale durable et plus conséquent – hors phases de récession – pourra alors atténuer la vulnérabilité financière et, ce faisant, ses effets pernicieux sur les catégories les plus pauvres de la population.

• **Le couple besoins et capacités de financement de plus en plus problématique**

Les besoins de financement ont tendance à augmenter ou tout au moins à rester à un niveau élevé. Nous avons analysé l'évolution du solde de la balance commerciale et les limites de cette évolution favorable. Le solde de la balance du tourisme devient fortement négatif dans le cône sud lorsque la monnaie s'apprécie, mais surtout les dépenses liées au retour des dividendes (auquel il conviendrait d'ajouter celui des profits figurant sur une autre ligne de la balance des paiements) des firmes multinationales augmentent considérablement à mesure que l'internationalisation du capital augmente, ainsi que celles liées à l'achat de brevets étrangers. Enfin les dépenses liées au service d'une dette externe en plein essor augmentent : les sorties au titre du paiement des intérêts sont relativement stables en pourcentage des exportations, fortement croissantes, l'amortissement des emprunts contractés, le remboursement des bons (situés sur une autre ligne de la balance) augmentent de telle sorte que le service de la dette pris dans sa totalité croît, en pourcentage des exportations, d'un peu plus de dix points en dix ans de 1990 à 2000.

La variable d'ajustement la plus importante susceptible d'influer sur une partie des mouvements de capitaux et faire correspondre besoins de financement et capacités de financement, est le taux d'intérêt. La hausse des taux d'intérêt, voire son maintien à un niveau relativement élevé, condition nécessaire mais pas suffisante pour attirer les capitaux lorsque ceux-ci font défaut en nombre suffisant, d'un côté rend plus vulnérables les banques en abaissant en partie la valeur de leurs actifs, en les incitant à accorder de mauvais crédits et

en augmentant le risque d'impayé des débiteurs et, d'un autre côté, les enrichit lorsqu'elles affectent une part croissante de leurs dépôts à l'achat de bons du Trésor. Ce faisant, un effet d'éviction apparaît : moins de crédit pour les entreprises et les particuliers, davantage pour l'État. L'investissement devient plus difficile car plus coûteux, la demande de biens durables peut être ralentie pour la même raison, et les fonds recueillis par l'État alimentent le financement du service de la dette plutôt que des investissements publics ou toute autre dépense. L'effet récessif de la hausse des taux d'intérêt produit un cercle vicieux : toute hausse de ce taux aggrave les difficultés budgétaires, entraîne une récession, conduit à une nouvelle hausse du taux d'intérêt et à la dévaluation/dépréciation du taux de change. Les comptes assainis, la croissance peut alors reprendre mais à un coût social élevé.

Le fonctionnement de l'économie s'oriente vers ce que Keynes nommait une « économie casino » : le besoin de financement appelle des entrées de capitaux. C'est le rapport entre le besoin de financement et les capacités de financement qui est important et non le besoin ou la capacité pris isolément. Le besoin de financement peut décroître, notamment si le solde de la balance commerciale devient fortement positif, mais si l'écart avec la capacité de financement s'accroît, les tensions décrites augmentent.

Conclusion

Les inégalités de revenu considérables, la modification de la répartition des revenus en faveur des couches hautes de la société et à l'encontre d'une fraction des couches moyennes, le décrochage de l'évolution des salaires avec la croissance de la productivité, le retrait de l'État de l'économie, le poids croissant du service de sa dette, l'institutionnalisation du taux d'intérêt comme principale variable d'ajustement lorsque les besoins de financement ne correspondent pas aux capacités de financement, génèrent une tendance à la stagnation. Ce sont donc ces caractéristiques du régime de croissance qui produisent une faible croissance. Ce régime de croissance est à l'origine d'une forte volatilité. Celle-ci dépend du régime de change adopté (fixe avec *currency board*, fixe avec *peg*, flottant), mais aussi de l'ampleur des mesures de libéralisation prises. La volatilité de la croissance tend à avoir un effet négatif à moyen et long terme sur le taux de croissance. C'est donc l'ensemble des caractéristiques de ce régime de croissance qui explique son incapacité à impulser une forte croissance, directement et indirectement. La thèse de la tendance à la stagnation développée par Celso Furtado, revisitée par la prise en compte de la dimension financière, permet de comprendre les causes profondes du ralentissement économique et fournit donc les clefs d'un développement alternatif diminuant la vulnérabilité sociale et renforçant la cohésion sociale.

annexe

Le carcan de la dette

Entre 1982 et 2000, l'Amérique latine a remboursé en service de la dette 1452 000 millions de dollars soit plus de quatre fois le stock total de sa dette qui s'élevait à 333 200 millions de dollars en 1982. De ce fait, l'endettement a poursuivi sa croissance comme le montre le tableau suivant.

Évolution de la dette extérieure de l'Amérique latine et des Caraïbes (en millions de dollars)

Années	1970	1980	1990	1996	1999	2001	2002
total Am. Lat.							
+ Caraïbe	32 561	257 374	475 374	670 868	794 836	764 880	789 398
<i>Principaux pays endettés</i>							
Brésil	5 734	71 527	119 964	181 322	243 711	226 362	
Mexique	6 969	57 378	104 442	157 498	167 250	158 290	
Argentine	5 810	27 157	62 233	111 378	145 294	136 709	
Venezuela	1 422	29 356	33 171	34 490	37 261	34 660	
Pérou	3 211	9 386	20 064	28 981	29 210	27 512	
Colombie	2 236	6 941	17 222	28 900	34 424	36 699	
Chili	2 977	12 081	19 226	23 049	34 269	38 360	
Sous-total	28 360	213 825	376 322	565 617	691 420	658 592	
Sous-total en %	87 %	83 %	79 %	84 %	87 %	86 %	
<i>Pays moyens</i>							
Équateur	364	5 997	12 107	14 495	15 305	13 910	
<i>Petits pays</i>							
Bolivie	588	2 702	4 275	5 195	5 548	4 682	
Haïti	43	350	911	904	1 182	1 250	
El Salvador	182	911	2 149	2 914	3 795	4 683	
Guatemala	159	1 180	3 080	3 772	4 205	4 526	
Nicaragua	203	2 193	10 745	5 961	6 909	6 391	
Paraguay	112	955	2 105	2 565	3 393	2 817	
Uruguay	363	1 660	4 415	5 899	7 501	9 706	

Tableau établi par Damien Millet sur la base de GDF 2003

Transfert net négatif sur la dette en Amérique latine et Caraïbes entre 1996 et 2002

En millions

US\$	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	Total
Am. latine								1996-2002
et Caraïbes	-3 209	-17 226	-9 080	-40 000	-55 871	-42 318	-38 288	-205 991
								Total
								1998-2001
Argentina	7 869	9 808	2 771	-3 900	-7 319	-15 961		-6 731
Bolivia	146	268	42	24	125	3		609
Brazil	8 786	-13 438	-8 720	-23 629	-21 292	-11 836		-70 129
Chile	-120	878	3 345	512	174	-579		4 210
Colombia	2 361	1 607	-1 129	-1 410	-2 396	586		-381
Costa Rica	-252	-126	204	55	34	-98		-183
Ecuador	-22	412	-846	-1 685	-282	-48		-2 471
Haïti	87	153	-24	95	4	80		394
Honduras	-121	174	-23	246	168	46		490
Jamaica	-374	-117	-185	-338	179	485		-351
Mexico	-16 536	-16 218	-2 339	-5 318	-21 880	-11 213		-73 505
Nicaragua	0	246	-191	394	243	-11		681
Paraguay	-45	-112	178	450	-332	-359		-220
Peru	-1 246	116	-765	-2 761	-1 133	-1 421		-7 210
Uruguay	317	504	342	-614	-102	969		1 415
Venezuela, RB	-2 302	-57	-732	-2 287	-1 752	-4 816		-11 946

Tableau réalisé par Damien Millet. Source : Banque mondiale, GDF 2003.

Ernesto Herrera et Charles-André Udry

Ernesto Herrera est membre de la direction nationale du Courant de gauche (CI d'Uruguay) et éditeur du bulletin électronique *Correspondencia de Prensa* (germain@chasque.net). Charles-André Udry, économiste, membre du Mouvement pour le socialisme, est directeur de la revue *À l'encontre* (www.alencontre.org).

Crise continentale et alternative radicale

Dans un long article, les auteurs analysent la réorganisation du mode de domination impérialiste en Amérique latine dans le cadre de la mondialisation libérale, ainsi que la militarisation du continent et les formes de recolonisation qui en résultent. Nous publions ici de larges extraits de cet article.

L'insurrection bolivienne qui a renversé, en octobre 2003, l'un des gouvernements les plus corrompus, conservateurs et valets de l'impérialisme de l'Amérique du Nord, constitue le soulèvement populaire le plus important des dernières décennies. Elle s'inscrit dans une phase qui combine un antagonisme social dur avec une crise institutionnelle de la domination politique bourgeoise-impérialiste à l'échelle continentale. Même si cette combinaison se manifeste inégalement selon les pays ou dans différentes « sous-régions » du continent. Cette montée des luttes sociales est le facteur décisif qui provoque les crises gouvernementales et la perte de légitimité de « l'ordre néolocal ». Les luttes et les mouvements sociaux deviennent le vecteur de la résistance des masses contre les classes dominantes et leurs institutions. Les soulèvements successifs, les grèves, les occupations de terres, les barrages de routes, les luttes contre les privatisations, les manifestations de masse ont déferlé sur l'Équateur, le Pérou, le Paraguay, Porto-Rico, le Salvador, Panama, la République dominicaine, l'Argentine, le Mexique, l'Uruguay, la Colombie, le Chili, le Brésil et le Venezuela. Tout cela révèle la puissance des résistances populaires, leur ampleur, leur radicalité, leur dimension démocratique et anti-impérialiste. Elles traduisent aussi une continuité et un lien souterrain avec le processus initié par l'« argentinazo » (en décembre 2001). Il existe cependant, dans ce processus continental, une dissymétrie entre, d'une part, les forces dont disposent les élites dirigeantes et les classes dominantes

de chaque pays : malgré leur faiblesse relative et leur dépendance, ces dernières peuvent étayer leurs manœuvres diverses – répression sélective, formatage politico-culturel médiatique de masse, utilisation d'appareils bureaucratiques et clientélares de l'ancien mouvement ouvrier, etc. – sur les ressources de l'impérialisme, et d'autre part, la fragilité des forces de la gauche radicale. Cela aboutit à freiner ou à empêcher la connexion entre des mouvements sociaux radicaux. L'enfermement dans les frontières nationales reste la plupart du temps dominant au sein des forces de la gauche anticapitaliste, même si des progrès significatifs dans leur continentalisation ont été accomplis ces dernières années. Il manque à l'évidence un « leadership » social et politique anticapitaliste et anti-impérialiste, capable de porter une alternative aux pouvoirs (et à l'État) des élites dirigeantes et des classes dominantes, fondée sur les évolutions effectives du mouvement réel des masses laborieuses. Ce « leadership », dont les contours sont impossibles à préciser à cette étape, reste cependant indispensable en vue d'un changement radical de la société.

C'est ce « climat de révolte » de ceux d'en bas qui explique l'instabilité latino-américaine où la mobilisation populaire a conduit au renversement de six présidents constitutionnels au cours des dernières années, à la déstabilisation de pouvoirs autoritaires et corrompus, et qui a même réussi à freiner des processus de privatisation. De même, ce climat explique le développement d'une nouvelle vague expansive d'anti-impérialisme dans une région voisine de la puissance impérialiste embourbée en Irak. C'est à partir de cela qu'il faut saisir les manifestations massives contre la guerre et l'appui à la « révolution bolivarienne » du Venezuela, ainsi que la solidarité persistante, avec le peuple de Cuba.

L'intensité – et la continuité – de cette résistance donne naissance à des « sujets sociaux », avec leur expression extraordinairement multiple de formes organisées, de méthodes de lutte, de pluralité de revendications et exigences immédiates. Il y a là une accumulation de matière politique, nécessaire sinon suffisante, pour construire une alternative radicale débouchant sur la question du pouvoir.

À leur manière, les résolutions de la III^e Rencontre hémisphérique de lutte contre l'ALCA (Zone de libre-échange des Amériques), réunie en février 2004 à La Havane, réaffirment ce rôle protagoniste des mouvements sociaux dans l'affrontement face au « modèle néolocal » soutenu par les institutions financières internationales. L'opposition à l'accord passé lors du Sommet de Monterrey (avec la seule réserve claire du gouvernement nationaliste de Chavez) autour du projet d'ALCA reflète aussi cette dynamique d'affrontement. À cette occasion, les mouvements sociaux ont réaffirmé leur opposition aux piliers de la domination bourgeoise-impérialiste : les plans d'ajustement, la dette extérieure, l'ALCA, le Plan Colombie et le Plan Puebla-Panama.

La même détermination s'est exprimée à Puebla, lors de la réunion du Comité de négociations commerciales, principale instance technique de l'ALCA. Là, les mouvements et l'Alliance sociale continentale (ASC) ont clairement rejeté les projets d'instituer une ALCA « *light* » ou même « *extra light* » qui, en dernière instance, conforterait les intérêts de fractions capitalistes clés de pays du Mercosur, en particulier l'Argentine et le Brésil.

C'est dans ce contexte de crise politique, d'instabilité gouvernementale, de mobilisations et de soulèvements de divers types, que la construction d'une alternative démocratique anticapitaliste, anti-impérialiste et socialiste exige la compréhension aussi bien d'un paysage complexe, que la nécessaire intervention militante dans les expériences concrètes de luttes sociales.

[Après une analyse circonstanciée de la « restauration étatsunienne » et de ses effets sociaux, l'article étudie les formes actuelles de ponction de la périphérie par l'impérialisme. Ce sont ces développements que nous publions ci-dessous.]

On peut énumérer les éléments suivants de la captation par l'impérialisme américain de valeur et de richesse produite par les salarié(e)s, à l'échelle. Dès 1983-1984, il a réussi à capter un flux massif de revenus, liés au service de la dette des pays de la périphérie dont l'endettement était et reste soumis à des taux d'intérêt réels usuraires, sans même mentionner l'illégitimité socio-politique de cet endettement. Au cours des 25 dernières années, les prix réels des matières premières et des biens intermédiaires ont baissé considérablement. Il en est résulté, d'une part, un appauvrissement des pays de la périphérie, dont la partie latino-américaine a subi une « reprimarisation » (poids à nouveau croissant des matières premières et produits agricoles dans la valeur des exportations); cela a abouti, d'autre part, à abaisser la valeur d'une partie du capital constant (prix de l'énergie, prix de l'aluminium, de l'acier, etc.) dans le cadre de la composition organique du capital des pays impérialistes.

On peut y ajouter une autre sorte de matière première : l'importation de cerceaux en provenance de l'Amérique latine ou de l'Asie, ou encore des pays de l'Est européen, vers les laboratoires américains – ceux des firmes ou des universités – largement soutenus par des crédits de l'État fédéral étatsunien.

Cette reprimarisation des économies latino-américaines s'insère dans les contradictions interimpérialistes. En effet, si l'on prend en compte le volume du commerce des biens primaires et du pétrole, on constate que cela représente des masses de devises extrêmement importantes. Actuellement, la monnaie de référence pour ces échanges reste le dollar. Si une série de pays prenait l'euro comme monnaie de référence pour la vente de leur soja ou de

leur pétrole, cela aiguiserait à coup sûr les contradictions interimpérialistes. Ces monnaies sont en effet mondialisées. Elles ne doivent pas être analysées simplement comme la monnaie de l'Union européenne ou d'une partie de l'UE, ou des États-Unis. Il n'est pas impossible que certains gouvernements latino-américains proposent de rattacher une partie de leurs exportations à l'euro. Cela mettrait certainement les États-Unis sur leurs pattes arrières et pourrait susciter des réactions d'une administration telle que celle de Bush. Il n'en découlerait pas pour autant qu'une telle politique serait effectivement anti-impérialiste. Simplement des gouvernements tenteraient de trouver une brèche entre les monnaies des deux puissances impérialistes. Le gouvernement de Chavez a déjà laissé percer quelques intentions dans ce sens. La Chine a, dans ses réserves de « devises fortes », une part sans cesse accrue d'euros par rapport au dollar.

Les investissements des transnationales américaines, des grandes firmes financières dans le reste du monde, en Europe, en Asie et en Amérique latine, ont un taux de rendement supérieur aux investissements directs des firmes européennes ou japonaises aux États-Unis. Ce différentiel fait que, même si le volume des investissements directs (IDE) américains à l'étranger, dans le monde, a moins crû que celui des IDE européens ou japonais – le taux de rendement étant plus élevé – les transferts vers les États-Unis sont proportionnellement plus importants.

Cette forme de ponction est liée à la brutalité de l'exploitation du travail par les transnationales américaines, à leur utilisation massive de la sous-traitance dans les pays de la périphérie, à la capacité de négociation politico-économique et commerciale induite par l'hégémonie militaro-institutionnelle des États-Unis, au volume des capitaux gérés qui permet d'opérer des placements « à risques », rentables pour les firmes étatsuniennes, mais déstabilisateurs lorsqu'ils se retirent d'un pays (que ce soit de l'Asie ou de l'Amérique latine), à une sophistication de l'utilisation des prix de transfert (sur et sous-facturation pour transférer des profits par les transnationales), mainmise, grâce à la propriété intellectuelle, sur les brevets et le droit de breveter tout nouveau produit, au choix visant à un transfert du maximum des profits, réalisés à l'échelle mondiale, vers les sociétés mères afin de soutenir les résultats des firmes cotées à Wall Street et donc aussi de conforter les cours boursiers de leurs actions.

Le rendement comparé des IDE apparaît nettement à l'avantage des firmes étatsuniennes par rapport à celles de l'Union européenne (UE) ou du Japon. Toutefois, il apparaît que, dans les raisons avancées pour tenter d'expliquer ce différentiel, la comparaison pourrait être boiteuse. En effet, on compare, d'un côté, les profits apparents issus d'investissements européens ou japonais

effectués aux États-Unis, dans un pays impérialiste avec, de l'autre côté, les profits apparents des investissements américains effectués dans un autre champ socio-géographique, et utilisant des filières productives et financières qui ponctionnent des revenus d'une aire économique où s'articulent pays impérialistes et zones périphériques [...].

L'élargissement de l'Union Européenne à 25 membres correspond à une nouvelle division internationale du travail, qui est en partie une riposte au capital américain, bien que ce dernier, implanté en Europe (par exemple dans l'automobile), puisse aussi en profiter. Il n'y a donc aucune illusion à se faire sur la nature impérialiste des capitalismes européens et de leurs représentations politiques symbolisées, jusqu'à la caricature, par le Premier ministre espagnol José Maria Aznar qui, à l'image du social-démocrate Felipe Gonzalez, joue les poissons-pilotes des politiques « modernistes » au service du capital espagnol et en appui de l'administration américaine, qu'elle soit celle de Clinton ou celle de Bush. Gonzalez s'est d'ailleurs précipité en Argentine, en décembre 2001, sur mandat de Aznar, pour sauver les intérêts espagnols (de Repsol à Telefonica) en Argentine.

Cette ponction impérialiste est décisive pour la reproduction du capitalisme impérialiste étatsunien lui-même. Elle se trouve en arrière-fond de l'ensemble de la projection militaro-politique agressive mondialisée des États-Unis. Les classes dominantes américaines cherchent à accroître leur pression sur le reste du monde, quitte à en déstabiliser une partie, ce qui à son tour met en question une des conditions de valorisation du capital dans la périphérie : une relative stabilité socio-politique.

Il existe évidemment des contradictions interimpérialistes. Mais la partie majoritaire de la gauche institutionnelle du continent latino-américain tend à les exagérer en croyant pouvoir en jouer, cultivant des illusions sur la possibilité, pour un pays (le Brésil, l'Argentine, etc.) de s'ouvrir une « voie princière » – si ce n'est royale – entre les États-Unis et l'Union européenne et d'acquiescer ainsi une marge de manœuvre accrue.

Les événements récents devraient refroidir ces ardeurs. Surtout lorsque, après avoir « réglé » les modalités du service de la dette de l'Irak (et donc une partie des rapports tendus avec la France, la Russie et l'Allemagne), James Baker III (secrétaire au Trésor sous Reagan, membre du Conseil national de sécurité, puis secrétaire d'État de Bush Sr. en 1989, concepteur de la première guerre contre l'Irak en 1991, conseiller de Bush Jr. pour sa campagne électorale et avocat-conseil du très important Carlyle Group où se logent les intérêts de la famille Bush, et inventeur du Plan Baker pour la dette mexicaine) aura inauguré une nouvelle phase des relations internationales post-guerre d'Irak. Sous le chapeau de l'Onu et de l'Otan, selon un contour non encore précisé,

les États-Unis tenteront d'élargir l'actuelle coalition pour occuper l'Irak, après qu'une autorité artificielle irakienne en ait fait la demande auprès de l'Onu.

En arrière-fond de cette hégémonie étatsunienne et des limites au sein desquelles s'expriment les contradictions interimpérialistes, on se retrouve le processus de transnationalisation des capitaux, donc de l'intrication des capitaux entre les États-Unis, l'Europe et le Japon. Il y a donc une domination étatsunienne, avec des conflits d'intérêts, mais dans le cadre, pour la période actuelle, d'une sorte d'association entre pays impérialistes. Nous ne sommes pas dans une situation analogue à celle qui présidait aux conflits interimpérialistes de 1905 ou de 1936. Par contre, des conflits par pays interposés sont de l'ordre du possible. On le vérifie en Afrique. Mais on assiste aussi à un appel de la part de la France à une intervention conjointe canadienne, étatsunienne et française en Haïti, au début février 2004.

Une division internationale du travail désastreuse pour l'Amérique latine

La compréhension de la situation présente sociale, économique et politique du continent latino-américain exige d'abord de balayer l'idée d'une « décennie perdue » dans les années 1980-1992, qui aurait été suivie d'une reprise, même chaotique, créant les conditions d'une « nouvelle croissance ». Le cours néolibéral n'a suscité, dans aucun pays de la périphérie, un véritable nouveau développement.

En réalité, depuis 1982, la crise du « modèle » des années d'après-guerre a été permanente. Et les espoirs, parmi des couches de salariés plus ou moins stables, d'une sortie de crise ont été chaque fois rapidement déçus. La crise a commencé à saper les positions socio-économiques de ces couches dites moyennes, selon le vocabulaire à la mode de certains sociologues sud-américains influencés par leurs voisins du Nord. La déception, et même une certaine rage se sont exprimées un peu partout dans ces couches qui étaient censées constituer le levier de la prétendue modernisation à la sauce néolibérale. Les manifestations des épargnants argentins contre la corrasion – comme celles des petits épargnants d'Uruguay affectés par la crise financière de juillet-août 2002 – sont emblématiques de ce point de vue.

L'insertion accentuée de l'économie latino-américaine dans l'économie capitaliste mondiale s'opère au moment même où se réorganise la division internationale du travail (DIT). Dans cette nouvelle DIT est prépondérant le poids qu'acquiescent la Chine (au taux de croissance de 8 % en 2002 et de 9,1 % en 2003), certains pays de l'Asie du Nord-Est et du Nord (Corée du Sud, Taïwan) ou de l'Asie du Sud-Est (Malaisie, Singapour et, à nouveau l'Indonésie), l'Inde (au taux de croissance de 5 % en 2002 et de 7 % en 2003) et un certain nombre de pays d'Europe orientale (au taux de croissance moyen de 3,3 % en 2002 et de

2,5 % en 2003 – République tchèque, Hongrie, Pologne, Slovaquie, Croatie –) [...]. Il n'existe aucune raison pour qu'un rétablissement important en faveur de l'Amérique latine se fasse dans le cadre de la nouvelle DIT ; encore moins si l'ALCA s'applique en 2005 ou quelques années plus tard – qu'elle soit « light » ou lourde. Et si l'indépendance des banques centrales reste ce qu'elle est, la politique monétaire répondra directement aux intérêts du capital financier et de certains secteurs d'exportation. À ce propos, il est illustratif de voir combien, en quelques années, des firmes telles que Sadia – qui appartient au ministre du Commerce extérieur du Brésil, Luiz Fernando Furlan –, telles que Perdigo ou Frangosul (cette dernière aux mains du groupe français Charles Doux) sont devenues des firmes de pointe sur le marché mondial (!) du poulet. Leur position sera renforcée avec la crise du poulet asiatique. Mais cela reste du poulet. Ce n'est qu'une traduction de plus de la marche en avant de la reprimarisation de l'économie, ainsi que d'une diversification limitée au domaine de cette reprimarisation : viande porcine, viande bovine, volaille entière ou plats cuisinés. Dans ce domaine, les firmes impérialistes seront rapidement encore plus présentes au Brésil, car elles ne vont pas laisser un tel secteur devenir leader à l'échelle mondiale sans chercher à en capter une partie décisive. Les grands de l'agroalimentaire, de Nestlé à Unilever, profiteront donc de cette reprimarisation accentuée. Tout cela aboutira à expulser encore plus de paysans du secteur agricole, expulsions que ne compenseront pas les mesures plus que restreintes de réforme agraire, comme celles prises au Brésil sous la responsabilité du ministre Miguel Rossetto.

Enfin, les économistes néolibéraux oublient généralement que dans le domaine des matières premières et des biens primaires, les mesures protectionnistes des pays impérialistes restent vigoureuses, afin d'éviter de trop rapides secousses sociales dans les pays du centre. Certains pays émergents d'Asie prendront eux-mêmes des mesures protectionnistes face à la concurrence brésilienne. Il y a là, graphiquement, l'illustration de l'impasse du modèle de croissance tiré par les exportations et a fortiori par ce type d'exportations.

Dans ce cadre, les processus régionaux d'intégration économique et commerciale en cours ne peuvent être considérés comme une chance de développement et d'insertion symétrique dans ladite globalisation du capital. Le bilan du Traité de libre commerce entre les États-Unis, le Canada et le Mexique (ALENA) est des plus clairs, spécialement en ce qui concerne les travailleurs et les paysans mexicains, et les centaines de milliers de travailleurs et travailleuses des États-Unis et du Canada. On peut consulter à ce propos l'étude intitulée « Il y a peu à fêter en dix ans d'ALENA » [www.ipsnoticias.net].

Des projets comme ceux du Mercosur ou de la Communauté andine apparaissent comme fonctionnels à la stratégie de domination impérialiste. Ce

constat n'implique pas d'ignorer les contradictions pouvant exister entre le capital impérialiste et des secteurs capitalistes latino-américains cherchant à renégocier les termes de leur subordination. Toutefois, les États-Unis multiplient les accords bilatéraux et régionaux afin d'assurer leur plus complète hégémonie. C'est le cas du récent Traité de libre commerce (connu sous le nom de CAFTA) entre la puissance impériale et des pays tels que le Guatemala, le Nicaragua, le Salvador et le Honduras. Il faut rappeler qu'une part significative des exportations agricoles nord-américaines – qui sont importantes aux côtés du textile pour la balance commerciale – se dirigent vers l'Amérique centrale. Or, à partir du nouveau traité commercial (CAFTA), ces exportations ne seront frappées d'aucun tarif douanier, dès l'année 2004. Par contre, les exportations en provenance de l'Amérique centrale en direction des États-Unis feront face à un lent processus de démantèlement tarifaire sur une période de 15 ans.

Tous ces accords commerciaux bilatéraux et traités régionaux se fondent sur l'idée préconçue et fautive qu'ils peuvent contourner l'ALCA, c'est-à-dire un projet de recolonisation défini par le sociologue brésilien Francisco de Oliveira comme un « camouflage de non-protection pour qui n'a pas besoin (les États-Unis) de protection ».

Une restauration coloniale destructive

Depuis le début des années 1990 se sont accentués la ponction de la richesse de l'Amérique latine au profit de l'impérialisme et le transfert net de ressources vers les pays du centre, par le biais de divers mécanismes, en particulier le service de la dette extérieure et la détérioration des termes de l'échange [voir à ce sujet les travaux d'Éric Toussaint du CADTM – Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde (www.cadtm.org)].

Cette opération de restauration coloniale a pris plusieurs formes : reprise du contrôle du secteur des matières premières ; contrainte à la reprimarisation d'un certain nombre d'économies (voir l'Argentine aujourd'hui) ; rachat des entreprises et des infrastructures publiques latino-américaines au travers des privatisations ; captation d'une partie du surplus social au travers des tarifs des services publics privatisés ; captation d'une partie de la richesse produite à travers le contrôle de la dette interne et externe par les banques créancières impérialistes ; captation de la richesse par le biais d'un gonflement du crédit à la consommation à des taux usuraires, crédits consentis par des banques des pays du centre, par des banques brésiliennes ou argentines, par des compagnies automobiles ayant monté des sociétés de crédit ; captation de la richesse, c'est-à-dire du surplus social, par le biais des brevets, de la propriété intellectuelle et des prix de transfert par les multinationales. En un mot, cette restauration coloniale de l'Amérique latine lie étroitement des revendications

politiques de souveraineté nationale et des revendications de transformation de la société.

La nature rentière de cette exploitation, centralisée par le capital financier (réseaux étroitement liés de la finance, de l'assurance et des transnationales), est non seulement hautement parasitaire, mais elle n'exige pas un contrôle géographique et politique direct, comme dans les phases antérieures de l'impérialisme ; d'où les projets de fédéralisme institutionnel et d'extrême décentralisation impulsés par les impérialismes dominants, pour faciliter, dans certains pays, le contrôle de certaines régions incorporables à une sorte d'archipel néocolonial.

C'est donc bien un pouvoir impérialiste, à traits fortement parasitaires, qui utilise la médiation des couches bourgeoises, des élites dominantes locales, les poussant à adopter, sous une forme modernisée (secteurs exportateurs modernes de bois au Chili, agroalimentaires au Brésil ou en Argentine, industriels de biens primaires ou manufacturés au Brésil, au Mexique, etc.), une orientation vers l'exportation et l'insertion dans un marché mondial fortement hiérarchisé. En même temps, ces fractions des classes dominantes transfèrent leurs capitaux, du moins en partie, vers des centres plus sûrs à leurs yeux, tels que Miami, Londres, New York ou Zurich, afin d'assurer leur pérennité face à un avenir incertain.

Les couches salariées stables du continent ont été déstabilisées. Cela s'est effectué aussi bien par le recours à des plans d'austérité brutaux impulsés par les plans d'ajustement structurel, accompagnés par l'abaissement ou le gel des salaires, la flexibilisation de la force de travail, les licenciements, l'élimination des droits syndicaux, la sous-traitance sans aucune garantie pour les salarié(e)s – ces plans d'austérité ont été appliqués dans tous les secteurs, que ce soit dans la santé, la fonction publique en général, l'enseignement, etc. –, qu'au travers des privatisations.

« Déstabiliser les stables » fait partie d'un projet devant permettre aux secteurs impérialistes et à leurs alliés, les élites autocrates locales, de déstabiliser encore plus l'ensemble du salariat, de le précariser, de réorganiser le marché du travail dans un continuum dégradé. Cela va du secteur informel – dont la surexploitation permet la reproduction à plus bas prix de la force de travail d'un secteur de salariés –, jusqu'aux salariés de l'automobile et de la banque exploités selon les méthodes les plus modernes des pays du centre. En un mot, exploitation et surexploitation s'entrelacent. Il y a un véritable mariage entre les formes d'accumulation primitive et les formes d'accumulation et de reproduction les plus modernes du capital. Les approches dualistes, en termes de secteurs formel et informel, ne saisissent pas la cohérence de la relation entre ces prétendus deux secteurs et elles ouvrent ainsi la porte à l'adaptation par la gauche aux politiques de « lutte contre la pauvreté » mises

à la mode par la « décennie de lutte contre la pauvreté » (1997-2007) sponsorisée par la Banque mondiale.

Ce n'est pas pour une raison philanthropique que le plan « Faim Zéro » du gouvernement Lula au Brésil est devenu la vedette de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement (BID). Il en va de même pour le nouveau maire de Bogotá, Lucho Garzon, qui a mis en marche son programme intitulé « Un jour sans faim ». En Uruguay, le Frente Amplio propose un « Plan d'urgence alimentaire » pour attaquer les « concentrations » d'extrême pauvreté. À ce propos, il serait nécessaire d'insister sur une question à laquelle voudraient échapper les fonctionnaires internationaux et les pouvoirs médiatiques : en Amérique latine et dans la Caraïbe, la pauvreté ne se concentre pas seulement dans un « foyer » isolé ; il s'agit bel et bien d'un phénomène généralisé et scandaleux qui atteint près de 50 % du total de la population (selon la dernière étude de la CEPAL). À l'opposé, le 10 % le plus riche s'accapare de 48 % des revenus, alors que le 10 % des plus pauvres cherche à survivre avec 1,6 % du total des revenus.

Il est surtout nécessaire d'avoir à l'esprit que l'approche politico-théorique de la Banque mondiale, en se centrant sur la pauvreté, élimine les notions et réalités d'exploitation et de surexploitation qui sous-tendent la pauvreté. Elle remplace ainsi une perspective de développement, contrôlée démocratiquement et structurée sur la base d'enquêtes traduisant les besoins prioritaires, par une politique caritative qui compléterait les « pactes productifs nationaux », censés permettre qu'un modèle tiré par l'exportation ne soit pas mis en question par des luttes sociales. Il y a là une technique de détournement de l'attention semblable à celle utilisée aujourd'hui sur le terrain politique : glorifier et biaiser la mémoire, pour mieux ignorer la réalité présente [...].

Il existe pourtant une relation étroite entre les secteurs informel et formel. Elle concerne, d'une part, le procès de production et les stratégies d'abaissement du prix et de la valeur de la force de travail. En effet, la population incluse dans ce qui est qualifié de secteur informel est utilisée comme une « armée de réserve industrielle » et une surpopulation relative segmentée, permettant de faire pression sur les salaires des personnes utilisées dans le secteur dit formel. Ainsi, l'industrie textile ou de montage électronique de la zone frontalière mexicaine (*maquiladoras*), sélectionne au sein d'une surpopulation relative, par rapport au volume des emplois créés dans l'industrie ou les services, des segments adéquats de jeunes femmes aptes à être surexploitées dans un travail de production de biens textiles d'exportation ou de biens électroniques. Cette surpopulation relative segmentée s'intègre à un « bassin de main-d'œuvre » dépassant de loin les contours du Mexique et s'étendant jusqu'en Colombie. Le même rapport existe entre des populations venant de Bolivie, du

nord de l'Argentine, du Pérou et du Chili et des secteurs de production agro-industriels ou de la construction en Argentine.

On pourrait prolonger cette articulation entre « armée industrielle de réserve et agro-industrielle » et « surpopulation relative segmentée », d'un côté, et abaissement du prix de la force de travail, pressions disciplinaires sur le travail, acceptation d'une situation de quasi non-droit, de l'autre côté, en appliquant cette approche à ce qui relève de l'émigration latino-américaine, particulièrement mexicaine, vers les États-Unis, symbole de la puissance impérialiste du centre. Dans ce cas, on se trouve face à une segmentation plus spécifique, dans la mesure où elle va du travailleur agricole saisonnier utilisé en Californie à un poste de jardinier ou de nettoyeur, en passant par des ouvriers (déclarés ou non) de diverses industries, jusqu'au médecin qualifié qui trouve un « débouché », avec un salaire relativement bas, dans une clinique privée américaine ou un service d'urgence public au budget réduit.

Ces considérations ont des conséquences sur l'alliance sociale à construire entre les secteurs du salariat plus stables, ceux relativement précarisés, d'un côté, et les masses paupérisées du secteur informel, de l'autre. Il ne s'agit pas de sous-estimer le métabolisme social spécifique existant dans une favela ou une zone périurbaine du Pérou ou de la Colombie. Mais, trop souvent, une approche dualiste du type secteur formel/secteur informel enferme ce métabolisme dans des catégories qui empêchent l'élaboration politique et pratique d'une alliance sociale et la jonction entre des organisations qui ont une influence dans ces milieux (organisation des sans-toit, associations de petits vendeurs, associations de nettoyeurs de souliers, organisations communautaires de base, etc.) et des organisations syndicales comme politiques, dont le centre de gravité est extérieur au secteur informel, même si le mouvement syndical peut avoir une certaine influence sur un secteur issu de ces milieux sociaux paupérisés.

Le délitement des médiations nationales et les ripostes impérialistes possibles

Dans cette situation, un des problèmes majeurs que doit affronter l'impérialisme – lui aussi soumis à une crise économique d'ampleur, qui explique d'ailleurs son agressivité, d'autant plus qu'elle traduit l'hégémonie du capital financier et rentier – réside dans l'instabilité des médiations de sa domination sur les pays d'Amérique du Sud. Toute la politique mise en œuvre aboutit, d'une part, à éroder les bases d'appui social des élites dirigeantes et des classes dominantes au sein des classes dites moyennes, et d'autre part, à miner la légitimité des élites dominantes qui deviennent dès lors, de fait, des appendices moins fiables des puissances impérialistes et de leurs directions. Les élites dirigeantes ainsi que les classes dominantes sont alors soumises à tous

les processus de corruption inhérents à la mise en place et à la gestion des secteurs privatisés ainsi qu'aux processus de paiement des créanciers car, ici, elles prennent leurs commissions. Dans ces transactions, elles raflent leurs commissions et, sensibles à la fragilité financière des pays, elles s'empressent de placer leurs capitaux dans les centres impérialistes. À cela s'ajoutent les « réformes » de l'État et les réorganisations de ses structures. Elles sont aussi l'occasion d'une explosion de corruption, qui est la forme de privatisation concrète et d'accaparement parasitaire de la richesse par la bureaucratie étatico-gouvernementale, les militaires, la police, etc. Les attaques menées par l'impérialisme au nom de la « bonne gouvernance » contre la corruption relèvent évidemment de l'hypocrisie la plus complète. En effet, il est banal de dire qu'il n'y a pas de corruption sans corrupteurs.

La campagne impérialiste contre la corruption a au moins, deux fonctions :

1) l'une, de faire croire que la corruption par les élites locales est un facteur de « difficultés économiques » plus important que le pillage des pays du continent latino-américain par le service de la dette (interne et externe) ou par les prix de transfert des transnationales, la non-réinjection dans le cadre du continent d'une part significative des profits des filiales des grandes firmes internationales et leur accumulation dans les places financières du centre.

2) l'autre fonction sert à justifier les mesures d'affaiblissement des structures sociales para-étatiques (services sociaux, services publics, entreprises nationales, etc.), présentées comme des hauts lieux de la corruption. En outre, la dénonciation de ce type de corruption est censée renforcer la position de l'impérialisme et de ses nouveaux alliés locaux pour privatiser et accaparer des entreprises nationales ou des services publics.

Enfin, l'explosion de malversations et de corruptions dans des grandes sociétés des pays impérialistes (de Enron à Parmalat, en passant par le Crédit Lyonnais) démontre que ce type de pillage privé de la richesse et de socialisation des pertes est propre à la phase actuelle de la mondialisation financière du capital et de ses dérives intrinsèques. Le scandale historique de la gestion des fonds mutuels aux États-Unis en 2003 et les amendes infligées par la commission de surveillance de la Bourse de Wall Street aux principales banques d'affaires américaines renforcent ce constat. Lorsque l'ex-chef responsable de Wall Street – la place financière qui concentre près de quelque 50 % de la capitalisation boursière mondiale – Dick Grasso obtient en sous-main, à 57 ans, un pactole de 187,5 millions de dollars (découvert « par hasard » en septembre 2003), en plus de son salaire annuel de plus d'un million de dollars (sans compter les primes), mener campagne sur la corruption des élites du Tiers-Monde, au nom de la « bonne gouvernance », relève d'une forme de racisme impérialiste, dont les racines plongent loin dans le passé.

Aucune leçon ne peut donc être donnée « aux pays du Tiers-Monde » par les dirigeants impérialistes du FMI, de la Banque mondiale, de l'administration Bush ou encore du gouvernement social-démocrate de Schröder, qui couvrent eux-mêmes et créent les cadres de malversations et de corruption devenues courantes dans les centres bien protégés de l'impérialisme. Certes, la corruption des élites et des bourgeoisies nationales latino-américaines doit être combattue par le mouvement populaire et ses représentants réels. Mais cette bataille passe par une remise en cause de l'emprise impérialiste et de la structuration et du fonctionnement des entreprises nationales et des services publics. Ce fonctionnement nécessite un contrôle direct des salariés et des usagers, dans la mesure où les entreprises nationales et les services sociaux sont un élément de redistribution de la richesse produite et constituent un bras de levier pour la remise en cause de la propriété privée du grand capital impérialiste et local.

Il faut néanmoins mettre en relief un élément de la campagne impérialiste contre la corruption. Elle participe d'un plan plus large visant à établir une nouvelle hiérarchie dans l'accès à « la démocratie » à l'échelle mondiale. Ainsi, la lutte contre la corruption participerait d'une phase où les peuples, pas encore « mûrs » pour la « démocratie réelle » – c'est-à-dire celle à l'œuvre, prétendument, dans les pays impérialistes –, doivent accepter une sorte de démocratie restreinte et surveillée par les institutions multilatérales impérialistes (ce qui souvent signifie : directement par Washington) qui ont besoin de gouvernements forts, autoritaires, censés donner peu à peu des droits à des peuples qui, lors de « lendemains qui chanteront », obtiendront la vraie démocratie. Contre cette opération, il est possible d'opposer la revalorisation combinée d'un lien étroit entre les droits civils, civiques, sociaux et économiques – qui répondent en réalité à des besoins profonds de la majorité populaire à contrôler son propre avenir et donc les richesses du pays et du continent – et, de l'autre côté, de mener un combat anti-impérialiste concret et non démagogique (par exemple une véritable nationalisation sous contrôle ouvrier et populaire d'une grande société nationale, avec un réseau international, comme la compagnie pétrolière au Venezuela) [...].

Une stratégie contre-révolutionnaire

Face à cette crise des médiations de sa domination, l'impérialisme a plusieurs options.

- Canaliser et désorganiser le mouvement social avec des gouvernements de « concertation nationale » et de « capitalisme productif », comme on le voit au Brésil avec le gouvernement Lula, sous une forme inattendue en Argentine avec le gouvernement Kirchner et comme cela se prépare en Uruguay dans l'hypothèse d'un possible gouvernement du Frente Amplio ; ou encore sous la

forme recherchée en Bolivie avec la coalition, fragile entre le gouvernement de Carlos Mesa et le MAS d'Evo Morales.

- Une politique de déstabilisation et de coups, comme on le voit au Venezuela contre le gouvernement Chavez ou en Colombie avec la tentative d'écraser à la fois le mouvement populaire, syndical et les forces de l'insurrection armée.
- Une stratégie de militarisation (et de guerre contre-insurrectionnelle) en voie de déploiement à l'échelle continentale. Elle fut discutée lors de la Conférence spéciale pour la sécurité hémisphérique, tenue à Mexico en octobre 2003, sous les auspices de l'OEA (Organisation des États américains). Cette stratégie combine le Plan Colombie, l'Initiative régionale andine, le Plan Dignité et le Plan Puebla-Panama (qui intègre l'affrontement avec l'EZLN zapatiste du Mexique) avec les manœuvres militaires « conjointes » dans divers pays sous le Commandement Sud nord-américain. À cela s'ajoute l'installation de nouvelles bases de surveillance (aérienne, des télécommunications, etc.) et d'intervention militaire directe, bases qui sont installées en Équateur, à Curaçao, à Aruba (île voisine du Venezuela), au Honduras, au Salvador et dans la région de la « Triple Frontière », c'est-à-dire la région où se joignent les frontières du Brésil, de l'Argentine et du Paraguay). L'axe pro-impérialiste du Colombien Alvaro Uribe et de l'Équatorien Lucio Gutierrez favorise le redéploiement impérialiste visant à encercler Chavez et son gouvernement, présentés comme le foyer le plus important de « l'instabilité continentale ».

Dans la panoplie politique de l'impérialisme et des élites dirigeantes locales, la carte d'un nationalisme contre d'autres pays peut toujours ressurgir et être utilisée. On le voit avec Carlos Mesa face au Chili, à propos d'une juste revendication d'accès à la mer. Mais cela ne fait pas sens lorsque ce gouvernement se soumet en même temps aux diktats du FMI, des États-Unis et de son secteur bourgeois restreint, rude et autoritaire, fait de rentiers couards et profiteurs, saignant un peuple exsangue depuis déjà des décennies.

Les opérations nationalistes, dans le cadre de supposés « pactes productifs nationaux », ont pour fonction, d'une part, d'endiguer le profond sentiment anti-impérialiste des masses, de les détourner de la question de la propriété des classes dominantes locales et de l'impérialisme et, d'autre part, de « parler de guerre entre pays », pour mieux masquer « une guerre de classes » à l'échelle continentale. Il n'est pas impossible, face à certaines débâcles économiques, que quelques renationalisations puissent s'effectuer dans un secteur économique ou un autre, afin de socialiser les pertes et de rétablir, demain, des conditions plus favorables à l'ouverture renouvelée de ces secteurs aux investissements impérialistes.

Une combinaison de ces stratégies contre-révolutionnaires, présentées ici de façon schématique, peut s'opérer, surtout dans le sens d'étapes différentes

d'un même processus visant à infliger une défaite aux masses laborieuses et à leurs alliés. À ce propos, les « révélations » sur la préparation à la répression et à la torture, durant toute la dernière phase en Argentine, révèlent la coexistence de plusieurs « plans » susceptibles de se superposer ou de se succéder (canalisation du mouvement, répression sélective, « coup économique » visant à tétaniser le mouvement social...). La Bolivie nous indique l'intrication et « l'étapisme » des stratégies contre-révolutionnaires.

La « gouvernabilité démocratique » du « progressisme » a-t-elle un avenir ?

Il y a une illusion complète à croire qu'un gouvernement comme celui de Lula ou demain du Frente Amplio (présidence de Tabaré Vazquez) ou encore du FMLN au Salvador puisse maintenir sur une période prolongée ladite « gouvernabilité démocratique ». En réalité, ces gouvernements « progressistes » seront obligés de maintenir les contre-réformes réalisées ou en cours, de renforcer leurs liens politiques, sociaux et économiques avec l'impérialisme et les classes dominantes locales. Ce cumul de contre-réformes ira dans le sens d'un déchirement encore accru du tissu social et donc d'un affaiblissement des possibilités de ripostes centripètes de la part des salariés, des chômeurs, du « paupérat » et des paysans appauvris. Dessiner une politique alternative à ces gouvernements relève d'une urgence sociale et politique plus grande qu'une résistance, cantonnée à un secteur ou à une région et qui se voudrait stable et durable (comme certaines interprétations de la politique zapatiste le laissent croire).

En réalité, les contre-réformes ont une fonction non pas seulement économique, mais socio-politique. Elles visent à accroître la division des travailleurs/euses et du paupérat, à augmenter les tensions en leur sein (en jouant le jeu des « privilégiés » contre les « exclus ») et, par là, à rendre encore plus difficile la rencontre sur des revendications concrètes et unifiantes des diverses fractions des masses laborieuses. En effet, si une alternative politique (sociale et économique de même) ne se dessine pas le plus vite possible, les dynamiques centrifuges politiques s'accroîtront prenant appui sur les déchirements du tissu social. Et, alors, les espoirs déçus laisseront le terrain libre, demain, aux élites dominantes, à leurs serviteurs, et à l'impérialisme. C'est le fond du débat sur un nouveau parti qui a déjà commencé au Brésil.

Chocs et soulèvements ébranleront le cadre de la politique d'une gauche soumise

- 1 Il est inutile de faire des prédictions sur la situation en Amérique latine, mais une chose est certaine : il y aura des chocs, des crises gouvernementales, des mobilisations, des soulèvements de types divers.
- 2 Toute l'histoire des dernières années est marquée par ces traits forts qui sont le résultat de l'ensemble des facteurs soulignés précédemment et qui ont

aussi nourri des espoirs de changement, plus ou moins vite déçus, dans de très larges secteurs sociaux. Ces espérances, ils les avaient placées – dans un contexte de lutte pour la survie – dans des gouvernements quasi miraculeux et quasi thaumaturges.

- 3 Cela signifie qu'il y a une combinaison entre crise institutionnelle de domination impérialiste et bourgeoise, crise sociale et activité directe des masses – quand bien même cette activité n'est pas linéaire ou peut être mise en veilleuse par un processus de délégation expectative ; toutefois, la tendance à l'action directe et au soulèvement est caractéristique de la phase présente. Ce surgissement des travailleurs, des masses laborieuses et du paupérat va, la plupart du temps, surprendre la gauche, même radicale, quand cette dernière a accepté pour l'essentiel l'agenda politique des dominants. Cela se dessine avec clarté en Bolivie où l'on voit les oscillations du MAS et d'Evo Morales. Ce dernier utilise l'argument classique du réformisme latino-américain – et aussi du réformisme de l'entre-deux-guerres ou de l'immédiat après-guerre en Europe – qui se résume dans la formule : « Ne pas riposter aux violentes attaques de l'impérialisme et des élites autocrates locales, car un risque de coup d'État est imminent et il se fera avec l'aide des États-Unis. » Il ne s'agit pas d'écarter d'un revers de main le possible gauchisme qui surfe sur une résistance sociale rageuse et donc sur une riposte décidée d'une population exsangue. Mais l'on se trouve ici – si l'on aborde concrètement la situation de crise nationale dans un pays – sur le terrain de la stratégie et de la tactique politique précises, dans une période donnée, à un moment particulier. Or, l'« argument » d'Evo Morales – utilisé pour faire exemple – relève plus d'une orientation générale et donne, par avance, à l'impérialisme et à ses partenaires juniors le gain de leur politique de chantage, qu'ils peuvent certes concrétiser.
- 4 Par son orientation de guerre, l'administration Bush – par la guerre d'occupation menée en Irak, par l'action contre-insurrectionnelle du Plan Colombie, et par les opérations policières et répressives « contre le terrorisme », ainsi que contre la mafia de la coca engagée dans le commerce de la drogue (mafia qui inclut les FARC et l'ELN de Colombie, comme demain pourront l'être divers autres « extrémistes ») – lance un clair signal aux forces de la gauche institutionnelle comme à celles de la gauche radicale : acceptez le jeu défensif, ne dépassez pas la ligne médiane du terrain de la lutte des classes, ne tirez ni un penalty ni n'engagez une bataille risquée. Si la gauche et la gauche radicale acceptent de déterminer leur stratégie de manière subordonnée à ce cadre qui leur est dicté par l'impérialisme, au mieux elles obtiendront un match nul lors du match aller et une défaite profonde lors du match retour.

5 Il y a une autre façon d'accepter ce cadre limitatif, sans le dire ouvertement. Cela consiste à développer une approche stratégique qui écarte la question du pouvoir – alors que, parfois, elle se pose avec acuité, comme le reconnaissent les institutions impérialistes, les ambassades américaines et leurs correspondants locaux – au nom de processus de « contre-pouvoir permanent », formule enflée qui renvoie à la vieille notion de « grignotage du pouvoir ». Autrement dit, cette stratégie qui prenait appui sur l'idée plus que naïve que « l'on pouvait faire rôti à la broche un mouton, sans qu'il s'en aperçoive ».

Les conceptions avant-gardistes avancées par des courants se proclamant léninistes et parfois même trotsko-léninistes ont évidemment facilité le développement de ce verbiage qui sert à ne pas regarder en face la réalité : la crise du pouvoir d'en haut ne se résoudra pas dans le sens des intérêts de la très large majorité sans que ne s'affirme un pouvoir venant d'en bas. Ce qui signifie, mais c'est une banalité, que la question du pouvoir ne relève pas de la prise du pouvoir par un parti révolutionnaire, même si un ou des partis socialistes révolutionnaires sont un des éléments nécessaires pour l'établissement d'un nouveau pouvoir de classe.

(Le texte initial s'achève par une analyse détaillée de l'organisation et du rôle des nouveaux acteurs sociaux, et sur la nécessité de maintenir, face aux rhétoriques de la résignation, la perspective de la lutte pour le pouvoir).

10 février 2004

Dans les griffes de l'empire

Braulio Moro

Économiste et journaliste.

Les intérêts européens en Amérique latine

Entre 1992 et 2001 les capitaux européens ont considérablement investi en Amérique latine et les Caraïbes (ALC). Cependant, l'attraction du sous-continent pour les investissements étrangers communautaires a diminué rapidement, au profit des pays de l'Europe centrale et orientale (PECOS) qui se sont intégrés cette année à l'Union Européenne (UE).

Les raisons générales pour lesquelles la zone ALC a recueilli une énorme masse de capitaux (161,7 milliards de dollars) dans la décennie passée – particulièrement des capitaux européens –, ont été l'objet de multiples études et d'analyses (Cepal, 2001; Buster, 2003; Vodusek, 2001). Les effets des politiques promues par l'UE en matière d'association commerciale avec l'Amérique latine, et les conséquences résultant pour ces pays des modifications juridiques des accords sur les investissements étrangers enregistrés durant les dernières années, ont cependant fait l'objet d'une moindre attention. Les trois éléments – investissements directs étrangers (IDE), politique commerciale et législation en matière d'IDE – font pourtant partie d'un tout : le processus de restructuration/réorganisation du capital au niveau international.

Dans un contexte de changements économiques radicaux, dominés par les politiques de type néolibérale et d'ouverture commerciale, la persistance des crises économiques et sociales récurrentes dans la région, ainsi que le déclin de l'Amérique latine comme destination prioritaire des IDE en général – et des investissements européens en particulier – impose de reprendre le débat sur les résultats de ces politiques économiques, les stratégies des entreprises transnationales européennes, le rôle de la globalisation et l'internationalisation des capitaux.

Dans la première partie de cet article, nous abordons certains traits caractéristiques des politiques économiques appliquées récemment en ALC, en soulignant le fait que les politiques appelées d'« ajustement structurel » ont provoqué une transformation qualitative de la physionomie des entreprises

latino-américaines. La seconde partie concerne les politiques que l'UE et ses entreprises ont menées en ALC, en soulignant le rôle que jouent comme instrument de domination les accords commerciaux proposés par l'UE, et le comportement de plusieurs transnationales européennes, prouvant que leur discours sur les « droits humains » est simple démagogie. Bien que la liste des entreprises européennes qui violent ces droits ne cesse de s'élargir, nous en tiendrons, pour des raisons d'espace, à quelques cas exemplaires. La troisième partie aborde brièvement le rôle que jouent les accords bilatéraux sur la protection des investissements (APPRÍs), à partir des changements juridiques, internationalement généralisés, des dix dernières années.

L'échec de la restructuration capitaliste en Amérique latine

La « décennie perdue », qui à partir de l'explosion de la crise mexicaine de 1982 a plongé l'ALC dans un processus de reculs généralisés, s'est achevée formellement en 1990. Depuis lors, la région a fait l'objet d'une nouvelle vague d'ajustements économiques où les politiques de réinsertion sur le marché mondial jouent un rôle central. Les blocs commerciaux régionaux formés durant ces dernières quinze années témoignent de l'importance donnée à ce type de politiques.

Les bases et circonstances de la récupération économique d'ALC ont été tellement fragiles que, à partir de la crise de 1995-1997, la région a glissé à nouveau dans le toboggan de la stagnation et les crises récurrentes, de sorte que la Commission Économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepalc) fait référence à nouveau dans ses analyses aux risques d'un retour du spectre de la « décennie perdue ». En effet, la croissance du PIB de la région dans le quinquennat 1997-2002 a stagné, tandis que les transferts nets de capitaux à l'extérieur d'ALC représentaient 5 % du produit de la région ; en même temps, la formation brute de capital – instrument essentiel pour évaluer la capacité d'accumulation du capital dans une société – a enregistré en 2003 un niveau 12,5 % inférieur à celui de 1998 (Cepalc, 2003).

Il faut rappeler qu'en vertu de la politique de réadaptation et de libéralisation du commerce, l'ALC a réduit ses droits de douane, entre 1980 et 1999, de 30 % à 10 % en moyenne, soit un niveau près des standards de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (l'OCDE). Malgré cet énorme effort et la multiplication d'accords commerciaux, la part de l'ALC dans les flux de commerce international de marchandises a très peu changé. En 1983 l'ALC concentrait 5,8 % du commerce international des exportations de marchandises et en 2002 sa part était de 5,6 %. On pourrait penser que sans ces accords commerciaux, sans l'ouverture des frontières, elle aurait perdu encore plus. Mais le problème est plus compliqué. Dans la même période, la part de la région

dans le total des importations internationales de marchandises est passée de 4,5 % à 5,4 %. Les résultats sont clairs : la région importe beaucoup plus qu'elle n'exporte (Ferranti, Perry, et al, 2003 ; OMC, 2001, 2003).

Il ne fait aucun doute que la politique économique de réinsertion de la région sur le marché mondial a échoué, comme le prouvent l'augmentation des indices de pauvreté, de chômage et de violence sociale, ou les croissantes exigences d'importations et la « réprimarisation » des exportations. Le Rapport sur le commerce international 2003 de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) indique : « L'économie de l'Amérique latine a connu ses plus mauvais résultats depuis une décennie. Les importations de marchandises et le commerce de services commerciaux ont reculé comme ils ne l'avaient pas fait depuis 1982-1983 ».

Un des axes de la politique d'ajustement mise en pratique a consisté à promouvoir la réduction de la dépense publique et la privatisation des entreprises publiques. C'est pourquoi il convient de s'arrêter pour voir les changements de propriété qu'ont subi les entreprises latino-américaines en quelques années. Selon la Cepalc (2001), la distribution des 500 plus importantes entreprises de l'ALC en 1990-1992, selon le type de propriété était le suivant : 149 étrangères (31 %), 264 privées nationales (52 %), et 87 publiques (17 %). À la fin de la décennie, la situation avait changé radicalement. En 1998-2000 on enregistrait 231 entreprises étrangères (47 %), 231 privées nationales et seulement 38 publiques (6 %). C'est là une des données les plus importantes pour comprendre la croissance accélérée des flux d'IDE qu'a récemment connu la région.

La tendance à la privatisation – transnationalisation de l'appareil productif de la région – s'est accentuée dès les premières années du nouveau siècle. Rien qu'en 2002 (dernière année pour laquelle nous disposons de statistiques), on enregistre plus de 35 opérations d'achat des sociétés privées par des investisseurs étrangers pour plus de 100 millions de dollars par opération, dont 15 sociétés acquises par les capitaux européens (Cepalc 2003).

L'UE et sa politique de soutien aux transnationales européennes

La présence de sociétés européennes dans l'ALC est fort ancienne. Ce qui a changé ces dernières années, c'est qu'elle se fait maintenant dans un cadre d'internationalisation et de centralisation généralisée du capital, où les grandes transnationales concentrent la plupart du commerce de marchandises à une échelle mondiale. Pottier (2003) rappelle que « l'accumulation des investissements directs internationaux a fini par donner aux filiales étrangères des multinationales un poids déterminant dans l'activité économique mondiale ». En même temps, l'Union Européenne, à travers ses instances de décision et le poids économique qu'elle représente (premier exportateur mondial de mar-

chandises), a orienté ses politiques pour favoriser les intérêts de ses transnationales dans tous les domaines de la vie économique, ce qui s'est traduit concrètement par la promotion d'accords de libre commerce.

La polarisation – fragmentation du marché international – consécutive au processus de mondialisation capitaliste a modifié les relations de dépendance des économies les moins développées avec les pays dominants. Cette situation est encore plus grave dans le cas d'ALC, car la région a été secouée ces vingt dernières années par de multiples crises économiques. Il existe un large accord sur le fait que la mondialisation, à laquelle conduit la restructuration capitaliste, se traduit par un changement de stratégies de la part des grandes entreprises multinationales avec pour objectif, non seulement de conquérir de nouvelles parts du marché mondial, mais aussi de préserver celles qu'elles contrôlent déjà. De ce fait, depuis la dernière décennie, les accords de collaboration entre firmes multinationales diverses et/ou la création de réseaux de recherche-commercialisation ne cessent de se multiplier.

À notre avis, l'Union européenne a modifié sa vision des rapports avec l'ALC après que les négociations entre le Canada, les États-Unis et le Mexique aient abouti en 1994 à la création de l'Aléna (Moro, 2001). La perte d'une part du marché mexicain au profit des États-Unis et la perspective que cette situation puisse se généraliser à l'ensemble de l'ALC ont conduit le Conseil Européen de 1995 à approuver les orientations proposées dans le texte « Union Européenne-Amérique latine, actualité et perspectives du renforcement des relations 1996-2000 ». Ce texte recommande en substance l'ouverture de négociations entre l'UE et le Mexique, le Chili et le Mercosur séparément, pour aboutir à la signature d'un nombre égal des accords de libre-échange. C'est dans ce cadre que l'UE promeut sa politique commerciale vers l'ALC. Elle utilise pour cela un discours différent de celui des États-Unis, insistant sur le fait qu'elle ne cherche pas simplement des accords de libre-échange, mais plus largement des accords de « concertation politique, de coopération et d'association économique » appelés « accords globaux ».

En ce qui concerne les stratégies des transnationales, il est évident qu'elles cherchent un meilleur accès aux marchés locaux, dans la perspective d'utiliser la région comme plate-forme d'exportations vers les États-Unis, et d'exploiter les ressources naturelles de la région en profitant de leur abondance (un cinquième des exportations de l'ALC sont des produits agricoles et d'industrie extractive). Sur la base d'une plus grande ouverture commerciale et de l'accélération des politiques des privatisations promues par les gouvernements dans la deuxième moitié de la décennie passée, les capitaux transnationaux ont investi massivement dans la région. Entre 1995 et 2000 sont arrivés 113,9 milliards de dollars (28,6 milliards de dollars en 1990-1994). En même

temps, les négociations des accords de libre-échange entre l'ALC et le reste du monde se sont généralisés. Parmi les plus importants, on trouve l'Aléna, l'Accord de libre-échange États-Unis-Chili, les accords UE-Mexique et UE-Chili, et entre l'UE et le Mercosur et, évidemment, la ZLEA.

Ceci dit, d'énormes asymétries existent au niveau des relations commerciales entre l'UE et l'ALC. Trois exemples illustrent clairement ce propos.

- Entre 1990 et 2000 les exportations de l'UE vers l'ALC ont augmenté de 222 %, alors que les exportations de l'ALC vers l'UE ont augmenté de seulement 80 %.
- Les exportations de marchandises de l'UE vers l'ALC qui représentaient en 1993 2,4 % de ses exportations totales, sont tombées à 2,1 % en 2002, tandis que les importations provenant de l'ALC se sont maintenues à 2 %. En contrepartie, en 2002, 17,4 % des importations totales de l'ALC proviennent de l'UE et 12,6 % de ses exportations sont destinées à l'UE en 2002.
- Les exportations totales de marchandises d'ALC en 2002 ont été de 350,3 milliards de dollars, une quantité à peine supérieure au total des exportations de la France.

On sait que l'Espagne est le pays de l'UE qui a fait le plus d'investissements en ALC. Près de 50 % des investissements effectués par l'UE dans la région entre 1992 et 2001 ont été le fait de capitaux espagnols, suivis par la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni. Avec ces investissements, l'Espagne constitue aujourd'hui le second investisseur dans la région après les États-Unis. Comme le rappelle Buster (2003), cette situation répond dans une grande mesure « au retard de la modernisation et à la restructuration des grands groupes patronaux espagnols, et aux difficultés qu'ils ont trouvées pour effectuer des économies d'échelle sur le marché européen face à des concurrents plus établis ». Les investissements espagnols se concentrent sur le secteur des services, spécialement les télécommunications, l'énergie et la banque, tandis que les capitaux britanniques sont surtout présents dans les manufactures, et les français dans les secteurs de manufacture et les services.

De même, en suivant la tendance de l'IDE au niveau international, les investissements européens sont concentrés dans un petit nombre de pays : l'Argentine, le Brésil, le Chili et le Mexique ont absorbé presque 85 % des IDE européens entre 1992 et 2001. Les principaux récepteurs ont été le Brésil (42 %), l'Argentine (24 %) et le Mexique (13 %).

Nous nous contenterons de trois cas représentatifs des politiques suivies par certaines transnationales européennes en ALC.

- **Les banques.** La privatisation-transnationalisation du système financier en Amérique latine a atteint en peu d'années un degré inconnu dans tout autre partie du monde. Selon la Cepalc (2003), les banques étrangères dans les services financiers d'ALC ont augmenté leurs actifs de moins de 10 % du total en

moyenne en 1990, à plus de 50 % en 2001. Aujourd'hui, à l'exception de la Colombie et du Brésil, dans les quatre autres principales économies de la région (l'Argentine, le Chili, le Mexique et le Venezuela), les banques étrangères contrôlent plus de 50 % des actifs totaux, le Mexique, où ils possèdent 90 % des actifs du système financier, étant le cas le plus spectaculaire.

Les capitaux européens occupent 8 des 10 premières places entre les banques privées étrangères, où prédominent les Espagnols BBVA et SCH (Banco de Bilbao, Viscaya et Argentina, et Santander Central Hispano). En 2002, ces deux banques contrôlaient 22 % des dépôts de la région, 40 % des fonds de pensions, 15 % des fonds d'investissement.

La Cepalc souligne que « la présence de banques étrangères n'a pas contribué à augmenter la disponibilité du crédit ou la stabilité dans les systèmes monétaires locaux ». En revanche, ceux-ci ont pu bénéficier de profits exorbitants sans que les populations locales n'en bénéficient le moins du monde. Le SCH, même en tenant compte de la crise Argentine, a obtenu en ALC des bénéfices pour 1,4 milliard d'euros (43,7 % du total) en 2002. Le BBVA pour sa part a produit 666 millions d'euros de bénéfices dans la région (28 % de ses bénéfices totaux). L'attitude des banques étrangères pendant la crise argentine a été exemplaire de ce qui peut arriver si ce type de situation se répète : la préservation des intérêts du capital transnational passe avant toute considération sur la situation de la population locale, comme l'illustre appui ouvert (aujourd'hui encore) des gouvernements de l'UE en faveur de ses capitaux.

Mais il y a un autre type de situation moins connue. Les coûts (et bénéfices) du « sauvetage » du système financier mexicain après la crise de 1995 (« effet tequila »). D'une part, ce sauvetage a coûté à la population mexicaine plus de 100 milliards de dollars (20 % du PIB annuel) ; le crédit à la consommation en 2000 a uniquement atteint 0,8 % du PIB (au Brésil il a été de 5,2 % et aux États-Unis de 6,6 %), et le crédit interne au secteur privé a représenté 14,4 % seulement du PIB (25 % en 1995). D'autre part, en 2001, la rentabilité des fonds propres du BBVA au Mexique a été de plus de 32 %, contre 8 % dans le reste de l'ALC. Dans le cas du SCH, le retour sur les investissements en 2002 a atteint 24 % en termes de dollars, contre 10 % au Brésil et 13 % au Chili (Chislett, 2003). Affaire ronde.

Or, à partir de la crise économique de 1994 et de la vente des actifs de la banque mexicaine, le système bancaire obtient la plupart de ses ressources non de l'octroi de crédits pour financer l'activité productive, mais de ce qu'il reçoit de l'État mexicain en paiement des intérêts « du sauvetage financier » effectué par le gouvernement précédent. Ainsi, dans les neuf dernières années, le système financier a reçu 28 milliards de dollars d'intérêts. Une affaire juteuse².

- **La privatisation de l'or bleu.** En ALC, 200 millions d'habitants manquent d'accès à l'eau potable ou restent sans accès aux services d'assainissement.

En même temps, en dix ans seulement, les grandes transnationales de l'eau ont pris pied dans onze pays de la région, du Mexique au Brésil, de l'Argentine à la République dominicaine, où des processus de privatisation du liquide vital ont été mis en marche, provoquant dans plusieurs pays des mobilisations populaires comme « la Guerre de l'Eau de Cochabamba » en 2000, symbole des luttes contre la privatisation de l'eau.

Les entreprises Vivendi et Suez Lyonnaise des Eaux de France, Rwe d'Allemagne et United Utilities de la Grande-Bretagne, sont parmi les multinationales géantes qui, avec l'aide de la Banque Mondiale, du FMI et de l'OMC, se disputent le contrôle mondial de l'eau. Une étude du Consortium International de Journalistes d'investigation (ICI), réalisée « sur 276 prêts pour l'approvisionnement en eau accordés par la Banque Mondiale entre 1990 et 2002, a montré que 30 % d'entre eux étaient conditionnés à la privatisation. Et la majorité a été accordée pendant les derniers cinq années »³.

Vivendi et Suez ont le monopole de presque 70 % du marché mondial de l'eau. Ces deux entreprises ont placé des personnages clef dans le système d'institutions internationales. Ainsi, au sein du Conseil Mondial de l'Eau – principal organisme d'études sur les problèmes du liquide et un des principaux conseillers des Nations Unies – créé en 1996 par la Banque Mondiale et l'ONU, on trouve, parmi les fondateurs, René Coulomb, ancien directeur de la Suez Lyonnaise...

En Argentine, sous le gouvernement de Carlos Menem, on a accordé la concession du service eau potable et égouts des villes de Buenos Aires, Cordoba et Santa Fe (représentant un important marché de plus de 13 millions d'utilisateurs) à « Aguas Argentinas », entreprise transnationale contrôlée par les Espagnoles Aguas de Barcelona et Suez Lyonnaise a obtenu la concession du service. Huit ans après la privatisation, le bilan est clair. Voyons ce qui est arrivé dans la Province de Santa Fe. Rappelons d'abord les objectifs déclarés pour justifier la privatisation : assurer un prix meilleur marché par mètre cube d'eau, étendre les œuvres d'égouts à toute la population, et universaliser le service mesuré. Les résultats sont les suivants⁴.

Les tarifs ont augmenté de plus de 25 %, en dépassant largement le prix proposé par d'autres concurrents au moment de l'appel d'offre. L'extension du réseau, n'a pas bénéficié aux quartiers pauvres, car l'entreprise privée a peu d'intérêt à investir dans ce secteur peu rentable. Sur le service mesuré, l'entreprise avait l'engagement de placer entre 40 000 et 50 000 appareils de mesure par an jusqu'à couvrir toute la population de la Province. Au bout de huit ans, on a seulement installé 60 000 des 600 000 compteurs promis, parce qu'il est plus profitable pour l'entreprise de continuer à fonctionner selon le système « de mètres carrés » de construction (l'entreprise fait une évaluation de l'eau consommée en fonction de la superficie du logement).

En octobre 2002, lors de la crise argentine, il y a eu une mobilisation dans tout le pays contre les entreprises qui contrôlent le service d'eau, entre autres raisons parce qu'elles avaient appliqué la coupure d'approvisionnement de l'eau aux chômeurs, aux retraités et aux institutions comme les écoles ou les hôpitaux. Elles ont mis en vente aux enchères des propriétés de la population pour défaut de paiement, ou exigé le paiement des œuvres d'infrastructure. La population de Santa Fe, après s'être organisée en « Assemblée Provinciale pour le Droit à l'eau » a décidé, par un plébiscite populaire, d'exiger la rupture du contrat de l'entreprise appartenant à la Suez Lyonnaise.

Après que le gouvernement argentin ait demandé la rupture de contrat au niveau national d'Aguas Argentinas, la transnationale a intenté un procès à l'Argentine devant « le Centre International de la solution de différends sur les investissements » (Cirdi), organisme créé par la Banque Mondiale. Parallèlement, le ministre français des Affaires Étrangères, a déclaré il y a quelques semaines en Argentine être venu « plaider les intérêts de la France » : « Nous voulons les prendre en compte, les défendre en expliquant à nos amis argentins tout ce que les entreprises françaises ont payé pendant cette période difficile et il est important que cette confiance soit maintenant prise en compte ». Si un doute subsistait sur les liens entre les gouvernements européens, les intérêts des multinationales et des institutions financières telles que la Banque Mondiale, signalons que « dans le cas de Buenos Aires, la Banque Mondiale a non seulement aidé à financer la privatisation de l'eau mais a pris, à travers une de ses filiales, une participation de 7 % dans la nouvelle entreprise; Aguas Argentinas est contrôlée pas Suez »⁵.

- **La Continental-Tire.** En 1998 la multinationale allemande Continental transnationale AGS, producteur de pneus, a acquis au Mexique la compagnie Euzkadi. Dans son entreprise de El Salto, Jalisco, travaillaient 1 164 travailleurs et dans celle de San Luis Potosí, un total approximatif de 1 000. En décembre 2001, sans préavis et au mépris du droit du travail, Continental Tire a fermé l'entreprise de El Salto, ce contre quoi les travailleurs ont décidé d'exercer leur droit de grève. En mars 2002, la transnationale a reçu l'appui des autorités du Conseil Fédéral de Conciliation et Arbitrage (Junta Federal de Conciliación y Arbitraje)⁶. Elles ont déclaré la grève « irrecevable » parce que « l'entreprise avait fermé ». Face à cet arbitraire, les travailleurs ont fait appel contre la décision de la JFCA, et ont renforcé la mobilisation pour défendre leur emploi et leur droit de grève.

En mai 2002 une délégation de travailleurs a parcouru plusieurs pays européens et présenté son cas devant le Parlement Européen, qui a émis une résolution reconnaissant la violation des droits du travail. Deux mois plus tard, la justice mexicaine a déclaré recevable l'appel des travailleurs. Ces derniers ont présenté une demande contre Continental auprès de l'OCDE. Avec le soutien

de diverses organisations allemandes, une délégation a pu participer à l'assemblée des actionnaires de Continental Tire, à Hanovre. Bien que l'article premier de l'accord « Association Économique, Concertation Politique et Coopération entre le Mexique et l'Union Européenne », contienne une clause démocratique affirmant que « le respect des principes démocratiques et des droits humains fondamentaux est un élément essentiel de l'Accord », les autorités de l'UE, du Mexique et de l'Allemagne prétendent qu'elles ne peuvent intervenir dans la mesure où il s'agirait d'un « problème entre une entreprise et ses salariés ». La lutte exemplaire des travailleurs d'Euzkadi a pourtant porté ses fruits. Récemment les autorités mexicaines ont reconnu l'existence de la grève, deux ans après son début ! Mais le site de El Salto reste fermé.

Pendant ce temps, sur l'autre site de la transnationale, à San Luis Potosi (Continental Llantera Potosina), les travailleurs se sont organisés pour rejeter la « convention de modernisation » que l'entreprise voulait leur imposer. En juillet 2003, ils ont effectué un arrêt de travail, profitant de la visite du directeur général de la transnationale. La réponse de la direction de Continental Tire ne s'est pas faite attendre. Dans une lettre adressée au gouverneur de l'État, le directeur de Continental a écrit : « Nous avons été surpris du manque d'intervention. Franchement, nous attendions mieux de la police. Vous comprendrez que, dans ces conditions, j'ai refusé de signer le nouvel investissement sur le site et demandé à mes dirigeants de reconsidérer son avenir et de chercher d'autres alternatives »⁷⁻⁸.

Les accords sur les investissements et la politique de l'Union Européenne

À partir des années 1980 les États-Unis, le Canada et certains gouvernements latino-américains ont commencé de passer des Accords pour la protection réciproque des investissements (APRI's). Ces accords visent à garantir les intérêts du capital privé au détriment de la souveraineté des États et de l'intérêt collectif des populations. Cependant, le point sur les droits et les obligations des investisseurs privés, a pris une nouvelle dimension à partir de l'Accord libre Commerce entre le Canada, les États-Unis et le Mexique, l'Aléna, signé en 1992. L'essentiel en matière d'investissements est stipulé dans le chapitre XI de l'Accord, sur « Investissement, les services et ses relations avec des autres chapitres ». Il inclut le « traitement national » pour le capital étranger (on ne peut pas imposer à un investisseur la condition d'un niveau minimal d'investissement) ; le traitement de « nation plus favorisée » (traitement aussi favorable que celui accordé à un autre pays) ; les « conditions d'exercice » (impossibilité de fixer des pourcentages de contenu national) ; et « l'expropriation et indemnisation » (une entreprise ne peut être nationalisée ni expropriée, et le gouvernement ne peut adopter aucune mesure *équivalente* à l'expropriation ou la nationalisation).

Dans APRI's, l'investissement est défini non seulement comme IDE, mais aussi comme investissement de portefeuille, en même temps qu'on accorde le droit aux investisseurs de présenter des demandes individuelles contre un État devant un tribunal international (le Cirdi). Avec ces accords, le principe défendu pendant des années par les pays dépendants, de ne pas reconnaître au capital étranger des droits extraordinaires et de le soumettre aux juridictions du pays bénéficiaire de l'investissement a été balayé.

L'UE promeut activement la signature des APRI's, transformés en axe central sa politique en matière d'Accords de libre commerce⁹. Plus important, les autorités européennes affirment que la condition des accords de libre commerce avec des pays tiers est que ceux-ci soient des accords « OMC Plus », c'est-à-dire qu'ils incluent non seulement le commerce de marchandises, mais aussi la libéralisation totale des services, des investissements, des marchés publics et des droits de propriété intellectuelle. Ces sujets, appelés « de Singapour », sont ceux que les pays impérialistes essayent d'imposer depuis des années par le biais de l'OMC.

Dans les faits, les accords UE-Mexique, UE-Chili et les autres accords que l'UE négocie actuellement avec des pays de la région est différent de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) dans la mesure où ils comportent un chapitre de concertation politique et de coopération. Mais ces deux chapitres ne servent qu'à rendre présentable le volet commercial : mêmes règles inégales, même concurrence déloyale.

Les interventions de Hubert Védrine, ministre socialiste des affaires étrangères, et de Hubert Durand-Chastel, chargé des relations franco mexicaines au Sénat, lors de la discussion sur la signature de l'APRI avec le Mexique, en 1999, illustrent notre propos : « Cet accord est conclu pour une période de dix ans. L'article 9 de l'APRI ouvre la possibilité à l'investisseur, en cas de litige avec l'État-hôte, de saisir un arbitrage international », déclarait le premier. « Cet accord sur les investissements cherche à permettre aux entreprises françaises d'investir et de retirer leurs profits du Mexique dans les meilleures conditions de sécurité. Il facilitera la mobilité des investissements directs et indirects, garantissant en même temps leur sécurité sur le plan juridique, en raison de l'application des principes du droit international au lieu de la réglementation mexicaine, qui peut être modifiée unilatéralement » confirmait Hubert-Chastel. Il existe en Amérique latine une forte opposition au projet américain de Zone de libre-échange des Amériques (ALCA), de même qu'à l'imposition du Plan Puebla Panama (PPP) et au Plan Colombie, également parrainés par Washington. Le discours et la pratique des autorités des États-Unis en faveur des intérêts de ses transnationales ne peuvent qu'alimenter le mécontentement. Les effets sociaux, économiques et politiques catastrophiques de plus

de deux décennies de libéralisme dans la région justifient amplement la réaction des peuples d'ALC. Mais il faut aussi savoir qu'en matière d'intérêts commerciaux, la politique des gouvernements de l'UE en faveur de leurs transnationales n'est pas qualitativement différente de celle des États-Unis.

- 1 Plus de 27 accords de libre-échange ont été signés ces dernières années par les pays de l'ALC.
- 2 *La Jornada*, 16 et 17 mars, 2004.
- 3 Voir Consortium International de Journalistes de Recherche (ICIJ), <http://www.icij.org/dtaweb/water>.
- 4 Cette partie est basée sur l'interview de l'auteur à Alberto Muñoz, membre de l'Union de Usuarios y Consumidores d'Argentine.
- 5 *Ibid.*
- 6 Les JFCA sont des comités tripartites composés de représentants du gouvernement, des employeurs et des travailleurs (généralement des représentants des syndicats officialistes). Ils ont le pouvoir de déclarer une grève illégale, auquel cas les travailleurs doivent reprendre le travail dans les 24 heures, faute de quoi ils risquent d'être licenciés.

- 7 *La Jornada*, supplément « *Masiosare* », 7 septembre 2003 ; voir aussi « el caso del cierre ilegal de Euzkadi », Sindicato Nacional revolucionario de Trabajadores de Compañía Hulera Euzkadi (SNRTE), Mexico, 2003, mime. Par ailleurs, la liste des entreprises multinationales européennes qui ont violé les droits économiques, sociaux, humains ou culturels en ALC est de plus en plus grande : Endesa, Repsol, Vivendi, EDF, BP-Shell, Parmalat, Moulines, etc.
- 8 Rien que entre l'UE et l'ALC, plus de 30 accords de ce type ont été signés entre 1990 et 2001.

Mutations et tumultes



Joao Machado

Économiste, membre de la direction de la tendance Démocratie Socialiste au sein du Parti des Travailleurs¹.

Brésil, un an et demi de gouvernement Lula

L'élection du métallurgiste Luis Inacio da Silva, Lula, à la présidence brésilienne avec plus de 65 % des voix en novembre 2002 a suscité bien des attentes, en Amérique latine comme à l'échelle internationale. Après un an et demi de gouvernement, la continuité par rapport aux politiques néolibérales antérieures domine. Le slogan de la campagne présidentielle – « l'espérance l'emporte sur la peur » – s'est, selon certains intellectuels critiques, inversé: la peur a vaincu l'espérance. Il en résulte un malaise et des crises prévisibles dans le gouvernement, dans la gauche, dans le parti des travailleurs. L'économiste militant Joao Machado livre un diagnostic détaillé de la situation.

Peu avant d'atteindre ses quatorze mois d'exercice, le gouvernement Lula, dont la victoire électorale de 2002 a suscité de grandes attentes, a connu sa première crise, face à des accusations graves de corruption et à une opposition croissante à sa politique économique.

Le cas de corruption de plus spectaculaire fut révélé le 13 février par la divulgation d'une vidéo où Waldomiro Diniz, ancien président de la loterie de l'État de Rio, aujourd'hui proche collaborateur de José Dirceu (chef de la Casa Civil, équivalent à un rôle de premier ministre), chargé des relations entre le gouvernement et les députés, apparaît négociant des pots de vin avec les pontes de la mafia des jeux. Dirceu est l'un des ministres clefs du « noyau dur » du gouvernement. Cette affaire du « Waldogate » semblait le fragiliser au profit de l'autre ministre-clef, le ministre de l'Économie Antonio Palocci. Mais les chiffres rendus publics fin février ont révélé une chute de 0,2 % du PIB en 2003. Ce résultat nourrit une recrudescence des critiques envers la politique économique ultra-conservatrice du gouvernement Lula.

Ils ne constituent pourtant pas une surprise. On pouvait prévoir de mauvais indices, mais le gouvernement espérait encore une croissance légèrement positive. La baisse de 0,2 % dément de façon cinglante le discours de Lula annonçant que le « spectacle de la croissance » allait commencer. Pire encore

que l'annonce de la baisse du PIB, le revenu moyen des travailleurs a chuté de 12,9 % en 2003. Il n'est donc pas surprenant que les critiques de cette politique économiques se soient intensifiées, y compris de la part de partis qui font partie de « la base alliée » du gouvernement comme le parti communiste du Brésil (PCdoB), le PMDB, voire le parti libéral (PL, ce dernier allant jusqu'à demander la démission de Palocci et du gouverneur de la banque centrale). Le PT lui-même a timidement commencé à réclamer des changements. Les syndicats et le mouvement social d'un côté, le patronat de l'autre sont, eux aussi, de plus en plus critiques envers une politique qui profite exclusivement au secteur financier, interne et externe.

Ainsi, entre février et mars, la situation du gouvernement Lula s'est trouvée substantiellement modifiée. D'un gouvernement considéré comme fort, avec une base parlementaire large et une légitimité populaire significative, il a commencé à être perçu comme un gouvernement fragile. Sa popularité décline et les tensions en son sein s'aiguisent. Ces difficultés du gouvernement résultent de facteurs bien différents des risques redoutés lors de l'élection de 2002. On craignait alors que l'opposition des secteurs conservateurs, celle du Fonds monétaire international et des capitaux internationaux, n'empêche la mise en œuvre de réformes radicales. Le reproche aujourd'hui porte au contraire sur le caractère conservateur du gouvernement lui-même. Il a aggravé la situation économique héritée du précédent gouvernement de Fernando Henrique Cardoso ; il s'inscrit dans une stricte continuité ; et il gouverne suivant les méthodes mêmes qu'il avait combattues sous les gouvernements précédents. Tout ceci provoque une frustration croissante chez tous ceux qui avaient cru que Lula ferait ce qu'il avait promis.

Des secteurs importants de la population, y compris des militants de gauche, croient encore que le gouvernement pourrait changer de cap pour revenir, fût-ce partiellement, au projet sur lequel il s'est fait élire. Durant les premiers mois de 2003, la direction du PT et les ministres prétendaient qu'il fallait passer par une « étape de transition » avant que ne se révèle le véritable visage du gouvernement. Cette idée a désormais perdu tout crédit. On a aussi invoqué l'hypothèse d'un conflit au cœur même du gouvernement entre une droite conservatrice néolibérale (incarnée notamment par Antonio Palocci) et une aile plus fidèle aux origines du parti des travailleurs représentée par José Dirceu. Que ce soit là le principal (le dernier ?) argument des défenseurs du gouvernement en dit déjà long sur la déception qui se propage.

Il n'est pas inutile pour autant de discuter les éventuels changements d'orientation gouvernementale. Pour cela, il faut d'abord avoir les idées claires sur son caractère. Laissons de côté les affaires de corruption, en supposant généralement que cela ne fait pas organiquement partie de la nature du gouverne-

ment. Tenons-nous en à une évaluation des choix fondamentaux qui l'ont guidé pendant cette première année et des débats qui l'ont traversé. Cette approche est la plus ouverte à l'hypothèse d'un possible changement d'orientation du gouvernement. Mais notre conclusion ne va pas du tout dans cette direction. Le caractère conservateur de ce gouvernement ne fait plus aucun doute.

Les choix de la première année de gouvernement Lula

Le front économique: reconquête de la confiance et maîtrise de l'inflation ?

Le gouvernement a suivi d'emblée un cours bien différent de ce qu'attendait la majorité de ses électeurs. Il en est aujourd'hui récompensé par le fait d'être cité en exemple et couvert d'éloges par le FMI². En effet, dès l'entrée en fonction du gouvernement, Lula a fixé pour objectif un excédent budgétaire de 4,5 % au lieu de 3,75 % du PIB afin d'honorer le paiement de la dette publique. C'est, aux yeux du FMI, avec une politique monétaire orthodoxe et des taux d'intérêt parmi les plus élevés du monde (autour de 17 % en moyenne avec des pointes au-dessus de 25 %!), un gage majeur de vertu.

L'argumentation de l'équipe économique du gouvernement est la même que celle des dirigeants du FMI: les sacrifices de 2003 auraient été nécessaires pour préparer la dynamique vertueuse promise pour 2004. Ces sacrifices permettraient d'éviter la crise d'insolvabilité extérieure, de gagner la confiance des marchés, et de juguler l'inflation. La maîtrise de la crise serait attestée par la réduction du prétendu « risque Brésil » (descendu au-dessous de 400 points alors qu'il approchait fin 2002 les 2 000 points) et par le taux de change entre le réal (monnaie brésilienne) et le dollar (passé de 4 à 3 réals pour 1 dollar). Après la croissance négative de 2003, la chute des revenus du travail (alors que les bénéfices financiers se sont envolés), et l'augmentation du chômage, le ministère de l'Économie soutient encore que cette politique est adéquate et prépare une reprise spectaculaire de l'économie pour 2004. Dans un discours du 11 mars, le président de la République en personne a affirmé qu'elle sera donc poursuivie et s'est déclaré hostile à tout assouplissement.

Nombre d'économistes ont attiré l'attention sur le fait que « les succès » sur le front externe, étaient dus avant tout à une amélioration générale des « marchés émergents » et à un retour des capitaux à court terme. Le cas du Brésil n'est pas différent de ce point de vue d'autres pays. 2003 a été une année relativement favorable aux pays dépendants, dont certains ont atteint des résultats supérieurs à ceux du Brésil. Mais la fragilité de ces « succès extérieurs » est apparue clairement dès la première quinzaine de janvier, quand une réduction générale des flux de capitaux vers les marchés émergents a fait remonter le « risque Brésil » et le

cours du dollar. Cette fragilité s'est confirmée à l'épreuve des révélations sur les cas de corruption et après les attentats de Madrid. Enfin, le contrôle relatif de l'inflation s'explique pour une large part par la propre chute du dollar.

Avantages supposés de cette politique économique ultra-conservatrice sont aussi maigres qu'illusoire. Elle a même des conséquences négatives sur l'un de ses principaux objectifs – éviter une croissance de la dette publique par rapport au PIB afin de gagner en crédibilité auprès des marchés. L'élévation du « superavit primaire³ » a en effet entraîné une augmentation du paiement des intérêts. Mais l'élévation des taux d'intérêt fait que les intérêts dus par le secteur public augmentent encore davantage (le secteur public a payé cette année en intérêts 9,25 % du PIB et la dette publique atteint 58,16 % du PIB). C'est pourquoi, entre autres, la « confiance des marchés » reste aussi précaire. L'impact de cette politique sur la situation des travailleurs est tout simplement désastreux. Le chômage et la précarité ont augmenté, les salaires réels ont régressé. Les données portant sur les six principales régions métropolitaines du pays indiquent que le taux de chômage moyen, qui avait augmenté de 11,7 % entre mars et décembre 2002 a augmenté en 2003 de 12,9 % en termes réels sur la même période. Le nombre de salariés sous contrat de travail dans le secteur privé a diminué en termes absolus. Le taux de chômage de la région de Sao Paulo a atteint un record historique de 19,9 % à la fin du premier semestre 2003 (le taux le plus élevé depuis 1985). Alors que le revenu du travail régressait, les profits bancaires et les revenus rentiers ont au contraire beaucoup gagné. En 2003, le secteur public a déboursé un montant d'intérêts record.

L'autre problème économique clef de cette année a été la réduction des investissements. Le secteur public ne peut investir du fait de l'obligation d'atteindre le niveau visé de superavit primaire. Le secteur privé (national ou étranger) a peu investi du fait de perspectives de croissance pour le moins incertaines. Le gouvernement espère inverser cette situation par l'instauration d'un « partenariat public-privé » inspiré du thachérisme britannique. Le secteur privé n'a cependant pas manifesté un grand enthousiasme pour cette perspective. Il réclame davantage de garanties, en même temps qu'une politique de relance. La politique économique du gouvernement Lula a obtenu en revanche de grands résultats au bénéfice des marchés financiers, au détriment de la situation des travailleurs. Par sa logique, complètement subordonnée aux marchés, comme par son caractère de classe favorable au capital financier, cette orientation économique peut être qualifiée sans ambiguïté de néolibérale.

La réforme des retraites

Le gouvernement a consacré ses efforts en 2003 à faire passer la réforme des retraites et celle de la fiscalité. Le vote de la première est même présenté

comme une grande victoire. Son principal objectif est la réduction des dépenses en la matière considérées excessives par le gouvernement et les marchés. Sur ce point, les effets seront cependant très modestes et seulement à long terme. On évalue que, dans 20 ans, ils représenteront une économie d'environ 40 milliards de réals (moins du tiers du service de la dette publique en 2003 !). En revanche, la réduction des salaires réels et l'augmentation du travail informel ont provoqué une détérioration du système des retraites. Le gouvernement estime que son déficit s'élève en 2003 à 1,7 % du PIB.

Ainsi, contrairement à ce qu'on entend souvent dire, la réforme ne répond pas prioritairement à des motifs budgétaires. L'énergie que le gouvernement lui a consacré vise plutôt à « donner un signal positif » aux marchés en leur prouvant sa capacité à modifier une position traditionnelle du PT (encore réaffirmée dans la campagne électorale de 2002) et en affrontant l'une de ses bases sociales principales (les employés du secteur public). La réforme s'est heurtée non seulement à l'opposition des fonctionnaires publics, mais aussi à la résistance d'un large secteur du parti qui n'a pas accepté le changement spectaculaire de position. Les spécialistes de la question des retraites au sein du parti l'ont quasi unanimement rejetée. C'est cette question qui a été à l'origine, fin novembre, de l'expulsion des quatre parlementaires du parti, dont la sénatrice Héloïsa Helena. L'autre réforme constitutionnelle, sur la fiscalité, s'est réduite au bout du compte à une petite parcelle du projet initial, au point de mériter à peine le titre de réforme.

La politique extérieure.

La politique étrangère est vue à juste titre comme un sujet sur lequel le gouvernement s'est démarqué positivement des orientations du précédent gouvernement. Elle a cherché en effet à resserrer les liens avec les pays d'Amérique latine et du tiers-monde en général sur la base d'une position plus indépendante face aux États-Unis. Certains secteurs du PT, déçus par l'orientation générale du gouvernement, ont voulu y voir la preuve qu'il restait au moins une dimension de gauche. Pourtant, en cette matière y compris, les limites du gouvernement sont flagrantes. La défense des intérêts brésiliens est généralement faite au nom du « libre commerce ». La position américaine sur le grand marché des Amériques (Alca) est principalement critiquée en raison du protectionnisme étatsunien sur l'agriculture et dans d'autres branches. Le Brésil s'oppose donc à la conception étatsunienne, mais il se contente de lui opposer une « Alca light » dans laquelle les torts faits aux pays latino-américains seraient réduits, mais pas éliminés.

Le fait que le gouvernement ait suivi une politique internationale plus indépendante dans la défense de certains intérêts nationaux ne suffit pas pour la

caractériser comme une politique de gauche. En effet, quand il a assumé le plus clairement, cette position (lors de la conférence de Cancun) de l'OMC, il l'a fait en alliance privilégiée avec l'Inde, gouvernée par un parti clairement de droite. Pour comprendre les limites de la politique étrangère de Lula, il faut rappeler qu'un de ses aspects principaux – les relations avec le FMI et les institutions financières – reste sous la direction du ministère de l'Économie et de la Banque centrale. La défense de la liberté de circulation des capitaux participe en effet des « bonnes relations » avec les marchés financiers internationaux. C'est pourquoi, le gouvernement Lula fait figure de modèle aux yeux du FMI, ce qui contredit les efforts de rapprochement avec les pays latino-américains. En 2003, le Brésil n'a pas soutenu le gouvernement argentin contre les pressions du FMI (il y a en 2004 une légère inflexion en la matière), alors que le gouvernement Kirchner, incontestablement bourgeois, paraissait sur ce point à gauche du gouvernement brésilien.

En réalité le gouvernement Lula est devenu l'exemple mis en avant par le FMI et l'allié des secteurs néolibéraux de la social-démocratie. Le fait que Lula et le parti des travailleurs (considérés pendant deux décennies comme les représentants d'une gauche authentique) suivent une ligne conservatrice, orthodoxe, néolibérale, sert d'argument à la droite internationale pour conforter la fameuse maxime TINA (*There is no Alternative*) de Margaret Thatcher.

La consolidation des alliances.

C'est à la politique d'alliances que le leader de fait du gouvernement, José Dirceu, a consacré l'essentiel de ses efforts. Le remaniement gouvernemental de janvier 2004 a permis l'entrée dans le gouvernement de presque tous les partis conservateurs, y compris du parti populaire de Paulo Maluf, représentant patenté de la droite brésilienne. À droite, des partis qui formaient l'axe du gouvernement Cardoso, seul le PSDB « socialiste » et le PFL d'Antonio Magalhães – autre symbole de la droite – restent en dehors de la coalition gouvernementale. Mais ces deux partis ont majoritairement soutenu les principales initiatives législatives dont la réforme des retraites selon l'argument (au demeurant correct) qu'il s'agissait de la politique qu'ils avaient toujours préconisée.

La méthode « physiologique » suivant laquelle ces alliances ont été construites a été mise à nu par les affaires récentes de corruption. Le principal impliqué, le responsable des relations avec le Parlement, Waldomiro Diniz, avait été promu à ce poste en fonction de son expérience en matière de distribution de prébendes. Les nouveaux alliés se sont avérés en la circonstance d'une importance cruciale pour le gouvernement. Ils ont consacré l'essentiel de leurs efforts à éviter la constitution d'une commission d'enquête parlementaire (se souvenant sans doute de la commission qui fut en 1992 à l'origine de « l'im-

peachment » du président Collor). Pourtant, le PT défendait traditionnellement le recours à de telles commissions, au nom de l'argument : qui n'a pas fauté, n'a rien à craindre. Les observateurs considèrent unanimement que le rôle décisif, pour éviter une commission d'enquête, est revenu au président du Sénat, José Sarney (ex président de la République et leader d'une des oligarchies régionales les plus fameuses).

Grâce à ses alliances, le gouvernement Lula a la mainmise sur près de 80 % du Parlement. Au début 2004, la consolidation de cette base parlementaire était présentée comme une de ses grandes victoires. Elle était censée lui permettre de mener sa politique en toute tranquillité. Pourtant, l'évolution de la situation en février et mars montre que tel n'est pas le cas. Ce large soutien parlementaire a permis d'éviter la mise en place d'une commission d'enquête, mais il n'a pas apporté le même soutien à la politique économique du gouvernement. Tant le PMDB que le PL ont multiplié les réserves. Ceci s'explique probablement par des raisons électorales (dans la perspective des élections municipales de fin 2004), comme par la tentative de négocier de nouveaux avantages. Devant l'affaiblissement du gouvernement, ces secteurs exigent toujours davantage en échange de leur appui.

Les défenseurs de la politique d'alliance prétendent qu'elle est nécessaire au fonctionnement du gouvernement. Certains sont allés jusqu'à justifier l'usage des « méthodes physiologiques » sous prétexte qu'elles feraient inévitablement partie de la politique brésilienne, sans altérer les choix fondamentaux du gouvernement. Il est vrai que les pressions négatives sur le gouvernement viennent moins des forces politiques conservatrices que directement des marchés et de leurs représentants (une partie des économistes, la grande presse). Mais il ne fait aucun doute que le gouvernement Lula est devenu prisonnier de ses propres alliances parlementaires.

Les tensions au sein du gouvernement

Dès le début des divergences se sont manifestées au sein du gouvernement, notamment sur les orientations économiques. Lula a en effet formé son gouvernement de manière à inclure les différents secteurs du PT, y compris la gauche, ainsi que l'ensemble des partis qui ont soutenu sa candidature. Il en est résulté un spectre fort hétérogène. Pour garantir la continuité par rapport au gouvernement précédent, Antonio Palocci a été nommé ministre de l'Économie. Ce dernier a formé une équipe où prédominent les économistes orthodoxes (certains issus du gouvernement Cardoso). D'autre part, Henrique Meirelles, ancien président de la Banque de Boston fut nommé à la tête de la Banque centrale.

Le contrepoids à ces gestionnaires réside principalement dans la Banque nationale de développement économique et social (BNDS), banque publique

dont la fonction est de financer le développement. Un économiste du PMDB, Carlos Lessa, considéré progressiste, fut nommé à sa tête. En outre, Lula a confié le ministère de la Planification à un économiste du PT, Guido Mantega, dont l'équipe n'adhère pas à la pensée conservatrice. La marge de manœuvre de Lessa reste cependant réduite et Mantega ne pèse pas lourd face à Palocci et à la Banque centrale.

La composition du gouvernement est révélatrice de la stratégie adoptée par Lula et par le noyau central. L'hégémonie de l'orthodoxie conservatrice dans l'équipe économique et le soutien appuyé du président à cette équipe indiquent que le choix de certains ministres représentant les positions historiques du PT visait plutôt à neutraliser leur éventuelle opposition qu'à réaliser un équilibre ou un double pouvoir interne au gouvernement. Autrement dit, le choix a clairement été fait d'une orientation économique conservatrice à laquelle sont subordonnés les autres aspects de la politique gouvernementale, tout en offrant des espaces limités et subalternes aux défenseurs des positions traditionnelles du Parti. Ce choix répond à la volonté de gagner la faveur des marchés, de la bourgeoisie et de son secteur financier, et de garantir sur le plan international une coexistence pacifique avec l'impérialisme, tout en essayant d'éviter une explosion du PT.

Ce choix s'explique par la conviction du propre président Lula et de son entourage qu'il n'y a plus d'alternative à l'économie capitaliste et qu'il faut par conséquent en accepter le cadre général. Cette absence d'alternative résulterait non seulement de rapports de forces conjoncturellement défavorables, mais aussi de la désespérance quant à la possibilité de construire quelque forme de société socialiste. L'autre hypothèse de base est qu'il serait possible de maintenir dans ce cadre un espace d'expression subordonné pour les valeurs traditionnelles du PT. Mais la politique du gouvernement ne s'est pas seulement révélée cohérente avec le maintien du capitalisme : elle est clairement et profondément néolibérale et bloque la mise en œuvre des revendications traditionnelles du parti. Le passage de la défense du capitalisme en général à celle du capitalisme aujourd'hui réellement dominant résulte de la soumission aux rapports de forces au lieu de chercher à les modifier.

Cette double conviction éclaire aussi la politique d'alliance avec les secteurs bourgeois initiée lors de la campagne présidentielle de 2002 (illustrée notamment par le choix comme vice-président de José Alencar, grand entrepreneur de l'industrie textile et à l'époque sénateur du Parti libéral). Dans ce contexte, l'entrée au gouvernement de plusieurs ministres représentatifs des options traditionnelles du PT ne remet pas en cause son orientation générale. Elle témoigne seulement d'un effort pour éviter une crise ouverte du parti et pour compromettre sa gauche en l'associant à la ligne générale.

Divergences sur les questions économiques

Dès les premiers pas du gouvernement, des divergences se sont exprimées, notamment sur la restriction des dépenses publiques répondant à l'objectif de superavit primaire et de taux d'intérêt élevés. Ces tensions n'ont rien de surprenant : quelqu'un qui est d'accord avec la priorité donnée au paiement du service de la dette publique peut en même temps protester contre les coupes budgétaires dans son propre secteur. Et personne ne se réjouit de la récession qu'entraîne la restriction de la demande intérieure. Ainsi, les doutes exprimés ici ou là ne relèvent pas d'une alternative d'ensemble aux orientations économiques du gouvernement. Il s'est même trouvé des porte-parole néolibéraux des marchés pour critiquer les taux d'intérêt excessifs. Au sein du gouvernement, le critique le plus constant de ces taux n'est autre que le vice-président Alencar, membre du parti libéral !

Plus importante que les griefs contre la pénurie de ressources et contre les taux d'intérêt est l'opposition à l'une des propositions centrales du ministre Palocci, d'officialiser l'autonomie de la Banque centrale. José Dirceu a déclaré que la question ne serait pas à l'ordre du jour cette année, bien que Palocci l'ait déclarée prioritaire. Quelle que soit son importance (l'autonomie de la Banque centrale est une exigence prioritaire des néolibéraux), la portée de cette divergence ne doit pas être surestimée. Plutôt que d'exprimer un désaccord de fond, Dirceu exprime ses préoccupations quant aux répercussions politiques négatives dans le PT et dans la CUT (principal syndicat) qu'aurait une décision sur l'autonomie de la Banque centrale.

L'autre point de friction important concerne la prétention des équipes économiques à diriger aussi les politiques sociales. En avril 2003, le ministère de l'économie a publié un document, « Politique économique et réformes structurelles » présentant ses orientations stratégiques. Explicitant les conséquences sociales d'une politique néolibérale type, il provoqua de vifs débats, jusqu'au sein du gouvernement. En novembre, le ministère a rendu public un nouveau document, intitulé « Dépense sociale du gouvernement central en 2001-2002 », comportant une critique implicite du fonctionnement des universités publiques. Ce document a suscité nombre de critiques, y compris de la part du ministre de l'Éducation de l'époque. Sur ce terrain aussi, le ministère de l'Économie est à l'offensive et tente de peser encore davantage sur l'ensemble du gouvernement. Le remplacement, lors du remaniement de janvier, du précédent ministre de l'enseignement public par Tarso Genro (ancien maire de Porto Alegre) marque un changement d'orientation dans le sens d'un élargissement des prérogatives de l'enseignement privé.

On peut retenir des divergences sur les questions économiques que jamais n'a été proposée une orientation alternative. Personne au sein du gouverne-

ment n'a proposé de rompre avec l'objectif prioritaire de « gagner la confiance des marchés », ni avancé des mesures de contrôle sur les mouvements de capitaux, qui seraient pourtant essentielles pour renforcer la souveraineté du gouvernement brésilien sur le choix de sa propre politique. Personne n'a mis en cause la priorité accordée au service de la dette publique, sans même parler d'évoquer une renégociation de cette dette (qui figurait dans les propositions programmatiques de Lula en 2002 !). Dans la majorité du parti, personne ne s'est aventuré à défendre les orientations économiques traditionnelles du parti. En mars 2004, face aux critiques croissantes envers la politique de Palocci et Meirelles, une note de la direction du PT consacrée à 80 % à défendre la probité de José Dirceu, ne consacre qu'un seul paragraphe timide à une inflexion éventuelle des choix économiques : « Nous allons œuvrer à ce que le gouvernement applique les mesures nécessaires pour que 2004 soit le début d'un nouveau cycle durable de développement économique et social du pays, grâce à des modifications de la politique économiques nécessaires à la consolidation de nos programmes sociaux, économiques et administratifs et à l'amélioration de conditions de vie de tous les brésiliens ». Le président du PT a pourtant éprouvé le besoin de préciser à l'intention de la presse qu'il ne s'agissait nullement de réclamer un changement d'axe en matière d'excédent budgétaire ou de politique monétaire : « Nous soutenons intégralement la gestion macro-économique du ministre Palocci ». La direction du PT prétend donc maintenir cette gestion sans les dégâts sociaux qu'elle entraîne !

Au sein de la majorité du PT, les critiques de la politique gouvernementale sont donc ponctuelles, limitées, et discrètes. Ce sont les économistes liés au parti – dont certains ont participé à l'élaboration du programme de gouvernement pour la campagne 2002 –, ses secteurs de gauche, et certains secteurs du mouvement social qui ont émis les critiques les plus explicites et proposé une alternative.

L'ALCA et les négociations internationales

Parmi les divergences apparues au sein du gouvernement sur des questions internationales, celle sur l'Alca est la plus importante. La position initiale, meilleure que celle du gouvernement Cardoso, reflète surtout la vision du ministère des Affaires étrangères. Elle a fait l'objet d'assauts constants de la part des ministres de l'Agriculture (Rodrigues), du Développement, de celui de l'Économie, favorables à l'Alca, moyennant une « flexibilisation » de l'accord négocié avec les États-Unis. Sur cette question, c'est encore le secteur le plus libéral qui est à l'offensive. Pour l'heure, l'Alca n'étant pas encore en vigueur, les secteurs les plus attachés à la souveraineté nationale et au maintien d'un

projet de développement national s'efforcent d'éviter la signature d'un traité qui aggraverait considérablement la situation du Brésil.

Il faut noter que la position des secteurs de gauche dans le PT et dans les mouvements sociaux qui lui sont proches, ainsi que d'autres partis de gauche, se distinguent des aspects plus progressistes de la politique étrangère. Ainsi, le mouvement des Sans-Terre et la coordination des mouvements sociaux maintiennent leur opposition frontale à l'Alca, exigeant que tout accord en la matière soit soumis à référendum. Car, tout en critiquant le projet étatsunien, le ministère des Affaires Étrangères défend l'idée d'une « Alca light » qui resterait une Alca et ne reprend pas la proposition d'un référendum.

La réforme agraire

Cette question est des plus importantes pour tester le gouvernement Lula. Pour deux raisons. La première est que les mouvements agraires, notamment le MST (les Sans-Terre), sont actuellement les mouvements les plus actifs et leur influence sur la gauche brésilienne va bien au-delà des questions agraires. La seconde, c'est que le ministre du Développement agraire (MDA), Miguel Rossetto, est le principal représentant de la gauche du PT au sein du gouvernement. Alors que les compétences du ministère de l'Agriculture concernent principalement le secteur de l'agro-business, le MDA a la responsabilité de l'agriculture familiale et de la réforme agraire.

Bien que le gouvernement Lula ait défini formellement la réforme agraire comme une priorité, cela ne s'est toujours pas concrétisé pratiquement. Comme les autres ministères, le MDA est ligoté par les contraintes de la politique économique et financière (qui lui interdit notamment d'émettre des titres de la dette agraire pour financer la « désappropriation⁵ » des terres). Les budgets modestes dont il a disposé jusqu'à présent n'ont même pas permis de maintenir le nombre d'installations sur les terres occupées faites par le gouvernement précédent. Le ministère a essayé de compenser ces limites par une amélioration de la qualité de la réforme (en garantissant l'infrastructure, la technologie, le crédit pour la mise en valeur des terres distribuées) et d'obtenir une augmentation substantielle de son budget. En novembre 2003 a été adopté le Plan national de réforme agraire (PNRA) dont les objectifs sont en deçà des revendications des mouvements agraires. Il y eut un débat entre spécialistes sur le fait de savoir s'il s'agissait d'une véritable réforme agraire, la plupart d'entre eux s'accordant à estimer qu'il ne changerait pas substantiellement la structure agraire du pays. En l'état, le PNRA signifierait néanmoins une augmentation importante du volume de terres occupées légalisées (touchant 400 000 familles, soit environ deux millions de personnes) sur les quatre ans du mandat de Lula

(30 000 familles seulement ayant été installées lors de la première année). La première réaction du mouvement des Sans-Terre à la présentation du plan fut plutôt positive, et il en est allé de même de la part d'autres secteurs des mouvements ruraux.

Pour rendre ce plan effectif, le montant des financements requis serait environ trois fois supérieur à ce que prévoyait le budget 2004 au moment de sa présentation au Parlement. Lula s'est personnellement engagé à ce que ces crédits soient débloqués sans que le budget global ne soit modifié. Jusqu'à ce jour, rien ne garantit le financement. La tendance est au contraire à la restriction des ressources pour l'ensemble des ministères. Ce problème risque de s'aggraver dans l'hypothèse désormais probable que la situation économique soit pire en 2004 que les prévisions sur lesquelles repose le budget. La situation du MDA est par conséquent très délicate. Les critiques sur la lenteur dans l'application de la réforme s'intensifient de la part des mouvements agraires (en particulier du MST et des secteurs chrétiens radicaux liés à l'Église). Elles visent le gouvernement en tant que tel, mais elles éclaboussent évidemment le MDA. Si le plan adopté en novembre n'est même pas appliqué, il deviendra impossible de justifier la présence à la tête de ce ministère d'un ministre de gauche partisan sincère d'une réforme agraire radicale.

La politique d'alliances

Il reste une question décisive sur laquelle les divergences au sein du gouvernement ne sont pas visibles, celle des alliances. Il y eut une forte polémique pendant la campagne de 2002. La gauche du PT s'est alors opposée à l'alliance avec le parti libéral. La candidature de la sénatrice Heloïsa Helena au poste de gouverneur de l'État d'Alagoas a été censurée par la direction du parti pour avoir refusé d'assumer cette politique d'alliance. Depuis l'entrée en fonction de Lula, cette polémique est restée en sourdine. Dans la mesure où Lula a finalement remporté les élections en coalition avec le PL, et avec le soutien au second tour de partis conservateurs, l'idée s'est imposée que la politique d'alliances était désormais un fait accompli. Même l'incorporation de Paulo Maluf à « la base alliée » n'a guère provoqué de remous. La nomination de ministres bourgeois, comme ceux de la Planification ou de l'Agriculture, a été peu critiquée. Bénéficiant de l'état de grâce, Lula était alors à l'apogée de sa popularité, et la gauche du PT elle-même était inhibée et hésitait à lui adresser des critiques publiques. La décision la plus clairement scandaleuse des débuts du gouvernement, la nomination de Meirelles à la présidence de la Banque centrale, fut elle-même peu critiquée. La critique la plus vigoureuse vint de la sénatrice Héloïsa Helena qui refusa de ratifier par son vote cette nomination. Il y eut aussi des critiques dans la presse, dont celle du député

« estadual⁶ » Raul Pont, ex-maire de Porto Alegre. Seule, Héloïsa Helena refusa de voter pour José Sarney à la présidence du Sénat.

Au fil de l'année 2003 les critiques contre les compromissions du PT avec les partis de la droite ont surtout visé un aspect singulier de cette alliance : l'adhésion au parti de politiciens bourgeois conservateurs, certains notoirement corrompus. L'adhésion au PT du gouverneur de l'État de Roraima, écarté depuis, après que fut établie son implication dans une sale affaire de corruption, fit notamment l'objet de critiques. Ces critiques furent presque exclusivement le fait de la gauche du parti et elles n'ont pas empêché un ample processus de recrutement qui changerait tendanciellement le caractère même du parti. En général, la gauche a concentré ses critiques sur les questions politiques, sans réclamer la démission des responsables, au premier rang desquels le ministre de l'Économie Palocci. Le seul dont la démission ait été réclamée par un petit secteur de la gauche pétiste est le ministre de l'Agriculture, notoirement lié à la droite rurale, qui défendait le droit des latifundistes à s'armer contre les occupations de terre !

Un gouvernement social-libéral

Le gouvernement est traversé de multiples contradictions et tensions. C'est un fait. Mais l'analyse d'ensemble de sa politique ne laisse aucun doute : il suit bel et bien une orientation générale, clairement hégémonique, illustrée notamment par sa politique économique néolibérale et par sa tactique d'alliances. Il est tout aussi clair que les frictions en son sein ne remettent pas en cause la poursuite de cette politique économique et que les alliances avec l'ensemble des secteurs bourgeois y font l'objet d'un consensus. Or, le maintien de ces alliances suffit à interdire tout changement substantiel dans l'orientation générale. Personne de bon sens ne peut imaginer que le sénateur José Sarney, le sénateur Carlos Magalhães, ou l'ancien maire de Sao Paulo, Paulo Maluf, accepterait un tournant progressiste. Le noyau dur de ce gouvernement est par ailleurs bien plus identifié aux ministres les plus conservateurs (comme Palocci, Rodrigues et Furlan), qu'aux ministres de gauche (MDA, ministère de l'Environnement, de la ville) qui défendent les intérêts populaires. Ces derniers ont un rôle clairement limité et subalterne. Leur présence est une concession à la base traditionnelle du PT, visant à éviter qu'elle ne bascule massivement dans l'opposition.

Ni un assouplissement de l'Alca (la fameuse « Alca light »), ni même l'application du plan de réforme agraire élaboré par le MDA ne suffiraient à rompre avec la subordination des intérêts populaires aux alliances conclues avec les secteurs de la bourgeoisie. Le plus significatif est peut-être le fait que le gouvernement n'a plus guère d'opposition significative sur sa droite. Bien sûr, il

reste des critiques de droite au gouvernement, et la presse réactionnaire développe une campagne permanente contre le ministère des Affaires Étrangères, contre le MDA, contre le ministre de l'Environnement (la question écologique est parmi les plus controversées au sein du gouvernement).

La conclusion est donc claire. Le gouvernement Lula n'est pas l'enjeu d'une lutte interne sur sa ligne générale. Un changement significatif de ses orientations ne pourrait venir que d'une mobilisation sociale assez forte pour le déstabiliser (et la direction du PT avec lui!), pour imposer des choix alternatifs, et pour rompre avec sa politique d'alliances. Mais rien ne dit que, devant une crise plus grave, le gouvernement Lula, au vu de sa composition actuelle, pencherait à gauche. Ceci dit, bien que l'insatisfaction sociale se développe, on est encore loin d'une révolte populaire.

Lors de la formation de ce gouvernement, on pouvait encore considérer comme plausible le fait qu'il ait « deux âmes »⁷. On pouvait cependant déjà percevoir qu'entre ces « deux âmes », la conservatrice l'emportait. La seule raison de rester modéré dans les critiques et de laisser plusieurs hypothèses ouvertes était de ne pas heurter de front les attentes de la gauche brésilienne. Un réalisme plus rigoureux aurait alors pu apparaître comme une manifestation de défaitisme et de pessimisme. Après plus de 14 mois d'expérience, il faut bien constater que « l'âme de gauche » a été complètement étouffée. Les arguments qui circulent encore dans la gauche pétiste pour justifier la perspective d'une « dispute » d'orientation au sein du gouvernement relèvent plus du *wishfull thinking* que de l'analyse politique⁸. La crainte que la déception envers le gouvernement Lula n'aboutisse à une défaite historique de la gauche brésilienne pèse lourd dans cette fuite devant la réalité. Il est vraisemblable en effet que la gauche authentique sortira de l'épreuve affaiblie pour un certain temps, par rapport à la période antérieure où le PT apparaissait comme un parti socialiste combatif, candidat à gouverner le Brésil. Ce PT historique est détruit par sa propre direction et par le gouvernement qu'il a contribué à faire élire. Le refus de regarder cette situation en face ne peut qu'aggraver les conséquences de la défaite.

Le gouvernement Lula est un gouvernement de collaboration de classe qui subordonne les intérêts populaires à une alliance prioritaire avec la bourgeoisie brésilienne et impérialiste, tout en s'appuyant sur un parti de tradition socialiste. Comment cela est-il devenu possible ? La question dépasse les limites de cet article. De même que les dépasse la discussion désormais ouverte sur ce que peut et doit faire la gauche brésilienne dans cette situation. Une chose cependant ressort clairement de ce bilan d'un an et demi : la participation à ce gouvernement est de plus en plus contradictoire avec la défense des intérêts populaires dans une perspective socialiste. La gauche socialiste

du PT (et d'autres partis) est confrontée à la nécessité pressante de rompre avec le gouvernement. Étant donné les relations organiques entre lui et la direction du PT, cette rupture rendrait vite problématique la coexistence au sein même du PT. La gauche brésilienne ne pourra pas éviter un difficile processus de reconstruction.

22 mars 2003

Traduit du portugais par Daniel Bensaïd

- 1 Co-auteur de *A Economia politica da mudança*, éd. Autentica, Belo horizonte, 2003.
- 2 Dans une conférence d'Anne Krueger, figurant sur le site du FMI sous le titre « La récompense de la vertu », elle cite le Brésil comme le pays qui commencerait à récolter les bénéfices de la « dure politique fiscale » appliquée en 2003.
- 3 « Excédent budgétaire primaire » : critère établi par le Fonds monétaire ; équivalent à la différence entre l'ensemble des recettes publiques et l'ensemble des dépenses non financières, il détermine les ressources servant à payer les intérêts de la dette publique.
- 4 Dans le jargon politique brésilien, « physiologique » s'oppose à « idéologique ». Les méthodes « physiologiques » sont ainsi censées faire appel non aux convictions politiques de chacun, mais aux intérêts matériels les plus crus (responsabilités institutionnelles, avantages financiers, etc.)
- 5 La Constitution ne permettant pas d'exproprier sauf dans certains cas (comme l'existence dûment constatée de travail esclave), la « désappropriation » implique un rachat qu'il faut financer.
- 6 Les députés au Parlement de Brasilia sont les députés fédéraux. Les députés aux parlements d'État comme le Rio grande do Sul sont des députés de l'État (estaduales).
- 7 Voir l'article de Joao Machado, « Les deux âmes du gouvernement Lula », *Inprecor* 478-479, janvier 2003.
- 8 Le wishfull thinking correspond au sens en français de « prendre ses désirs pour la réalité ».

Mutations et tumultes

Adolfo Gilly

Écrivain résident au Mexique, auteur de nombreux livres sur l'Amérique latine et sur la révolution mexicaine.

Bolivie, une révolution du XXI^e siècle?

À la lumière d'une enquête sur place, Adolfo Gilly revient sur les caractéristiques de la révolution bolivienne d'octobre 2003, qui a renversé le président Sanchez de Lozada, au prix de plusieurs centaines de morts.

Le mouvement insurrectionnel de septembre-octobre 2003 en Bolivie apparaît, par ses formes, ses protagonistes et ses contenus, comme le fruit des transformations imposées par la restructuration néolibérale des dernières décennies, dans l'économie, bien sûr, mais aussi et surtout dans la vie, les territoires et les relations de classes dominées. C'est un mouvement nouveau, avec des acteurs inédits, une capacité rénovée de lier les revendications immédiates à des propositions plus générales de portée nationale (concernant le gaz, l'eau, les hydrocarbures, la coca, le type de république) et avec des méthodes inspirées tant d'expériences anciennes que nourries des nouvelles technologies. Dans l'insurrection bolivienne s'opère ainsi une combinaison inédite de traits anciens et modernes et un nouvel usage de la violence populaire. Plutôt que d'expliquer cette insurrection de l'Altiplano en référence aux révolutions du passé, il faut l'analyser en rapport avec les transformations de la société et des modes de domination du capital établis à partir de la dernière décennie du xx^e siècle. Si c'est bien ainsi, l'insurrection bolivienne, violente et victorieuse lors des journées d'octobre 2003, serait la première révolution du XXI^e siècle. Il importe donc de déchiffrer ses motivations et ses présages.

- 1 Le 17 octobre 2003, des Indiens aymaras, des paysans, des travailleurs et des travailleurs avec ou sans emploi, des marchands de rue ambulants, des étudiants indigènes, des mineurs, des migrants de différentes origines, ont pris La Paz et ont renversé le président de la République des messieurs et des riches, don Gonzalo Sanchez de Lozada, grâce à leurs morts et à la violence de leurs corps. Ce sont ces mêmes acteurs qui bloquaient les routes depuis le

8 octobre. Avec la violence de leurs corps, oui, car ils n'avaient d'autres armes que des pierres, des bâtons, des frondes, trois antiques escopettes et quelques cartouches de dynamite. Avec la violence de leurs morts, oui, car l'armée avait recommencé à tuer des Indiens le 20 septembre à Warisata, sur l'altiplano de La Paz, pour rompre le blocus. Et le dimanche 12 octobre, elle les avait massacrés à El Alto.

Ce sont encore les mêmes qui, le lundi 13, alors que l'armée continuait à tuer, en bas, à La Paz, avaient recueilli leurs morts dans les autels des églises et dans les cours des maisons. Ils les avaient veillés, ils s'étaient comptés, et, la rage au cœur, ils avaient montré aux journalistes comme on fait une offrande, les mains jointes, pleines de coquilles vides ramassées dans les rues de El Alto. Et ils avaient parlé entre eux et tenu des conciliabules pendant toute la nuit. Le matin du mardi 14, ils avaient porté en cortège leurs morts dans les rues et assisté en masse à la messe. Ils avaient discuté dans les comités de voisins et avaient décidé alors que maintenant, oui, ils allaient descendre sur La Paz, ce qui allait leur coûter encore 500 morts de plus.

Avec la violence de leurs corps, ai-je dit, et avec la violence de leurs morts.

2. Ils descendraient sur La Paz. La Paz se trouve dans une cuvette, à 400 mètres au-dessous de l'Altiplano, où se concentrent les presque 800 000 habitants d'El Alto, leurs maisons construites de brique et de broc par eux-mêmes, avec à l'horizon les sommets neigeux de la Cordillère Real. Les ruelles descendent abruptement vers la capitale. De ce côté, elles sont totalement couvertes pas les anciens quartiers de travailleurs qui ont leur propre histoire de luttes et de massacres : Villa Victoria fit l'objet d'un bombardement aérien, dès 1950. Le mercredi 15, par les avenues, les rues, les sentiers, commence donc à déferler le torrent des Indiens aymaras. Les habitants les accueillent avec joie, leur offrent des boissons, de l'eau, de la nourriture, et se joignent à eux. Le 16 arrivent à leur tour les mineurs de Huanuni et d'Oruro, la capitale minière. Après négociation, l'armée a laissé passer 60 camions de mineurs : le signe d'un début de doute qui n'est pas passé inaperçu. Cette fois, en octobre 2003, La Paz était assiégée par les Indiens aymaras, par le blocage des routes et par la grève générale. Ils ne laissaient plus entrer ni aliments, ni marchandises, ni carburants. Ils exigeaient la démission du président, l'interruption de la vente du gaz exporté par les ports chiliens, l'arrêt de l'éradication de la culture de la coca, article de consommation populaire et plante sacrée des anciennes civilisations, une Assemblée constituante pour refonder la République, et 80 autres revendications les plus diverses. La langue, les gestes, et le drapeau même des Aymaras (la Wiphala) étaient devenus les emblèmes des grandes demandes nationales.

Depuis 1781, le siège indien de la cité est un fantasme qui hallucine l'imagination des classes dominantes. Il devient réalité. Pendant ce temps, au sud, là où les faubourgs de La Paz descendent vers des zones plus clémentes, là où se trouvent les maisons riches, les Indiens montés des vallées inférieures bouclaient le cercle, sans lancer la moindre pierre, sans briser la moindre vitre, sans même cueillir la moindre fleur. Ils montaient simplement, comme un fleuve inversé, pour chasser le président.

3. Pour briser ce siège et dissiper le cauchemar, l'armée est entrée le 12 octobre à El Alto, cette énorme cité-champignon surgie de rien en moins de deux décennies, auto-construite par les populations déplacées et les victimes du néolibéralisme : des migrants ruraux de l'Altiplano, des ouvriers et des mineurs « relocalisés » d'Oruro et de Potosí, des employés de bureau de La Paz, des commerçants paupérisés, les 80 % qui, lors du recensement de 2001 s'étaient définis comme « indigènes », Aymaras et Quechuas, de diverses communautés. En 1950, quand les avions bombardèrent Villa Victoria, El Alto comptait à peine 11 000 habitants, accrochés sur le bord de la cuvette. D'après le recensement de 2001, il y en avait déjà 650 000, sur un pays de 8 millions d'habitants. Ces dernières années, la ville a continué à croître. C'est une population très jeune, dont 60 % ont moins de 25 ans et seulement 10 % plus de cinquante ans. 70 % des foyers n'ont pas d'égoûts ni de sanitaires. Les services hospitaliers sont des plus précaires, de même que les services éducatifs. À El Alto, on trouve le pourcentage le plus élevé de travail infantile. 60 % de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté, et la moitié de ces 60 % carrément en état d'indigence. Cette ville jeune, moderne, bâtie par les mains de ses habitants, est née du capitalisme dans sa phase néolibérale, avec l'ouverture commerciale et la restructuration initiée en 1985 avec le décret 21 060, objet aujourd'hui de la haine populaire. Ce décret eut pour conséquence la destruction des protections et des économies paysanne et artisanale, la chute des prix de leurs produits, la fermeture des mines et des manufactures, la baisse des salaires et de l'emploi, la privatisation des services publics et des hydrocarbures, une immigration interne et externe massive, la destruction du tissu social populaire constitué depuis la révolution de 1952. Le capitalisme néolibéral a ainsi créé sans le vouloir la masse populaire et les conditions sociales et territoriales de l'insurrection. Il a détruit les anciens mécanismes institutionnels de négociation. Il a brutalement implanté un nouveau mode de domination. Mais la contrainte qu'il a exercée n'a été accompagnée d'aucun consentement de la part des dominés. Le mode de domination néolibéral cherche à désorganiser et à atomiser. Il ne prétend rien négocier avec personne, mais seulement traiter avec des individus isolés et sans défense. Cette

masse nouvelle a recommencé à s'organiser dans ses territoires nouveaux avec ses savoirs anciens, qui ne résidaient pas dans les institutions détruites, mais dans les esprits et dans les corps. La nouvelle domination n'est pas parvenue à imposer une hégémonie, un consentement qui amortisse la coercition, comme avaient pu le faire le péronisme en Argentine, le PRI au Mexique, la révolution de 1952 et le mouvement national révolutionnaire en Bolivie. En même temps, les règles de la nouvelle domination excluent, du moins pour le moment, les dictatures militaires comme issue légitime aux conflits. Et cette « nouveauté » a été parfaitement comprise par les dominés.

- 4 Contre cette domination sans hégémonie, contre cette domination néolibérale dans un État de type colonial que la caste oligarchique voulait imposer au seuil du XXI^e siècle par la force des blindés, le peuple bolivien est entré en rébellion. Il a entrepris une série de « guerres » : guerre contre la privatisation de l'eau à Cochabamba en 2000 ; guerre pour la défense des plantations de coca au Chapare en janvier 2003 (13 *cocaleros* tués) ; guerre contre l'impôt sur les salaires à La Paz en février 2003 (plus de trente morts) ; guerre du gaz en septembre et octobre 2003 (80 morts), et pour finir l'occupation indigène de La Paz et le renversement du gouvernement. De plus, ce mode de domination a aggravé la fragilité constitutive d'un État raciste d'origine coloniale [...]. Pour briser le siège de La Paz, l'armée est entrée le 12 octobre à El Alto pour y commettre un massacre. Elle ne pouvait faire autrement, dans la mesure où El Alto, cité de migrants déracinés, était alors extraordinairement organisée, avec des barrages de rues et d'avenues, des comités d'habitants dans chaque pâté de maisons, des groupes de vigilance volontaires convoqués par mégaphones aux croisements, des barricades de pierres et de planches, des radios indépendantes transmettant 24 heures sur 24, des gardes populaires pour éviter les pillages, des assemblées dans les rues, dans les locaux syndicaux, et dans les paroisses. Parmi leurs pauvres biens, les migrants avaient conservé l'héritage immatériel du savoir faire organisationnel.
« L'organisation communautaire venue de l'Altiplano et des centres miniers a complètement paralysé le gouvernement qui dut recourir à l'usage arbitraire de la force pour rompre le cercle de la protestation », devait écrire deux semaines plus tard le journal conservateur *La Razon*. C'est vrai, jusqu'à un certain point. Car ce savoir communautaire était également la matérialisation des formes d'organisation qu'avec des hauts et des bas, ont construit depuis des décennies la Centrale ouvrière bolivienne (la COB), affaiblie mais vivante, dirigée par Jaime Solares, la Centrale ouvrière régionale d'El Alto dirigée par Roberto de la Cruz, décisive dans cette mobilisation, la Confédération syndicale unique des Travailleurs ruraux boliviens, implantée dans l'altiplano aymara et dirigée par

Felipe Quispe, le Mouvement pour le socialisme (MAS) d'Evo Morales dans la zone *cocalera*, les travailleurs salariés et la coordination pour l'eau à Cochabamba et dans sa périphérie... On constate là un nouvel épisode du « processus difficile et contradictoire de synthèse » entre la mémoire longue des luttes anticoloniales et la mémoire courte du pouvoir révolutionnaire des syndicats et des milices à partir de la révolution de 1952.

Dans le soulèvement d'El Alto, ce sont cependant les habitants et leurs comités locaux, et non pas ces organisations de masse et leurs dirigeants, qui ont animé le mouvement. C'est pourquoi l'armée s'est lancée aveuglément contre tous, sans chercher des meneurs inexistantes. « Ainsi, au matin du dimanche 12 », poursuit la chronique rétrospective de *La Razon*, « une vaste opération militaire entreprit dans la zone nord le massacre qui, à la fin de l'après-midi, aura coûté la vie à 28 personnes. Le convoi composé de chars s'est avancé par l'avenue du 6 mars, jusqu'à la caserne Ingavi, se frayant un chemin à coups de rafales auxquelles répondaient les cartouches de dynamite et les pierres ».

Avec la violence de leurs corps et de leurs morts, ai-je dit. Dans la nuit du mercredi 15, la fureur populaire déplaça neuf wagons de chemins de fer, de dix tonnes chacun, et les précipita du pont de l'avenue du 6 mars, fermant ainsi cette voie d'accès : ça suffit ! Il ne passera plus de convoi militaire, bordel !

Les voisins, les parents, les proches des morts, des blessés, des détenus, cette masse rendue furieuse par des années de néolibéralisme, ces héritiers de l'organisation communautaire, des luttes syndicales, des Aymaras et des Quechuas, ces Indiens et ces métis, qui vivent de leurs mains, cette indianité urbaine tant redoutée par la caste divine, sortit alors dans la rue.

- 5 Au lendemain du massacre du 12 octobre à El Alto, se déroula à La Paz un événement décisif. Des dizaines, puis des centaines et des centaines d'employés, d'universitaires, d'artistes, d'écrivains, de journalistes, de professionnels des classes moyennes ont commencé à former des « piquets » (c'est ainsi qu'ils les ont nommés) dans les églises. Ils se sont déclarés en grève de la faim « en solidarité avec la ville d'El Alto et avec les familles des assassinés », déclarait leur premier communiqué, dénonçant la culpabilité de la classe politique et exigeant la démission de Sanchez de Lozada et de son gouvernement. Le groupe initial de la grève de la faim redoutait un affrontement imminent entre la multitude qui occupait déjà les rues et les places, et l'armée. Au matin du 17, la masse encerclait la place Murillo et menaçait le palais présidentiel, protégé par un premier cordon de police et par deux cordons militaires. Selon une animatrice des grévistes de la faim, ceux-ci étaient anxieux de convaincre les uns et les autres d'éviter un affrontement sanglant. Ils cherchaient à jouer un rôle de médiation.

Quelqu'un (de gauche) m'a dit des semaines plus tard que cette initiative des « professionnels », artistes et intellectuels, exprimait un mélange de peur et d'hypocrisie. Je lui ai répondu que, de la peur, il y en avait sans aucun doute de tous les côtés, à El Alto comme dans le quartier huppé de Sopocachi. « *Ici même, nous avions peur* », m'a confié le père Wilson Soria, l'un des curés d'El Alto qui a défié les balles pour récupérer des blessés et signé avec ses paroissiens un manifeste exigeant, « par respect de la dignité humaine et de la fraternité dans la pluralité culturelle », ni plus ni moins que « la dissolution progressive de l'armée ». Il est certain que ce père Soria n'aurait pas été reçu par le général Juan Veliz et ce n'était du reste pas son but. À La Paz, nous avions tous peur, m'a confié une chanteuse de musique bolivienne initiatrice des piquets, « mais ce n'est pas par peur que je me suis mise en grève de la faim, mais simplement parce que je ne veux pas vivre dans un pays où il faut massacrer le peuple pour pouvoir continuer à gouverner ». Ce n'était pas de la peur. C'était le rapprochement soudain entre une classe et une autre, caractéristique des grands mouvements de la société.

De La Paz, cette mobilisation s'est étendue, le 15 et le 16 à Cochabamba, Oruro, Potosi, Sucre, Santa-Cruz, et autres villes de la République, isolant le président, l'armée, l'ambassade des États-Unis et les noyaux irréductibles du racisme oligarchique. Lorsque le commandement militaire fit un pas de côté, le président et l'ambassade se retrouvèrent seuls. Malgré le soutien du Département d'État à Washington, la chute devenait inévitable.

- 6 Le jeudi 16 octobre, le centre de La Paz, les avenues, les places, les faubourgs, étaient occupés par la multitude venue d'El Alto, de l'Altiplano, d'Oruro, des vallées du sud, des quartiers populaires, des universités, des marchés, des montagnes d'en haut et de la terre d'en bas. La Paz, ville occupée. Avec la violence de leurs corps et de leurs morts, ai-je dit, les insurgés avaient pris la cité. Ils se préparaient maintenant à prendre, quoi qu'il en coûte, la résidence présidentielle et à s'emparer notamment de Carlos Sanchez Berzain, le ministre de la Défense, artisan des massacres. Pour le pendre haut et court, disaient-ils. Ces autorités éminentes n'étaient plus protégées que par un état-major militaire divisé, qui avait déjà dû exécuter des soldats indiens qui avaient refusé de tirer contre les leurs. Ces officiers savaient très bien que les 500 morts n'étaient pas une exagération.

Le 17 octobre au petit jour, disent les chroniques, « les militaires étaient devenus réticents à continuer de tirer sur la population ». Le président reçut l'information selon laquelle les militaires avaient « assoupli » leur position et lui demandaient de se retirer. La rumeur de cette démission se propagea dans les rues. À 13 heures, Sanchez de Lozada la signa. Trois heures plus tard, il s'en-

fuit de sa résidence en hélicoptère avec ses collaborateurs les plus proches. De l'aéroport de Santa Cruz, ils s'envolèrent vers Miami. Après que l'avion eut décollé, quelqu'un se chargea de communiquer par fax la lettre de démission au président de la Chambre des députés. Dans ce final d'opérette moderne, le président en fuite accusa, en guise d'adieu, les organisations sociales de « désintégration nationale », « d'autoritarisme corporatif et syndical », et « de violence fratricide »!

C'était fini. Les insurgés l'avaient emporté. Le vice-président Carlos Mesa, qui avait pris ses distances envers la présidence dès le 13, assumait la charge présidentielle. Les jours suivants, il promit un référendum sur la vente du gaz, une assemblée constituante, et la satisfaction d'autres revendications du mouvement populaire. Les paysans retournèrent à leurs communautés. Les mineurs à Huanuni: « Quand il faudra renverser un autre président, prévenez nous: nous reviendrons! », auraient-ils dit en partant aux habitants d'El Alto.

Le nouveau président n'était pas des leurs. Mais ce n'était pas non plus un massacreur. Ils n'avaient pas « pris le pouvoir ». Ils avaient laissé sur le terrain 81 morts et 400 blessés. Mais ils avaient obtenu ce qu'ils voulaient depuis la rébellion de février 2003 à La Paz, qui leur avait déjà coûté 33 morts, plusieurs d'entre eux abattus par les francs tireurs de l'armée. Cette fois, c'est eux qui étaient venus à bout de l'assassin. Ils avaient gagné.

La question est à nouveau posée. Cette insurrection fut-elle un simple épisode violent d'une brève semaine, éteinte depuis par le retour à la domination quotidienne de l'État, à ses routines oppressives, ou bien l'annonce de quelque chose d'autre qui viendra et qui est déjà en marche? Je ne saurais le dire. Mais j'ai pu constater que le sentiment de victoire est fort et durable. Et avec ce sentiment étrange, inhabituel, les insurgés d'octobre poursuivent aujourd'hui leur vie de travail et délibèrent dans leurs espaces sur comment s'y prendre, pour aller où... Car, ne nous y trompons pas, « ils » ne nous feront rien d'autre que des promesses non tenues, juste pour obtenir nos suffrages. Et tous ces morts, ces blessés, ç'aurait été seulement pour qu'ils gagnent des élections et que tout continue comme avant? Est-ce pour cela que nous avons donné nos corps et nos morts.

La violence couve encore en Bolivie, la violence de ceux qui ont gagné, mais qui n'ont pas vaincu, de ceux qui ne veulent pas être trompés une nouvelle fois par les maîtres éternels de la domination raciste et oligarchique du capital; mais aussi l'autre violence, celle des maîtres qui, dans cette période d'inter-règne, se réorganisent et préparent leur revanche.

- 7 Mais est-ce bien là une révolution? Et quelle révolution, si elle n'a pas détruit l'appareil d'État et sa force répressive, si un parti révolutionnaire des travailleurs

n'a pas pris le pouvoir, s'il n'y eut pas de chefs et de proclamations tonitrueuses ? Quelle révolution, s'il s'est seulement agi de renverser un président et sa clique d'assassins ? Quelle révolution, si les insurgés ont quitté La Paz pour retourner à leurs communautés, à leurs parcelles, à leurs mines, à leurs ateliers, à leurs quartiers et à leurs foyers, à leur vie quotidienne ? Ce qui s'est passé en Bolivie est ancien comme les rébellions, mais aussi nouveau, radicalement nouveau. Toutes les questions sont donc légitimes. Risquons quelques réponses.

Une révolution, ce n'est pas quelque chose qui arrive dans l'État, dans ses institutions, parmi ses politiciens. Elle vient d'en bas et du dehors. Elle arrive quand font irruption sur la scène, avec la violence de leur corps et la rage de leur âme, ceux qui, précisément, sont toujours en bas et dehors : les laissés-pour-compte de toujours, les dirigés, ceux que les dirigeants ne considèrent que comme une masse de votants, une clientèle électorale, une chair à sondages. Une révolution arrive quand ceux-là se lèvent, se donnent un but politique, s'organisent en fonction de leurs propres connaissances et de leurs propres décisions, et quand ils font entrer par effraction leur propre monde dans le monde de ceux qui dominent, et obtiennent, comme c'est ici le cas, ce qu'ils voulaient. Ce qui vient après viendra après.

En juillet 1917, devant les inconnues d'un mouvement de masse sans précédent en Russie, Lénine se demandait ce qui définit une révolution. Et il répondait : « Si nous prenons l'exemple des révolutions du ^{xx}e siècle, nous devons reconnaître comme révolutions bourgeoises les révolutions portugaise et turque. Mais ni l'une ni l'autre ne sont des révolutions populaires, puisque dans les deux cas la masse du peuple, l'immense majorité, n'est pas intervenue activement avec ses propres revendications économiques et politiques. En revanche, la révolution bourgeoise russe de 1905 et 1907, bien qu'elle n'ait pas enregistré des résultats aussi spectaculaires que les révolutions portugaise et turque, fut sans aucun doute une révolution authentiquement populaire. La masse du peuple, ses couches sociales les plus subalternes écrasées par l'oppression et l'exploitation se sont dressées de leur propre initiative et ont marqué tout le processus révolutionnaire du sceau de leurs revendications et de leurs efforts pour construire une société nouvelle en lieu et place de la vieille société. » Vladimir Illich savait qu'il était devant des faits nouveaux, générés par l'expansion du capital au cours des décades précédentes et par les violences de ses guerres : les premières révolutions du ^{xx}e siècle. Il ne cherchait pas à les définir par leurs directions, leurs programmes, ou leurs résultats, mais leurs protagonistes, leur dynamique, et des faits concrets. Il cherchait à nommer la nouveauté. Au seuil du ^{xxi}e siècle, après une nouvelle phase expansive de la domination du capital, nous sommes une nouvelle fois à l'orée de l'inconnu.

8 Il n'est pas évident de donner le nom de révolution à cette insurrection bolivienne. Il n'est pas évident de reprendre cette vieille histoire, alors qu'il semblait déjà « consensuel » de considérer que les révolutions appartenaient à une époque révolue, et qu'il n'y aurait plus désormais que des élections, des transitions démocratiques, des accords de « gouvernabilité ». Il est difficile de traiter à nouveau avec l'intraitable, cette révolution violente, confuse, sale, mal fagotée, mal nourrie, au langage grossier, sentant la pauvreté. Peut-être vaudrait-il mieux dire que ce ne fut pas une révolution, mais plutôt une grande émeute, une rébellion, une insurrection, sans parti dirigeant, un soulèvement seulement pour le gaz et quelques plantations de coca. Rien de plus qu'une grande protestation populaire ?

Relisons alors le bilan du journal *La Razon*, porte-parole lucide des conservateurs. Il écrivait le 30 octobre : « Après un conflit confus, désordonné et sanglant de 41 jours, le président bolivien avait renoncé, vaincu dans une bataille qu'il n'a jamais dirigée, asphyxié par son entourage le plus proche, isolé mais convaincu qu'il ne s'était pas trompé pendant son mandat de 437 jours commencé le 2 août 2002 ». Confus, désordonné, et sanglant ? Chacun écrit avec les mots qu'il veut, en fonction de ce qu'il perçoit depuis son mirador. Je persiste à croire, au contraire, que nous sommes devant une révolution, dont la prise de la ville de La Paz et la fuite de Sanchez de Lozada, le 17 octobre, marquent la victoire. Je ne sais ce qui arrivera ensuite. Mais je sais que la révolution est à nouveau présente dans ces terres latino-américaines, bien qu'elle apparaisse aux yeux de conservateurs comme « un conflit confus, désordonné, et sanglant ».

Traduit de l'espagnol par Daniel Bensaïd

<http://www.jornada.unam.mx>

Haroldo Dilla Alfonso

Sociologue cubain, coordinateur du programme de recherche Flacso en République Dominicaine.

Où va la société cubaine ? Acteurs larvés, théâtres incertains et scénarios cryptiques

Dans cet article, le sociologue cubain dresse l'inventaire des acteurs sociaux embryonnaires apparus dans la société cubaine, de leurs limites, et des contradictions qu'ils révèlent quant à l'avenir du régime castriste.

Si l'on entend par acteurs (sociaux, politiques, économiques) des groupes qui disposent d'une expression publique identifiable, d'intérêts définis du point de vue d'un système qu'ils entendent préserver, remplacer ou simplement modifier, alors il faut reconnaître qu'on se heurte à de grandes difficultés pour parler d'acteurs à Cuba. Au vu de l'évolution de la société cubaine au cours des dernières décennies, notamment des singularités de son système politique, ce que nous désignerons ici sous le nom d'acteurs émergents (ceux qui sont apparus lors des expériences vécues dans la dernière décennie) sont en tout cas des acteurs larvés, aux formes d'organisation modestes ou inexistantes et, en tout état de cause, aux scénarios si subreptices qu'ils échappent à l'entendement des profanes.

En tant qu'acteurs larvés, on ne peut pas s'attendre à ce que, dans d'autres circonstances, ils puissent maintenir leur intégrité en tant que groupes. La cohésion d'un groupe est toujours plus forte quand il s'agit d'établir des diagnostics que d'avancer des propositions. Dans le cadre d'un système politique plus ouvert, les acteurs actuels ne manqueraient pas de se désagréger en une infinité de positions propres au monde contemporain, dans le domaine artistique, intellectuel, politique ou social. Ils ne sauraient se reconnaître dans la globalité de ces positions, alors qu'elles se différencient jusqu'à s'opposer. Mais on y trouverait au moins l'avantage qu'alors la société elle-même créerait ses propres acteurs dans un cadre pluraliste où aurait vécu cet « objectif irréal de l'unanimité » que les dirigeants cubains eux-mêmes avaient rejeté au début de ces complexes années 1990.

Cela ne doit pas nous conduire au pessimisme. La situation des acteurs émergents à Cuba est bien plus favorable que ce que s'imaginent, dans une curieuse similitude de vue, aussi bien le gouvernement cubain que les secteurs les plus droitiers de l'émigration. À en croire La Havane, la totalité des acteurs se trouvent dans le cadre de l'État ou d'une « société civile socialiste » para-étatique. Le reste ne serait qu'une scorie sociale restée à l'écart d'une communauté que l'État définit lui-même et assume de façon absolue, sans permettre la moindre concurrence. Les immigrés intransigeants, pour leur part, ne conçoivent pas d'autres acteurs qu'eux-mêmes, ce qui les place de fait dans un rôle privilégié pour une revanche aussi onirique que peu héroïque, une sorte de consolation pour ces troupes fatiguées par tant de batailles perdues.

Le théâtre des acteurs émergents

Le système politique en vigueur à Cuba résulte des cristallisations institutionnelles successives qu'a connu l'alliance sociale fondamentale qui a produit la révolution. Dès le départ, il s'est agi d'une alliance socio-politique asymétrique entre la classe politique née de l'insurrection et les masses populaires. Le nouveau régime politique a assumé non seulement le monopole de la répartition des ressources, mais aussi celui de la production idéologique, dans le cadre institutionnel d'un étroit contrôle socio-politique. L'intégration au bloc soviétique a apporté aux dirigeants cubains une situation économique aisée, la protection militaire d'une superpuissance et surtout une autonomie notable à l'égard de leur propre communauté nationale. À l'image de tout régime fondateur, il s'est chargé de produire une fusion de l'individu avec la communauté et de celle-ci avec l'État, en laissant à la production critique et à l'action sociale autonome un espace restreint voire inexistant, à moins que le critique/acteur potentiel n'accepte de rester hors de la communauté.

Cette alliance a fonctionné avec une certaine efficacité pendant plusieurs lustres où s'est consolidé un rapport bi-univoque très stable : la classe politique garantissait la mobilité sociale du peuple et l'indépendance nationale, en échange d'une loyauté sans faille non seulement à l'égard des bases programmatiques du processus révolutionnaire mais aussi de chacune de ses formes politiques concrètes. Mais cette alliance reposait sur trois conditions très spéciales : une majorité de la population peu formée et peu qualifiée, une économie de relative abondance et une classe politique unifiée.

Ces conditions ont commencé à se modifier à partir des années 1980. La mobilité sociale générée par la révolution a permis d'élever le niveau d'éducation de la population – avec l'apparition d'une couche sociale professionnelle et intellectuelle – alors que, parallèlement, de nouvelles générations de Cubains

faisaient irruption dans la vie politique. Par ailleurs, au début des années 1990, Cuba a perdu ses soutiens extérieurs, à commencer par de substantiels subsides économiques et l'aide militaire soviétiques, et avec eux le paradigme téléologique d'un « camp socialiste » en expansion irréversible. Enfin, la classe politique a été exposée à la conjonction de conditions extérieures très dures et de conditions intérieures singulièrement défavorables.

Cette concentration de contradictions explique ce qui s'est produit entre 1986 et 1996 et le sens de l'offensive bureaucratique contre-révolutionnaire de mars 2003.

En réalité, même si le « processus de rectification » (1986-1990) proposait l'objectif ambitieux de trouver d'un commun effort le « chemin correct » et même si un souffle libéralisateur a rafraîchi l'atmosphère entre 1990 et 1995, rien n'indique qu'il ait existé un plan gouvernemental d'ouverture autorisant l'expression de la variété des opinions incubées au sein de la société et permettant au simple Cubain de peser d'une façon plus explicite sur le destin de la communauté nationale. Il y a eu un relâchement des contrôles que j'ai appelé « tolérance par omission » avec la mise en place de réformes des systèmes juridico-politiques et économiques¹ et l'apparition d'acteurs divers qui ont bénéficié de ces cinq années pour développer leur action dans un espace politique réduit mais attractif.

Dans cette situation nouvelle, la classe politique cubaine n'a eu d'autre choix que de reculer et d'ouvrir des espaces moins contrôlés à d'autres acteurs, parfois dans le cadre des politiques mises en œuvre, parfois par simple laisser-faire. Des clivages sont apparus dans ses propres rangs : instabilité inhabituelle dans la composition de ses élites, désaccords publics insolites sur la voie à suivre, défenestration de figures notables des appareils du Parti et de l'État. Mais son instinct l'a conduite à ne pas reculer au-delà des limites de son propre projet de pouvoir, en se réservant la possibilité, tout au moins mathématique, de reconquérir les espaces perdus.

L'année 1996 marque un point de non-retour. Stimulée par la maigre relance économique et les ajustements internes définis par le V^e congrès du Parti en 1997, la classe politique a lancé une offensive contre tous les espaces ouverts au cours des cinq années précédentes. Pour ce qui nous occupe ici, cela s'est traduit par la dissolution de groupes d'opinion influents dans la société, le refus de reconnaître légalement de nouvelles ONG, la mise sous contrôle des ONG existantes, la dénonciation publique des financements extérieurs et la décision présomptueuse de définir par décret une « société civile socialiste » qui serait par essence en phase avec la politique du pouvoir.

Par bonheur pour la société cubaine et pour le legs de sa brillante révolution, la situation n'a pas pu revenir aux tristes niveaux des années 1980. Des insti-

tutions intellectuelles vigoureuses existent aujourd'hui qui ont produit des idées et des analyses critiques pertinentes et audacieuses. Certaines ONG ont pu survivre au prix de leur effacement, mais elles existent. Les associations apparues dans les années 1990 ont produit des dirigeants et des militants qui constituent un capital de valeur pour l'avenir du pays et la défense des intérêts populaires. Mais l'offensive bureaucratique de 1996 a mis fin à un processus où les acteurs émergents commençaient à s'organiser et à influencer sur l'opinion publique.

Les acteurs diffus à la recherche de leur identité

Les acteurs émergents de la société civile cubaine – nous l'avons souligné – ne sont que des sujets diffus qui occupent une place modeste dans la formation de l'opinion publique. En faire la liste est toujours sujet à polémique et il n'est pas question de prétendre à une quelconque exhaustivité qui exigerait une enquête bien plus soutenue.

Les Organisations sociales et de masse (OSM)

À cette catégorie appartiennent de nombreuses organisations qui ont en commun de constituer des « courroies de transmission » pour l'État dans un schéma vertical centraliste classique. Elles constituent l'essentiel de ce que l'État cubain appelle la « société civile socialiste ». Aucune ne peut être qualifiée d'émergente même si certaines ont pu connaître des transformations importantes, ou tout au moins des évolutions au cours des années 1990. Elles constituent de toutes façons des acteurs incontournables pour saisir aussi bien le présent que l'avenir de Cuba.

Certaines de ces OSM comptent des millions d'adhérents, en particulier les Comités de défense de la révolution (CDR), la Fédération des femmes cubaines (FMC) et la Centrale des travailleurs de Cuba (CTC). D'autres organisations de masses sont de taille plus modeste, comme par exemple les associations d'étudiants, de petits paysans et de combattants. Il faut enfin ranger sous cette appellation les associations professionnelles telles que les unions d'écrivains et d'artistes, de journalistes, de juristes, d'économistes, etc.

Ces associations constituent un seuil entre la société civile et l'État, non pas parce qu'ils partagent des objectifs politiques similaires, mais du fait de la modeste autonomie qui a caractérisé leur action publique. On pourrait faire valoir à leur décharge qu'elles peuvent aussi adopter, à l'occasion, des positions propres face à des problèmes spécifiques touchant à leur sphère d'action, généralement réglés dans les lieux de prises de décision où ils siègent – l'État, le Parti – et faire preuve en même temps d'une dynamique autonome à la base,

en particulier là où ont mûri des conditions d'action et de direction collectives. Dans la première moitié des années 1990, cette tendance à l'autonomie s'est accentuée de façon perceptible pour ce qui est des syndicats² et de certaines associations professionnelles, particulièrement dans le cas de l'Union nationale des écrivains et des artistes de Cuba (UNEAC). On peut présager que les prochaines politiques officielles placées sous le signe de l'ajustement et de la réforme économique tendront à affecter la base de ces OSM. La capacité de ces organisations à représenter effectivement les intérêts populaires sectoriels dans ces nouvelles conditions, y compris lorsque cela impliquerait des divergences substantielles avec certaines politiques en cours, pourrait être pour elles un test réhibitoire.

Les secteurs intellectuels

Comme dans le monde entier, le secteur des intellectuels (et plus largement des professionnels) est constitué à Cuba d'une couche hétérogène où se retrouvent tous types de modes de vie, d'idéologies et d'opinions politiques. Mais cela n'a pas empêché les intellectuels de jouer un rôle crucial dans les tentatives de produire une communication politique autonome et d'élaborer les propositions de changements de la première moitié des années 1990.

Le cas du secteur artistique est particulièrement intéressant. C'est là que se sont produites les critiques les plus soutenues et les plus marquantes et que se sont développées les premières tentatives d'organisation autonome. Au premier rang, on peut mentionner des projets organisés comme Padeia, Artecalle, Hacer, qui ont cherché à établir de nouveaux rapports avec le public en désacralisant la symbolique révolutionnaire elle-même. C'est aussi la manifestation de l'irruption d'une nouvelle génération qui, à la différence des précédentes, n'était pas disposée à assumer – en fait à auto-assumer – sa part d'obligations politiques. L'intolérance des autorités cubaines envers ces projets, alors qu'aucun ne prétendait s'opposer au système, s'est manifestée quand sont apparues des formes d'organisation autonomes et quand ont germé des propositions sensiblement politiques concernant les rapports entre l'État et la société. Aucun n'a survécu plus de dix ans et leurs acteurs ont émigré ou se sont intégrés à des institutions officielles. C'était le premier bourgeon du péché ostensible d'un régime politique qui commençait à souffrir de ses propres succès.

Par la suite, le gouvernement cubain a suivi une politique spécifique face aux manifestations artistiques critiques, particulièrement vigoureuses sur les scènes théâtrales et cinématographiques. Ces secteurs bénéficient incontestablement d'un espace plus vaste où exercer la critique que d'autres milieux intellectuels, mais ils ont dû respecter les limites fixées par cette organisation para-étatique qu'est l'UNEAC et restreindre leur message à la fonction tradi-

tionnelle de l'art que Carpentier a pu définir comme la capacité à montrer sans avoir besoin de démontrer. En échange, les intellectuels et les artistes regroupés dans l'UNEAC y ont trouvé une association professionnelle sensible à leurs attentes, un vecteur progressiste en matière de politiques culturelles et d'espaces privilégiés de réalisation professionnelle et économique. On a assisté à un phénomène de cooptation rapide, consubstantiel à la façon dont l'État cubain administre les droits civils et politiques de ses citoyens.

Il ne faut pas ignorer l'importance de ces acteurs diffus dans la création d'une conscience critique et l'impact sur les subjectivités de la production artistique critique contemporaine. Mais les contraintes administratives et les limites à l'exercice même de la critique ont entravé le développement de sa capacité à produire l'opinion publique. On peut estimer que les adhérents de l'UNEAC constituent aujourd'hui, plus qu'un acteur réel, une panoplie d'acteurs larvés qui ne tarderont pas à épouser tous les courants idéologiques possibles quand s'ouvriront de nouvelles opportunités politiques.

En dehors du domaine artistique, le milieu professionnel et intellectuel cubain est regroupé en diverses associations, dont aucune n'a la portée, l'autonomie ou les privilèges de l'UNEAC. Pour ce qui touche spécifiquement aux sciences sociales – l'autre sphère d'activité dont on pourrait attendre un diagnostic critique – la situation s'est avérée moins prometteuse, en bonne partie parce qu'il s'agit d'une activité victime de la lycanthropie des appareils idéologiques, dont la raison profonde est que, contrairement aux artistes, les sciences sociales ont par nature l'obligation de démontrer et la tentation de résoudre.

Pour identifier des acteurs dans ce champ particulier, il faut s'attacher à l'existence de centres et d'instituts de recherche et d'enseignement qui ont joué un rôle important dans la production d'idées, en général dans le cadre de leur rattachement à un secteur politique particulier. C'est le cas notamment de l'École des cadres du Parti qui a constamment agi comme une caisse de résonance des secteurs les plus conservateurs des appareils du Parti et de l'État et qui a joué un rôle de premier plan dans l'offensive bureaucratique contre la société civile émergente dès 1996. On peut aussi citer le défunt Centre d'études sur les Amériques, le meilleur exemple de la mise à profit des ouvertures politiques de la première moitié des années 1990 avec la production notable de propositions de rénovation socialiste.

Les organisations non-gouvernementales

Entre 1989 et 1995, on assiste à Cuba à l'apparition insolite d'organisations non-gouvernementales (ONG) dont le nombre dépasse les deux mille en 1993. La grande majorité étaient des associations très spécifiques sans aucune incidence publique. D'autres étaient de simples façades d'institutions gouverne-

mentales à la recherche de financements internationaux. Mais d'autres encore étaient des ONG qui ont tiré parti efficacement des ouvertures politiques de la « tolérance par omission ».

Les ONG cubaines ont connu leur heure de gloire entre 1992 et 1996. Inspirées et substantiellement financées par leurs homologues d'Amérique et d'Europe, ces organisations ont cherché à construire une société civile sur la base d'un nouveau rapport entre l'État et la société, mais avec une forte charge élitiste résultant aussi bien des restrictions légales à l'établissement de liens avec les mouvements communautaires émergents que de l'origine sociale et de l'inspiration idéologique de leurs protagonistes.

Même si les rapports établis par les ONG elles-mêmes dénombrèrent une cinquantaine d'organisations de ce type, elles n'ont pas dû dépasser une vingtaine. Au cours des trois années 1990-1992, elles ont perçu ou canalisé des financements se montant à quelque 7 millions de dollars, pour atteindre 42 millions dans les trois années suivantes. En 1994, on comptait 108 projets de développement montés avec 66 ONG étrangères. Près de la moitié de ces projets étaient administrés par les ONG cubaines, mais à elles seules trois ONG concentraient la majorité des projets et des financements. Ces projets concernaient six sujets prioritaires : énergies alternatives, développement communautaire, environnement, éducation populaire, promotion de la femme et développement institutionnel.

À l'occasion de diverses réunions avec leurs homologues européens entre 1993 et 1995 (CEE, 1994 ; 1995) les ONG cubaines ont réagi vivement face aux entraves bureaucratiques et au contrôle politique imposés par l'État cubain qui faisaient obstacle à leur développement. Elles ont dénoncé explicitement les restrictions imposées à l'apparition de nouvelles ONG et la tutelle excessive exercée par l'État sur leur fonctionnement et réclamé une plus grande autonomie dans la gestion et la coordination des projets. Les ONG cubaines ressentaient aussi le besoin de compétences élargies et d'une plus grande coordination entre elles et les ONG étrangères. Elles se sont constamment prononcées contre toute tentative de leur imposer de l'extérieur des projets qui serviraient la politique nord-américaine contre Cuba.

Mais ni cette prise de position, ni leur adhésion aux objectifs socialistes n'ont protégé les ONG cubaines de l'offensive bureaucratique lancée en 1996. La plupart ont été réduites à des rôles très discrets (le Centre Félix Varela par exemple), presque superflus, d'autres ont été fermées sous le prétexte que leurs fonctions seraient directement assumées par l'État (ainsi a disparu l'intéressant projet Habitat Cuba). La création de nouvelles ONG a été bloquée et certaines qui étaient en voie de constitution ont été jugées non pertinentes (c'est le cas du projet féministe Magín). Aujourd'hui il est bien improbable que l'on trouve des

ONG publiques au profil bien défini en dehors de quelques institutions qui bénéficient d'une protection politique particulière du fait de leurs relations dans les hautes sphères ou de la qualité de leurs contacts internationaux.

Les organisations communautaires

Les organisations communautaires qui sont nées au cours de ces années méritent une mention particulière. Elles ont fait l'objet d'études approfondies. Dans pratiquement tous les cas, ces expériences ont eu la particularité d'être le résultat de l'intervention dans les communautés d'organismes techniques (les ateliers élargis de transformation des quartiers à La Havane), de la prise de responsabilité de techniciens ou de fonctionnaires locaux (médecins communautaires, techniciens agricoles, animateurs culturels) ou de l'évolution d'institutions sub-municipales (circonscriptions, conseils populaires) vers des expériences participatives allant au-delà de leurs fonctions officielles.

Fortes de ces impulsions initiales, ces organisations ont toutes pu élargir leur rôle et gagner une influence considérable dans les quartiers et les communautés. En 1996, d'après des statistiques partielles établies par l'auteur concernant les seules provinces centrales et occidentales, il existait 74 projets communautaires dont 25 s'étaient développés en tant qu'organisations formalisées.

Ces expériences témoignent incontestablement du niveau élevé de développement éducatif et politique du sujet social cubain, y compris dans des quartiers marginaux et sous-marginaux touchés par de multiples problèmes économiques et sociaux. Ces projets ont fait face à de nombreux problèmes liés à l'accès limité au marché et aux financements extérieurs et, sur un plan plus strictement politique, aux difficultés à mettre en œuvre des projets participatifs. Cela explique leur évolution, quoi qu'aient souhaité leurs animateurs, vers des organismes techniques, capables d'impulser des actions au bénéfice des quartiers mais avec une implication limitée des habitants sauf quand il s'agissait d'activités ludico-récréatives.

Depuis 1997, le gouvernement a eu tendance à incorporer ces projets dans les structures municipales et sub-municipales officielles, en particulier les conseils populaires. Même si nombre de ces projets continuent à poursuivre des actions tangibles, ils sont bridés dans les structures de contrôle bureaucratique qui limitent davantage encore leurs initiatives.

Les acteurs insérés dans le marché

Avec les progrès de la réforme économique sont apparus de nouveaux acteurs qui développent leurs activités pour l'essentiel dans le cadre du marché, même s'ils peuvent avoir une filiation étatique. C'est en particulier le cas du nouveau secteur technocratique-entrepreneurial et très précisément les entreprises étra-

gères (en tant qu'acteurs impliqués dans des actions qui touchent la société domestique) ou les entreprises nationales associées, un secteur retranché dans les centaines d'entreprises établies dans le pays. Ce secteur n'est pas encore doté d'une structure organisationnelle propre. Mais son insertion particulière dans le spectre social lui permet une communication particulièrement agile en son sein et avec ses interlocuteurs de l'appareil étatique. C'est ce qui les transforme tendanciellement en acteurs, encore embryonnaires, de la société civile. On trouve également dans ce secteur émergent une élite enrichie qui a amassé de grandes fortunes grâce à la corruption, le commerce illégal ou la fourniture de services et de marchandises dans le cadre du marché de produits alimentaires toujours déficitaire à Cuba. Même si l'essor de ce secteur reste limité par les restrictions aux investissements, on peut estimer qu'il se développera à l'avenir avec les petites et moyennes entreprises, un espace approprié à la transformation en capitaux des sommes thésaurisées.

L'importance dans la société du secteur technocratique entrepreneurial réside dans quelques caractéristiques exceptionnelles. Avant tout, il est le seul acteur capable d'une production idéologique sans autre autorisation politique que celle qui dérive de sa propre existence. Il lui suffit, face à une population appauvrie, de mener une vie quotidienne satisfaisante au regard du marché. C'est aussi le seul acteur émergent qui, parce qu'il est indispensable à la reproduction économique, peut prétendre à une certaine garantie de durabilité. Il se retrouvera pour cette raison dans une position très privilégiée pour négocier demain les espaces économiques avec le capital international et les secteurs commerciaux de la communauté émigrée.

Ses principales faiblesses tiennent d'abord à la fragmentation politique des marchés qui agit comme un frein effectif aux échanges entre ses composants. Elles tiennent aussi, au-delà de l'existence de figures ou d'instances du Parti plus ouvertes au marché, à l'absence de représentation politique directe de ce secteur, ce qui fait que sa propre reproduction reste dépendante des décisions de recrutement émanant de la classe politique. Ces deux éléments négatifs sont le résultat direct d'un pacte qui oblige la classe politique à garantir les conditions pour l'accumulation et un ensemble de privilèges économiques et légaux, en contrepartie de la création d'un excédent économique et d'une absolue réserve politique.

L'opposition organisée

Une autre composante est constituée par une myriade d'organisations qui, partant de différents credos, thèmes et positionnements, se situent en opposition au régime politique cubain et qui, contrairement aux groupes oppositionnels des années 1960, se caractérisent par leur option non-violente. Cette

composante est aussi caractérisée par une extrême fragmentation organisationnelle – estimée à quelque 450 organisations –, une forte infiltration des appareils de sécurité de l'État, et une présence sur la scène internationale qui dépasse largement leur influence à Cuba même.

L'opposition organisée a obtenu des succès incontestables avec, par exemple, la formation de coalitions et le rassemblement de 25 000 signatures publiques de soutien à la demande de réformes légales connue sous le nom de *Projet Va rela*. Pourtant, son action à Cuba même est extrêmement réduite et elle s'est avérée incapable de canaliser le mécontentement croissant de la population. Des analystes étrangers et émigrés insistent sur le fait que l'état larvaire de l'opposition est dû à la forte répression/diabolisation que le gouvernement exerce à son encontre. Ces actions répressives sont un obstacle incontestable à l'expression publique de ces acteurs. Mais on pourrait aussi faire valoir que si le gouvernement peut réprimer avec succès les groupes d'opposition, c'est que le coût de la répression est moindre que celui de la tolérance, même quand on inclut dans ce coût les répercussions internationales en pertes et profits.

Le gouvernement cubain a dénoncé l'illégitimité de ces groupes en arguant de leurs liens internationaux avec des pays et des organisations hostiles non seulement au gouvernement cubain mais au processus historique de changements révolutionnaires. Cet argument pourrait être recevable dans le cas de certains de ces groupes, mais beaucoup plus difficilement dans le cas de bien d'autres dirigeants et groupes qui proposent parfois des programmes d'action plus socialistes que ceux qu'applique le gouvernement.

Mais surtout l'existence éventuelle de tels liens ne conduit pas à en faire des acteurs fabriqués. Si ces groupes existent et arrivent à survivre en pleine répression c'est qu'il y a des milliers de personnes qui croient nécessaire un changement de système, quelles qu'en soient les fins, ce dont témoignent incontestablement (ou indiquent pour le moins) les résultats des rares enquêtes conduites à Cuba et les élections générales.

Dans les années 1960, les États-Unis ont fourni un soutien substantiel aux groupes d'opposition armés à Cuba, ce qui n'a pas empêché qu'ils soient écrasés avec l'atomisation de leur base sociale. Dans les années 1970 et 1980, ils ont mené toutes sortes d'actions d'ingérence contre Cuba, mais ils n'ont pas réussi à établir des groupes de soutien. À l'évidence, le soutien que reçoivent ces personnes de chancelleries, d'ONG ou de fondations ne suffit pas à expliquer leur simple existence.

La communauté émigrée

La communauté cubaine émigrée compte près de 2 millions de personnes et a réussi à gagner des postes d'influence dans les pays d'accueil. L'envoi de

fonds à Cuba, dont les économistes situent le montant entre 500 et 1 000 millions de dollars annuels, est un pilier essentiel de la gouvernabilité du pays et le principal palliatif de l'appauvrissement de la population. Ce fait, auquel s'ajoute l'intensification induite des relations entre les deux communautés, place la communauté cubaine émigrée en position d'acteur manifeste de l'actualité nationale. Ce rôle est appelé à s'accroître si les politiques migratoires cubaines se libéralisent, si le blocus continue à s'affaiblir et si s'ouvrent des espaces d'investissement pour la petite et la moyenne entreprise. On aurait certes tort d'oublier que cette communauté est viscéralement opposée au système et qu'elle mettra ses capacités de cooptation économique et culturelle au service d'un changement politique dans l'île, quand bien même ce ne serait pas le changement dont ont rêvé les franges droitières et *agior-nadas* de l'exil.

Les incertains théâtres futurs

Nous avons parlé jusqu'ici, de façon implicite ou explicite, d'un processus de transition dont l'issue possible doit être examinée si l'on veut mieux comprendre le rôle probable des acteurs dans un avenir à moyen terme.

Cette question, plus que toute autre sans doute, fait apparaître la forte polarisation qui imprègne la cubanologie contemporaine. Des analystes de renom (Suárez, 2000 ; Hernández, 1998 ; Espino, 2000) conçoivent cette transition comme un passage d'une forme de socialisme imparfait, qui s'est épanoui dans les années 1970 et la première moitié des années 1980, à une forme supérieure. C'est une interprétation franchement séduisante mais difficile à étayer par des données empiriques. D'autres ont mis l'accent sur un modèle de transition fortement ancré dans les expériences d'Europe de l'Est dont l'issue démocratique n'est pas plus étayée que l'hypothèse précédente. On peut considérer qu'il s'agit de deux positions idéologiques plutôt que de deux analyses de la réalité.

Pour moi, Cuba vit une transition d'un système étatique, centraliste et bureaucratique de type socialiste vers un système capitaliste périphérique. L'interpréter comme une évolution vers la démocratie serait proprement ingénu. La transition au capitalisme produira certainement un ordonnancement politique libéral, soumis aux exigences d'accumulation qui fera mauvais ménage avec un système démocratique où la population agit pour produire la politique et pas seulement pour la consommer. Penser que ce cours puisse être dévié pour conduire à un « socialisme supérieur » n'est pas plus réaliste, dans la mesure où la possibilité d'une alternative socialiste est non seulement sévèrement entravée par le contexte international, qui nous rappelle la position

marxiste sur l'impossibilité du socialisme dans un seul pays, mais aussi par les mesures politiques du gouvernement cubain lui-même qui, quoique adoptées au nom du socialisme, oblitèrent tout choix alternatif dans cette direction.

Pourtant, cette discussion au sujet des acteurs n'est pas superflue, car la possibilité que ce système futur soit plus démocratique et plus équitable, à rebrousse-poil du fonctionnement capitaliste à la périphérie, et la possibilité que de nouvelles alternatives socialistes se présentent sur la scène politique, dépendront dans une large mesure de la maturité et de l'engagement des acteurs qui apparaissent (ou évoluent) au sein de la société cubaine.

Ce débat peut pourtant paraître excessivement sophistiqué si l'on considère que, malgré les discours tonitruants sur la marche de l'histoire, la politique cubaine de ces dernières années a été déterminée par l'instinct éthologique à court terme de la classe politique au détriment des considérations stratégiques à long terme, et que cela détermine de façon décisive les scènes où les acteurs doivent évoluer.

Cette politique pourrait se résumer en six points.

- 1 Rétroalimentation du pacte social à la base du projet révolutionnaire par le maintien des programmes sociaux et du niveau de consommation minimum garanti.
- 2 Gestion des processus découlant du marché moyennant une forte présence régulatrice de l'État avec, notamment, le contrôle/cooptation des secteurs technocratiques/entrepreneux émergents.
- 3 Fragmentation des sujets sociaux, traditionnels ou émergents, que ce soit dans l'économie, la politique ou l'administration sélective des droits civils et politiques.
- 4 Prévention et répression à faible coût des actions de trouble à l'ordre existant, qu'elles soient politiques, intellectuelles ou à caractère social, quelle que soit leur coloration politico-idéologique.
- 5 Référence récurrente aux noyaux durs du consensus, en particulier le nationalisme, en présentant Cuba comme le dernier bastion de la dignité mondiale sur des sujets aussi éloignés que la guerre en Irak ou les olympiades.
- 6 Recyclage de la classe politique par la promotion de jeunes, militaires et technocrates, tous caractérisés par leurs positions dures et leur loyauté à la figure du plus haut dirigeant cubain.

Une série de nœuds gordiens systémiques doivent toutefois être tranchés pour continuer à avancer en fonction d'objectifs propres à tout système politique mais dont les solutions, par ailleurs, éroderaient dramatiquement les bases de ce fonctionnement politique et ouvriraient de nouveaux espaces pour les acteurs émergents.

La première de ces entraves touche au domaine de l'économie. Si l'économie ne connaît pas de croissance substantielle, le déficit de consommation cumulé peut devenir explosif : il deviendrait alors très difficile de maintenir le schéma actuel de dépenses sociales et on verrait s'accroître l'écart entre une demande croissante et plus complexe et des ressources réduites. Malgré l'obstacle que représente le contexte international contraire – marqué par le blocus nord-américain – d'un strict point de vue technique, le gouvernement cubain dispose d'un stock considérable d'actions internes de sauvegarde qui auraient un effet positif sur la production, les services et l'emploi.

Il s'agit notamment d'une plus large décentralisation des grandes entreprises étatiques dans le cadre de l'approfondissement du programme de « perfectionnement » des entreprises défini par le gouvernement lui-même, de la légalisation des petites et moyennes entreprises et d'une autonomie effective du système rural coopératif.

Pourtant, le gouvernement cubain a manifesté une réticence tenace à agir dans cette direction. Il a fait valoir des considérations idéologiques – ces mesures auraient un caractère pro-capitaliste – sans prendre en compte la moindre possibilité d'un accompagnement par des dispositions associatives – cogestion et participation ouvrière, coopératives, etc. – qui renforceraient les espaces socialistes et les acteurs qui agissent sur ces terrains et qui, en fin de compte, sont plus socialistes que les passions étatiques du gouvernement. La réticence du gouvernement cubain à avancer dans cette direction n'est pas le produit d'un sentiment anticapitaliste, mais d'un instinct corporatiste de conservation, dans la mesure où tout pas en avant produirait une dynamique sociale autonome et l'unification des marchés actuels fragmentés, cette dernière qualité étant indispensable au contrôle du secteur technocratique/entrepreneurial émergent.

La direction cubaine se trouve donc à un carrefour complexe où la seule voie permettant une reproduction économique élargie passe par l'affaiblissement de son propre projet de pouvoir.

Un deuxième nœud de contradictions se situe dans la sphère internationale. Comme nous l'avons souligné, l'agressivité des États-Unis vis-à-vis de Cuba est le résultat de leur vocation monroïste et une expression de leur volonté de devenir un acteur interne de la politique domestique. Les États-Unis ne réclament pas de négociation mais une reddition. Il est tout aussi évident que le gouver-

nement cubain a su utiliser cette attitude pour consolider ses appuis internes. Après quatre décennies d'entraînement dans l'art de la confrontation, il est difficile d'en faire abstraction quand il est question de politique à Cuba. Et difficile de considérer le consensus dans l'île sans le rapprocher de la perception (réelle ou construite) du péril extérieur.

Bien que la Maison Blanche soit occupée actuellement par un secteur unilatéraliste et ultra-droitier, le blocus américain est en voie d'extinction. À nouveau, le gouvernement cubain a fait montre de son habileté coutumière dans ses relations avec ses obstinés voisins, en jouant sur l'attrait des intérêts économiques dans une société qui donne la priorité à ses clients. Cela va dans le sens de la fin du blocus mais au nom de raisons mercantiles qui prévalent sur des dispositions politiques.

Se pose alors la question-clé de savoir dans quelle mesure une normalisation des relations avec les États-Unis, ou tout au moins un relâchement substantiel des tensions, affaiblirait la capacité mobilisatrice d'un discours politique qui glorifie la question nationale – sans aucun doute son argument le plus solide et le plus crédible, vital pour prévenir le passage à l'opposition de la frange qui, caractéristique de la société cubaine d'aujourd'hui, soutient passivement le régime. Autrement dit se pose la question de la possibilité, dans un cadre plus relâché, de maintenir les contrôles bureaucratiques sur l'expression des acteurs, en particulier sur ceux qui constituent l'opposition politique. Il s'agit encore d'une option sensiblement contradictoire pour les dirigeants cubains. La troisième contradiction se situe sur le terrain de la direction politique. La crise a aggravé de façon aiguë les cadrages personnalistes centrés sur la figure de Fidel Castro. Le président cubain a joué un rôle-clé tant dans la préservation d'une frange indispensable de soutien actif que dans l'unité de la classe politique. Avec son habileté coutumière, Fidel Castro a été capable de réprimer ou de domestiquer les tendances dissidentes au sein de l'élite post-révolutionnaire, de diriger le recrutement de nouveaux entrants et de convaincre aussi une bonne partie de la population que le présent critique est la meilleure solution face à la panoplie d'options d'avenir offertes sur le marché politique.

Il n'est pourtant pas difficile de voir que ce centralisme extrême deviendra un problème insoluble quand le président cubain disparaîtra totalement ou partiellement de la scène politique, essentiellement du fait que le système ne dispose pas de mécanismes internes de concertation et de négociation. Cela pourrait provoquer des ruptures parmi les « fidelistes » actifs – ceux dont les motivations politiques sont fortement liées à leur loyauté à la figure du président cubain – ou au sein de la classe politique elle-même, dont l'unanimité supposée dépend des avertissements constants que prodigue une personne à l'âge de la retraite.

Si l'hypothèse d'une inévitable ouverture libérale du système politique cubain n'est pas uniquement pessimiste, il faut alors envisager que tous ces acteurs auront de nouvelles opportunités et colorent le système politique cubain de toutes les nuances qu'exigera le marché de la politique libérale. Une preuve *a posteriori* du caractère de la Révolution cubaine et de sa force idéologique et culturelle tiendra justement à la capacité des valeurs et des objectifs socialistes à perdurer comme alternatives réelles et pas simplement comme des références amères pour les convertis ou des effluves attristés pour les nostalgiques.

Saint-Domingue, 7 novembre 2003
Traduit de l'espagnol par Robert March

1 Entre autres réformes et événements importants de la période, on pourrait mentionner les débats publics dans le cadre de la convocation du IV^e congrès du PCC, les réformes économiques libéralisantes, la réforme constitutionnelle, la nouvelle loi électorale (voir Dilla, 2002).

2 Pendant les mois précédant la réunion du Parlement programmée pour approuver les mesures d'ajustement économique (mai 1994), les syndicats ont organisé une série de débats à la base dont leur presse s'est fait l'écho. Ils ont finalement réussi à repousser l'instauration d'un impôt sur les salaires prévu dans le programme initial (voir Dilla, 1996).

Janette Habel

Sur les procès de La Havane

Un an après l'onde de choc provoquée par les procès de La Havane, la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU qui siège à Genève s'appête à condamner le régime cubain pour violation des droits de l'homme, à l'instigation de l'administration de Georges Bush.

En 2003 lors des exécutions des preneurs d'otages et des condamnations à de lourdes peines des dissidents cubains, James Cason, chargé d'affaires américain faisant fonction d'ambassadeur à La Havane, l'avait publiquement admis : « Les États-Unis n'avaient pas été des observateurs passifs de ces événements puisqu'après tout notre objectif est d'impulser une transition rapide et pacifique vers la démocratie à Cuba... ». L'administration étatsunienne souhaite ainsi impulser à Cuba un processus de « nation-building » conforme à ses vues. En mars 2004 le ministre des Affaires Étrangères cubain Felipe Perez Roque a répliqué devant la Commission de l'ONU : « Cuba revendique le droit d'appliquer ses lois pour se défendre de l'agression. Cuba revendique le droit de juger les mercenaires qui collaborent avec le blocus et la politique agressive de la super-puissance qui veut reconquérir et dominer son peuple. » Faisant allusion à l'impunité dont bénéficient les grandes puissances, Perez Roque a conclu : « Condamnez l'agresseur, et non l'agressé ».

La répression déclenchée en 2003 par Fidel Castro l'a isolé sur le plan international et lui a valu des condamnations sans précédent de la part de ses soutiens les plus proches. Face aux critiques dont il est l'objet, le gouvernement cubain multiplie les arguments. Le premier dénonce les condamnations à géométrie variable de la Commission, « cette grande parade de l'hypocrisie » (selon l'expression de militants genevois), qui ne dit mot sur Guantanamo ou sur la Tchétchénie.

Le second argument invoque le droit à l'autodéfense préventive de la révolution face aux agressions ouvertes ou cachées de l'administration Bush. L'avertissement destiné à la Maison Blanche peut se résumer ainsi : Cuba ne sera pas l'Irak, et si vous nous déclarez la guerre, voici le sort que nous réserverons à vos alliés et à ceux qui tenteront de l'intérieur de déstabiliser le pays. Ici il n'y aura pas de cinquième colonne. C'est ainsi que le régime castriste justifie l'emprisonnement des dissidents accusés de « trahison » et de conspiration avec les diplomates américains, et l'exécution de ceux qui ont procédé au

détournement armé d'une navette dans la baie de La Havane. L'état de légitime défense pourrait, selon l'argumentation officielle, expliquer les condamnations, la gravité des menaces justifiant en quelque sorte celle des sentences : la peine de mort pour les preneurs d'otage et la sévérité des jugements à l'égard des dissidents.

Mais si le sérieux des menaces est avéré, il reste à prouver celui des accusations. Une fois établie la légitimité de l'autodéfense – légitimité que nous ne contestons pas – il reste à démontrer le bien fondé des sanctions. L'accusation prétend s'être appuyée sur des arguments « irrefutables » (irréfutables). Mais qui peut en juger ? Les lourdes peines pour les dissidents (de 6 à 28 ans de prison en vertu de l'application de la loi 88 dite de « La protection de l'indépendance nationale et de l'économie de Cuba ») imposaient des procès publics, ouverts à la presse et aux diplomates, condition pour que les garanties nécessaires à la défense soient respectées. Au lieu de cela les jugements expéditifs ont été rendus à huis clos en quelques semaines, les accusés étant assistés par des avocats commis d'office.

Il faut ici différencier les deux procès. Le premier délit relève du droit commun : le ferry transportant au moins cinquante personnes, dont plusieurs enfants, avait été dérouté le 2 avril 2003 par des pirates armés qui menacèrent de jeter les passagers par-dessus bord si leurs exigences n'étaient pas satisfaites. Imaginons un instant le même acte commis aux États-Unis par un pirate de l'air : il n'est pas sûr qu'il n'ait pas été exécuté sur le champ sans autre forme de procès. Mais le détournement du bateau à La Havane s'est terminé sans victimes. Avoir fusillé les trois auteurs du détournement dans un monde où la peine capitale apparaît comme un symbole de la barbarie est une faute tant sur le plan éthique que politique.

Le second procès est d'un autre ordre. Il relève, au moins pour certains dissidents, du délit d'opinion. D'autres ont été accusés de conspiration. On peut désapprouver les agissements des opposants, combattre leurs orientations voire leur collusion avec des représentants américains, mais le seul fait de se réunir avec le chargé d'affaires américain, ou d'être rémunéré pour l'écriture d'articles ne suffit pas à qualifier l'accusation de complot et de trahison. Les témoignages de témoins à charge – des agents de la sécurité de l'État cubain – infiltrés par le ministère de l'Intérieur dans ces regroupements ne sont pas recevables en l'absence d'une enquête menée par une défense indépendante sur les conditions dans lesquelles les « preuves » ont été réunies.

Pourquoi l'argumentaire officiel n'a-t-il pas convaincu alors que ses prémisses semblent légitimes ? Pourquoi la critique publique de la part d'intellectuels et d'écrivains solidaires de Cuba, qu'on ne peut soupçonner de complaisance envers l'administration Bush, a-t-elle été aussi massive ? C'est le grand écri-

vain latino-américain Eduardo Galeano qui l'a sans doute exprimé le plus clairement. Le sort réservé aux dissidents pose le problème de la liberté d'expression, une liberté d'expression politique et d'association qui n'existe pas dans un système de parti unique/parti d'État. Or le climat social et politique est lourd à Cuba. Depuis l'effondrement de l'URSS, la population supporte le poids des difficultés économiques. Le niveau de vie de 1989 n'a toujours pas été rattrapé. La fatigue, l'usure, la démoralisation sont palpables pour tout observateur attentif. De surcroît Fidel Castro a 76 ans et les incertitudes qui pèsent sur l'après-castrisme suscitent l'inquiétude. L'Église catholique s'est récemment fait l'écho, dans une lettre pastorale du cardinal Ortega, de cette « crainte diffuse et généralisée ». Pour la première fois la dissidence intérieure, traditionnellement faible et divisée, a marqué des points avec la signature par onze mille cubains d'un texte réclamant une ouverture économique, la liberté d'entreprise et des activités privées, et une libéralisation politique. En dehors de la dissidence, nombreux sont ceux qui dans l'île défendent les conquêtes de la révolution mais critiquent les choix économiques et réclament des espaces de débat démocratique. Pour ceux-là aussi, le message est clair : le pays est en guerre, il doit s'aligner derrière son chef. « Commandant en chef, à vos ordres » proclamaient les affiches pendant la crise des fusées, face au péril d'une guerre nucléaire. Le mot d'ordre est resté le même, mais les temps ont changé. La société cubaine s'est diversifiée, les nouvelles générations n'ont pas vécu la dictature de Batista. L'ouverture économique marchande décidée dans les années 1990 et la légalisation du dollar ont suscité des inégalités, des injustices et porté atteinte aux idéaux égalitaires. Dans ce contexte, l'homogénéité politique est un mirage qui peut coûter cher quelles que soient les apparences. La population cubaine a plus que jamais besoin de la confrontation des idées et d'une participation populaire à tous les niveaux, pas d'une discipline militaire et d'un suivisme inconditionnel. Le dire, ce n'est pas faire le « jeu de l'ennemi » comme le prétendent ceux qui n'ont tiré aucune leçon du totalitarisme stalinien, c'est en revanche comprendre les enseignements de l'histoire du xx^e siècle.

Il y a sans aucun doute à Cuba des alliés de George Bush. La répression policière ne permettra pas de combattre leurs idées. Les peines infligées et leur emprisonnement risquent même de donner à leur parole un écho démesuré. Comment le gouvernement cubain peut-il d'ailleurs prétendre redouter « les idées des contre-révolutionnaires » en faveur du retour au capitalisme alors que, selon les chiffres officiels, 98 % de la population auraient approuvé l'amendement constitutionnel proposé par Fidel Castro déclarant le socialisme « irrévocable » ?

Raul Zibechi

Rédacteur en chef de la revue *Brecha* (Uruguay).

Résistances populaires aux privatisations

La privatisation des entreprises publiques a constitué au cours des années 1990 l'un des axes privilégiés des politiques néolibérales. Dans certains cas, les secteurs populaires ont été en mesure de freiner ou de mettre en échec cette expropriation des richesses nationales par le biais de mobilisations qui sont allées, dans des situations limites, jusqu'à des formes insurrectionnelles. Les nouvelles formes de lutte soulignées par Raul Zibechi à partir de cas moins connus contribuent à éclairer les nouveaux mouvements sociaux en Argentine ou les enjeux de la lutte pour le pétrole au Venezuela.

Dans la conscience populaire, les entreprises publiques créées dans la période de substitution des importations – version latino-américaine allégée de l'État-Providence – étaient perçues comme des entreprises au service, au moins partiel, des intérêts nationaux et populaires. Une part significative d'entre elles sont apparues après la crise de 1929, et surtout pendant et après la Seconde Guerre mondiale. Dans cette période, le déclin de la Grande-Bretagne en tant que puissance impériale en Amérique latine, et son remplacement par les États-Unis, ont ouvert des brèches propices à une industrialisation timide et à une intervention plus active des États nationaux dans les questions économiques.

En tout cas, s'est enraciné le sentiment que les entreprises publiques de services, de transports et de certaines branches de production, faisaient partie du « patrimoine national », même si l'on a toujours su qu'elles étaient mal gérées et profitaient surtout à l'élite politique. Pour conforter ce sentiment, les politiques de « fonds nationaux » mises en œuvre par les Partis communistes et socialistes du continent après la dissolution de la III^e Internationale, ont joué un rôle important, apportant une caution de gauche à des politiques conduites la plupart du temps par des gouvernements sous influence militaire.

Ainsi les politiques néolibérales des années 1990 ont dû affronter la confiance du peuple dans « ses » entreprises. Pourtant, la détérioration des services publics au cours des trente dernières années, a conduit à une crise de nombre

de ces entreprises. Les tenants de la privatisation ont pu en profiter pour promouvoir une nouvelle efficacité à une population lassée de services de mauvaise qualité. La vague de privatisations a donc rencontré peu de résistances en dépit de quelques succès, dont la loi de privatisation de décembre 1992 en Uruguay qui donna un coup de frein brutal aux projets du président en exercice Lacalle. Dans la plupart des pays, il ne fut cependant pas possible de soumettre à référendum des décisions gouvernementales et les politiques de privatisation n'ont pas rencontré d'obstacle majeur.

Jusqu'au début de ce nouveau siècle, les grandes mobilisations populaires ont donc eu lieu contre les politiques de réforme fiscale (Caracas en 1989), contre la corruption des gouvernements néolibéraux (« impeachment » de Collor de Mello au Brésil en 1992), ou simplement contre les politiques libérales en général. Cette situation a connu un changement significatif autour de 2000. Se sont alors succédées différentes luttes contre les privatisations. La rue a réussi à imposer une modification des politiques envers les entreprises d'État. C'est le cas de la rébellion de Cochabamba (Bolivie) pour le contrôle des ressources hydrauliques au début 2002, des grandes luttes au Pérou et au Paraguay en 2002 et du référendum en Uruguay contre la privatisation de l'entreprise pétrolière publique en 2003.

La guerre de l'eau à Cochabamba

La guerre de l'eau à Cochabamba est la première grande bataille de rue victorieuse sur des objectifs précis. Elle fut capable de rassembler les acteurs sociaux les plus divers : ouvriers, paysans, ménagères, employés, jeunes. L'adoption, le 20 octobre 1999, de la Loi 2029, était passée sans le moindre débat. Le gouvernement parvint pour cela à nouer une alliance de circonstance avec le principal parti d'opposition (le MNR), parti du président récemment renversé Sanchez de Lozada, sous la présidence duquel la loi est entrée en application. Il était évident que cette loi allait provoquer un grand conflit social. Elle accordait un monopole aux concessionnaires privés sur l'accès et la distribution de l'eau potable, au mépris des us et coutumes des communautés et des organisations sociales, condamnées au rôle de simples clients des concessionnaires. De plus, le prix de l'eau fut indexé sur l'indice des prix à la consommation des États-Unis. La loi enfin avalisait des contrats comme celui de l'entreprise Aguas de Tunari, filiale d'International Water Limited de Londres, possession de Bechtel Enterprises de San Francisco et d'Edison d'Italie.

Les manifestations ont commencé peu après, dès janvier et février 2000. Malgré une répression impitoyable, le mouvement n'a cessé de se développer, exigeant l'annulation du contrat et la modification de la loi 2029. Fut ainsi créée la Coordination pour l'eau et pour la vie, regroupant le Comité de défense de

l'eau, les syndicats ouvriers et enseignants, les commerçants, les collèges professionnels, les ingénieurs, les avocats, les économistes. La Coordination a convoqué le 26 mars une consultation populaire appuyée par de multiples manifestations durement réprimées, jusqu'à la militarisation de la ville. La consultation a recueilli l'opinion de 50 000 personnes qui ont voté dans plus de 140 bureaux de vote installés dans tous les quartiers. Sur la base de ce résultat, fut lancé l'appel à une paralysie totale de la ville le 4 avril pour exiger du gouvernement une solution définitive à la question de l'eau. Cette initiative fut présentée comme la « lutte finale » pour que la compagnie Aguas de Tunari quitte la région, que les prix de l'eau soient bloqués, et que la loi soit abrogée. À partir du 4 avril, la Coordination a entrepris une grève avec barrages routiers, à laquelle s'est jointe la Confédération paysanne, pour participer au blocage des routes dans le pays tout entier, ainsi que le personnel de la compagnie de transport aérien qui suspendit ses vols en solidarité avec Cochabamba. Le lendemain, des milliers de personnes occupaient la ville et les affrontements entre paysans et soldats se multiplièrent sur les barrages routiers. À La Paz débuta une grève de la faim des épouses de policiers pour réclamer une augmentation de salaires. Après quatre jours de grève générale, militaires et policiers investirent la grand-place Cochabamba occupée par les manifestants. Ils arrêtèrent les dirigeants de la Coordination et décrétèrent l'état de siège. Dans les zones rurales du département de La Paz se sont tenues trois réunions, dont la principale près du lac Titicaca, avec la participation de 15 000 Indiens. Il fut décidé de poursuivre les barrages routiers. Le 7 avril, Cochabamba fut à nouveau occupée par des milliers de personnes qui reprirent la place de la ville. Le maire annonça que la compagnie Aguas de Tunari jetait l'éponge. Une fête populaire fut alors improvisée. Les barrages ont cependant continué jusqu'à ce que la décision soit dûment signée. Bien que le gouvernement ait décrété l'état de siège, les militaires et la police furent obligés par la mobilisation de retourner à leurs casernes. Dans ce climat, le 10 avril, le gouvernement dut céder sur toute la ligne. Il accorda les augmentations de salaires aux policiers et signa un accord avec les paysans confirmant le retrait d'Aguas de Tunari.

La victoire de Cochabamba parvint à mettre en échec la politique de privatisation du gouvernement Banzer. Elle a révélé de nouveaux acteurs sociaux apparus, dans la période d'hégémonie néolibérale, en dehors des structures syndicales traditionnelles, même si les travailleurs d'entreprises ont joué un rôle très actif. Quels sont ces nouveaux acteurs? Sur les barrages, on vit peu de présence organisée des syndicats, en revanche des habitants, des travailleurs inorganisés, des gens paupérisés qui survivent grâce à leur énergie et leur ingéniosité. Cette multitude a participé à la lutte à la façon dont elle vit et travaille. Pour l'analyste bolivien García Linera, lors de l'insurrection de Cochabamba

ont émergé « des formes d'organisation inédites, capables d'exprimer la prolétarianisation hybride contemporaine de la population urbaine et de porter des constructions discursives ancrées dans l'expérience collective du manque, de la souffrance, et du labeur. Le défilé et la grève sont écartés comme formes de lutte, parce qu'elles sont considérées comme caractéristiques de phases défensives. On préfère l'occupation de l'espace. La forme de consultation à la base est l'assemblée. La représentation traditionnelle s'efface alors devant l'auto-représentation de la multitude mobilisée, qui "constitue un tissu serré d'auto-organisation locale", un puissant réseau de mobilisation et de contrôle territorial.

Le passage de cette multitude d'un état d'atomisation à la lutte quasi militaire montre la profondeur de la mobilisation et des changements intervenus dans le rapport à la centralité de la composante ouvrière dans les phases antérieures : chaque quartier, chaque comité pour l'eau est arrivé sur la place avec ses autorités et ses bannières à la tête de cortèges compacts de jeunes, d'hommes, de femmes, brandissant des bâtons, des bouteilles, des cocktails molotov, des pierres, des couteaux. Chaque quartier, chaque syndicat agraire ou comité de lutte pour l'eau, avait décidé de se rendre sur la place, prêt à faire la guerre. Sur cette base de militarisation, des structures de mobilisation locales sont apparues ensuite ces "guerriers de l'eau" qui se sont retranchés sur la place du 14 septembre pendant les trois jours suivants » (García Linera).

L'unification pratique et délibérative d'une multiplicité d'organisations difficiles à unir organiquement est parvenue à vaincre l'appareil militaire d'État et à établir dans les faits la souveraineté territoriale populaire.

Les luttes d'Arequipa et du Paraguay

La révolte violente d'Arequipa, deuxième ville du Pérou, fut totalement inattendue. Le président Alejandro Toledo est entré en fonction le 28 juillet 2001, après être parvenu à rassembler les forces d'opposition à l'ancien président Fujimori. Au cours de sa campagne, centrée sur les questions de la pauvreté et du chômage, il s'était engagé à ne pas privatiser les entreprises publiques.

Le régime de Fujimori avait en effet appliqué brutalement et intégralement le programme néolibéral : éliminer tout contrôle sur le capital financier, réduire les systèmes de protection, éradiquer tout droit du travail salarié contraignant pour le patronat, démanteler les entreprises publiques productives ou de service. La structure productive du pays fut « reprimarisée » (elle est retombée dans un rôle de simple fournisseur de matières premières). Le pays s'est appauvri, la population pauvre passant de 7 à 12 millions pour un pays de 22 millions d'habitants. À peine eut-il assumé son mandat, le gouvernement Toledo a connu une détérioration spectaculaire. De multiples mobilisations des secteurs sociaux les

plus divers (avec les syndicats à leur tête) prirent la rue. Surgirent ainsi les revendications refoulées et réprimées pendant la décennie fujimoriste. Les choses se sont encore aggravées quand Toledo décida de s'aligner sur la haute finance et de poursuivre la politique de privatisation antérieure pour s'assurer de leur confiance et pour combler le déficit budgétaire. Dans son projet de privatisation, figuraient deux entreprises publiques d'électricité qui alimentent les départements d'Arequipa, Moquegua et Tacna. Ces entreprises n'étaient pas déficitaires et Toledo s'était engagé dans un meeting de campagne à ne pas y toucher. Le 14 juin 2002, l'entreprise publique fut donnée en adjudication à une firme belge accusée d'avoir versé des pots-de-vin, violant ainsi une décision de justice sur le blocage du processus de privatisation. Le jour même, le peuple d'Arequipa descendit dans la rue, dressa des barricades, et affronta la police. On entendit résonner à nouveau le cri mythique d'« *Arequipa, revolución!* », qui, quelques décennies avant, avait fait la célébrité de la ville. Des centaines de manifestants occupèrent l'aéroport et les vols durent être suspendus.

Malgré l'envoi par le gouvernement de renforts policiers et militaires, la population a continué le combat et la protestation. Ni la déclaration d'état de siège, ni l'instauration du couvre-feu ne parvinrent à lui faire quitter la rue. Les deux jours suivants, la protestation grossit et s'étendit à tout le pays, jusqu'à revêtir des formes insurrectionnelles. Cuzco, Tacna, Moquegua, Puno, furent le théâtre de mobilisations de solidarité avec Arequipa. Dans cette mobilisation, les mairies du district et le Front civique large d'Arequipa (FACA – constitué début 2002 par des syndicats, associations de droits de l'homme et organisations sociales pour ouvrir le dialogue sur la politique économique) ont joué un rôle important. Début juin, des militants du FACA se mirent en grève de la faim contre les privatisations à laquelle se joignirent, quelques jours avant l'explosion du 14 juin, plusieurs maires. Le mouvement n'eut cependant pas de direction politique reconnue.

Le 18 juin, le soulèvement avait fait un mort, une centaine de blessés, et quantité de dégâts. Toledo dut demander pardon au peuple d'Arequipa et commencer à négocier avec les élus et le FACA. Cela aboutit à la signature de la Déclaration d'Arequipa, par laquelle il s'engageait à renoncer aux privatisations et à s'en remettre au pouvoir judiciaire.

Au Paraguay, les principaux protagonistes de la lutte contre les privatisations furent les paysans. En moins de quatre ans, ils sont parvenus à unifier l'ensemble des mouvements populaires dans un Congrès démocratique du peuple. Ce Congrès rassemble plus de soixante organisations paysannes, syndicales, populaires et politiques. Il s'est construit de bas en haut après la rupture en 1998 de l'unité paysanne. La paysannerie paraguayenne est organisée en deux grands mouvements : la MCNOC (Mesa Coordinadora Nacional de Organizaciones

Campesinas) et la FNC (Federacion Nacional Campesina). Chacune d'elle, implantée à l'échelle du pays, organise depuis 1994 une marche annuelle sur Asuncion. C'est la principale mobilisation sociale nationale. La Mesa (MCNOC) a une structure productive souple et s'efforce de développer des projets en matière d'éducation, de santé, toute en mobilisation pour la terre et la réforme agraire. La FNC, présente dans tout le pays, est plus rigide. Outre la réforme agraire, ses revendications concernent prioritairement la question de la culture et de l'industrialisation du coton. Malgré leurs divergences, toutes deux impulsent des formes de lutte similaires : occupations de terre, et surtout barrages de routes qui se sont révélés une des formes les plus efficaces.

Elles ont aussi tissé des réseaux d'alliances, plus politiques dans le cas de la FNC, plus « basistes » pour la Mesa, qui ont abouti à la formation du Front de défense du bien public et du patrimoine national et de l'Assemblée populaire contre le terrorisme d'État, lancée par la Mesa en réponse aux enlèvements et tortures de militants de gauche.

Face à la privatisation imminente des entreprises publiques et à l'escalade de la répression (présentation au Parlement d'une loi antiterroriste ouvertement appuyée par l'ambassade américaine), s'est constitué, le 15 mai 2002, le Congrès démocratique du peuple. Lors de sa première session, plus de mille délégués ont décidé d'organiser une mobilisation d'ampleur nationale pour l'abrogation de la loi de privatisation, contre la réforme de la banque publique, contre la loi antiterroriste, contre la privatisation des routes nationales, contre la loi de l'impôt agraire et contre la corruption. Ce processus unitaire historique ne réunissait pas seulement les deux principaux courants du camp populaire ; il concrétisait l'unité entre organisations sociales et partis politiques. Le 21 mai, la mobilisation a commencé, avec 18 barrages intermittents sur les routes de douze départements. Dans un climat de forte tension, des affrontements éclatèrent entre paysans et forces répressives. Plus d'une centaine de manifestants et de dirigeants sociaux furent arrêtés. À 130 kilomètres d'Asuncion, dans la ville de Coronel Oviedo sur la route principale du pays, les forces policières et militaires ont arrêté la marche de 5 000 paysans qui se dirigeaient vers la capitale. Un paysan fut tué. Mais les jours suivants, les paysans parvinrent à rompre le barrage et à s'approcher de la capitale, pendant que la mobilisation s'étendait à tout le pays.

Le 3 juin, les paysans commencent à arriver à Asuncion et à camper sur les places devant le Parlement. Le jour suivant, des milliers de paysans de la région Nord bousculent les cordons de police pour converger vers la capitale avec des colonnes venues de l'Est et du Sud. 1 500 personnes occupent le commissariat de la ville de San Estanislao. Les étudiants se joignent aux barrages routiers et les cours sont suspendus. Le Sénat suspend *sine die* la loi de privatisation.

Le cas uruguayen

L'explosion de la crise financière de l'hiver 2002 eut en Uruguay un effet paradoxal. Au lieu de stimuler la mobilisation sociale, elle l'a freinée. Le gouvernement fut capable de trouver une marge de manœuvre suffisante pour isoler les secteurs sociaux les plus combatifs. Il a pu compter sur l'appui explicite de la gauche et implicite du mouvement syndical, lesquels renoncèrent à renverser un gouvernement faible pour chercher une issue institutionnelle négociée à la crise. Le spectre que prétendaient conjurer ainsi le gouvernement et l'opposition était la répétition possible d'un scénario semblable à la crise argentine de décembre 2001.

Il existe en Uruguay des mécanismes légaux pour abroger les lois par la présentation de pétitions (recueillant 25 % du corps électoral) qui obligent l'exécutif à organiser un référendum. En 1989, fut ainsi soumise à référendum la loi d'impunité pour les militaires coupables d'avoir violé les droits de l'homme sous la dictature. La loi fut maintenue par 57 %, mais la campagne de collecte de signatures mobilisa des dizaines de milliers de militants dans tout le pays, traçant une ligne de partage des eaux dans l'histoire politique du pays. La mobilisation pour recueillir une telle quantité de signatures suppose l'engagement de toutes les organisations populaires et de la gauche politique, par un porte-à-porte systématique. Cela permet un ample processus de dialogue des militants avec le voisinage. Leurs rapports en sortent modifiés. Suivie d'une année de mobilisation permanente, basée sur 350 commissions de quartiers, cette forme d'action a modifié la culture politique, traditionnellement centrée sur les partis et sur l'échéance électorale.

Malgré l'échec, le référendum s'est imposé sur la scène politique parmi les formes efficaces du mouvement social. En 1992, sous le gouvernement Lacalle, un ample mouvement social et politique était parvenu à bloquer la loi sur les entreprises publiques, obtenant au référendum 72 % contre les privatisations. Cette année-là fut scellé le sort du projet de privatisation en Uruguay, de sorte que par la suite, les privatisations ont dû emprunter des voies indirectes, comme dans le cas de la « loi ANCAP » (entreprise pétrolière publique) qui se « contentait » de promouvoir le partenariat entre l'entreprise publique et le capital privé. En mars 2002, le syndicat ANCAP, le mouvement syndical et la gauche ont commencé à collecter les signatures (environ 600 000) à présenter avant la promulgation définitive de la loi par le Parlement. Les expériences antérieures et l'opposition d'une majorité de la population au gouvernement et à la politique néolibérale ont permis d'atteindre l'objectif. Après dix mois de campagne, la Commission de défense d'ANCAP remit le 3 janvier 2002 environ 650 000 signatures au tribunal électoral. La moitié de ces signatures ont été recueillies par le mouvement social (avec sa tête le syndicat d'ANCAP), et l'autre moitié par les

comités de base du Frente Amplio qui ont installé des centaines de tables dans tout le pays. Diverses mobilisations ont appuyé la campagne de signatures. Vers la fin octobre, les travailleurs occupèrent l'entreprise en riposte à la privatisation du secteur Alcool de ANCAP. Au bout de dix jours, l'occupation fut levée sur la base de l'engagement de la direction à retarder la décision jusqu'aux prochaines élections nationales.

Après le dépôt des signatures, a commencé une nouvelle étape de mobilisation pour faire pression sur le tribunal électoral, qui, comme il l'avait déjà fait par le passé, commençait à annuler des signatures pour vice de forme. Finalement, le tribunal dut se résigner à soumettre à référendum l'abrogation de la loi ANCAP, et la campagne populaire pour le « Oui » fut lancée. Des dizaines de réunions publiques furent organisées. Le résultat fut sans appel : 62 % pour l'abrogation, 35 % pour le maintien. La coalition gouvernementale subit ainsi une importante défaite qui annonce les résultats probables des élections prévues pour octobre 2004.

Nouveaux sujets, nouvelles politiques

Les luttes victorieuses contre les privatisations dans quatre pays latino-américains, montrent comment se sont formés de nouveaux sujets sociaux sur la base des changements provoqués par deux décennies de néolibéralisme. Elles montrent aussi la fragilisation des États nationaux, et l'apparition de nouvelles formes de lutte et de relations différentes entre acteurs sociaux et politiques. À partir de l'année 2000, on note une claire recomposition du camp populaire après les défaites des années 1980 et 1990. Les changements les plus frappants sont liés à l'absence d'un acteur central comparable à ce que fut la classe ouvrière dans la période précédente. À la place, apparaît un conglomerat de protagonistes (secteurs marginaux, chômeurs, employés, techniciens) qui nouent des alliances de fait dans des situations concrètes. En somme, émergent de nouveaux sujets sociaux fort hétérogènes, bien qu'on puisse les considérer en termes généraux comme partie prenante de la classe travailleuse.

Cette hétérogénéité sociale se traduit par la formation d'alliances flexibles : le Congrès démocratique populaire au Paraguay, le Front civique d'Arequipa, la Coordination pour l'eau à Cochabamba, le Comité de défense d'ANCAP en Uruguay. Par-delà les différences nationales et locales, les partis politiques, à l'exception de l'Uruguay, n'ont pas joué un rôle central. Ils furent au contraire plutôt à la traîne de la lutte sociale. Les rapports entre forces sociales et politiques se modifient : le dynamisme mobilisateur est désormais du côté des premières, tandis que les secondes cherchent à recomposer les vieilles structures de la gauche (comme dans le cas bolivien), ou bien se tiennent en retrait de la scène.

D'autre part, les luttes contre les privatisations mettent en évidence la faiblesse croissante des États nationaux à affronter les défis sociaux et populaires. Lorsque ces secteurs sont capables de mobilisations importantes avec le soutien de la population, les gouvernements sont obligés de reculer. Sauf en Uruguay, où l'État maintient son hégémonie sur la société civile ; il en résulte une incapacité à résoudre les conflits sociaux sans recourir à la répression, y compris aux forces armées. Cet affaiblissement des États est la conséquence directe des politiques libérales et de l'anémie de la gauche traditionnelle sur la plupart du continent.

Enfin, les changements socioculturels s'expriment dans les formes de lutte, étroitement liées à la crise généralisée de représentation. Les barrages routiers et les explosions de type insurrectionnel s'imposent au détriment des grèves syndicales traditionnelles. Ces formes présentent des caractéristiques à souligner : elles traduisent l'émergence d'acteurs, où jouent un rôle de premier plan les habitants de quartiers, les paysans, les chômeurs, aux côtés des mouvements de femmes et de jeunes. Ces multitudes occupent l'espace public parce qu'elles rejettent la délégation représentative, s'auto-convoquent et donnent chair à cette forme-multitude qui conduit les luttes les plus importantes des dernières années sur le continent.

Traduit de l'espagnol par Daniel Bensaid

Dans les griffes de l'empire

Nalu Farias

Animatrice de la Marche mondiale des femmes en Amérique latine.

La longue marche des femmes latino-américaines

Dans les années 1980, le mouvement féministe en Amérique latine et dans la Caraïbe a

commencé à susciter un certain intérêt lié au développement des organisations de femmes dans les milieux populaires et de leur appropriation des thématiques féministes. Dès la fin des années 1980, ce mouvement émergeant a connu un processus d'institutionnalisation croissante, d'une part par le biais de la professionnalisation des Organisations non gouvernementales, de l'autre par la mise en place de structures gouvernementales. Le début des années 1990 fut marqué par les débats consécutifs à la chute du Mur de Berlin et un affaiblissement de la critique envers les politiques d'ajustement structurel dictées par l'impérialisme. La globalisation était perçue comme une donnée irréversible en soulignant ses effets positifs plutôt que négatifs pour la condition des femmes. Le discours dominant voulait alors que le mouvement des femmes soit porteur de « propositions positives », agisse en partenariat avec les gouvernements dans le cadre des politiques publiques sans remettre en cause les limites fixes par le modèle d'État réellement existant. Il s'agissait de viser le possible en renonçant à des changements structurels irréalistes. En même temps, les documents approuvés lors des conférences de l'Onu étaient présentés comme de grandes avancées, même si leurs formulations restaient générales et évitaient d'aborder les racines structurelles de l'inégalité. Il existe bien des différences entre l'évolution des mouvements en Amérique latine, en Afrique ou en Asie, mais il y a un trait commun : les conférences de l'Onu furent de grands espaces de convergence durant les années 1990. Mais, alors que le mouvement des femmes s'engageait dans l'expérimentation de politiques domestiques et dans l'incorporation des questions de genre à la lutte sociale, le marché, de son côté, s'employait à organiser la vie des femmes à tous les niveaux, y compris dans son aspect subjectif.

D'autre part, au cours des années 1990, ont commencé à surgir des groupes résolus à aborder les questions économiques. Dans un premier temps, il s'est agi d'un processus quasi invisible, ou en tout cas peu considéré, dans le mouvement féministe. C'est pourtant de ce processus qu'est né le débat sur la place du genre dans l'Alliance sociale continentale et que sont nés les pre-

miers réseaux de discussion sur le thème des femmes dans l'économie. Plus tard, ce débat s'est amplifié autour du thème de « l'économie féministe ».

C'est dans ce contexte qu'a commencé la construction de la Marche mondiale des femmes (*Marcha Mundial de las Mujeres*, MMM) en Amérique latine. L'initiative étant partie de la fédération des femmes québécoises, les premiers contacts furent noués principalement par le biais du secteur syndical et des groupes travaillant sur les questions économiques. D'autre part, l'axe de lutte contre la pauvreté et la violence sexiste a servi de référence aux premières adhésions. Au fur et à mesure du développement de la campagne de 2000, cette adhésion s'est étendue, jusqu'à inclure presque toutes les composantes du mouvement des femmes. Après la conclusion de la marche, le 17 octobre, divers secteurs ont estimé qu'il était important de pérenniser la MMM qui s'était révélée un instrument efficace de réorganisation du mouvement dans différents pays. Cette appréciation ne valait pas seulement en Amérique latine, mais aussi dans la coordination européenne et dans différents pays d'Afrique et d'Asie.

On peut donc estimer que la MMM s'est imposée comme l'une des structures les plus importantes du mouvement féministe de ces dernières années. Elle a rendu possible une recomposition du mouvement des femmes sur la base d'un changement de perspective. Dès le début, l'organisation de la Marche s'est nourrie d'une critique globale du néolibéralisme et du capitalisme. En plein processus de « Pékin+5 » (l'évaluation quinquennale des résultats de la quatrième conférence mondiale des femmes), la MMM a proposé une grande mobilisation originale dans ses méthodes comme dans sa plate-forme. Ce fut l'une des premières initiatives mondiales à attaquer frontalement le néolibéralisme et à proposer des changements structurels. Elle a permis de réintroduire à une échelle de masse la question des rapports entre genres et classes. Elle est ainsi entrée dans le mouvement mondial antiglobalisation dont les manifestations de Seattle constituaient l'acte de naissance symbolique.

La Marche mondiale des femmes est devenue, au Brésil et en Amérique latine, une alternative au processus d'institutionnalisation et à la perte de radicalité, relançant l'idée de l'auto-organisation des femmes, d'une lutte féministe articulée à la lutte anticapitaliste, posant par conséquent les questions de genre et de classe comme co-extensives, et avançant la nécessité d'une transformation d'ensemble des rapports sociaux, sans dissoudre pour autant la spécificité des questions de race, d'ethnie, de jeunesse, etc.

Avec la MMM, la mobilisation est retournée dans la rue. L'organisation des femmes s'est élargie à la base, articulant le niveau local au niveau international. Elle a construit et renforcé ses alliances avec les divers mouvements sociaux. Sa légitimité s'est également renforcée auprès d'autres mouvements mixtes, à partir notamment de sa participation au plébiscite populaire contre

le paiement de la dette extérieure, puis à la campagne contre la zone de libre commerce des Amériques (ALCA). Son rôle dans le Forum social mondial (la MMM y fut présente dès la réunion de Genève où fut ébauché le projet des Forums sociaux) et dans le Réseau des mouvements sociaux a accru sa visibilité et contribué à enrichir les débats, notamment sur la mercantilisation du corps et de la vie des femmes.

La marche des « Margaridas » : la force des femmes paysannes

Les deux éditions de la marche des *Margaridas* (Marguerites) au Brésil, organisées par les travailleuses rurales de la Confédération des travailleurs agricoles, ont été les temps forts de l'activité de la Marche des femmes sur notre continent. La première, en 2000, a rassemblé 20 000 femmes et la seconde, en 2003, plus de 30 000. Ces marches ont impulsé un fort développement de l'auto-organisation des femmes paysannes et un renforcement de leur conscience féministe. Elles ont été précédées par un large travail de préparation à la base, de débat politique, et de recherche de moyens financiers. La solidarité entre les femmes et l'affirmation de leur identité collective ont été impressionnantes. Cette politisation se traduit par la plate-forme de revendications. Il faut souligner notamment la façon dont est abordé le thème de la violence sexiste. S'il reste en partie tabou en milieu urbain, il était *a fortiori* occulté en milieu rural. Entre la première et la seconde marche, la discussion sur ce point s'est développée, sous l'angle du besoin de politiques publiques, mais aussi de la nécessité de modifier les rapports de genre dans le mouvement syndical comme entre travailleurs et travailleuses ruraux.

Le succès de la Marche des *Margaridas* peut également être considéré comme un symbole. Si la première marche fut verte (la couleur de la Contag), la seconde fut « verte et violette » (couleur du féminisme), ce qui a conduit le ministre de la Réforme agraire à déclarer qu'il fallait « teindre la réforme en violet ». Un autre aspect positif du processus a été le renforcement de l'unité entre femmes des villes et femmes des champs. Cela se concrétise non seulement par le fait que ces deux secteurs s'inscrivent dans un plan commun de mobilisation, mais aussi par le soutien des secteurs urbains à la marche des *Margaridas* et par la multiplication des initiatives communes. Ce en rapport avec d'autres secteurs comme les femmes du Mouvement des Sans-Terre, que ce soit pour le 8 mars, la campagne contre l'Alca, ou les actions contre les OGM.

Propositions alternatives pour 2005

La MMM prépare une nouvelle mobilisation mondiale pour 2005, avec notamment l'élaboration d'une Charte mondiale des femmes pour l'Humanité. Cette charta synthétisera les alternatives économiques, sociales, culturelles, néces-

saires pour qu'un autre monde devienne effectivement possible – fondé sur l'égalité des genres et de tous les peuples et êtres humains, et respectueux de notre planète –. En 2005 sera organisée une Marche-relais pour transmettre la charte d'une région du monde à une autre, d'un continent à un autre. Dans chaque pays où la Charte fera étape seront organisées de multiples activités pour populariser et enrichir son contenu. Ce tour mondial commencera au Brésil le 8 mars 2005 pour se conclure par une grande journée d'action féministe, le 17 octobre. Ce seront « 24 heures d'actions mondiales de solidarité des femmes ». Ce jour là, à midi heure locale, chaque pays organisera au moins une heure d'initiatives publiques les plus diverses. D'est en ouest, suivant le mouvement du soleil, notre journée féministe parcourra le globe pour faire entendre la voix des femmes.

Au cours de cette longue marche, chaque pays contribuera de manière symbolique au tissage de la Charte, par un morceau de toile, et les fragments seront rassemblés dans un immense Patchwork mondial de la Solidarité exposé le 17 octobre dans un pays africain.

En Amérique latine, nous entendons contribuer à ce processus par une grande mobilisation et saisir l'opportunité pour relancer la MMM, là où elle s'est affaiblie depuis 2000. Dans cette perspective, s'est déjà tenue une rencontre des Amériques, en janvier 2004 à Cuba, en prélude à la troisième Rencontre hémisphérique contre l'Alca. Le choix du moment fut délibéré, pour souligner la volonté de la Marche mondiale des femmes de s'insérer dans la mobilisation mixte de l'ensemble des mouvements sociaux, notamment à travers la mobilisation contre l'Alca et les forums sociaux. Nous sommes en effet convaincues du rôle décisif de cette relation si nous voulons que les alternatives au capitalisme soient aussi féministes. Et nous sommes convaincues qu'avec la force de notre mouvement nous pouvons être actrices de ce processus. La rencontre de La Havane a mis en évidence une forte unité de la Marche à l'échelle du continent, y compris sur l'importance de la participation de la jeunesse ou sur le rapprochement dans plusieurs pays avec les mouvements de lesbiennes.

À travers la marche, nous voulons construire un mouvement pluraliste, certaines qu'en participant à des luttes qui s'opposent au cœur du système d'oppression, nous pouvons rechercher ce qui nous rassemble sans édulcorer notre particularité. C'est dans cette perspective que nous mettons en exergue le thème : « *Nous ne sommes pas des marchandises, nous sommes des femmes* ».

Répliques et controverses



Sergio Rodriguez Lezcano

Directeur de la revue zapatiste *Rebeldia*.

« Personne » et le Cyclope

Revenant sur les transformations politiques et sociales de la société mexicaine dans les années 1990, et sur les capitulations idéologiques de la gauche traditionnelle, Sergio Rodriguez synthétise l'originalité et l'apport de l'expérience zapatiste.

« À Bucarest, une grue emporte la statue de Lénine. À Moscou, une multitude avide fait la queue devant la porte de McDonald's. L'abominable mur de Berlin est vendu en petits morceaux. À Varsovie, à Budapest, les ministres de l'Économie parlent tous comme Margaret Thatcher. À Pékin aussi, alors que les tanks écrasent les étudiants. Le Parti communiste italien, le plus important d'Occident, annonce son suicide proche. »

Eduardo Galeano

Los Niños perdidos a la intemperie

L'avant-garde

La chute du vieil ordre mondial – symbolisée par deux images, la chute du mur de Berlin, en 1989, et la disparition de l'Union soviétique, en 1991 – a représenté le début d'une grande crise de la pensée, du programme, de la théorie et surtout de la pratique de la gauche internationale en général, et de celle du Mexique, en particulier. À gauche, à des degrés de responsabilité différents, ceux qui soutenaient le Mur comme ceux qui le combattaient, en ont reçu des morceaux sur la tête. Une certaine façon de comprendre la politique, une certaine vision du monde ont volé en éclats.

Au-delà des bonnes ou mauvaises intentions de chaque courant, la lutte pour le socialisme se retrouvait dans une sorte d'impasse. L'idée d'un parti d'avant-garde qui établirait une relation de pouvoir avec la société, basée sur la différence entre le savoir et le positionnement social, était arrivée à son terme avec la sclérose de la réflexion émancipatrice. Les « masses », terme qui contient du dénigrement, avaient besoin d'être modelées, sous prétexte que l'« idéologie dominante est celle de la classe dominante » (dixit Marx). Le parti et ses institutions, et surtout son comité central, représentaient, prétendument, la conscience historique de ses luttes (dixit Lénine).

Parallèlement, l'avancée irrésistible du néolibéralisme a eu comme conséquence l'abandon de beaucoup de ces préceptes-là, non pas pour recréer une pensée libertaire mais pour s'adapter à la situation dominante. Beaucoup de projets de la gauche se sont transformés au rythme des tambours de guerre de la nouvelle organisation du capital. Ils ont jeté l'eau sale avec le bébé en élaborant un autre discours : il est indispensable de se moderniser, de comprendre la politique non pas comme un conflit exprimant des intérêts irrécyclables mais comme un mécanisme visant à éviter que n'éclatent des crises. Je me souviens, lors de la remise des armes (par les révolutionnaires du FMLN, ndr) au volcan Guazapa, au Salvador, d'une discussion avec Juan Ramon Medrano, commandant du FMLN (Front Farabundo Marti de libération nationale). Il me disait que pour que le FMLN devienne un parti politique électoral il était indispensable de remplacer le rouge et le noir de son drapeau « par des couleurs plus modernes, moins radicales ».

La théorie du conflit fut ainsi remplacée par celle de la divergence. Une bonne partie de la gauche révolutionnaire a fini par intégrer la classe politique, adoptant ses codes, son rythme et acceptant, comme seul espace de la confrontation, les urnes. Le marxisme a été jeté à la poubelle pas seulement en théorie mais aussi en pratique. Un exemple récent de ce reniement est apparu lors de la récente insurrection en Bolivie, lorsque Luiz Inacio da Silva Lula, président du Brésil, a déclaré qu'il enverrait Marco Aurelio Garcia pour jouer les médiateurs « entre le président Sanchez de Lozada et le mouvement oppositionnel, afin de trouver une issue à la crise du pays ». Ainsi, cette gauche en arrive à aider à la réorganisation du pouvoir. Son interlocuteur, très souvent, n'est plus la société mais le pouvoir.

« Il semble qu'il n'y ait plus de place pour les révolutions, sauf dans les vitrines de musées archéologiques, plus de place pour la gauche, sauf pour la gauche repentie qui accepte de s'asseoir à la droite des banquiers ».

Eduardo Galeano

Los Niños perdidos a la intemperie

Au Mexique, la gauche est entrée dans une crise mortelle. Contrairement à ce que pensent certains, ce n'est pas parce qu'elle n'aurait pas compris le cardénisme – la majorité de la gauche a soutenu la candidature de Cuauhtémoc Cardenas en 1988. En réalité, elle est tombée sous les coups de boutoir de la reconversion productive, la lutte pour l'indépendance et pour la démocratie syndicale a tout à coup été abandonnée au nom du combat pour « une nouvelle culture du travail ». La lutte pour la terre a été remplacée par la lutte

pour les « nouvelles organisations productives de la campagne ». La lutte pour que l'État réponde aux revendications des sans-logis a été remplacée par la création de sociétés de construction appartenant aux organisations sociales, liées aux grandes banques, avec le soutien de l'État, dans une logique de marché électoraliste.

Dans ce processus, la réforme de l'article 27 de la Constitution mexicaine, selon lequel la terre devient une marchandise comme une autre, est significatif. Cette brèche a ouvert un processus de privatisation sournoise de l'électricité et du pétrole. La réforme fut lancée par Salinas de Gortari et rédigée par des individus qui avaient été des porte-parole du nationalisme révolutionnaire et par des « leaders paysans » venant de la gauche radicale. L'objectif de cette réforme a été expliqué sans détours par Luis Tellez, fonctionnaire du secrétariat d'État à la Réforme agraire de Salinas. Dans un article pour le *Wall Street Journal*, il comparait la réforme de l'article 27 avec la conquête du Far West par les colons blancs. Il affirmait que dans dix ans les investisseurs internationaux trouveraient dans ce secteur une source d'accumulation aussi importante que celle de la colonisation de la Californie. Évidemment, Tellez ne précisait pas, mais on pouvait le deviner, que pour ce faire il fallait d'abord commettre un génocide comparable à celui perpétré aux États-Unis contre les populations indigènes.

Les intellectuels organiques du régime de Salinas ont joué un rôle important dans ce processus : les revues *Nexos* et, de façon plus hypocrite, *Vuelta*. Un des écrivains de cette dernière, Enrique Krauze, est devenu le principal défenseur de la réforme de l'article 27 cherchant une justification au processus de privatisation et de marchandisation de la terre au moyen d'une prétendue vision anarchisante : « S'il avait vécu jusqu'aux années 1930, Zapata aurait continué à faire la révolution. Les bonnes intentions de Cardenas n'auraient pas pallié leurs divergences. Ces projets s'opposent dans une querelle centenaire entre l'individualisme et le collectivisme, entre l'anarchie et le socialisme. Tout comme Bakounine a dévoilé la face autoritaire qui se cachait derrière Marx, ou comme Kropotkine a noté l'indifférence de Lénine face aux projets d'autonomie des soviets, ou comme Makno – le Zapata de l'anarchisme russe – a lutté contre les bolcheviques, Emiliano Zapata, anarchiste naturel, serait retourné dans les champs de canne du Sud pour combattre un ennemi infiniment plus doux et humain que les généraux de Carranza. Ce paternalisme collectiviste n'aurait que reproduit, à l'échelle nationale et ancestrale, le problème des hommes d'Anenecuilco, vivre à la merci du pouvoir central et être propriétaires de la terre sur laquelle ils marchent. »¹

Il s'agissait ainsi d'identifier la réforme de l'article 27 avec des personnages de gauche (Bakounine, Kropotkine, Makno et Zapata). Au lieu de la mettre en

rapport avec ses véritables bénéficiaires (les banquiers, les propriétaires des grandes entreprises agraires et les caciques du « nouveau » mouvement paysan). En revanche, ceux qui s'opposaient à cette réforme n'étaient que des collectivistes nostalgiques admirateurs des « dictateurs » Marx, Lénine, du parti bolchevique et de Lazaro Cardenas. Face à cette offensive, la gauche fut incapable de répondre à la hauteur du défi, non seulement parce qu'elle était corrompue par le pouvoir mais aussi parce qu'elle avait abandonné l'horizon plébéien, émancipateur et rebelle, tout pour devenir un client de l'État, même s'il ergote.

Quelques années plus tôt, le maître de Krauze, Octavio Paz, avait expliqué la question agraire à partir d'une toute autre perspective : « La survie de l'*ejido* (propriété collective communale) s'explique non par l'influence de la révolution mondiale mais pour des raisons d'ordre historique, culturel et anthropologique. La propriété de l'*ejido* est étroitement liée à l'organisation traditionnelle et au système éthique qui, traditionnellement, régit les rapports sociaux et familiaux des paysans mexicains. Mais ce n'est pas ce que je veux souligner. Vous avez raison de dire que ce n'est pas une question économique mais sociale. C'est vrai : l'*ejido* représente une logique différente à la logique économique moderne de la rentabilité et de la productivité. L'*ejido* n'est pas un modèle optimal du point de vue économique, c'est un modèle possible de société harmonieuse. L'*ejido* est moins performant que l'agriculture capitaliste s'il s'agit de produire des quintaux de riz ou d'avoine, il est performant s'il s'agit de la production de valeurs humaines et d'établir des rapports moins durs, plus justes et libres entre les hommes »².

La proposition de Salinas brisait cette « société harmonieuse ». Dans sa phase actuelle de globalisation conduite sous le fouet du marché, il se proposait de reconstruire les éléments essentiels du pacte révolutionnaire, considéré comme un obstacle au projet de modernisation du capitalisme mexicain. Cette réforme prétendait, ni plus ni moins, enterrer pour toujours la révolution mexicaine, en supprimant trois de ses éléments constitutifs – la terre, Pemex (la société nationalisée d'exploitation du pétrole, ndlr) et l'industrie nationale. La réforme de l'article 27 ne visait pas seulement à affaiblir l'*ejido* mais aussi à liquider le principe constitutionnel selon lequel le sol et le sous-sol appartiennent à la nation, en essayant ainsi de porter un coup à la Pemex.

Jusqu'en 1993, il semblait que Salinas avait réussi dans sa tentative. Il était parvenu à privatiser l'essentiel des entreprises nationalisées, notamment les Téléphones du Mexique ; il était arrivé à démanteler Pemex et à placer la pétrochimie dans des mains privées ; il avait fait adopter, avec le soutien de la fraction parlementaire du PRD, certaines modifications à l'article 130, commençant à remettre en cause le caractère public, laïque et gratuit de

l'éducation ; il a fait passer les réformes à l'article 27 de la Constitution avec le soutien d'une bonne partie de la gauche mexicaine sans grandes mobilisations de protestation. Évidemment, toute la gauche ne s'est pas prêtée à cette grande manœuvre, mais la responsabilité de ce processus nous appartient à tous, à différents niveaux, certes.

Ceux qui ont compris le sens de ces réformes, analysant la signification de la privatisation de la terre, ce sont les zapatistes. Alors que certains croyaient dans le discours de Telles et se préparaient à vivre dans une abondance générée par l'excédent agricole, les zapatistes ont analysé cette décision comme une déclaration de guerre contre les communautés indigènes : « Ces réformes ont supprimé toute possibilité légale de posséder la terre (...) ; cette réforme a fermé toutes les portes devant les indigènes, les empêchant de survivre de façon légale et pacifique »³.

En octobre 1993, Jorge Castañeda a écrit *L'Utopie désarmée*, résumée en ces termes par Gabriel Garcia Marquez : « C'est l'histoire – bien pensée et bien racontée – de la grandeur et des mésaventures de la gauche latino-américaine, victime de ses propres volontarismes et des dogmes d'autrui. C'est aussi une alternative, polémique mais moins illusoire, pour survivre au naufrage, même si on perd les meubles. » En réalité, l'objectif était tout autre : on cherchait à raconter l'histoire des appareils des organisations politico-militaires ou simplement politiques de la gauche latino-américaine. La société n'est jamais citée dans ce livre, avec ses luttes, ses défaites, ses succès, ses processus (« grandeur et mésaventures »). Il s'agissait de raconter l'histoire des complots, les manœuvres (réelles ou imaginaires), des pactes, des trahisons, évidemment pas celle de l'auteur. Et, surtout, il s'agissait d'exorciser les trahisons, à l'exception évidemment de celle de l'auteur. Il s'agissait enfin d'exorciser les positions radicales pour vanter ce qui prétendument était viable, voire « possible ». Comme la révolution n'était plus viable ou possible, il fallait promouvoir une alternative qui ne serait qu'une version latino-américaine de la théorie de la « troisième voie » blairiste. Ce livre était un requiem de la gauche révolutionnaire et une ode à la gauche réaliste, pire encore, une ode à la « nouvelle » gauche de la droite.

Des années plus tard, le résultat est clair : une bonne partie de la gauche latino-américaine est devenue « moderne ». En réalité, elle s'est social-démocratisée, autrement dit, elle est devenue extrêmement vieille. La lutte pour le gouvernement est devenue son obsession, mais les questions les plus élémentaires qu'elle se posait jadis (gouverner pourquoi et pour qui) ont disparu de ses préoccupations. Il s'agit de gouverner sans se soucier du fait que le programme que l'on propose ou, en cas de victoire, que l'on va appliquer, soit proche ou semblable à celui des courants néolibéraux. La nouveauté, c'est que

ces initiatives voient le jour sous des gouvernements de « gauche ». Quelle est la différence entre le projet de Fox de privatisation de la Sécurité sociale et les retraites et ceux proposés par Lula ? Pour nombre de gens, cette question est stupide : la différence est que l'un est de droite et l'autre de gauche. Mais qu'est-ce que cela signifie concrètement pour les gens ? Peut-être la réponse est-elle que la mobilisation sociale peut freiner plus facilement le projet de Fox que celui de Lula.

Nous n'exagérons pas. Tarso Genaro (ancien maire de Porto Alegre, membre de l'actuel gouvernement de Lula) a souligné récemment que, sous le gouvernement du PT, il s'agit de mener à bien « un moratoire de l'espoir ». La conclusion est évidente : tant qu'il y aura un gouvernement de droite, il faudra travailler avec le « principe espérance », lorsque la gauche arrivera au gouvernement, il faudra mettre l'espoir entre parenthèses. Une idée semblable est en discussion au sein du Front large (qui pourrait emporter les prochaines élections présidentielles en Uruguay) : là-bas on annonce qu'il ne faut surtout pas promouvoir une « inflation d'espoir ».

Mais, c'est toute la contradiction, au Brésil, en Uruguay ou au Salvador, les gens votent pour la gauche précisément à partir d'un grand espoir quant à la possibilité de changer le modèle économique, social, politique ou culturel dominant. Sinon, quel sens cela aurait-il, pour la gauche, d'accéder au gouvernement ? À moins d'accepter la thèse de Marco Aurelio Garcia, le « *think tank* » du gouvernement Lula, qui a dit : « La démocratie politique ne peut être comprise comme un moyen d'atteindre la démocratie sociale ou d'avoir une meilleure position dans la lutte pour l'atteindre. La démocratie politique est une fin en soi. Une valeur stratégique et permanente. Si cette thèse est sociale-démocrate, patience, soyons sociaux-démocrates. » Mais on peut avoir des doutes : la démocratie sociale est-elle une fin en soi ? La démocratie et la justice sont-elles seulement une formule algébrique ? Sommes-nous partisans d'une « démocratie sans adjectifs » ? Krauze et Garcia même combat ?

« Personne »

Comme dans le mythe grec du cyclope Polifemus, « un fantôme appelé Personne lance un défi au pouvoir (...) Et ce Personne, c'est la majorité de cette planète. » Le 1^{er} janvier 1994, des indigènes venus des hauteurs, du nord et de la forêt du Chiapas (« Personne » pour la gauche mexicaine) ont lancé un grand défi au pouvoir de l'argent. Mais aussi, peut-être sans le vouloir, ont-ils lancé un grand défi à la théorie, au programme et aux pratiques de la gauche internationale. Ils se sont conçus non pas comme une avant-garde ou un modèle mais comme le symptôme de quelque chose de plus profond, qui

venait de plus bas que d'en bas. D'une certaine façon, ils répondaient à un modèle économique, politique, social et culturel qui cherchait à les éliminer, à les anéantir.

Depuis l'insurrection zapatiste du 1^{er} janvier 1994, on a vu se construire, avec difficulté mais fermeté, une certaine façon d'agir, de réfléchir, d'élaborer et d'expliquer une politique qui apparaît, pour une bonne partie des penseurs de gauche, comme une hérésie, ascientifique, précapitaliste, bonne pour la forêt mais pas pour la « polis », moraliste, ahistorique ou antithéorique, pour ne citer que quelques adjectifs. Cependant, et c'est rare dans l'histoire des luttes, un mouvement apparemment si localisé, de gens pauvres, parlant pour la plupart des langues originelles, a rencontré un écho profond chez différents sujets sociaux qui aujourd'hui se manifestent dans le monde et dans notre pays. Cela a permis que différents théoriciens de la vieille gauche et certains vieux théoriciens de la nouvelle gauche se creusent les méninges, bousculés par cet écho. Ceux-là mêmes qui sont capables de parler sur n'importe quel pays et de proposer une ligne politique pour le peuple argentin ou palestinien, d'Irak, de Tchétchénie ou de Cuba (aucun de ces peuples ne suit heureusement leurs conseils, évidemment), n'ont plus la capacité de comprendre dans sa globalité le phénomène zapatiste.

Le zapatisme représente à la fois deux éléments apparemment contradictoires : d'un côté, c'est un mouvement de rupture avec les formes traditionnelles de la théorie et de la pratique de la gauche ; d'un autre côté, il représente la continuité plus profonde des luttes d'émancipation des travailleurs de la campagne et de la ville. Rupture et continuité. Ce qui pour certains est une aporie est, en réalité, le bouillon de culture d'une nouvelle pensée. Comme le dit Françoise Proust : « Tout présent est critique. Tout présent est une bataille. L'histoire est l'histoire du présent (...). Seulement un véritable principe peut écouter d'autres principes passés. » Nous ajouterons que, pour être un présent de vérité, il devrait prendre des distances par rapport à d'autres principes passés. Rupture et continuité.

Pour approcher une possible compréhension de la pensée zapatiste nous allons utiliser la formule élaborée par Jacques Derrida, la « logique paradoxale ». Cette formule semble adaptée, contrairement au raisonnement simpliste sur l'existence de supposées contradictions dans la pensée zapatiste, qui feraient de cette pensée un système d'idées contradictoires. Si nous analysons sérieusement le raisonnement élaboré par le sous-commandant Marcos, selon lequel ce qui est fondamental dans la théorie zapatiste, il faut le chercher dans sa pratique et non dans son discours, car il est difficile d'y trouver un système théorique achevé, les contradictions apparentes n'ont rien à voir avec la différence qui existe entre le discours et la pratique, ou entre la

vie et la pratique quotidiennes. Ces grands paradoxes que le zapatisme met au jour sont le produit de sa pratique. En voici quelques-uns.

- Une organisation politico-militaire qui ne veut pas prendre le pouvoir et changer la société à partir de cette position.
- Une organisation politico-militaire qui décrit avec une extrême clarté le caractère antidémocratique des organisations politico-militaires.
- Une organisation de gauche qui s'adresse à une société civile diffuse, contradictoire et parfois désespérante, au lieu de s'adresser seulement à une (prétendue) classe sociale homogène.
- Une organisation de gauche qui ne cherche pas à s'accrocher à tel ou tel courant de la pensée socialiste, mais qui fait de l'incertitude le bouillon de culture d'une pratique et d'une théorie rebelles, sans tomber dans l'éclectisme.
- Une organisation rebelle avec des racines locales qui lui permettent d'élaborer une proposition mondiale ou « intergalactique ».
- Une organisation rebelle qui, sans bâtir sa politique sur le marketing ou sur les sondages, est arrivée à construire un système de communication avec le pays d'en bas et avec le monde d'en bas, provoquant la jalousie des publicitaires.
- Une organisation d'une grande modestie et qui, en même temps, revendique la dignité comme essence fondamentale de sa pratique politique.
- Une organisation convaincue que, même si cela peut paraître contradictoire aux yeux de la classe politique, il doit y avoir une concordance entre ce que l'on dit et ce que l'on fait.
- Une organisation qui déconstruit une bonne partie du discours traditionnel de la gauche, toutes tendances confondues, en même temps qu'elle jette des ponts pour reconstruire non pas une seule pensée rebelle mais plusieurs pensées différentes.
- Une organisation qui agit dans le cadre existant sans repousser à un futur lumineux la transformation des relations sociales.
- Une organisation qui comprend l'importance de la lutte pour que la société contrôle depuis l'extérieur l'État, pour l'obliger à obéir (« Il ne s'agit pas de prendre le pouvoir mais de révolutionner son rapport à ceux qui l'exercent et à ceux qui le subissent »), mais qui voit là le début d'un chemin vers la construction de mécanismes d'auto-organisation afin d'édifier de nouvelles formes de gouvernement (les « juntas de bon-gouvernement »).
- Une organisation qui, même si elle a compris l'importance de la construction des gouvernements de ceux d'en bas, modifiant de façon permanente les rapports diriger-obéir, synthétisant l'essence de la démocratie représentative, décide de se tenir en marge des tâches de ce type de gouvernement qu'elle a aidé à construire : « L'Armée zapatiste de libération nationale ne peut pas être

la voix de ceux qui commandent, c'est-à-dire du gouvernement, même si celui qui commande le fait en obéissant. L'EZLN parle pour ceux d'en bas, pour les gouvernés, pour les peuples zapatistes qui sont son cœur et son sang, sa pensée et son chemin. »

- Une organisation qui dépasse la vieille dichotomie réforme-révolution. Pas en prenant position pour l'une ou l'autre, mais en reconnaissant que, dans la nouvelle situation du monde, la résistance et la rébellion prennent des formes et des caractéristiques nouvelles face à une offensive est globale. Ces résistances et rébellions font de son localisme, de sa petitesse, de sa marginalité, etc., sa force et son caractère invincible. Face à cette nouvelle logique de pouvoir, la vie en résistance est l'alternative à la réforme ou à la révolution. Étudions ces deux derniers points. Dans la situation actuelle, la résistance est création. Le « *ya basta!* » des communautés indigènes zapatistes, le « pas en notre nom » des intellectuels juifs face à l'intervention sioniste militaire contre les Palestiniens, le « qu'ils partent tous » des travailleurs argentins, le « non à la guerre contre le peuple d'Irak », entre autres, représentent des moments de création qui mettent en branle des milliers et des dizaines de milliers d'êtres humains qui reprennent la rue. Ces actions de résistance forment de grandes traces qui permettent de réorienter ceux qu'après la chute du Mur de Berlin, Eduardo Galeano appelait « les enfants perdus de la tempête ». Ils représentent surtout de nouveaux signes d'identité pour ceux qui n'ont pas vécu la chute du Mur ni l'échec du « socialisme réel » et qui aujourd'hui ont quelque 14 ans, comme ma fille.

Dans le cas de l'EZLN, cette résistance créatrice a permis de sauter par-dessus la muraille qui séparait la réforme de la révolution. En rejetant deux visions et en en créant une troisième. Le processus n'est pas tout, en éliminant la nécessité d'un objectif final, mais le but n'est pas non plus la seule chose importante. Le processus ne représente pas un long processus historique et le but n'est pas un moment d'irruption violente. Le zapatisme rompt avec cette vision, non parce qu'il renonce à l'objectif de modifier radicalement les relations sociales ou parce qu'il penserait que la lutte pour changer même partiellement les conditions de vie des gens ne serait pas justifiée, mais pour tout autre chose. Le zapatisme lie le processus au but, le but devient processus et le processus, but. Le zapatisme rapproche le futur et projette le présent.

Le zapatisme représente le meilleur exemple de ce que signifie la rupture avec le temps linéaire et avec le continuum de l'Histoire dont nous parlait Walter Benjamin⁴. Les zapatistes tirent avec leurs fusils contre le temps, contre le temps linéaire et vide, et ils construisent le temps plein (plein de luttes), le temps de maintenant, à l'instar des révolutionnaires français de 1789 qui ont utilisé une partie de leurs munitions pour tirer sur les horloges des palais et

des cathédrales de Paris, une action répétée lors des révolutions de 1948 et de 1871. Daniel Bensaïd, dans un livre à mes yeux essentiel, *Marx l'Intempestif*, écrit que ce penseur est un « métèque du concept » (étranger ou extérieur à ce concept). Le zapatisme est un « métèque » de la gauche, un corps étrange, pas seulement à cause de sa mise en cause d'une série de paradigmes fondamentaux de la pensée marxiste mais aussi et surtout parce qu'il se situe hors de la pratique des organisations de gauche traditionnelles. Le sous-commandant Marcos explique ainsi cette caractéristique :

« Viens. Asseyons-nous et laisse-moi t'expliquer. Nous sommes dans des terres rebelles. Ici habitent et luttent ceux que l'on appelle les *zapateado* ». Et ces zapatistes sont bien différents... et ils en désespèrent plus d'un. Au lieu de tisser leur histoire avec des exécutions, des morts et des destructions, ils s'entêtent à vivre. Et les avant-gardes du monde s'arrachent les cheveux, car dans le mot d'ordre de « Vaincre ou mourir », ces zapatistes ne meurent pas, mais ils ne se rendent pas plus et ils détestent autant le martyr que la reddition. Ils sont bien différents, certes (...). Ce sont des indigènes rebelles. Ils rompent avec les schémas traditionnels que, d'abord depuis l'Europe puis depuis tous ceux qui s'habillent de la couleur de l'argent, on leur a imposé pour regarder et pour être regardés. Aucune image ne les définit : ni l'image « diabolique » des adeptes des sacrifices humains pour contenter mal les dieux, ni l'image de l'indigène nécessaire, la main tendue attendant l'aumône ou la charité de celui qui possède tout, ni celle du bon sauvage perverti par la modernité, ni celle de l'enfant qui amuse les grands avec ses balbutiements, ni celle du péon soumis de toutes les haciendas qui blessent l'histoire du Mexique, ni celle de l'artisan habile dont le produit décore les murs de celui qui le méprise, ni celle de l'ignorant qui doit avoir un avis sur ce qui est au-delà de l'horizon réduit de sa géographie, ni l'image de celui qui craint les dieux célestes ou terriens. Il faut que tu saches que ces indigènes fâchent même ceux qui sympathisent avec leur cause. Car ils n'obéissent pas. Quand on attend qu'ils parlent, ils se taisent. Quand on attend qu'ils se taisent, ils parlent. Quand on attend qu'ils dirigent, ils restent en arrière. Quand on attend qu'ils restent en arrière, ils partent ailleurs. Quand on attend qu'ils parlent tout seuls, ils se mettent à parler d'autre chose. Quand on attend qu'ils se résignent à leur géographie, ils marchent dans le monde et dans leurs luttes. »

Ces « métèques » de la gauche ont dévoilé un hologramme. Une gauche habituée à provoquer des mobilisations sociales avec le but de marquer quelques points dans les élections, pour avoir quelques députés de plus, une gauche habituée à mener à bien des négociations dans le dos des représentés. Ou au contraire, une gauche habituée à répondre à la violence poli-

cière et militaire de l'État en structurant des organisations avec un discours et une pratique violents qui, petit à petit, effraie la société plus encore que le pouvoir. La lutte zapatiste représente une altération de ces tableaux. Des indigènes ont observé avec attention les disputes de ces joueurs avec un pouvoir qui tentait de les utiliser (ces joueurs) pour sa domination et ont mis des bottes pleines de boue, de marcheurs de la jungle, sur le premier tableau et un poncho propre, de marcheurs des hauteurs, sur le deuxième, tout en disant à l'unisson : « Échec ».

D'une certaine façon, la formation des « juntas de bon-gouvernement » représente la fin d'un cycle et le début d'un autre cycle de la lutte de l'EZLN. Le type d'autonomie et la décision de l'EZLN de ne pas être « la voix qui commande » reflètent une pratique politique qui justifie la conclusion de cette phase. Nombre de professeurs rouges diront que ce n'est pas possible. Que 1871 et la Commune de Paris (ceux qui ont pris le ciel par assaut) ont déjà démontré que ce genre de gouvernement autonome ne peut pas durer longtemps. Le problème, c'est que le temps zapatiste n'est pas celui de la politique traditionnelle. Les zapatistes démontrent qu'il vaut mieux vivre dans l'autonomie. L'extension de cette expérience relève de la responsabilité de tous.

Avec la formation des juntas de bon-gouvernement, preuve est faite qu'il n'est pas indispensable de prendre le pouvoir d'État central pour modifier les rapports de domination et, en général, les relations sociales dans leur ensemble. Certains diront que ce processus n'a pas grand sens, car il est localisé dans un petit territoire et concerne peu de gens. Mais c'est surtout un aveu d'impuissance plus qu'une explication. Selon Marcos, le critère de fonctionnement dans les communautés zapatistes est basé sur le principe « à chacun selon ses besoins », qui représentait pour Marx la rupture avec « l'étroit horizon du droit bourgeois »⁵. Une fois encore, certains prétendront que c'est impossible sans « un développement qualitatif des forces productives ». Eh bien, les zapatistes ont démontré qu'on peut modifier de façon durable les rapports de domination basés sur l'argent et le marché. Que d'autres s'occupent des paradoxes zapatistes, que d'autres les transforment en contradictions, que d'autres encore annoncent leur échec ! Eux se limitent à mettre leur pensée en accord avec leur action.

Si la bonne réponse à la question « que faire ? » est le rêve, il faudrait ajouter que, pour que ce rêve soit utile il faudra rêver les yeux ouverts. En effet, « la dernière sentinelle doit réveiller les autres »⁶, pas pour leur dire que faire, mais pour que nous rêvions tous éveillés et fassions du rêve la vie même : « Pendant plusieurs heures, ces êtres au cœur basané ont tracé, avec leurs idées, un grand escargot. En partant de la scène internationale, son regard et sa pensée se sont glissés vers l'intérieur, passant successivement par la scène

nationale, régionale et locale, jusqu'à atteindre ceux qu'ils appellent le Votan. Ainsi, à partir de la courbe la plus extérieure de la coquille de l'escargot, ils ont pensé à des mots comme globalisation, guerre de domination, résistance, économie, ville, campagne, situation politique, et à d'autres que le brouillon élimine au fur et à mesure après la question de rigueur, « Est-ce clair ou y a-t-il des questions ? » Au bout du chemin de l'extérieur vers l'intérieur, au centre de l'escargot, il ne reste que le sigle EZLN. Ensuite, il y a des propositions et, dans la pensée et dans le cœur, se dessinent des fenêtres et des portes qu'eux seuls voient (entre autres, parce qu'elles n'existent pas encore). Les mots disparate et dispersé commencent à faire du chemin commun et collectif. Quelqu'un demande : « Y a-t-il un accord ? » « Il y en a », répond la voix devenue collective. L'escargot est de nouveau tracé, mais en sens inverse, cette fois, de l'intérieur vers l'extérieur »⁷.

D'autres symptômes similaires ont éclaté depuis. La plupart de ces symptômes n'ont pas attendu qu'une avant-garde clairvoyante les dirige, qu'un programme universel les organise, qu'une théorie extérieure les éclaire. Ils se sont autodirigés, auto-organisés. Ils ont élaboré leur propre programme et, petit à petit, leur propre théorie. Ils ne cherchent pas le temps perdu, et ils essaient d'échapper de l'espace de « dissidence » que le pouvoir offre toujours. De fait, ils cherchent à élaborer leur propre temps et leur propre espace de la confrontation avec le cyclope du pouvoir.

Ils s'expriment dans tous les recoins de la terre, pas seulement dans les pays pauvres, mais aussi dans les pays riches (si plein de pauvres).

Ils surgissent alors que l'on ne s'y attend pas et ils arrivent à gêner les festivités des traités commerciaux, de la construction des aéroports ou de la privatisation des universités, de l'eau ou de l'énergie. Ils se mobilisent comme jamais auparavant contre la guerre et ses conséquences.

Ils regardent avec mépris les « classes politiques ». Ils créent des ponts nouveaux, des super-autoroutes de la solidarité. Ils sont irrévérencieux, rebelles, ils ne reconnaissent personne, personne d'autre qu'eux-mêmes (« personne ») en tant que direction.

Habituellement, ils subissent des calomnies et sont mal vus des bonnes consciences de droite comme de gauche. Ils n'aiment pas les gros concepts ; ils préfèrent les petits concepts, comme celui de dignité, qui déplie leur invincible grandeur.

Ils sont mus par un principe éthique fondamental tendant à créer une cohérence entre les paroles et les actes. Plus encore, ils préfèrent faire, plutôt que dire.

Certains les traitent de prémodernes, d'autres de postmodernes. En réalité, ils seraient plutôt trans-modernes. Mais au fond ils n'ont que faire de ces définitions.

Ils n'aspirent ni ne soupirent pour le pouvoir ; ils luttent plutôt pour éliminer toute différence impliquant une relation de pouvoir (ceux qui commandent et ceux qui obéissent). Ils sont comme des poissons dans l'eau dans la différence. L'homogénéité les rend malades.

Ils ne sont pas de ceux qui ne pensent pas que ce qui a manqué à leur insurrection ou à leur révolution, c'est une avant-garde et un programme. Ils comprennent leur mouvement comme une partie d'une symptomatologie mondiale pleine de particularités, autant par la tradition et la culture de ces peuples que par la nécessaire innovation que cette phase du capitalisme.

De même que le cyclope de l'*Odyssée* perdit tout contrôle lorsque Ulysse se présenta face à lui comme « Personne », le pouvoir, habitué à avoir un interlocuteur ou à l'inventer, perd tout contrôle lorsque le leader n'apparaît pas. La non-apparition du sous-commandant Marcos au Parlement en mars 2001 et l'impressionnante intervention de la commandante Esther, déclarant que les commandants, c'étaient eux, ceux qui commandent en obéissant, constitua un exemple lumineux. La construction de « personne » n'est pas simple. Il s'agit d'un processus plein de difficultés et d'obstacles. Autrefois, on disait que le parti révolutionnaire était le sujet théorique et politique de la révolution et que les masses en étaient le sujet politique et pratique. Selon la logique que j'ai tenté d'exposer, « personne » est le sujet pratique, politique et théorique de la rébellion ou de la révolution (avec minuscule) ou de la Révolution (avec majuscule).

Certains pourraient considérer tout cela non seulement utopique, mais avant tout inutile et inutilisable. Ceux qui « ont échappé au naufrage en abandonnant les meubles » proposent pourtant une utopie réactionnaire : humaniser le capitalisme. Disposer de programmes pour réduire la famine sous un angle philanthropique d'État, cela offre-t-il une perspective à la gauche ? Est-ce pour cela que nous nous battons depuis des années ? Nous sommes nombreux à préférer le rôle de ceux qui « soutiennent le ciel », même si jamais nous ne le connaissons.

Le 1^{er} janvier 1994, il y a dix ans, les zapatistes se sont lancés dans la création héroïque de « personne ». Le chemin semble long, mais ce n'est que le début : « Dans le monde qui doit être construit, à la différence de celui-ci et des précédents, dont la largeur est attribuée à divers dieux, lorsque quelqu'un demandera "qui a fait ce monde ?", la réponse, ce sera "personne". Et pour deviner ce monde et commencer à le bâtir, il faut voir loin dans la géographie du temps. Celui qui est en haut a une courte vue. Il se trompe lorsqu'il confond un miroir avec des longues-vues. Celui qui est en bas, "personne", n'arrive même pas à se dresser sur la pointe des pieds pour deviner ce qui suit. Car la longue-vue du rebelle ne sert même pas à regarder quelques pas au-delà. Ce

n'est qu'un kaléidoscope où les figures et les couleurs varient selon les jeux de lumière. Ce ne sont pas des outils de prophète, mais seulement une intuition. Le monde, l'Histoire, la vie auront des formes et des caractéristiques que nous ignorons encore, mais que nous désirons. Avec son kaléidoscope, le rebelle voit plus loin que le tout-puissant avec sa longue-vue digitale. »⁸

Traduit de l'espagnol par Mariana Sanchez

- 1 Enrique Krauze, « Zapata contra Cardenas », *La Jornada*, 24 novembre 1991.
- 2 Octavio Paz, « Burocracias celestes y terrestres : carta a Adolfo Gilly », *Revista Plural*, 5 février 1972.
- 3 Interview du sous-commandant Marcos par Blanche Petrich et Elio Henriquez, *La Jornada*, 6 février 1994.
- 4 Cité par Alvaro Bianchi et Ruy Braga dans « La izquierda brasileña y el gobierno de Lula », revue *Desde los 4 puntos*, octobre 2003.

- 5 Sous-commandant Marcos, « A las Juntas de buen gobierno zapatista ».
- 6 Voir Daniel Bensaïd, *Walter Benjamin, sentinelle messianique*, Paris, Plon, 1990.
- 7 Sous-commandant Marcos, « La Treceava estela. Primera parte : un caracol ».
- 8 Sous-commandant Marcos, « Otra geografía », *Idem*.

Pablo Gonzalez Casanova

Sociologue, ancien recteur de l'université nationale autonome de Mexico (UNAM).

Les « Escargots » zapatistes

Après une année de réflexion et de silence, consécutive aux limites atteintes avec la marche sur Mexico, le mouvement zapatiste a rendu public en juillet 2003 le projet dit des « Caracoles » (les « Escargots ») se fixant pour but l'auto-organisation des communautés, indépendamment des institutions de l'État. Pablo Gonzales Casanova, spécialiste des communautés indigènes, expose les caractéristiques de ce projet.

Parmi les contributions précieuses du mouvement zapatiste à la construction d'une alternative, le projet des « Caracoles » (les Escargots) démêle nombre de faux débats politiques et intellectuels. Il « ouvre » de nouvelles possibilités de résistance et d'autonomie pour les peuples indigènes du Mexique et du monde, résistance qui incorporerait « tous les secteurs sociaux en lutte pour la démocratie, la liberté, et la justice pour tous ». Un observateur espagnol en conclut que le zapatisme est devenu « un outil que peuvent utiliser toutes les rébellions qui naviguent sur la mer de la globalisation, nous invitant à matérialiser la construction communautaire et autonomie avec la patience tranquille de l'escargot. »

La création d'organisations autonomes et le principe de « commander en obéissant » ne restent pas ainsi dans le vague de l'abstraction. C'est un apport majeur des « Caracoles ». Les initiateurs du projet sont conscients de ses limites et de ses potentialités. Le sous-commandant Marcos reconnaît, avec un mélange de modestie et d'enthousiasme, que ces « escargots » représentent « une petite parcelle de ce monde, fait de nombreux mondes, auquel nous aspirons ». Ils seraient, dit-il, « comme des portes d'entrée dans les communautés et de sortie de leurs propres limites ; comme des fenêtres pour regarder du dehors et du dedans, comme des porte-voix pour lancer au loin nos paroles et pour recevoir celles qui viennent de loin. Mais surtout pour nous rappeler que nous devons veiller à la cohérence des mondes qui peuplent le monde. »

Une manière novatrice de penser et d'agir

Quand, manquant à sa propre parole, le gouvernement a trahi les accords de San Andrés, refusant de reconnaître les droits des peuples indiens, les zapatistes n'ont pas appelé aux armes. Ils se sont mis à construire l'autonomie des territoires rebelles, comme le proclame leur communiqué du 19 juillet 2003. Ils décidèrent de construire « des municipalités autonomes » (un objectif présent dès les premières heures de l'insurrection). Les communautés ont désigné leurs autorités locales et leurs délégués pour accomplir leurs mandats à divers niveaux, sous peine d'être aussitôt révoqués. En même temps, ils ont continué à impulser des mesures pratiques dans le sens du principe « diriger en obéissant ». Ils ont également renforcé les liens de solidarité entre les communautés de différentes ethnies. Enfin, ils ont mis sur pied des unités plus larges comprenant plusieurs municipalités, nommées les « Aguascalientes », avant de devenir aujourd'hui les « Caracoles ».

Ce changement a plusieurs significations, notamment la transformation de zones de solidarité entre localités et communautés en réseaux de gouvernements municipaux autonomes, articulés à leur tour à des réseaux qui couvrent des zones et des régions plus étendues. La dimension et la profondeur de ce nouveau processus zapatiste répond à la capacité démontrée par le mouvement de redéfinir pratiquement et conceptuellement son projet rebelle, tout en maintenant les objectifs fondamentaux d'un monde de démocratie, de liberté, et de justice pour tous. Dans son élaboration, l'EZLN continue d'utiliser un style de pensée original, combinant les récits du vieil Antonio – qui rappelle le passé à partir du présent pour mieux construire l'avenir – avec les utopies et la fermeté dialectique de « Durito », le grillon, symbole d'un chevalier errant moderne et postmoderne. En fait, la proposition des « Caracoles » reprend des propositions présentes dès le début du mouvement zapatiste, comme la lutte pour « des communes autonomes en rébellion ». Mais ces options fondatrices ont été l'objet de bien des oublis et d'incompréhensions de la part de camarades, de sympathisants, d'adversaires et d'ennemis.

La nouvelle proposition des « Caracoles » ne se contente pas de redéfinir clairement les concepts qui ont donné lieu aux interprétations les plus diverses. Elle articule un projet alternatif d'organisation qui, partant du local et du particulier, passe par le national pour s'élever à l'universel. Elle laisse à ses acteurs la pleine responsabilité de tracer le chemin du grand au petit, du petit au grand, et de répartir le travail entre l'une et l'autre voie. À travers la création de réseaux d'autonomie, ce projet a pour but de créer avec les communautés, par les communautés, et pour les communautés, des organisations de résistance qui forment les mailles d'auto-gouvernement qui permettront de contribuer à rendre un autre monde possible. Il suppose que les communa-

tés et les peuples puissent mettre dès maintenant en pratique leur alternative, sans attendre d'acquérir davantage de pouvoir pour redéfinir les modalités de son exercice.

Cette perspective de pouvoir ne suit pas la logique du « pouvoir d'État » qui emprisonnait les positions révolutionnaires ou réformistes antérieures, privant d'autonomie le protagoniste principal, qu'il s'agisse de la classe laborieuse, de la nation ou de la citoyenneté. Elle ne suit pas davantage la logique de formation d'une société qui animait les positions anarchistes et libertaires (dont on retrouve l'écho dans la rhétorique de « l'antipouvoir » dont ses auteurs eux-mêmes ont du mal à préciser ce qu'ils entendent par là). Il s'agit plutôt de renouveler les notions d'auto-gouvernement de la société civile, dynamisée par une démocratie participative capable de contrôler ses représentants.

Le projet des Caracoles est donc un projet de « peuples auto-gouvernés », qui se coordonnent pour imposer des chemins de paix sans abandonner pour autant les armes, notamment dans des périodes et des régions où les oligarchies locales et les organes répressifs d'État suivent le cours de plus en plus agressif du libéralisme de guerre, avec son cortège de misères sociales. La proposition des Caracoles combine ainsi pratiquement la logique de construction du pouvoir à travers des réseaux populaires autonomes, et celle de l'intégration des organes de pouvoir en tant qu'organes de ceux qui luttent pour une alternative au système. Elle reprend les éléments antisystémiques selon lesquels la formation de municipalités rebelles autonomes commence par renforcer la capacité de résistance des peuples. Elle exprime une nouvelle conception de l'exercice du pouvoir dans les communautés, où les commandants se soumettent à la collectivité sans renoncer pour autant à émettre leur propre parole, tout en respectant scrupuleusement l'autonomie et la dignité des personnes et des peuples, rebelles à toute attitude paternaliste. Plutôt que d'une idéologie du pouvoir, il s'agit d'une culture du pouvoir issue d'un demi-millénaire de résistance des peuples indigènes d'Amérique, qui s'insère dans la culture universelle d'un monde tellement diversifié, que toute alternative multinationale et multiculturelle doit désormais combiner des civilisations distinctes avec les valeurs communes.

Nous devons faire de cette méthode de pensée, identifiée aujourd'hui au zapatisme, une sorte de sens commun, dans lequel trouvent place diverses manières de penser, de s'exprimer, d'agir, sachant que le dialogue clarifie les affinités et les différences et permet l'élaboration de langages partagés et de convergences élargies. La méthode de pensée ne fait évidemment pas tout. Il faut aussi les « vérités du cœur », si essentielles dans la culture maya. Il est bon de le rappeler, pour nous-mêmes, comme dans le dialogue avec ceux qui s'inspirent du nouveau projet universel revendiqué par les zapatistes dans leurs communiqués

insurrectionnels et dans leur lutte pour les droits des peuples indigènes. Les zapatistes construisent ainsi une alternative pacifique de transition vers un monde viable, moins autoritaire, moins injuste, capable de poursuivre la lutte pour la paix et la démocratie, la justice et la liberté. Leur mode de penser et d'agir semble pouvoir être résumé en sept caractéristiques principales.

- La première est le recours aux combinaisons plutôt qu'aux oppositions disjonctives. Au lieu de dire et de faire « ceci *ou* cela », on fait et on dit « ceci *et* cela ». Le résultat d'ensemble est davantage que la somme des parties. La capacité de résistance augmente lorsque les peuples indiens, non seulement se coordonnent entre eux, mais se coordonnent aussi avec les peuples non indiens en lutte pour des objectifs similaires, dans le respect des différences personnelle, religieuses, culturelles.
- La seconde caractéristique consiste dans la généralisation des concepts au fur et à mesure que s'étendent les réseaux communautaires et que sont pris en compte les divers acteurs sociaux pensants. On peut alors résoudre le problème de l'unité dans la diversité et la possibilité pratique pour différents acteurs de contribuer à la lutte commune par des moyens et des voies différents. Ainsi, si la généralisation s'opère par l'union de différents peuples mayas, et, à partir de là, s'étend aux peuples nahuas, mixtèques, tarascos..., elle s'enrichit des expériences particulières. Sa portée est alors d'autant plus forte qu'elle intègre le rôle des paysans, des travailleurs, des étudiants, qui pensent et agissent en fonction d'objectifs éthiques, culturels, et sociaux communs, mais qui peuvent suivre pour les atteindre des voies stratégiques et tactiques distinctes.
- En troisième lieu, cette méthode permet d'élaborer des concepts de plus en plus riches, dans la mesure où l'on distingue mieux ce qui est susceptible d'augmenter la résistance de ce qui peut l'affaiblir, risquant de la compromettre ou de la détruire.
- La force des réseaux (c'est la quatrième caractéristique) s'accroît quand on passe de la lutte contre le cacique local, à la lutte contre le gouverneur qui soutient le cacique, pour finir par s'opposer à toute une catégorie ou « classe » de « riches et puissants », qui ne soutient pas seulement le cacique, mais tous les caciques, politiques et patronaux, et qui appuient une firme multinationale qui prétend dominer de vastes territoires à travers des projets tels que le plan Puebal-Panama.
- Cinquièmement : pour affronter la « classe » des riches et des puissants, affrontement qui dure depuis cinq siècles, on sent bien avec le cœur (au sens maya du terme) et dans la conscience, qu'il faut élargir la coordination des forces en lutte pour des buts communs dans les montagnes du Chiapas, et où que ce soit au Mexique ou dans le Monde ;

- Une sixième caractéristique serait de s'élever de l'abstrait ou du formel, au concret et à l'effectif ; c'est ce qu'exprime la formule : « aller au-delà de... ». Elle résume la nécessité de surmonter ce qui, dans le passé, est apparu comme une faiblesse, sans perdre en route ce qui, dans les expériences passées a pu donner force à la résistance et à l'élaboration d'une alternative.
- Enfin la septième caractéristique, dans cet inventaire incomplet, a quelque chose à voir avec les utopies qui se réalisent à travers leurs propres contradictions. Elle répond à la nécessité de dépasser « les idées des chevaliers errants », pour construire (pour tracer le chemin en cheminant, comme le dit le poète) des relations personnelles, sociales, culturelles capables de donner chair aux idéaux de justice et de liberté. C'est ce qu'expriment, dans la prose de Marcos, les rêves et les impertinences de Durito le grillon : ces impertinences picaresques se nourrissent de l'imagination du monde entier, maya ou non, occidental ou non, classique, moderne, ou postmoderne.

Il paraît ici nécessaire de préciser que, dans toutes les circonstances, se combinent les méthodes respectives du vieil Antonio et de Durito. Tous deux revendiquent la dignité des personnes et des collectivités, comme un facteur de force irréductible, non négociable, comme l'arme la plus terrible contre la dictature du marché et la colonisation mercantile de la vie quotidienne. Pour devenir effective, cette dignité ne doit pas seulement être inclusive (repandre ce qu'il y a de meilleur de la tradition libérale de tolérance envers toutes les croyances, religions, races, nationalités, civilisations). Elle doit aussi répondre à l'aspiration de tous ceux, mexicains ou non, indiens ou non, qui aspirent à un autre monde possible, et qui s'organisent en réseaux, en parlant avec leurs voisins, en échangeant des rêves brisés ou accomplis, et qui vont ainsi bien au-delà de la simple solidarité, si précieuse soit-elle.

Le projet des Caracoles synthétise ainsi nombre de propositions des zapatistes divulguées depuis dix ans. Il converge avec toutes les forces qui luttent contre le néolibéralisme, contre la guerre économique et militaire qui écrase les pays soumis au système d'endettement et de pillage imposé par la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, l'Organisation mondiale du commerce, les grandes puissances sous la conduite le gouvernement des États-Unis et de ses alliés et subordonnés (dont l'actuel gouvernement mexicain). L'aveuglement des forces dominantes est tel qu'elles ne voient plus l'immense possibilité ouverte par la « marche des escargots », pour imposer un changement historique pacifique à travers la négociation sans cooptation ni médiatisation de leaders. Les zapatistes proposent pour le Mexique un chemin de paix novateur, avec des portes et des fenêtres grandes ouvertes sur l'humanité.

Une nouvelle structure de pouvoir

(...) Savoir écouter et parler pour penser et agir, remonte à l'évocation des dieux méso-américains qui ont chargé l'un d'entre eux de soutenir le ciel. Pour remplir sa mission, ce « pilier du ciel » se mit sur la poitrine un escargot avec lequel il écoutait les bruits et les silences du monde pour voir si tout était en ordre. Une compréhension correcte des principes du penser-agir des nouvelles organisations zapatistes implique d'intégrer la connaissance de soi-même aux processus historiques. Une lecture attentive des textes métaphoriques, narratifs, réflexifs de l'Armée zapatiste montre que chacune de ses images et de ses expressions est liée à l'énorme capacité de résistance démontrée durant ces années de harcèlement et de souffrance, de pauvreté et de tromperies, sans perdre pour autant espoir, en persévérant au contraire dans lutte, à la recherche de nouvelles formes de construction d'un autre monde.

De cet esprit, on peut dégager quelques priorités des Caracoles et relativiser ce qu'on en entend dire parfois.

- 1 Créer une autonomie active dans le cadre légal et national, sans dépendre de sa reconnaissance par l'État, signifie se fixer pour but la mise en pratique des principes démocratiques de l'auto-gouvernement.
- 2 Combiner la démocratie participative avec la démocratie électorale, en donnant à la démocratie son sens profond de gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ; pour cela, les pouvoirs autonomes doivent être pluri-ethniques et respectueux des différentes croyances comme des principes laïques en matière d'éducation et de diffusion de la culture.
- 3 Passer des espaces de rencontre critiques et contestataires, aux « Conseils de bon-gouvernement », qui écoutent, font, décident, et dirigent, tout en obéissant à la communauté et à ses organisations territoriales.
- 4 Assumer le rôle de « législateur de l'alternative » pour réaliser les droits des peuples indigènes. Le « bon-gouvernement » des Caracoles doit être le premier à reconnaître et exercer ces droits, au lieu de les ignorer comme le fait le mauvais gouvernement. S'il tourne mal, il peut être destitué par les communautés (tradition très présente dans les cultures méso-américaines).
- 5 Empêcher à temps l'affaiblissement de l'autonomie et de l'unité qui constituent la force des communautés. Elles ne peuvent être préservées que si le bon-gouvernement s'oppose, par la pratique quotidienne de la démocratie, à la formation de mafias et de clientèles qui se séparent de leur communauté en cherchant à satisfaire leurs propres ambitions, comme ce fut si souvent le cas en de nombreux pays de notre continent, dont les oligarchies ont rompu au XIX^e siècle avec l'idéal bolivarien (mais aussi en Yougoslavie dont les mafias ont bâti leur fortune sur l'échec de l'autogestion). Il serait en effet suicidaire d'oublier les leçons historiques de l'immoralité passée et présente. Ces leçons sont

présentes quand les zapatistes déclarent indignes ceux qui abusent du pouvoir ou ceux qui se prosternent devant le pouvoir, ceux qui prodiguent les privilèges personnels à partir du pouvoir comme ceux qui acceptent de les recevoir.

- 6 Avoir la capacité de se transformer soi-même en tant que rebelle, sans pour autant cesser de l'être. Avoir la capacité de passer de projets insurrectionnels armés à des projets de négociations sans concessions – comme à San Andrés – ou à la consolidation des résistances – comme ce fut le cas après que l'Assemblée ait refusé de reconnaître les droits des peuples indigènes – ou à la réorganisation du pouvoir local à travers les réseaux des Caracoles après une longue période silencieuse de réflexion et de bilan.
- 7 Renoncer à la prise du pouvoir par la force, pour construire le pouvoir des communautés en tant que projet combinant le micro et le macro dans différentes situations régionales ou nationales. À ce propos, il faut peut-être préciser que le projet zapatiste ne correspond pas à la logique anarchiste ou libertaire, même actualisée, ni à la logique étatiste de conquête du pouvoir d'État ou de réforme de l'État. Il vise à construire le pouvoir à partir de la société civile sans perdre de vue que les persécutions armées, conventionnelles ou non, obligent les habitants à exercer leur droit à l'autodéfense. Mais si des actions armées de rébellion contre un ordre injuste, oppresseur et exploiteur, sont parfois nécessaires, elles n'empêchent pas la recherche d'un chemin nouveau conjuguant les méthodes rebelles et les cadres légaux (...). Cette perspective des zapatistes n'est pas plus « antiparti » qu'elle ne vise à fonder un nouveau parti. Les zapatistes ne prétendent pas créer un parti qui prendrait la tête d'une alliance pour la prise du pouvoir d'État, pas plus qu'ils n'entendent lutter par les élections comme un nouveau parti dans l'institution étatique. Ils cherchent une voie nouvelle de construction de communautés et de réseaux.(...)
- 8 Clarifier que, si la nouvelle politique ne peut être définie, ni comme insurrectionnelle ni comme réformiste, ni comme libertaire ou anarchiste, elle reconnaît la validité de catégories élaborées par ces divers mouvements, et par d'autres plus anciens, comme ceux des libérateurs de notre Amérique. Il faut aller jusqu'à reconnaître la nécessité d'incorporer dans les textes et contextes du bon-gouvernement certains éléments créatifs du postmodernisme européen et nord-américain. Car il ne fait aucun doute qu'il ne s'agit pas là d'un projet simplement zapatiste, ou indigène, ou chiapanèque, ou mexicain, mais d'un mouvement de rencontre dialogique et mondiale avec des projets similaires.
- 9 Préciser que le projet des « Escargots » dépasse la simple protestation ou résistance, pour assumer comme prioritaires des politiques d'éducation et de santé, et pour résoudre concrètement, autant que possible, les problèmes d'alimentation et d'habitat, d'emploi et de juste redistribution des ressources. En même temps qu'il stimule les réseaux de commerce équitable entre

communautés, petits producteurs et petits commerçants de l'économie informelle, en donnant la priorité aux marchés locaux et au marché national. Les contradictions en la matière sont connues des zapatistes. Ils cherchent des formes de résistance plus efficaces face au « commerce injuste » et aux « relations inégales d'échange ». La capacité à définir de meilleurs termes de l'échange avec les centres exploités, qui vendent cher et achètent à bas prix, dépendra de l'ensemble des réseaux et du pouvoir des communautés face aux marchés colonisés. Il est clair qu'il s'agit là d'un des points les plus difficiles à résoudre pour les plus pauvres d'entre les pauvres : l'exploitation multiforme des travailleurs et le commerce particulièrement inéquitable pour les différentes ethnies.

- 10 Renouer avec certaines coutumes profondément enracinées dans la vie quotidienne des femmes, des enfants, des anciens.
- 11 S'appuyer sur les mouvements authentiques d'ouvriers, de paysans, d'étudiants, d'habitants marginalisés des cités, de déplacés, de migrants nationaux et étrangers, d'écologistes, sur le mouvement de genre, de génération, de préférences sexuelles, sur ceux qui défendent leur terre et leur territoires, les droits humains sociaux et individuels.
- 12 Articuler la lutte croissante en Amérique latine et dans le monde contre les politiques de pillage néolibéral, de prédation et de conquête, en particulier la lutte contre les projets menaçants du grand marché des Amériques (ALCA), du projet Puebla-Panama, et plus généralement des plans de la Banque Mondiale, de l'Organisation mondiale du commerce, et de la triade États-Unis/Europe/Japon, avec son réseau de gouvernements subalternes et collaborateurs.
- 13 S'opposer radicalement à tout acte de terrorisme, qu'il vienne de l'État ou de la société civile, ainsi qu'à toute compromission avec le narcotrafic.
- 14 Établir des réseaux d'information et de culture, des espaces de réflexion et de dialogue à l'échelle locale, régionale, nationale et internationale, non seulement pour faire connaître la réalité des différentes cultures mais pour contribuer au dialogue universel des sciences et des arts [...]

Franck Gaudichaud

Historien, université de La Rochelle, membre du comité de rédaction de la revue Dissidences.

Retour sur les leçons chiliennes

Il y a trente ans, l'expérience de l'Unité populaire chilienne et de son renversement par un coup d'État militaire devenait matière à réflexion stratégique pour la gauche latino-américaine comme européenne. Au moment où d'aucuns opposent un « modèle brésilien » imaginaire à un supposé « modèle chilien », Franck Gaudichaud revient sur les leçons du processus chilien.

Trente ans après le coup d'État du 11 septembre 1973, le Chili reste un « pays-symbole », trimbalant derrière lui sa cohorte d'images mythifiées, voire mystifiées, entrées dans le grand livre des mémoires par la porte du réductionnisme historique. Ici, de l'autre côté de l'Atlantique, il ne nous reste souvent que quelques clichés : l'image d'un Pinochet archétype des dictateurs latino-américains, la photo jaunie d'un Salvador Allende, héros solitaire défendant jusqu'à la mort le palais présidentiel et la légalité qui l'avait porté au gouvernement.

Une histoire occultée

L'histoire du « pouvoir populaire » sous le gouvernement Allende (1970-1973) et des luttes d'une fraction importante du prolétariat au sein d'organisations radicalement nouvelles, les cordons industriels et les commandos communaux, continue pourtant d'être occultée ou déformée, notamment par la gauche social-libérale actuellement au gouvernement. Parce qu'il n'entraîne pas dans le schéma dominant de l'Unité populaire (UP), parce qu'il est resté en marge des objectifs de participation gouvernementale voulus par les grands partis de la gauche chilienne, ce processus de dualité de pouvoir a souvent été négligé. Il est pourtant clair que la dynamique de ce combat d'ouvriers, de paysans, de *pobladores*¹ et d'étudiants a mis à nu les contradictions de la « voie pacifique au socialisme » ou « voie chilienne au socialisme ».

Pour comprendre la dynamique de la lutte de classes de cette période, il faut revenir rapidement sur la composition de l'UP, coalition hétérogène tant d'un point de vue social que politique. Dirigée par Salvador Allende elle tente de

coordonner des forces politiques allant du Parti communiste au Parti radical (représentant indirect de certaines fractions de la bourgeoisie chilienne), en passant par le PS et des secteurs démocrates-chrétiens en rupture avec leur organisation (comme le MAPU et plus tard la Gauche chrétienne). La stratégie de l'UP, par son projet d'alliance tactique avec la mal nommée « bourgeoisie nationale progressiste », s'inscrit dans la continuité des « fronts populaires » chiliens de la fin des années 1930, avec la nouveauté qu'elle est sous hégémonie de deux partis majoritairement ouvriers et populaires : le PC et le PS. Son programme est un programme de réformes radicales et progressistes de type « démocrate-bourgeois radical ». Pour résumer, la tactique générale de la « voie chilienne au socialisme » s'appuie essentiellement sur quatre thèses centrales articulées considérablement éloignées de la théorie et de la *praxis* des « classiques du marxisme ». C'est pourquoi la « voie chilienne » est à l'époque présentée comme la possibilité novatrice d'une transition « démocratique » :

- 1 la thèse de la « révolution par étape » et de la possibilité d'une transition graduelle au socialisme, en utilisant tout le potentiel des institutions en place ;
- 2 la thèse de la « flexibilité institutionnelle » et de la spécificité de l'État chilien au sein d'un système politique stable, qui garantirait le maintien du fonctionnement de la « démocratie » ;
- 3 la thèse de la constitutionnalité des Forces Armées et de leur respect inébranlable du suffrage universel ;
- 4 la thèse de l'alliance de classe avec la dénommée « bourgeoisie nationale progressiste » au sein d'un projet de développement industriel capitaliste auto-centré, antimonopoliste et anti-impérialiste.

Le but déclaré de l'Unité populaire était de sortir des ornières des gouvernements précédents (dont le populisme démocrate-chrétien), pour appliquer un certain nombre de réformes importantes et une importante redistribution des richesses². Dans l'esprit de la gauche qui accède au gouvernement en novembre 1970, cette modernisation de l'économie et la démocratisation de la société s'articulaient fondamentalement autour de quatre lignes de réformes :

- nationalisation des ressources naturelles essentielles du pays dont le cuivre (« le salaire du Chili ») aux mains de l'impérialisme américain ;
- réforme agraire qui approfondirait celle débutée par le gouvernement démocrate-chrétien ;
- nationalisation d'une partie des grands monopoles industriels et du système bancaire ainsi que d'une partie du secteur de la distribution ;
- de nombreuses mesures sociales progressistes (les « 40 mesures ») sans précédent par leur ampleur dans l'histoire du pays.

Le début de l'application de ce programme fut possible grâce à la formidable mobilisation sociale et aux immenses espoirs qu'incarne Salvador Allende,

médecin socialiste franc-maçon. Le « camarade-président » représente alors pour la grande majorité du mouvement ouvrier et de larges fractions des classes populaires, l'espoir de la justice sociale et de la remise en cause du capitalisme dépendant. La période du gouvernement Allende est celle d'une dynamique de démocratisation intense de la société chilienne, qui ébranle toutes les structures de la formation sociale de ce petit pays.

Dès ses origines, l'Unité populaire s'est trouvée prise dans une contradiction majeure : elle était le produit du développement de luttes radicales et appelait de ses vœux le « pouvoir populaire », tout en refusant la remise en cause directe des institutions et de l'armée. Ce « *poder popular* » (pouvoir populaire) devait surgir d'une incorporation progressive et graduelle des représentants du peuple au sein des instances de l'État, qui devait finir par se transformer « de l'intérieur ».

Selon Salvador Allende, l'exercice du pouvoir populaire est seulement destiné à appuyer les actions gouvernementales, en libérant les travailleurs et en leur donnant la possibilité d'exprimer démocratiquement leurs volontés face à l'oligarchie chilienne. Ce pouvoir devait tout d'abord passer par les Comités de l'unité populaire (CUP), formés dans les usines, dans les quartiers afin d'organiser des forces favorables à l'UP durant la campagne électorale pour les présidentielles. Ils devaient par la suite mobiliser et former politiquement les travailleurs pour aider le gouvernement. Cependant, ceci s'avère rapidement illusoire. Les CUP disparaissant quasiment dès la victoire consommée, du fait de l'absence d'objectifs précis qui leur étaient assignés en dehors de la campagne électorale.

Dans la même optique, est mis en place un système de participation des travailleurs au sein des entreprises nationalisées, dite Aire de propriété sociale. Cette cogestion était envisagée par le biais d'une intégration accrue de la Centrale unique des travailleurs (CUT)³ dans l'orientation du secteur nationalisé, au niveau central comme au niveau local. C'est dans cet esprit que Salvador Allende déclarait le 1^{er} mai 1971 : « Fortifier le pouvoir populaire et le consolider, revient à rendre plus puissants les syndicats en les rendant conscients qu'ils constituent un des piliers fondamentaux du gouvernement ». Outre son caractère démocratique (finalement assez limité), cette participation des travailleurs est conçue comme un instrument de rentabilité et de productivité des entreprises. Cette volonté se traduit par la propagande du PC autour du thème sans cesse martelé de « la bataille de la production ». Cohérente avec cette stratégie d'extension progressive des conquêtes des travailleurs, l'UP comme la direction de la CUT voyaient dans la rentabilité du secteur étatisé le meilleur allié pour s'attirer les faveurs de fractions croissantes de la population, en même temps que le moyen d'accroître le pouvoir d'achat

des classes pauvres (+38 % pour les ouvriers dans la première année). Le projet de nationalisation du gouvernement⁴ ne s'adresse initialement qu'à une partie de l'économie nationale, essentiellement le secteur moderne et monopolistique. Cédant à la pression de la démocratie-chrétienne et du patronat, ce projet est réduit par le gouvernement à 91 entreprises, soit environ 10 % des travailleurs industriels (55 800 personnes) et moins de 1 % des 35 000 entreprises chiliennes. Ainsi, il laisse sans perspective la très grande majorité des ouvriers de la petite et moyenne industrie, considérée comme « non stratégique », mais également des pans entiers de l'industrie du textile, du bâtiment et de l'alimentaire : soit plus de 500 000 travailleurs.

De par son passé, la CUT représente avant tout les salariés liés à l'État. Ce lien de dépendance est renforcé sous Allende par l'intégration progressive de la centrale à la direction de l'État et de ses entreprises. En témoigne la formation d'un nouveau cabinet du début novembre 1972. Pour « calmer ses troupes » après la grève patronale insurrectionnelle d'octobre, la réponse d'Allende est la mise en place d'un gouvernement civilo-militaire où l'on retrouve, au coude à coude avec trois hauts chefs des forces armées, Rolando Calderon (secrétaire général de la CUT) au ministère de l'Agriculture et Luis Figueroa (président de la centrale) au ministère du Travail. À cette date, le gouvernement prend clairement le visage d'un *bonapartisme sui generis* en jouant un rôle d'arbitre du conflit de classe.

Si l'on peut constater le fonctionnement bureaucratique de la CUT, cette organisation syndicale n'en a pas moins une forte influence sur l'ensemble du monde ouvrier. Malgré cette mainmise du Parti communiste sur l'appareil syndical, la remontée de courants radicaux dans le mouvement ouvrier à la fin des années 1960 se traduit par une érosion sensible du PC. On voit ainsi progresser l'influence du PS, mais aussi de la gauche Révolutionnaire (MIR)⁵, qui tente d'organiser les ouvriers à partir de 1972, par le biais du « Front des travailleurs révolutionnaires » (FTR).

Pouvoir populaire et Cordons industriels

Héritière d'une tradition de lutte autonome et poussée par la radicalisation des revendications des pauvres de la ville et de la campagne, une partie de la classe ouvrière chilienne va donner naissance à un mouvement unique par son ampleur en Amérique latine. Il s'agit de la mise en place du contrôle ouvrier sur la production et le ravitaillement, en dehors de tout schéma préconçu par l'UP. Au cours des affrontements d'octobre 1972 et des grandes mobilisations de 1973, les mots d'ordre purement économiques s'articulent avec des demandes politiques de certaines fractions ouvrières radicalisées ; cette connexion se traduit par la formation des Cordons industriels. Lorsqu'en octobre, le grand

patronat, commerçants, professions libérales, ingénieurs profitent de la grève des camionneurs (financée à coup de milliers de dollars par la CIA) pour bloquer la production et l'économie du pays, les ouvriers occupent massivement les usines et certains parviennent à les remettre en route sous leur propre contrôle. Ces cordons industriels sont formés sur la base d'une coordination territoriale de plusieurs dizaines d'usines et regroupent en majorité des délégués des petites et moyennes entreprises. Ils se constituent indépendamment de leur branche économique et de la structure syndicale. Après avoir été essentiellement dirigées autoritairement (« par en haut ») dans l'urgence d'octobre par des leaders syndicaux et des militants PS et MIR, des assemblées de travailleurs sont mises en place dans les usines les plus combatives. Le but affiché était que l'assemblée élise deux ou trois délégués, révocables à tout moment, qui eux-mêmes voteraient les décisions au sein de l'assemblée des délégués du Cordon. Pourtant, les salariés du Cordon ne tardent pas à se heurter aux limites de la stratégie de la gauche et ils tendent à se démobiliser sous la pression des appareils syndicaux et politiques hégémoniques. Ces formes d'organisations alternatives font néanmoins un pas supplémentaire dans le sens d'une unification de leur lutte en créant, en juillet 1973, la coordination des Cordons industriels de la province de Santiago.

C'est le Cordon Cerillos dans la commune de Maipo, à Santiago, qui a enclenché ce processus de rupture et d'insurrection. Il s'était formé dès le 28 juin 1972, dans le sillage d'une série de grèves industrielles au cours desquelles des travailleurs (de la métallurgie en particulier) réclamaient eux aussi leur droit à appartenir au secteur étatique. Dans ce but, ils n'avaient pas hésité à occuper le ministère du Travail, pourtant dirigé par une « camarade-ministre ». Dans sa plate-forme du 30 juin, le Cordon Cerrillos appelait notamment au « contrôle ouvrier de la production à travers des conseils de délégués révocables à tout moment, dans toutes les industries, mines et propriétés foncières », ainsi qu'à l'instauration « d'une assemblée populaire en remplacement du parlement bourgeois ». Il se déclarait prêt à « appuyer le gouvernement et le président Allende dans la mesure où celui-ci interprétera les luttes et mobilisations des travailleurs », marquant ainsi sa défiance à l'égard de la politique de l'UP, tout en réaffirmant la légitimité populaire du gouvernement.

Pendant la crise d'octobre 1972, puis à la suite du soulèvement militaire du colonel Souper en juin 1973 (appelé *Tancazo*), puis après la nouvelle grève patronale de juillet de la même année, ces formes d'organisations populaires vont connaître une formidable extension à travers tout le pays. Elles s'attacheront à maintenir coûte que coûte la production, à s'occuper des problèmes de transport en réquisitionnant bus et camions, à faciliter le ravitaillement en aidant les « Juntas de Ravitaillement » (JAP) mises en place par le gouverne-

ment, mais en leur insufflant un contenu élargi par l'ouverture des commerces en grèves. À Santiago, ce sont les Cordons Cerrillos et Vicuña Mackenna qui joueront le rôle le plus important. Dans la capitale, les cordons rassemblent plusieurs dizaines de milliers de travailleurs, mais on les trouve du Nord au Sud également : à Arica, à Concepcion ou encore à Talcahuano.

Cette montée en puissance de l'organisation de la classe ouvrière sur des bases autonomes se fait en corrélation avec la structuration d'une alliance populaire au sein des « Commandos communaux ». Les Commandos communaux sont conçus comme des organismes fondés par un ou plusieurs quartiers et qui permettent la réunion au niveau communal de délégations d'ouvriers, paysans, étudiants et de ménagères. Le but était d'agir sur les problèmes de l'approvisionnement, du développement exponentiel du marché noir, des manques de contrôle sur le secteur de la distribution ou des transports, des difficultés pour l'accès à la santé ou au logement. Cette forme originale de démocratie directe est facilitée, au Chili, par la dynamique du mouvement *pobladores* qui, depuis la fin des années 1960, s'organise dans les zones de périphérie urbaine (les *poblaciones*). Par exemple, ils facilitent la mise en place de la *Canasta popular* (le panier populaire), décidée pour combattre le renchérissement du prix des denrées de première nécessité, due à l'explosion du marché noir. Pourtant, plus encore que les Cordons industriels, ils ne parviennent pas à jouer le rôle qui leur était assigné par la gauche révolutionnaire : celui d'incarner les *sovjets* à la chilienne. D'ailleurs, il y aura un âpre débat entre les militants de ces organisations pour savoir si la priorité devait être accordée aux Cordons (volonté du PS) ou aux Commandos (volonté du MIR). Il apparaît que cette discussion était surtout le reflet de l'implantation de chaque parti. En effet, les Cordons étaient dominés au niveau de leur direction par des socialistes, tels que Hernan Ortega (Cordon Cerrillos) ou Armando Cruces (Cordon Vicuña Mackenna), alors que les quelques commandos fonctionnant réellement l'étaient par des *miristes*. Malgré sa politique d'ouverture et des progrès importants au sein de l'industrie, conséquence de la radicalisation ouvrière, le MIR est avant tout enraciné dans les secteurs du semi-prolétariat urbain. Ses militants sont parvenus à gérer de manière remarquable des quartiers entiers, tels celui de la *Nueva La Havana*, véritable village auto-géré, à l'intérieur de Santiago.

En ce qui concerne les cordons industriels, leur pratique dépasse largement les mécanismes syndicaux traditionnels, et en premier lieu ceux de la CUT. La centrale apparaît dès lors, comme structurellement déficiente pour répondre activement au niveau de combativité des travailleurs. Les accusant de parallélisme ou de divisionnisme, et niant ainsi leur rôle essentiel face aux attaques du patronat, la CUT tentera de freiner leur constitution. De même, malgré le

fait que nombre des militants de base soient partie prenante des Cordons, aux côtés d'ouvriers socialistes, miristes et démocrates-chrétiens, le Parti communiste attendra jusqu'à la grave crise du *Tancazo* pour reconnaître officiellement les Cordons et permettre à ses militants d'y participer, mais dans la perspective de mettre le « pouvoir populaire » sous contrôle gouvernemental. L'accusation de double emploi vise aussi les commandos communaux, structure pourtant différente de celle de la CUT. Le PC rejetait toute « création d'un pouvoir alternatif au gouvernement ». Ce à quoi le MIR répondait par une volonté de voir naître un véritable pouvoir populaire, en refusant « la subordination des masses à la démocratie bourgeoise » et à la stratégie réformiste. Quant au PS, à la recherche d'une synthèse impossible, il reconnaissait « le développement d'un pouvoir populaire alternatif aux institutions bourgeoises, mais pas au gouvernement », car selon lui, « le pouvoir populaire, surgit de la base, lui est complémentaire ». La distance entre le gouvernement Allende et le « *poder popular* » s'est creusée à mesure que le modèle économique de redistribution s'est essouffé, pour sombrer dans la paralysie et la crise. D'où les critiques des militants de l'aile gauche de l'UP, alliés sur le terrain à ceux du MIR. Ainsi du manifeste paysan de Linares en décembre 1971 à l'assemblée populaire de Concepcion (juillet 1972), il y a une volonté répétée de faire pression sur le gouvernement et d'imposer des mesures bien plus avancées, notamment par la constitution immédiate d'une assemblée du peuple unique. Dès janvier 1973, les Cordons se sont opposés violemment au projet du ministre communiste Orlando Millas qui appelait, après les occupations d'octobre, à restituer les usines « non stratégiques », afin de ne pas alourdir la charge du gouvernement civilo-militaire. Cette levée de boucliers obligea d'ailleurs le ministre à faire machine arrière. En mars, le gouvernement put rasseoir sa légitimité de « gouvernement du peuple » en obtenant plus de 43 % des suffrages aux élections législatives. De plus, durant toute l'année 1973, l'armée, loin d'être une force neutre, comme l'affirmait le Président Allende, commence son travail de répression. Profitant d'une loi votée en 1972 sur le « contrôle des armes », les militaires interviennent dans les usines, confisquent le peu d'armes qu'ils y trouvent et évaluent les résistances : il y a durant cette période plusieurs morts et de nombreux blessés, répression qui n'est à aucun moment dénoncée ou remise en cause par le gouvernement. Après la crise de juin 1972, alors que l'ensemble des organismes de pouvoir populaire ont pu consolider leur assise et que tous les journaux proches des classes dominantes crient à la dictature du prolétariat, la CUT réitère ses appels à rendre une partie des usines occupées. Pour assurer l'ordre, dès le 9 août est formé un nouveau cabinet civilo-militaire, dit de sécurité nationale. On y retrouve les généraux des trois armes et le commandant en chef de la police. Cette nouvelle réponse

négative du gouvernement à l'intensification des luttes sociales fait dire à Armando Cruces (du Cordon Vicuña Mackenna) dans un communiqué : « les militaires au gouvernement, de même qu'en octobre, représentent une garantie pour les patrons et non pour la classe ouvrière ». Un mois plus tard c'est le coup d'État du 11 septembre 1973, dirigé par un certain général Pinochet, nommé à la tête de l'état-major par Salvador Allende, qui y laissera la vie en même temps que des milliers de chiliens anonymes.

Pour un bilan objectif sur les Cordons industriels, il est inévitable de souligner que, malgré l'ampleur du phénomène de dualisation des pouvoirs (production, circulation, ravitaillement, sécurité des quartiers pris en main par les ouvriers), le « pouvoir populaire » n'en a pas moins eu un caractère limité et temporaire. Les Cordons ne parvinrent pas à s'unifier politiquement. Ces organisations ouvrières et populaires se trouvèrent désarmées, aussi bien au niveau organisationnel que politique, face aux réponses négatives que leur donnaient l'exécutif et la direction de l'UP. Leurs actions, leur montée en puissance se sont effectuées essentiellement de manière défensive et passagère, alors que l'initiative avait été laissée aux attaques du patronat. En dehors des périodes d'affrontement, leur coordination reste une simple superstructure, servant de cadre de réunion aux différents dirigeants syndicaux et politiques implantés dans les Cordons, plutôt que d'organe d'expression des masses. Indéniablement, l'évolution des Cordons n'est pas du tout linéaire. Elle connaît d'importants reflux, selon des réactions du gouvernement auxquels la plupart des militants restent attachés (tant par leur parti que par leurs conceptions politiques). Après chaque crise, malgré une amélioration significative de leur capacité de mobilisation, il leur est demandé de respecter les engagements contractés par l'UP en 1970. De ce fait, on assiste à chaque fois, à un retour à l'isolement et l'atomisation des travailleurs au sein de leurs usines respectives.

Le MIR, sorti de la clandestinité depuis à peine quatre ans, reste impuissant à faire changer ce modèle, oscillant entre sur-volontarisme, critiques acerbes de l'Unité populaire et la tentation de s'allier avec son aile gauche, surtout au sein du PS, qui possède une importante implantation ouvrière. Malgré le succès indéniable de la diffusion de leurs idées, les *miristes* maintiendront le fonctionnement militariste très fermé de leur organisation : leurs « fronts de masses » tels que le Front des travailleurs révolutionnaires (FTR) étaient en fait directement dirigés par le Comité central du MIR, sans que les militants de base n'aient le droit de discuter de manière ouverte et démocratique sa politique. D'autres militants de la gauche révolutionnaire essaieront eux aussi d'effectuer un travail politique (interne et externe) vers la base ouvrière du PS qui adoptait des positions entrant de plus en plus en contradiction avec

l'orientation du gouvernement et de la direction de l'UP. Pourtant, d'une manière générale, l'hégémonie du PS et du PC sur les secteurs du prolétariat politiquement les plus avancés reste incontestée. La gauche révolutionnaire est d'ailleurs souvent marquée par des pratiques substitutistes qui nuisent à son développement.

Dans ces conditions, ce pouvoir populaire qui cherche à s'unifier, à établir des embryons de *double pouvoir* et à se donner une direction politique révolutionnaire, n'eut ni le temps ni la force, de se préparer au coup d'État contre-révolutionnaire. Depuis longtemps, les classes dominantes, ne s'encombraient pourtant plus de principes légalistes et complotaient ouvertement en vue de l'intervention militaire (avec l'aide en argent et en matériel de guerre du gouvernement des États-Unis⁶). Salvador Allende, quant à lui, essayait de maintenir un équilibre introuvable de conciliation avec l'armée, certaines fractions de la bourgeoisie et d'appeler au calme sur le thème du « *No a la guerra civil* ». En août 1973, il réintègre des militaires au gouvernement. L'Unité populaire fut incapable de s'appuyer sur la « révolution par en bas » qui surgissait de tous cotés, qui réclamait la fermeture du Congrès, l'épuration de l'armée des officiers réactionnaires et sa démocratisation, la nationalisation sous contrôle populaire de la distribution afin d'empêcher le marché noir, le contrôle ouvrier de la production et du pays, l'organisation de comités de défense et la distribution des armes au peuple. Le 4 septembre 1973, le centre de Santiago est envahi par une marée humaine de plus de 800 000 personnes (alors que la capitale compte à peine 3 millions d'habitants !) qui réclament la « main dure » (*mano dura*) contre la réaction et la nécessité de se préparer en vue de l'imminence du coup d'État. Quelques jours plus tard, ce sont quelques dizaines de militants professionnels qui affrontent tanks et avions de chasse dans la Moneda⁷ en flamme, alors que rien n'a été fait pour mobiliser la classe ouvrière la plus organisée d'Amérique Latine.

Leçons et perspectives...

« Avant nous avions la crainte que le processus de passage au socialisme soit en train de céder pour arriver à un gouvernement de centre, réformiste, démocrate-bourgeois qui tendait à démobiliser les masses ou les poussait à des actions insurrectionnelles de type anarchique, par instinct de conservation. Mais désormais, en analysant les derniers événements, notre crainte n'est plus celle-là ; maintenant nous avons la conviction que nous sommes sur une pente qui nous conduira inévitablement au fascisme » : c'est en ces termes que la coordination provinciale des Cordons industriels de Santiago s'adressait, le 5 septembre 1973, au premier mandataire du Chili. Il s'agit d'une lettre

rendue publique 6 jours exactement avant le coup d'État. Elle se termine ainsi : « Nous vous prévenons, camarade, avec tout le respect et la confiance que nous vous portons encore, que si vous ne réalisez pas le programme de l'Unité populaire, si vous ne faites pas confiance aux masses, vous perdrez l'unique appui réel que vous possédez, comme personne et comme gouvernant, et vous serez responsable de porter le pays, non à la guerre civile, qui est déjà en plein développement, mais à un massacre froid, planifié, de la classe ouvrière la plus consciente et la plus organisée d'Amérique latine »⁸. Ces paroles résonnent encore, 30 ans après : elles sont le témoin qu'il existait au Chili une alternative possible au respect aveugle et jusqu'au-boutiste des institutions bourgeoises et des forces armées.

En 1973, le Chili est l'épicentre de la lutte des classes en Amérique latine, après la défaite de la classe ouvrière d'août 1971 en Bolivie : ni les classes dominantes locales, ni l'impérialisme n'entendaient laisser ce nouveau maillon faible aux mains des classes populaires. L'épreuve de force, préparée suite à des affrontements partiels, se produit le 11 septembre 1973. Le mouvement ouvrier et populaire se trouve alors complètement désarmé face au coup d'État militaire et à la répression sanglante. La dictature s'installe pour 17 ans, transformant le Chili en laboratoire du capitalisme néolibéral.

Ce rappel doit surtout nous permettre de dégager quelques leçons essentielles. En opposition radicale aux conclusions des eurocommunistes, qui crurent voir dans la défaite chilienne la confirmation que « la démocratie libérale » constituait un horizon indépassable, plusieurs points semblent se dégager :

- Le mythe de la « stabilité démocratique » du Chili et de la flexibilité de ses institutions ont rapidement été démentis par la lutte des classes, mais il ne s'agit pas pour autant de nier toute utilisation des possibilités légales. De même, des conditions exceptionnelles comme celles du Chili de 1970, prouvent qu'un gouvernement de gauche peut servir *transitoirement* d'appui au mouvement anticapitaliste et le favoriser réellement. Cependant, ceci ne semble valable que si l'exécutif soutient l'émergence de la *rupture révolutionnaire* et s'efforce réellement de neutraliser l'action des classes dominantes, de l'appareil répressif. Tout processus de transition doit chercher à s'appuyer systématiquement sur les luttes sociales, sur la démocratie directe qui surgit de la base, sur la « révolution pas en bas ». Surtout, il faut tout faire pour favoriser le surgissement d'organisations participatives, de double pouvoir, qui représentent les instruments de luttes capables de créer les structures politico-sociales émancipatrices et d'abattre l'appareil d'État aux mains des classes dominantes.
- Historiquement, les classes dominantes ne se sont jamais laissées déposséder sans défendre par tous les moyens leurs intérêts de classe, y compris par la violence, la torture et l'assassinat politique : le Chili ne fit pas exception.

Avoir diffusé l'idée que les Forces armées chiliennes étaient constitutionnalistes et « démocratiques » a contribué à désarmer le mouvement révolutionnaire chilien. Les nécessités de la préparation politico-militaire, du travail politique envers les soldats et de la création de milices ouvrières et populaires démocratiques ont été confirmées au Chili.

- Les événements chiliens démontrent que la tactique de la révolution par étape et en alliance avec la « bourgeoisie nationale » est illusoire, particulièrement dans les pays dépendants. Elle a constitué un puissant frein à la consolidation du pouvoir populaire, ainsi qu'un facteur de division du mouvement ouvrier. Aucun patronat n'est prêt à accepter un processus de réformes importantes, s'il n'a pas la garantie que l'État et les classes dominantes garderont le contrôle de la dynamique sociale que de telles réformes déclenchent et que ne sera pas remise en cause la propriété privée des moyens de production. D'autre part, la défaite de l'UP confirme que les secteurs moyens et la petite-bourgeoisie ne peuvent être gagnés au processus qu'en démontrant la force du mouvement révolutionnaire, et non en appelant de manière permanente à la négociation et à la conciliation (avec la Démocratie chrétienne dans le cas chilien). La dynamique de transition au socialisme s'insère dans un processus ininterrompu où la situation de *double pouvoir* doit être résolue en faveur d'un des deux blocs de classes en lutte. Bien entendu, le défi ne s'arrête pas là, bien au contraire: il s'agit par la suite de consolider une telle conquête sociale, ce qui suppose (à la différence des régimes bureaucratiques) de réussir le pari d'une participation sociale pleine et entière sous contrôle démocratique à tous les niveaux de la vie sociale.

En partant de ces quelques brèves lignes de synthèse, quelles perspectives peut-on dégager dans l'Amérique latine d'aujourd'hui ?

- Tout d'abord la nécessité d'une vision ouverte, attentive et non dogmatique de la réalité, savoir intégrer les nouveaux éléments des situations actuelles et comprendre que le contexte de l'Amérique latine des années 1970 est définitivement fermé et aboli. On peut regretter les échos de la révolution cubaine ou rêver sur le geste du pouvoir populaire chilien, mais il faut regarder le présent: la domination et l'hégémonie capitalistes sont telles qu'il nous faut éviter tout réductionnisme et écouter les débats en cours, notamment au sein du mouvement altermondialiste international.
- L'histoire chilienne doit aussi nous amener à réfléchir sur l'autonomie des mouvements sociaux, sur la nécessité de l'indépendance de classe du mouvement ouvrier et sur les relations entre base sociale et direction politique dans le cas où un parti (ou une coalition de partis) qui se réclame du socialisme commence à occuper des charges au sein de l'appareil étatique: le cas du Brésil de Lula doit être un axe de réflexion central à mettre en parallèle avec

celui du Chili d'Allende. La social-libéralisation actuelle du gouvernement Lula, la grave crise interne du PT et la position difficile du MST soulignent une fois de plus l'erreur qu'il y aurait à vouloir sacrifier l'autonomie du mouvement social, son indépendance de classe au nom du respect des compromis politiques gouvernementaux, quels qu'ils soient.

- Il est nécessaire, plus que jamais, de revivifier la pensée marxiste, la faire jaillir au sein des nouvelles générations, montrer l'intérêt d'une réflexion critique totale, matérialiste et dialectique sur la société capitaliste. En ce sens, la « vieille discussion » sur « révolution par étape » versus « révolution permanente », les thèmes du développement inégal et combiné, de la dépendance Nord-Sud et les enjeux qu'incarne la nouvelle avancée impérialiste en Amérique latine (Plan Colombie, ALCA, traités de libre-échange, nouveau déploiement militaire yankee, etc...) sont des défis pour tous ceux qui se sentent concernés par la lutte contre le capital mondial. Il est aussi nécessaire de mettre davantage en valeur la richesse des racines culturelles indigènes et autochtones de ce continent, d'y intégrer les luttes des peuples qui le composent et leur droit inaliénable à l'autodétermination; la combinaison en Bolivie (et dans une moindre mesure en Équateur) des luttes ouvrières, paysannes et indigènes sont porteuses d'espérance et de rébellion contre l'ordre capitaliste et impérial.
- Enfin, l'expérience chilienne et la défaite de la gauche chilienne doivent nourrir le débat sur la question du « sujet révolutionnaire », sur le rôle de l'organisation politique dans un processus d'émancipation. Cela réclame de la part de la gauche révolutionnaire un retour autocritique sur le substitutionnisme envers le mouvement social, le sectarisme, le verticalisme, l'absence de démocratie interne, la tentation de s'auto-proclamer « avant-garde » ou de sélectionner un petit groupe de militant « éclairés » chargés de conduire « les masses ». D'un autre côté, nous avons les illusions de l'antipouvoir ou du contre-pouvoir, du rejet des partis politiques que l'on peut rencontrer dans d'importantes fractions du mouvement altermondialiste actuel, ceci en passant par le mouvement zapatiste mexicain ou des intellectuels comme Tony Negri. Qu'on le veuille ou non, nous sommes confrontés à la nécessité de penser le pouvoir capitaliste, ses capacités destructrices mais aussi sa « naturalisation » par de grandes majorités afin de lui opposer le pouvoir créateur et démocratique des opprimés, des travailleurs, des classes populaires.

L'Amérique latine d'aujourd'hui est malade de l'exploitation sans limites de ses peuples et de ses richesses naturelles, elle croule sous la dépendance, la dictature d'une poignée de riches magnats vendus à l'impérialisme, la négation de ses racines culturelles, la militarisation et la violence. Mais le continent de

Marti, Mariategui, Recabarren et Guevara est aussi en pleine ébullition sociale et sur la voie d'une mobilisation politique tous azimuts. Nombreux sont ceux qui cherchent activement des alternatives à un modèle en crise permanente qui pousse dans la misère des millions de latino-américains. C'est des mobilisations actuelles et des luttes en cours (en Bolivie, au Brésil, au Venezuela, en Argentine et en Équateur notamment) que pourra naître l'énergie créatrice de la transformation sociale révolutionnaire. Ainsi que le rappelait l'un des grands dirigeants du mouvement ouvrier chilien, quelques mois avant sa mort prématurée l'année dernière, dans son « Manifeste d'unité pour l'action de toutes et tous les travailleurs du pays »⁹ : l'enjeu est aujourd'hui de prendre conscience de nos faiblesses et d'ouvrir un débat franc avec tous les travailleurs, avec tous les militants, avec tous les exploités, dans la perspective de construire, depuis la base, de nouvelles organisations de classe¹⁰.

- 1 Habitants des quartiers pauvres et des bidonvilles.
- 2 Pour connaître le programme et la stratégie de l'UP, voir les nombreux documents et textes d'analyse mis en ligne dans : <http://www.rebelion.org/chile.htm>.
- 3 Confédération Unique des Travailleurs : seule grande confédération syndicale au Chili.
- 4 91 entreprises inscrites dans son programme, dont 74 industrielles, alors que plus de deux cents étaient prévues initialement.
- 5 Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (créé en 1964). Ce parti, après avoir écarté la majorité de ses adhérents trotskistes et la plupart des vieux leaders ouvriers qui le fondèrent, s'oriente à partir de 1967, davantage vers le modèle cubain. Il s'agit d'un appui critique et extraparlémentaire à l'UP, souvent catalogué comme « gauchiste » ou « contre-révolutionnaire » par le PC chilien.

- 6 Á ce propos, il est vraiment intéressant de consulter le site de l'université de Washington : www.gwu.edu/sarchiv/latin_america/chile.htm, qui présente l'ensemble des archives déclassées du département d'État et des services secrets des USA sur ce sujet.
- 7 Palais présidentiel.
- 8 *Carta de la coordinadora Provincial de Cordones Industriales de Santiago*, enviada a Presidente Salvador Allende, Santiago, 5 de septiembre de 1973.
- 9 H. Velazquez, *Manifiesto de unidad para la acción de todas y todos las y los trabajadores del país*, Coordinadora de sindicatos de base del grupo Luksic, Chile, 2003.
- 10 Voir Frank Gaudichaud, « Autour du mouvement révolutionnaire chilien », in *Dissidences*, 14-15 janvier 2004, Visiter le site de la revue *Dissidences*, www.dissidence.net

Eustache Kouvélakis

Université de Londres – King's College.

Critique de la citoyenneté (2) Marx et La Question juive

Dans le précédent numéro de ContreTemps, Eustache Kouvélakis ouvrait le débat sur la critique de la notion de citoyenneté, telle qu'elle apparaît notamment chez des auteurs contemporains comme Claude Lefort et Étienne Balibar. Il revient dans cette partie finale sur la conception de la citoyenneté dans Sur La question juive de Marx, texte fondateur, souvent l'objet de lourds contresens.

Après ces longs détours dont j'espère qu'ils n'auront pas été entièrement inutiles¹, ou vainement polémiques, je crois qu'il est temps maintenant de passer à Marx lui-même, et plus précisément au texte de *Sur la question juive*. Je ne me livrerai pas à une exégèse détaillée de ce texte, court mais particulièrement dense et riche. Je laisserai notamment de côté tout ce qui relève du politico-religieux *stricto sensu* et me contenterai de trois séries de remarques, qui portent sur des points déjà abordés au cours des développements précédents. Je précise simplement au préalable que, dans ce texte, Marx ne vise pas à traiter systématiquement de la question de la citoyenneté ou des droits de l'homme mais à répondre à Bauer. Celui-ci, sous couvert de phraséologie ultra-radical, mène un combat contre l'État germano-chrétien de son temps dans des termes qui, en réalité, restent théologiques, internes à cet État qu'il prétend combattre. Bauer rate ainsi tant le contenu de l'« émancipation politique », apportée par la Révolution de 1789, que celui de l'« émancipation humaine », qui constitue désormais – telle est la position nouvelle à laquelle Marx parvient dans les deux textes repris dans les *Annales franco-allemandes*² – l'horizon d'une révolution *nouvelle*. Marx se chargera donc de clarifier le contenu de cette distinction, tout particulièrement dans le but de dissiper les illusions de Bauer quant à la signification de l'avènement de l'État politique moderne, qui passe, aux yeux de ce dernier, pour la libération de toute conscience religieuse. Pour cela, il se tournera vers le cas le plus avancé, le plus « pur », de l'État libéral démocratique, dont les États-Unis fournissent la référence. Il montrera ainsi que, malgré la rupture qu'il opère avec l'Ancien régime, l'État moderne garde quelque chose de la transcendance de ce dernier, sous une

forme certes sécularisée. Il montrera aussi que cette transcendance s'exprime dans un universalisme juridique qui est un universalisme abstrait et tronqué, aveugle quant à ses propres présupposés et impuissant à résoudre les questions qu'il pose. La critique de la figure du citoyen, et la nécessité de son « dépassement », ou de son « abolition » (*Aufhebung*) dans la perspective de la révolution nouvelle, condense l'ensemble de l'argumentation de Marx. Nous l'aborderons d'un triple point de vue : le fondement anthropologique des énoncés de la citoyenneté, le caractère « abstrait » de leur forme, et, pour finir, le statut du droit qui s'y trouve circonscrit.

Le présupposé anthropologique des droits de l'homme

On connaît la célèbre phrase selon laquelle les droits de l'homme, en tant qu'ils se *distinguent* des droits du citoyen, sont ceux du « membre de la société civile-bourgeoise, c'est-à-dire de l'homme égoïste, de l'homme séparé de l'homme et la communauté »³. Marx examinera donc les quatre droits « naturels et imprescriptibles » tels qu'ils sont énoncés dans la déclaration « la plus radicale », celle de 1793, à savoir l'égalité, la liberté, la sûreté, la propriété. Il montre qu'ils se ramènent tous à la propriété⁴, dont ils servent de métaphore et visent, à leur tour, à garantir la libre jouissance. Les droits « naturels » sont conçus sur le modèle de l'individu-nomade, idéalement auto-suffisant et mu par le désir illimité de satisfaction de ses besoins particuliers, que C. B. MacPherson désigne par son concept d'« individualisme propriétaire », ou « possessif ».

Souvent assimilée à une critique morale, de par sa dénonciation, fort banale pour l'époque, de l'« égoïsme » de la société bourgeoise, l'argumentation marxienne repose cependant sur ceci, que cette figure anthropologique de l'homme-propriétaire résulte d'une exclusion, d'une séparation primordiale (du point de vue de l'analyse « synchronique » de la société bourgeoise. La suite du texte s'attachera justement à en reconstituer la genèse) entre l'homme et son « essence générique » (*Gattungswesen*), à savoir l'homme saisi dans la multiplicité constitutive de ses rapports aux autres hommes et aux activités sociales. Concept aux résonances feuerbachiennes sans aucun doute. Marx ne le reprend cependant qu'à la condition de le transformer (disons, pour faire vite, de le « hégélianiser » ou de l'« historiciser », dans un sens essentiellement *réactif*). L'« essence générique » doit être comprise avant tout comme une *machine critique*, dirigée contre l'universalisme abstrait des droits, dont elle révèle l'incapacité à déterminer les conditions, et le contenu substantiel⁵. C'est en effet l'illusion d'une « indépendance originelle »⁶, et bien entendu finale, de l'homme-propriétaire (via les « droits naturels » à la « conservation » desquels l'association politique des citoyens est appelée à

se dédier) qui est ici visée, dans la mesure où elle interdit de considérer les conditions effectives de la production d'une liberté commune : « C'est cette liberté individuelle, avec son application, qui forme la base de la société bourgeoise. Elle fait voir à chaque homme, dans un autre homme, non pas la *réalisation*, mais plutôt la *limitation* de sa liberté »⁷. Cette « vie générique » n'est ainsi en rien « naturelle »⁸; c'est au contraire l'« homme égoïste » de la société bourgeoise qui rétrograde au rang d'« objet naturel », dans la mesure justement où, séparé des médiations sociales, il n'est que le « résultat passif, simplement donné, de la société décomposée, objet de la *certitude immédiate* »⁹. Se laisse ici entrevoir, « en creux » seulement, la signification de l'émancipation de cet individu atomisé de la société bourgeoise qui, à travers sa réunion avec son essence générique, rendra possible la « reconnaissance » et l'« organisation » sociales de ce travail constitutif des médiations, dans la réunion de son « travail individuel », de ses « rapports individuels » avec sa « force sociale » pour reprendre les formulations du texte marxien¹⁰. Dans ce cadre, il convient de le souligner, le « citoyen abstrait » n'est pas purement et simplement supprimé, il est résorbé dans l'homme individuel réel, il cesse d'exister en tant que double transcendantal, réalité séparée d'une vie sociale, aussi bien qu'individuelle, désormais reconstruite dans l'immanence de ses médiations.

Réticent à expliciter davantage les déterminations de cette « vie générique » succédant à la société bourgeoise, fidèle en cela à sa posture foncièrement antiutopique, Marx s'attache davantage à montrer comment le texte même de la déclaration est hanté par la face cachée de l'universalisme abstrait qu'il proclame. Ce qui est exclu dans le moment constitutif de la société bourgeoise, la « vie générique », fera retour, mais sous forme « aliénée » (de projection inversée, maîtrisant imaginativement ses créateurs), dans l'« idéalisme » de la communauté des citoyens, qui reconduira la séparation originelle sous forme d'une multiplicité d'exclusions « concrètes ». Dans *Sur la question juive*, Marx n'ira pas plus loin. Il nous en dit toutefois assez pour décrypter le fonctionnement des énoncés de l'universalisme abstrait. Car si l'« homme » de la Déclaration des droits, c'est le propriétaire, il s'ensuit que le non-propriétaire se révèle, en toute logique, un peu moins « homme ». Pour le dire autrement, si les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit, et si le citoyen ne peut être autre chose que cet homme-là, la question de la citoyenneté, et de l'accès à celle-ci, se déplace désormais sur le fait de savoir qui est, ou plutôt qu'est-ce un homme ? Un non-propriétaire est-il, au sens plein du terme, un « homme » ? Une femme est-elle un « homme » ? Un esclave, un colonisé sont-ils des « hommes » ? À ces questions, nous savons que, dans une belle unanimité, les pères fondateurs du libéralisme répondent

par la négative¹¹. Locke subsume l'esclave noir sous la catégorie de marchandise, à côté du cheval. Il considère la classe laborieuse, et tous ceux qui se trouvent exclus (fut-ce temporairement comme dans le cas d'un travailleur salarié engagé dans une relation contractuelle) de la propriété d'eux-mêmes ainsi que de la possibilité d'accumuler des biens, comme incapables de mener une vie rationnelle et, bien entendu, d'accéder à la citoyenneté active¹². On sait que très tôt, les figures de l'esclave et celle du prolétaire ont partie liée. L'une déteint sur l'autre, notamment dans la représentation du prolétariat comme race distincte de celle des maîtres, vision qui connaîtra une extraordinaire fortune durant tout le XIX^e siècle. Sieyès même, auteur du plus célèbre écrit politique de la Révolution française, parle de « la plus grande partie des hommes » comme des « machines de travail » et des « instruments bipèdes »¹³. Benjamin Constant, l'un des auteurs préférés des thuriféraires actuels du néolibéralisme, assimile les non-propriétaires, l'« immense majorité » précise-t-il, à des mineurs, qui seront « toujours privés du loisir, conditions indispensables à l'acquisition des lumières »¹⁴. Aux côtés des prolétaires, esclaves et autres représentants d'une humanité subalterne, il serait inexcusable d'oublier les femmes, dont l'égalité « de nature » (l'appartenance à un même « genre humain ») vient aussitôt se heurter à l'insurmontable « différence » sexuelle, identifiée à une « différence » de « rationalité » (du moins du point de vue de son exercice pratique) qui légitime l'exclusion de la citoyenneté et la relégation dans l'espace « domestique » ou « privé »¹⁵.

J'arrête ici cette énumération qui pourrait vite devenir fastidieuse : on aura compris que l'universalisme abstrait des droits s'adosse sur une figure anthropologique définissant les sujets de ces droits et que celle-ci fonctionne selon un « principe d'exclusion caché », pour reprendre les mots d'André Tosel¹⁶. L'« égaliberté » de principe entre les « hommes » n'empêche nullement une hiérarchisation interne de leur humanité, pourvu qu'aucun obstacle de « nature », c'est-à-dire de naissance, n'interdise *a priori* le passage d'un degré à un autre, comme, par exemple, Kant a pu le montrer¹⁷.

Certes, on pourra rétorquer que c'est précisément par la réitération des énoncés universalistes abstraits que les exclusions en question ont été « graduellement » dépassées, fut-ce de manière partielle, et que s'est déployée l'effectivité propre à ces énoncés, inséparable en ce sens de la tension interne due à leur caractère spécifiquement « abstrait »¹⁸. Sans doute, à condition cependant de rappeler que cela n'a rien d'un procès linéaire, qu'il a fallu des luttes de longue haleine, et que, de ce fait, (nous y reviendrons) la « réitération » des énoncés « abstraits » doit elle-même être conçue davantage comme leur *transformation*. Pour nous en tenir au cas du suffrage et de l'éligibilité, la période post-révolutionnaire qui succède en France à la

Déclaration des droits et à l'avènement de la citoyenneté, a signifié non pas un élargissement mais au, au contraire, une forte *restriction* du droit de vote¹⁹, à la fois pour les non-propriétaires (les assemblées locales ou générales des « états », tout particulièrement du Tiers, étaient élus au suffrage masculin quasi-universel) et pour les femmes (dont certaines, notamment dans la noblesse, avaient même le droit de siéger dans les dites assemblées), la Constituante s'étant empressé d'instaurer un strict suffrage censitaire masculin. La domination du libéralisme propriétaire (à l'exception du bref intermède de la République jacobine) n'équivaut pas à une simple « résistance » à l'émancipation politique, plus ou moins résiduelle ou d'arrière-garde, mais au déclenchement d'un formidable mouvement de « désémancipation » (D. Losurdo), par l'imposition des figures de la « citoyenneté passive » aux non-propriétaires et aux femmes, et la poursuite effrénée de la barbarie coloniale et esclavagiste.

Quant aux luttes qui ont réussi à faire tomber quelques-unes du moins des exclusions et séparations en question, elles n'y sont parvenues qu'à la condition de s'en prendre à la fois à leur impensé anthropologique et à leur abstraction constitutive, en faisant apparaître comme « politique », et même comme contenu *par excellence* de la politique, ces « éléments simples de la vie civile » dont la « révolution politique » avait « aboli le caractère politique »²⁰, pour en faire de simples différences « sociales ». Par là même, les luttes en question auront également fait apparaître l'universel abstrait pour ce qu'il est, un *particularisme* à peine voilé, contaminé par ce « particulier » même qu'il exclut de son champ, et qui se révèle, à son tour, comme le véritable « universel ». Plus l'universel persévère dans son abstraction, plus il se révèle comme le particularisme des propriétaires, de sexe masculin, blancs et colonisateurs, alors que c'est l'intrusion des « particularismes », ou des « corporatismes » (des prolétaires, des colonisés, des femmes) qui s'avère porteuse d'universalité effective²¹.

La citoyenneté et l'État politique comme abstractions

Sans doute emportés par la brillance des formules marxistes, les commentateurs sont en général très diserts sur les métaphores religieuses du texte, tout particulièrement lorsque Marx énonce en termes d'« aliénation » la vérité de la scission imposée par l'émancipation politique entre, d'une part, une société civile-bourgeoise livrée à la poursuite des intérêts particuliers et, de l'autre, l'État garantissant à tous les citoyens l'« égaliberté », quelle que soit leur position à l'intérieur de la dite société civile-bourgeoise. Or, contrairement à la mystification véhiculée par l'État, qui voudrait que le citoyen soit la vérité de l'homme, c'est, selon Marx, l'inverse qui est vrai, c'est « l'homme, le membre de la société civile-bourgeoise qui est à la base, la condition de l'État

politique »²². Ce qui revient à dire que le citoyen, l'idéalité proclamée par la déclaration des droits, est la projection de l'homme profane, consacré au matérialisme de la société bourgeoise, qui apparaît dès lors comme l'homme naturel. La dualité homme/citoyen, communauté politique/atomistique de société reproduit la dualité ciel/terre propre au christianisme (porteur, et même « inventeur » de l'universalisme, grâce à la figure de Paul). La politique, celle qui se définit par l'abstraction citoyenne, se révèle alors comme la véritable religion, la transcendance sécularisée, de la société moderne.

Mais l'essentiel n'est pas là : ce que souligne avant tout cette notion d'abstraction, c'est que la « révolution politique », celle-là même qui constitue « par un seul et même acte » l'État politique et les individus atomisés qualifiés en tant que sujets de droit, la révolution politique donc « décompose » la « vie civile-bourgeoise en ses éléments, sans révolutionner ses éléments eux-mêmes et sans les soumettre à la critique »²³. Et cela parce que ces éléments sont, poursuit Marx, la « base même de son existence », mais une base dont elle a précisément fait abstraction pour constituer l'État politique²⁴. Celui-ci est donc incapable d'agir sur ces présupposés socio-économiques qui lui apparaissent dès lors comme une réalité naturelle, une « hypothèse qui n'a pas besoin d'être fondée »²⁵. Une réalité que l'État politique prétend dominer, et même transcender, alors qu'il lui est en réalité soumis, et condamné à en reproduire les séparations constitutives.

Telle est du reste, selon Marx, la solution de l'« énigme de la Terreur », c'est-à-dire les limites de la tentative jacobine-robesspierriste de résoudre l'antagonisme de la société bourgeoise (toujours considérée, ne l'oublions pas, comme le modèle à suivre pour la grande majorité des courants révolutionnaires, d'inspiration babouviste notamment, de son époque, et même d'après). C'est précisément parce que les objectifs de la direction jacobine allaient au-delà de l'abstraction et de l'égalité simplement juridique qu'ils se sont heurtés, de la manière la plus exacerbée, aux limites d'une politique coupée de ses conditions, mobilisant toute son énergie pour tenter d'agir sur celles-ci à partir d'une position d'irréductible *extériorité*²⁶. De l'échec jacobin, ressaisi dans sa grandeur même (d'avoir tenté de porter le mouvement de l'émancipation politique au-delà de lui-même) surgit dès lors la nécessité rétrospective d'un nouvel horizon émancipateur, sous peine de régresser dans des formes ineffectives, historiquement périmées, d'universalité.

Voilà pourquoi ce qui est habituellement désigné comme « l'expansion de la citoyenneté », l'« émancipation politique » de celles/ceux (ou du moins d'une part significative : on attend toujours des droits civiques pour cette partie du prolétariat désignée, ou plutôt chosifiée, en tant qu'« immigrés ») qui en ont été exclus, ne s'identifie pas à un simple élargissement des « droits » mais à

une profonde transformation des rapports du politique et du non-politique, du « privé » et du « public »²⁷. L'accès des prolétaires (de sexe masculin seulement dans un premier temps) au suffrage est indissociable d'un processus (très partiel) de « démarchandisation » de leur statut en tant que « force de travail », de reconnaissance du lieu de travail comme lieu « politique » (du moins comme lieu légitime d'organisation collective des prolétaires), et jusqu'à une forme de « socialisation » des institutions étatiques elles-mêmes (à travers les formes, certes très bureaucratisées, de gestion dite « néocorporatiste » liées à la formation de l'« État social »). Le droit de vote des femmes est, de manière similaire, inséparable d'une transformation profonde de l'« espace familial », et d'une reconnaissance (là encore, partielle) de son caractère public/politique, notamment à travers l'entrée des femmes dans la production, la prise en charge étatique d'un certain nombre de fonctions relevant de la sphère de la reproduction (écoles, crèches, troisième âge etc.) ou du droit à la contraception. En deux mots, si « extension » de citoyenneté il y a, c'est à la condition même de sa « désabstractification », de l'extension de la sphère de la politique elle-même, de la remise en cause, sous l'effet des luttes des classes et des groupes dominés, des séparations de la société civile-bourgeoise. Il devient possible, en tout cas, de mieux comprendre pourquoi, selon Marx, ce processus de politisation, s'il franchit un seuil décisif et s'étend jusqu'à la remise en cause des présupposés mêmes de la société bourgeoise (des rapports de propriété et de production, pour utiliser un langage marxien légèrement postérieur à ce texte), se doit de dépasser l'État « seulement » politique (et, partant, l'abstraction citoyenne) plus particulièrement en tant que moment fondateur du droit.

La critique du droit

Les critiques précédentes pourraient être considérées comme « solubles », en fin de compte, dans la dialectique interne des énoncés fondateurs de la citoyenneté, si elles ne conduisaient, et si elles ne supposaient, en retour, une critique de leur *forme* même, en tant qu'énoncés fondateurs de (et, en un sens, du) *droit*. Le droit comme tel n'existe, du point de vue de Marx, que dans cet acte même qui constitue l'État politique abstrait et la société civile-bourgeoise décomposée en individus indépendants, libérés des liens traditionnels, à caractère personnel, de l'époque féodale. Il n'existe donc qu'à partir de cette scission qu'il exprime, ou qu'il traduit, tout comme la religion exprimait et traduisait l'ancienne unité qui liait les diverses sphères d'activité du monde féodal. Cette traduction, il faut le préciser, opère dans un « langage », pour reprendre un terme clé de l'analyse du droit dans l'*Idéologie allemande*²⁸, qui se prend pour fondateur et s'érige dans la dénégation de la scission à laquelle

il doit pourtant son existence. Ce qui revient notamment à dire que le droit, et la déclaration de celui-ci, ne sont pas premiers (contrairement à leurs propres prétentions). Ils sont l'effet d'un processus qui dissout une forme sociale directement politique et rend possible « par le même acte » l'existence d'individus déliés et leur reconnaissance comme sujet de droit(s) par l'État politique, consignée dans les droits de l'homme et du citoyen²⁹.

Le problème de Marx n'est donc pas que les droits de l'homme et du citoyen soient formels, c'est *qu'ils sont des droits*, pour reprendre la percutante formulation de Bertrand Binoche³⁰. En tant que tels ils sont tout à fait *réels* : je peux très bien être croyant et en même temps citoyen, tout comme l'État moderne peut très bien supprimer le suffrage censitaire, et par là enlever à la propriété toute signification directement politique, et garantir effectivement le droit de vote aux non-proprétaires, tout en laissant intacte la propriété, fût-elle la plus concentrée, car elle n'est désormais « que » simple différence civile. Ou pour donner un exemple plus contemporain, je peux très bien être noir sud-africain et pouvoir désormais voter dans l'Afrique du sud d'après l'apartheid (et il a bien entendu fallu payer le prix du sang pour cela) tout en habitant le même *township* qu'avant et en travaillant sous les ordres du même patron blanc. Même s'il reste à savoir comment le capital sud-africain peut durablement gérer (et assurer la reproduction) d'une force de travail libérée du « talon de fer » de l'*apartheid*.

Une objection évidente surgit néanmoins ici : si les « droits » de l'homme et du citoyens sont bien des droits réels, et si l'« extension » de la citoyenneté les a « enrichis » de tout une série de « droits sociaux », l'objection de Marx quant aux limites insurmontables du droit n'a-t-elle pas été invalidée « pratiquement », par l'évolution historique (dont on peut même admettre qu'elle est, du moins pour une large part, due aux effets de sa critique)? Et, dans ce cas, plutôt que d'abandonner la référence aux droits de l'homme ne convient-il pas plutôt de s'en emparer pour en redéfinir le contenu? Plusieurs remarques s'imposent sur ce point : rappelons tout d'abord que Marx ne parle, dans ce texte, des droits de l'homme qu'en tant qu'ils diffèrent des droits du citoyen, du noyau fondateur des « droits naturels » et « inconditionnels » de l'homme (dont la figure du « citoyen » demeure dépendante, droits structurés, toujours selon Marx, autour du droit de propriété. Or, force est de constater que, quels que soient les remaniements et les « enrichissements » du texte fondateur dont témoignent les multiples réécritures et versions qui lui ont succédé, ce primat du droit de propriété n'a jamais été remis en cause. Davantage même : c'est lui qui rend compte (au niveau du droit positif), des décalages, hiérarchies et asymétries inscrits désormais dans l'ordre des « droits ». Plutôt qu'illustrer une extension linéaire de la notion de « droit », les divers droits

« sociaux » ne peuvent, justement, être juridiquement définis sur le mode du droit de propriété, et de ses corollaires, (comme autant de droits individuels, opposables à un « débiteur » précis) mais uniquement en tant que « créances sur la collectivité », opposables à tout le monde et à personne en particulier, si ce n'est à la puissance publique, donc à l'État. Ces « droits » s'avèrent donc dépendre de déterminations politiques et ne sauraient prétendre au même statut juridique que les autres. Voilà pourquoi ils peuvent être, en fonction des conjonctures (par exemple dans le cadre de la contre-réforme néolibérale actuelle), drastiquement limités, voire supprimés, de manière parfaitement « légale », compatible avec l'ordre juridique et constitutionnel existant. Songeons, à titre de comparaison, à la décision d'expropriation sans indemnisation d'un propriétaire, qui suppose, elle, un bouleversement radical de l'ordre juridique, une rupture de légalité, et le passage à une logique politique « d'exception » déterminant ouvertement les normes légales. Une asymétrie interne aux « droits » se révèle ici, partiellement recouverte par les effets homogénéisants du langage juridique, qui permet aux théoriciens libéraux d'établir une hiérarchie, qui n'accorde aux « droits-créances » qu'une place seconde (si ce n'est aucune, par exemple chez Hayek) par rapport aux « droits-libertés », alors même qu'il est aisé de constater que les seconds ne peuvent que dégénérer en pure formalité sans le soutien des premiers.

Le cas limite, de ce point de vue, est évidemment celui du « droit au travail », dont la revendication, lors de la révolution de 1848 en France, a révélé au grand jour les limites même du droit. Car il est clair que tout début de définition concrète de ce « droit » est incompatible avec les rapports de propriété et d'échange de la société bourgeoise. C'est pourquoi, selon Marx, « derrière ce droit » se lisaient les « exigences révolutionnaires du prolétariat parisien »³¹, exigences irréductibles, elles, au langage du, et des, droit(s). Proclamé par la suite dans certains textes (dont la déclaration des droits de l'ONU de 1948), le « droit au travail » n'a connu de traduction concrète (là encore bien fragile, comme nous le constatons de nos jours) qu'en tant que « droit à l'emploi »³², c'est-à-dire, de fait (y compris au sens du droit positif), de droit à une indemnisation en cas de perte d'emploi³³. « Droit » qui, même sous cette forme limitée, risque de se transformer rapidement en un simple souvenir, y compris dans des pays aux fortes traditions d'« État social ».

Il ne s'agit donc pas tant d'abandonner à son sort le terrain du droit (les luttes *dans* le droit et *pour* les droits sont une dimension constitutive de la lutte de classes), mais d'en saisir les limites. De voir que même quand elles s'expriment en termes de droit(s), les luttes des dominés sont *en excès* sur le droit, qu'elles parlent, en fin de compte, d'autre chose que de lui. L'« émancipation politique » diffère de l'« émancipation humaine », pour reprendre les

termes de *Sur la question juive* (Marx ne parlera bientôt que de « l'émancipation du prolétariat »³⁴), dans la mesure où cette dernière exige non pas de réaliser le droit ou de le dénoncer, mais de rompre avec ses prétentions fondatrices, qui ne sont que l'envers fictif de sa fonction de légitimation d'un pouvoir étatique séparé de la société.

Le point de vue de l'« émancipation humaine », c'est celui qui pense à partir des limites internes de l'émancipation politique, c'est-à-dire à partir de son échec. L'émancipation humaine est, dit Marx, un « grand progrès », elle est même une « forme d'émancipation humaine » mais qui demeure « la dernière forme dans l'ordre du monde actuel », l'« émancipation partielle » qui « laisse debout les piliers de la maison »³⁵. Son échec apparaît ainsi comme rétrospectivement nécessaire, dans la perspective nouvelle de l'émancipation qui s'attaque tout à la fois aux piliers et à la toiture surplombant l'ordre existant. Pour le dire autrement, l'émancipation politique n'est pas plus une illusion qu'un mécanisme strictement fonctionnel à la domination bourgeoise³⁶; elle est simplement, si j'ose dire!, grevée d'une limite interne, structurelle, qui lui interdit de répondre à la question à laquelle elle conduit (par son « ratage » même), celle de l'avènement de l'universalité concrète.

Au-delà de la citoyenneté : la révolution

De là aussi, à notre sens, l'impossibilité de rendre compte du processus historique d'accès à l'« émancipation politique » comme une « extension » de la citoyenneté mais plutôt comme une subversion de la notion même. D'une certaine façon, le retour « emphatique » de la citoyenneté auquel nous assistons atteste que ce processus est en crise, ou plus exactement que cette crise prend une forme nouvelle. Au mouvement (pour rester dans cette terminologie) d'« extension » et de « concrétisation » de la citoyenneté, dans le cadre des compromis imposés par les luttes de classes (soulignons à quel point ceux-ci furent redevables d'octobre 1917, y compris du strict point de vue de l'« émancipation politique » : la Russie soviétique fut la première au monde à reconnaître simultanément les droits politiques des non-propriétaires, des femmes et des nationalités opprimées), succède une ère de contre-révolution « à froid », un mouvement de désémancipation mené sous l'égide du néolibéralisme. L'exclusion des classes dominées de la sphère publique (indissociable de la destruction des conquêtes sociales de la période antérieure), et même, de l'exercice de leur droit au suffrage (voire l'effondrement des taux de participation aux élections dans les principaux pays européens, et leur alignement tendanciel sur le modèle américain), i.e. le rétablissement de fait, du suffrage censitaire et de la citoyenneté passive, en représente une dimension décisive. Preuve, s'il en fallait, du caractère instable et limité (dans l'espace et

le temps) des compromis actuellement, c'est-à-dire *rétrospectivement*, inter-prétés (et souvent idéalisés) en tant que « citoyenneté sociale ».

S'il en est ainsi, la prolifération actuelle du discours « citoyen », qui contraste fortement avec son relatif effacement lors de la période précédente, pourtant marquée par les « avancées » de la « citoyenneté » (mais ce sont essentiellement les discours du socialisme et de la révolution anticoloniale qui l'ont exprimée), ne peut être considérée comme un paradoxe, mais plutôt comme un symptôme, ambigu, de la désémancipation. Tantôt protestation contre certains de ses effets (au nom des dimensions « qualitatives » ou « sociales » incorporées à la définition de la « citoyenneté »), tantôt justification de sa logique d'ensemble (au nom du retour aux vertus de l'universalisme abstrait), la figure du « citoyen » proclamée aujourd'hui de toutes parts redouble sur le plan discursif le processus désémancipateur, en excluant la seule critique qui remette radicalement en cause ses présupposés, la critique socialiste et communiste. Peut-être pouvons-nous à présent mieux comprendre la portée de la critique marxienne de la citoyenneté. Car on aura beau décliner de toutes les manières « égaliberté » et « citoyenneté » on n'obtiendra jamais « transformation des rapports de production », « prise du pouvoir », « abolition du salariat, du marché et des classes » ou encore « dépérissement de l'État ». Naturellement, on peut juger que, du point de vue même d'un projet d'émancipation, il s'agit là d'énoncés tout à fait périmés, voire dangereux ou du moins nuisibles. Pour ce faire, il me semble toutefois qu'il faut d'abord en discuter sérieusement, se mesurer à leur radicalité et vérifier que leur abandon n'entraîne pas une perte sérieuse pour la consistance d'un tel projet. Autant il serait illusoire de croire que la théorie de Marx peut faire l'économie de la confrontation avec l'expérience de défaites du dernier siècle, autant il convient de ne pas se tromper sur la signification des résistances qu'elle continue, et continuera, de susciter.

1 Deuxième partie du texte d'une conférence donnée le 4 juin 2003 à Espaces Marx Paris. La première partie a été publiée dans *ContreTemps*, n° 9, février 2004, p. 174-190.
2 À savoir, outre *Sur la question juive*, la *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel. Introduction*, auxquels ils convient d'ajouter les lettres à Ruge.
3 Je cite d'après la traduction de J.-M. Palmier, Paris, UGE 10/18, 1968 (dorénavant QJ, suivi du numéro de page), p. 37, et, pour l'original allemand, d'après

les *Marx Engels Werke*, vol. 1, Berlin, Dietz Verlag, 1988 (dorénavant MEW 1 suivi du numéro de page), p. 363-364.

4 Ce primat de la propriété se répercute au niveau du droit positif, qui accorde au droit de propriété des garanties inconnues des autres, et tout particulièrement des droits « sociaux » (nous y reviendrons).

5 Je remercie P. Sereni pour cette remarque.
6 QJ 39, MEW 1 366.

7 QJ 38, MEW 1 365. Comme nous l'avons vu (cf. 1ère partie de cet article, note 21), même Rousseau, Marx le souligne dans

la suite de ce texte, malgré sa conception d'une « liberté civile » qui n'est pas perte de la « liberté naturelle », mais production d'une liberté nouvelle basée sur l'entière aliénation des forces individuelles de tous ceux qui fondent l'association politique, reste prisonnier de ce modèle de la liberté-indépendance.

8 Le soupçon demeure toutefois que cette « essence » fonctionne elle-même sur le mode d'une nature, d'un donné originel altéré par l'atomistique de la société bourgeoise, que l'« émancipation humaine » sert à rétablir. Ces ambiguïtés ont conduit Marx, par la suite (6^e thèse sur Feuerbach), à répudier explicitement le concept de « genre » et d'« essence générique » en tant qu'« universalité interne, muette, liant les nombreux individus de façon naturelle » (trad. G. Labica, in G. Labica, *Karl Marx. Les thèses sur Feuerbach*, Paris, PUF, 1897, p. 22).

9 QJ 44 MEW 1369.

10 « Ce n'est que lorsque l'homme individuel effectif a récupéré en lui-même le citoyen abstrait et est devenu [conforme à son] *essence générique (Gattungswesen geworden ist)* dans sa vie empirique, dans son travail individuel, dans ses conditions individuelles, ce n'est que lorsque l'homme a reconnu et organisé ses forces propres comme forces *sociales*, et que la force sociale ne se sépare plus de lui sous la forme de la force *politique*, ce n'est qu'alors que l'émancipation humaine est accomplie », QJ 45 (trad. modifiée) MEW 1370.

11 Sur cette question, on se reportera aux études de D. Losurdo, « Marx, la tradition libérale et le concept universel d'homme », *Actuel Marx*, n° 5, 1989, p. 17-31 et « La construction du concept universel de l'homme : de la tradition libérale à la Révolution française », in B. Bourgeois, J. D'Hondt (dir.), *La philosophie et la Révolution française*, Paris, Vrin, 1993, p. 49-58.

12 Cf. C. B. Macpherson, *La théorie politique de l'individualisme possessif*, de Hobbes à Locke, Paris, Gallimard, 1971, pp. 244-274. Sur la portée politique (proprement fondatrice) de l'anthropologie lockienne, on consultera à l'ouvrage de Neal Wood,

The politics of Locke's Philosophy. A social study of An essay concerning human understanding, Berkeley, University of California Press, 1983.

13 Cité in R. Zapperi, « Introduction », in E. Sieyès, *Qu'est-ce que le Tiers-État ?* Genève, Droz, 1970, p. 46. Sieyès envisageait même tout à fait sérieusement la mise au point, par croisements successifs, d'une « race » nouvelle de « singes anthropomorphes » destinés à être « esclaves », aux côtés des la race des « nègres », servant eux d'« instruments de labeur auxiliaires », et de la « race » des « chefs de production », exclusivement composés de « blancs » (*ibid.*, p. 11).

14 B. Constant, *Principes de politique*, Paris, Hachette, 1997, p. 179.

15 Cf. G. Fraisse, *Muse de la Raison. Démocratie et exclusion des femmes en France*, Paris, Gallimard, 1995. L'auteur souligne, à juste titre, qu'« on peut dire que l'égalité est vraie en théorie et fautive en pratique, mais la procédure est en fait plus perverse car la théorie elle-même est porteuse de l'inégalité, de la possibilité de subordonner les femmes », pour conclure : « la Déclaration des droits de l'homme n'est pas contradictoire avec l'exclusion » (*ibid.*, p. 286 et 330).

16 A. Tosel, *Démocratie et libéralismes*, Paris, Kimé, 1995, p. 20-26. Ce principe est « caché » non parce que les énoncés de l'exclusion resteraient implicites (nous avons vu qu'ils sont, au contraire, clairement affirmés), mais parce qu'ils se situent à un autre niveau du discours, plus « empirique », ou « concret », laissant formellement intact l'énoncé premier censé les « subsumer » du haut de son impassible universalité. D'où le caractère fragmenté, proliférant et, en fin de compte, instable de ce type particulier d'énoncés.

17 Notamment dans « Sur le lieu commun : il se peut que ce soit juste en théorie, mais, en pratique, cela ne vaut point » (in E. Kant, *Œuvres philosophiques*, t. III, Paris, Gallimard/La Pléiade, 1986, cf. notamment 275-278), éloquent plaidoyer en faveur de l'exclusion de la citoyenneté des femmes, des mineurs et de tous ceux qui vendent leur force de travail (*opérai*).

18 Voir, par exemple, en ce sens l'argumentation d'E. Laclau, *Emancipation(s)*, Londres, Verso, 1996.

19 Cf. D. Losurdo, *Démocratie ou bonapartisme*, Paris, Le temps des cerises, 2003, p. 25-27, et, pour les femmes, G. Fraisse, *Muse de la Raison...*, *op. cit.* p. 275-276.

20 « La révolution politique abolit (*hob... auf*) donc le caractère politique de société civile-bourgeoise (*bürgerliche Gesellschaft*). Elle brisa la société civile-bourgeoise en ses éléments simples, d'une part les individus, d'autre part les éléments matériels et spirituels qui forment le contenu de la vie et la situation civile de ces individus », QJ 42 (trad. modifiée) MEW 1368.

21 Dialectique de l'universel que J. Rancière restitue de manière suggestive par sa définition de la politique comme « institution de la part des sans part », dont l'irruption révèle la contingence de tout ordre social (dont la gestion, le comptage, définit la « police », selon Rancière) en s'affirmant comme le tout, l'universel singulier qui naît, sur le mode polémique, du tort fondamental, de l'exclusion des « incomptés » (cf. J. Rancière, *La Méésentente*, Paris, Galilée, 1995). Sans doute, à condition toutefois de ne pas opposer (comme le fait Rancière) exclusion symbolique et déterminations sociales, ou, en d'autres termes, « politique » et « police », afin de mettre en lumière la « politicités » de la « police » elle-même.

22 QJ 43 MEW 1369.

23 QJ 44 MEW 1369.

24 « Bien loin de supprimer ces différences factices [l'État politique] n'existe que sous leurs présuppositions », QJ 24 MEW 1354.

25 *Ibid.*

26 Cf. QJ 27-28 MEW 1357.

27 Et jusqu'au statut même des « droits » en question, nous y reviendrons plus loin.

28 K. Marx, F. Engels, *L'idéologie allemande*, Paris, Éditions sociales, 1976, p. 363.

29 « La constitution de l'État politique et la décomposition de la société bourgeoise en individus indépendants, dont les rapports sont régis par le droit, comme les rapports des hommes

des corporations et des jurandes étaient régis par le *privilege*, s'accomplissent par un seul et même acte », QJ 43 MEW 1369.

30 B. Binoche, *Critiques des droits de l'homme*, Paris, PUF, 1989, p. 111.

31 Cf. K. Marx, *Les luttes de classes en France*, trad. G. Cornillet, Paris, Éditions sociales, 1984, p. 122 : « derrière le droit au travail, il y a le pouvoir sur le capital, derrière le pouvoir sur le capital l'appropriation des moyens de production, leur subordination à la classe ouvrière associée, c'est-à-dire la suppression du salariat, du capital et de leurs rapports réciproques. Derrière le « droit au travail », il y avait l'insurrection de Juin ».

32 C'est sous cette formulation du reste qu'il figure, contrairement à ce qui est souvent avancé, dans le préambule de la Constitution française de 1946, confirmée en 1958, où il apparaît, de surcroît, non comme un droit inconditionnel mais comme la contrepartie du « devoir » de travailler.

33 Cf. les indications de J.-J. Goblot, *Le droit au travail. Passé, présent, avenir*, Paris, Syllepse, 2003.

34 Par exemple dans *Les luttes de classes en France*, *op. cit.*, p. 94 : le « secret de la révolution du XIX^e siècle » réside dans « l'émancipation du prolétariat ».

35 Respectivement QJ 26 MEW 1356 (je souligne) et *Critique de la philosophie du droit de Hegel. Introduction*, trad. E. Kouvélakis, Paris, Ellipses, 2000, p. 16, 18 MEW 1388, 389.

36 C'est l'objection de S. Petrucciani dans sa stimulante étude « Marx et la critique de l'égalité politique », *Actuel Marx*, n° 8, 1990, p. 67-86.